



LE DIX-HUITIÈME SIÈCLE EN ANGLETERRE

PAR

M. PHILARÈTE CHASLES

PROFESSEUR AU COLLÈGE DE FRANCE

ETUDES POLITIQUES

—

Le comte de Shaftsbury
Sir William Temple
Guillaume III et la Révolution de 1688
Robert Walpole
Edmond Burke
Franklin — Fielding — Richardson
Orateurs Irlandais

PARIS

LIBRAIRIE D'AMYOT, ÉDITEUR

6 RUE DE LA PAIX

—

1846

LE

DIX-HUITIÈME SIÈCLE

EN ANGLETERRE

TOME I

IMPRIMERIE DE H. FOURNIER ET Cᵉ
RUE SAINT-BENOIT, 7.

LE

DIX-HUITIÈME SIÈCLE

EN ANGLETERRE

PAR

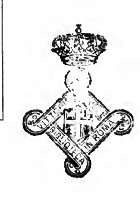
M. PHILARÈTE CHASLES

PROFESSEUR AU COLLÉGE DE FRANCE



ETUDES POLITIQUES

Le comte de Shaftsbury
Sir William Temple
Guillaume III et la Révolution de 1688
Robert Walpole
Edmond Burke
Franklin — Fielding — Richardson
Orateurs Irlandais



PARIS

LIBRAIRIE D'AMYOT, ÉDITEUR

6 RUE DE LA PAIX

1846

J'ai réuni dans ce volume plusieurs études, achevées à diverses époques, et relatives aux mouvements politiques de l'Angleterre pendant le XVIIIe siècle et aux hommes qui les ont dirigés. Ce ne sont ni des Biographies, ni des tableaux; ce ne sont que des études. Dans un temps plus naïf, je les aurais appelées simplement *Discours ou Essais ;* cette simplicité ne va qu'aux maîtres, à Montesquieu, à Machiavel ou à Bacon.

S'il est curieux d'étudier les littératures et les législations, il est plus utile et plus neuf encore d'analyser le jeu des événements et la manière dont les chefs des peuples s'y prêtent ou les modifient. Je n'ai pas craint de soumettre à l'examen des élémens vicieux ou corrompus, et d'y

chercher le secret de l'action que des hommes tels que Richelieu, Shaftsbury ou Robert Walpole ont exercée sur leurs contemporains et l'avenir. De ce que j'ai indiqué cette influence, souvent perverse, on ne doit point conclure que j'amnistie l'immoralité; je désire que l'on ne prenne pas pour approbation ce qui est observation.

Loin de m'enchaîner aux opinions des historiens et des publicistes anglais; je les ai presque constamment refutées ou contredites. L'esprit de secte et de parti qui a dominé, animé, et aggrandi leur vie nationale, les a toujours éloignés du point de vue impartial de l'histoire. Il serait inutile d'ajouter que, parmi les essais que je place ici, aucun n'est imité, emprunté, encore moins traduit.

Je n'ai pas épuisé la série des noms politiques que ce siècle renferme; j'ai choisi les plus curieux et les plus mal connus, cherchant à mettre en lumière les vives saillies de leurs caractères, les ressorts cachés de leurs actions, et les plaçant de manière à ce que la marche de la so-

ciété anglaise nous apparut dans son vrai courant et sa signification réelle.

Ainsi l'on trouvera, à la tête de ces esquisses, le portrait et la biographie de Shaftsbury, homme du XVIIe siècle, sous la main duquel se forma la société bourgeoise et calviniste du XVIIIe; — puis William Temple, auteur de la Triple Alliance; — GUILLAUME III, sous le règne duquel s'organisa définitivement le gouvernement constitutionnel; — Robert Walpole, qui le consolida en maintenant la paix; — Edmond Burke, partisan enthousiaste et dévoué de l'ordre fondé en 1688, — enfin l'athlète de l'indépendance américaine, dernier metteur en œuvre des théories puritaines, Benjamin Franklin; et le champion ardent et impuissant de l'indépendance irlandaise, Henri Grattan. A ces noms politiques, j'ai joint les noms de deux hommes que l'on n'a considérés jusqu'ici que comme auteurs de fictions amusantes, mais qui ont pris une part très-active au mouvement social de leur pays, Richardson et Fielding.

Dans cette série d'études, on verra se manifester

un fait grave et historique; le mouvement progressif, la marche ascendante et continue des idées d'examen, et de liberté, défendues par le Nord Protestant.

Pendant que la société anglaise, renouvelée par la révolution de 1688, donnait, aux dépens du trône, plus de force à ses Communes bourgeoises et à sa pairie héréditaire; — Louis XIV achevait d'annuler l'influence de nos Parlements et d'immoler notre aristocratie. Il ne laissait debout que son trône; c'était trop peu. On sait ce qui en est advenu.

Louis XIV aurait dû servir le mouvement libéral du nord, ou plutôt allier le catholicisme à la liberté; tel était le difficile problème de l'avenir. On reconnaîtra la faute qu'il a commise, lorsque ne voulant pas suivre la politique libérale et féconde de Henri IV, il a fait pencher la France vers le pouvoir absolu en honneur dans les régions méridionales qui s'affaissaient, au lieu de l'associer comme maîtresse et comme protectrice à la liberté germanique. Exagérer l'idée et le principe de l'autorité religieuse et ci-

vile, c'était exciter les colères du Nord Protestant et armer contre la France, dans son propre sein, une masse d'intérêts redoutables. Une politique généreusement prévoyante eût marié le catholicisme à la liberté, et donné, à ce mouvement inévitable du monde européen vers l'indépendance individuelle, la France elle-même pour initiatrice.

Si j'avais à récrire quelques-unes de ces études, j'apporterais aujourd'hui une sévérité plus grave, non dans les idées et les faits, mais dans la forme. On n'arrive que tard à ce goût définitif de la simplicité. Il m'a semblé qu'il y avait sincérité envers moi-même et respect pour le lecteur, à ne rien changer à ces essais, et à paraître devant lui, comme dit Shakspeare, *with all my sins on my head*.

PHILARÈTE CHASLES.

Paris, Institut, 25 mars 1846.

TABLE DES MATIÈRES.

SIR WILLIAM TEMPLE.

GUILLAUME III ET LA RÉVOLUTION DE 1688.

ROBERT WALPOLE

PEINT D'APRÈS SON FILS.

EDMOND BURKE.

CORRESPONDANCE PARTICULIÈRE DE BURKE.

BENJAMIN FRANKLIN.

FIELDING ET RICHARDSON,

CONSIDÉRÉS DANS LEURS RAPPORTS AVEC LE MOUVEMENT POLITIQUE DE L'ANGLETERRE ET DU XVIIIme SIÈCLE.

ORATEURS IRLANDAIS.

HENRY GRATTAN ET LES ORATEURS POLITIQUES DE L'IRLANDE.

CHRONOLOGIE DE L'HISTOIRE D'ANGLETERRE,

PENDANT LE XVIIIe SIÈCLE.

Guillaume III de Nassau (né en 1650)	. . .	1689 — 1702
Anne, reine, (née en 1664).	. . . .	1702 — 1714
George Ier (né en 1660).	. . . .	1714 — 1727
George II (né en 1683).	. . . .	1727 — 1760
George III (né en 1738).	. . . .	1760 — 1820

1700 — Invention du *Quart anglais* et de l'*Octant* pour observer les astres en mer.

1701 — L'Angleterre déclare, avec l'empereur, la Hollande et le duc de Savoie la guerre à la France et à l'Espagne.

— Jacques II, roi d'Angleterre, meurt âgé de soixante-huit ans à Saint-Germain-en-Laye, le 16 septembre.

— Perfectionnement du télescope et du thermomètre, Newton, de la géographie magnétique par Halley.

1702 — Le 19 mars, mort de Guillaume III, prince d'Orange roi d'Angleterre. Avènement d'Anne Stuart, seconde de Jacques II.

— Réunion des deux compagnies Anglaises pour le commerce des Indes.

1704 — Le 4 août, prise de Gibraltar par les Anglais.

— Le 13 août, Marlborough et le prince Eugène gagnent la bataille de Hochstett.

1705 — Le Parlement d'Angleterre fixe la couronne dans la ligue protestante de Brunswick.

1706 — Découverte des îles Malouines et de Falkland, par les anglais.

1707 — La reine Anne fait de l'Écosse une province de la Grande-Bretagne.

1708. — Prise de Port-Mahon, dans l'île de Minorque, par les anglais.

1709 — Prise de Tournai, sur l'Escaut, par Marlborough et le prince Eugène.

1710 — Formation de la Compagnie Anglaise de la mer du sud.

1711 — Prise de Bouchain sur l'Escaut par Marlborough.

1712 — Le 29 janvier, ouverture du congrès d'Utrecht. — Le 24 août on publie la suspension d'armes entre l'Angleterre et la France. Disgrâce de Marlborough.

1713 — L'Acadie et l'île de Terre-Neuve sont cédées aux anglais.

1714 — La reine Anne menrt à Londres le 12 août. — Le 31 octobre, Georges-Louis, électeur d'Hanovre, arrière-petit-fils de Jacques Ier, par sa mère est couronné roi. — Le Parlement promet une somme considérable à qui arrêtera Jacques III, prétendant.

1715 — Le 1er juin, Jacques III est proclamé roi à Lancastre.

— Le 23 novembre, combat à Dumblain, en Écosse entre le comte de Marr, partisan du prétendant et le duc d'Argyle, général du roi Georges.

1716. — Jacques III se retire à Avignon, pnis en Italie. Ses partisans sont jugés à Londres et exécutés.

1718 — Traité de la quadruple alliance, entre l'Empereur, la France, l'Angleterre et la Hollande.

— Le 11 août, les Espagnols sont battus sur mer à la hauteur de Syracuse, par l'amiral Byng.

1719 — La France et l'Angleterre déclarent la guerre à l'Espagne.

1720 — Jonction des flottes anglaise et suédoise.

— Lady Montagu apporte de Constantinople en Angleterre l'inoculation.

1723 — Pierre le Grand invite les Anglais à faire le commerce avec la Perse, en traversant la Russie.

1725 — Naissance à Rome, le 6 mars du duc York, second fils de Jacques III.

— Le Parlement fait désarmer la noblesse et les bourgeois jacobites d'Écosse.

— Le roi rétablit l'Ordre des chevaliers du Bain.

1727 — Gibraltar est vainement attaqué par les Espagnols.

— Mort de Newton.

— Mort de George Ier à Osnabrück le 22 juin. Avènement de son fils George II, le 26 juin.

1729 — Traité de paix conclu à Seville le 9 novembre entre la France, l'Angleterre et l'Espagne.

1731 — Traité de Vienne, le 16 mars, entre l'empereur, l'Angleterre, la Hollande et l'Espagne.

1732 — Les Anglais s'établissent en Géorgie, (Amérique Septentrionale).

1734 — George II fonde l'université de Gœttingue, en Hanovre.

1739 — George II déclare la gnerre à l'Espagne.

— Le 3 décembre prise de Porto-Bello sur les espagnols par l'amiral Vernon.

1741 — L'amiral Anson double le premier le cap Horn et découvre l'île déserte de Juan Fernandez.

1742 — Déclaration de guerre de la France, contre la reine de Hongrie, l'Angleterre et la Hollande.

— Martin, chef d'escadre anglaise, fait une descente dans le royaume de Naples.

1743 — Le 13 juin, bataille de Dettingen entre les alliés et les Français, victoire indécise.

1744 — Le 22 février, combat naval dans la Méditerranée entre l'amiral Mathews et la flotte française réunie aux Espagnols. Issue indécise.

— Déclaration de guerre contre la France, par le roi d'Angleterre, le 4 mars.

— Retour de l'amiral Anson de son voyage autour du monde.

— Premiers différends des Anglais et des Français dans les Indes.

1745 — Prise de Louisbourg et du Cap-Breton par les Anglais sur les Français.

— Edouard Stuart, fils aîné de Jacques III, fait déclarer son père roi d'Ecosse et d'Irlande le 19 septembre.

— Les Anglais bombardent Gênes.

— Le 2 octobre, le prince Edouard est victorieux à Preston-Pan ; il prend Carlisle ; — il est forcé de rentrer en Ecosse.

1746 — Le prince Edouard triomphe à Falkirk et prend Inverness. — Il est ensuite battu à Culloden et retourne en Italie.

— M. de la Bourdonnaye bat une escadre anglaise dans les Indes Orientales et prend Madras.

— Les Anglais s'emparent des îles de Sainte-Marguerite et de Saint-Honorat.

1747 — L'amiral Anson est battu par M. de la Jouquière, chef d'escadre de France.

— Les alliés sont battus près de Liéges par les troupes du roi de France.

1748 — Combat naval entre l'amiral Knowles et l'amiral Reggio, espagnol, près de la Havane.

— Traité d'Aix-la-Chapelle, signé par les ministres de France, d'Angleterre et de Hollande.

1749 — Commencement de l'influence anglaise dans l'Inde.

1750 — Black, Cavendish, Priestley et plusieurs autres, font des découvertes qui conduisent à la connaissance des gaz (de 1750 à 1776).

1751 — Le parlement anglais admet le calendrier Grégorien.

— Etablissement à Londres d'une société ou académie des antiquités et d'une société des arts et métiers.

1752 — Société anti-Gallicane pour la fabrication des étoffes.

1753 — Muséum britanique, fondé par sir Hans Sloane.

1754 — Les hostilités récommencent entre les Anglais et les Français.

1755 — Le général Craddoch est battu et tué par les Français, sur l'Ohio.

— Déclaration de guerre de l'Angleterre contre la France, le 17 mai.

1756 — L'amiral Byng est battu par de la Galissonnière devant Port Mahon.
— Prise de Port Mahon par les Français.
— Les forts anglais du lac Ontario sont enlevés par le marquis de Montcalm.
— Traité d'alliance entre la Russie et l'Angleterre.
— Les Anglais sont chassés de Calcutta par Surajah Dowlah.

1757 — L'amiral Byng est pendu en Angleterre.
— Une escadre anglaise force à capituler la garnison française de Chandernagor.
— Le 26 juillet, les Anglais, les Hanovriens et les Hessois sont battus près de Hastembech par le maréchal d'Estrées.
— Le marquis de Montcalm prend et rase le fort Georges, au Canada.

1758 — Prise du fort Louis et siége de Gorée par les Anglais.
— Victoire du marquis de Montcalm sur les Anglais près du lac Champlain.
— Prise de Louisbourg par les Anglais.
— Descente et défaite des Anglais à Saint-Brieuc.
— Prise de l'île de Gorée par les Anglais.

1759 — Prise de Surate par les Anglais.
— Prise de la Guadeloupe par les Anglais.
— Combat naval entre les Anglais et les Français près de la côte de Coromandel.
— Prise de Québec par les Anglais.
— Défaite de M. de Conflans par l'amiral Hawkes.

1760 — Prise de Montréal par les Anglais.

1761 — Prise de Pondichéry par les Anglais.

1762 — Les Anglais enlèvent aux Français, l'île de la Martinique : aux Espagnols la Havane.

1763 — Traité de paix signé à Paris entre l'Angleterre, l'Allemagne et la France.
— Les Anglais sous la conduite d'Adams, triomphent dans le Bengale, de Cossin Ali-Khan.
— Voyage de Chandler dans l'Asie Mineure; de Stedman, à la Guyane.

1764 — Voyage de Richard Maundler dans l'Asie Mineure.

— Byron, grand-oncle de lord Gordon Byron le poète, fait le tour du monde.

1765 — Les Anglais se rendent maîtres du Bengale.

— Troubles dans les colonies anglaises.

1766 — Mort de Jacques Stuart, fils de Jacques II, à Rome.

1767 — Commencement des guerres des Anglais contre Hyder-Aly. souverain du Mysore.

— Wallis découvre les îles de la Pentecôte et de la reine Charlotte.

1769 — Hyder-Haly dicte la paix aux Anglais.

— Voyage de Bruce aux sources du Nil, en Nubie, en Abyssinie.

— Voyage à la baie d'Hudson par Heare.

— Le capitaine Cook visite O'Taïti et découvre les îles de la Société.

1775 — Hostilités entre les Anglais et les Anglo-Américains.

— Les Anglais acquièrent dans l'Indostan la province de Bénarès.

— Cook découvre la Géorgie Méridionale.

1776 — Les États-Unis d'Amérique se déclarent indépendants et le général Washington, bat près de Trenton les Hessois au service de l'Angleterre.

— Découverte des îles du prince Edouard par le capitaine Cook.

1777 — Les Anglais reprennent Philadelphie sur les Américains. — Ceux-ci sont battus à Brandiwine et à German-Town.

— Le 16 octobre, le général anglo-américain Gates force le général anglais Burgoyne à capituler. La France reconnaît l'indépendance des États-Unis.

1778 — Traité d'alliance et de commerce conclu le 6 février entre la France et les États-Unis. Commencement de la guerre de l'Angleterre et de la France.

— Le 27 juillet, combat naval d'Ouessant, entre les Français et les Anglais. Victoire indécise.

1779 — Les Espagnols s'allient à la France contre l'Angleterre et assiègent Gibraltar.

1780 — La Russie forme contre les Anglais une neutralité armée

avec la Suède, le Danemarck, la Prusse, l'Autriche, le Portugal et le roi des Deux-Siciles.

1781 — M. de Bouillé enlève aux Anglais l'île de Tabago.

— Le général Cornwallis est forcé de se rendre prisonnier de guerre avec son armée dans York-Town par les Franco-Amérlcains.

— M. de Bouillé enlève l'île de Saint-Eustache aux Anglais.

— Découverte de la planète Saturne, par Herschell.

1782 — Prise de Saint-Christophe par M. de Bouillé.

— Les Espagnols et les Français échouent contre Gibraltar.

— L'Angleterre reconnaît l'indépendance des États-Unis d'Amérique.

— Invention de la sténographie, par Samuel Taylor.

1783 — Traité de paix, entre l'Angleterre d'un côté, la France, l'Espagne et les États-Unis de l'autre.

1784 — Paix définitive entre l'Angleterre et la Hollande.

1786 — Traité de commerce entre la France et l'Angleterre.

1787 — Duncan découvre les îles de la Princesse Royale.

1788 — Mort de Charles Edouard, dit le prétendant, petit-fils de Jacques II.

1789 — Guerre entre les Anglais et Tippoo-Saïb.

1790 — Voyage dans l'empire de Maroc par l'anglais Lemprière.

——— Chez les Hottentots et les Caffres, par Patterson.

——— Dans l'Océan Pacifique du nord, et découvertes par Vancouver.

1791 — Voyage dans le sud de l'Amérique Méridionale par William Bartram.

1792 — Traité de paix entre Tippoo-Saïb et les Anglais.

— Ambassade de lord Macartney en Chine. — Voyage en Tartarie par Huttner.

1793 — Les Anglais entrent à Toulon.

— Le duc d'Yorck est battu à Hondskoote, par le général Houchard.

1795 — Les Français, sous la conduite de Pichegru, s'emparent des Provinces-Unies.

— Alliance de la République-Française et de la République-Batave contre l'Angleterre.

— Voyage au royaume d'Ava et dans l'empire des Birmans par Michel Symes.
— Voyage en Chine par John Meares.
— Voyage au Canada par Isaac Wells.

1796 — Les Anglais s'emparent du Cap de Bonne-Espérance et d'une escadre batave.
— L'Espagne déclare la guerre à l'Angleterre.
— Les Anglais évacuent la Corse.
— Lord Malmesbury, plénipotentiaire anglais, reçoit l'ordre de quitter le territoire français.

1797 — L'amiral Nelson bloque Cadix.
— Insurrection sur la flotte anglaise à Spithead.
— Ouverture le 6 juillet des conférences à Lille, ponr la paix entre l'Angleterre et la France; elles sont rompues le 17 septembre.
— Combat naval entre les Anglais et les Hollandais, près de la *Nouvelle Galles Méridionale.*
— Voyage de Mungo Park, dans l'intérieur de l'Afriqne.

1798 — Quatorze mille Anglais débarqués à Ostende sont battus.
— Les insurgés irlandais sont mis en pièces; les Anglais leur enlèvent Wexford.
— Défaite des Français à Aboukir, sur mer.
— Prise de l'ile de Minorque par les Anglais.
— Défaite des Français près des côtes d'Irlande, par l'amiral Warren.

1799 — Blocus du port de Naples par les Anglais.
— L'Irlande déclarée rebelle par le Parlement Anglais.
— Mort de Tippoo-Saïb. — Prise de Seringapatam par les Anglais.
— Surinam se rend aux Anglais.
— Débarquement en Hollande et jonction des troupes anglaises aux troupes russes.
— Défaite des Anglo-Russes, par Brune.
— Capitulation des Anglo-Russes et évacuation de la Hollande.
— Mort de Washington.

1800 — Les Anglais débarquent 6000 hommes dans la presqu'île de Quiberon.

— George III sanctionne l'union de l'Irlande avec l'Angleterre et l'Écosse.

— Les Anglais s'emparent de Curaçao.

— Découverte de la vaccine, par Jenner.

HOMMES D'ÉTAT

ET

ORATEURS POLITIQUES.

LE COMTE DE SHAFTSBURY.

DOCUMENTS BIBLIOGRAPHIQUES SUR LE COMTE DE SHAFTSBURY

ET SUR SON ÉPOQUE.

Consulter — Leclercq, Bibliothèque choisie, *passim*.
Life of Locke, by lord King.
Thurloe's State-Papers.
Diary of S. Pepys, T. I. II.
Letters and Diary of Evelyn.
Burnet. History of my own times.
Life of M. Hyde (Clarendon).
Life of Ashley Cooper, first Earl, of Shaftsbury, by B. Martyn and Dr Kippis, edited by. T. W. Cooke, 2 vol. London 1837.

LE COMTE DE SHAFTSBURY.

(1621. — 1683.)

§ Ier.

Situation de l'Europe. — Naissance d'Ashley Cooper. — Sa jeunesse. — Sa conduite pendant la guerre civile. — Il est tour-à-tour royaliste et parlementaire. — Sa conduite après la mort de Cromwell. — Diatribe de Shaftsbury contre la mémoire de Cromwell.

Il y avait près d'un siècle que la monarchie avait dompté la féodalité, non d'un seul coup, mais par les efforts successifs et divers de Louis XI, de Henri VIII, d'Élisabeth, de Charles-Quint, de Henri IV, de Richelieu. Vers 1660, Mazarin allait porter au monde féodal les dernières atteintes. Le système monarchique, triomphant partout ailleurs, commençait en Angleterre son mouvement d'affaissement et de décadence.

Ainsi le travail de la civilisation se poursuit inégalement.

Sous Élisabeth d'Angleterre, l'astre monarchique s'était maintenu longtemps à l'horizon, radieux et redoutable; à la même époque, il avait pâli en France sous l'ombre de la féodalité, que l'étendard du protestantisme abritait. Louis XIV, dernière expression de l'esprit monarchique, fut contemporain de Guillaume III, c'est-à-dire d'un trône électif, constitutionnel, balancé par la force aristocratique et populaire, et premier point de départ de toute la vie politique des deux siècles suivants.

Ces rouages marchaient dans des sens différents; les uns se dirigeaient vers l'avenir, les autres tenaient au passé; ils ne pouvaient manquer de se heurter dans leur route. Ce fut le passé qui succomba, comme toujours. La ligue servait les intérêts passés; elle fut vaincue. La Fronde, petite révolte des Parlements et des gentilshommes, ne dura pas plus d'un instant; ni l'une ni l'autre ne se dirigeaient vers l'émancipation de l'intelligence, vers la liberté de l'examen et de l'action. Elles avaient racine dans le passé, elles n'allaient pas à l'avenir; elles disparurent.

Voyez au contraire l'Angleterre sous Charles Ier : les lois anciennes à défendre ne sont là qu'un prétexte; un élément nouveau tourmente la société en travail. Le citoyen veut juger, choisir, décider; il veut *être*. Tous les principes de la liberté moderne se trouvent développés dans les pamphlets politiques de Milton.

Cet élément d'examen, accepté par la monarchie sous Henri VIII, la blesse à mort sous Charles Ier, couve secrètement sous Charles II, fait explosion contre Jacques II, le renverse, lutte contre Guillaume III après lui avoir donné la couronne; passe en Amérique, y fermente longtemps; revient d'Amérique en France, et se mêlant à tout ce qu'il peut trouver d'analogue dans les vieilles révoltes

de la monarchie française, acquiert cette énergie qui fit notre révolution.

L'indolent et spirituel Charles II retarda le mouvement; Cromwell le servit, l'accapara et le dompta; Louis XIV fit quelque temps régner le principe contraire. Dans le nombre des joueurs politiques, il y eut des habiles, comme Mazarin, qui prépara le triomphe d'un système déjà vieilli; et d'autres plus habiles, comme Shaftsbury, qui servirent un principe à peine éclos.

Je me propose d'étudier cette figure, l'une des plus surprenantes des temps modernes, Shaftsbury, l'ennemi redoutable de Louis XIV, l'adversaire du catholicisme et le plus grand fauteur de l'intérêt protestant et septentrional qui se soit montré entre Cromwell et Guillaume III.

La vie de ce conspirateur, qui prépare par beaucoup de vices la politique anglaise du XVIIIe siècle, occupe le XVIIe siècle presqu'entier. Elle en embrasse les périodes les plus dramatiques. Né en 1621, mort en 1683, il vit Charles Ier porter sa tête sur l'échafaud; Cromwell chasser le Parlement; Charles II s'endormir dans la mollesse; Russell périr, et Jacques II préparer sa chute. Pas un événement de cette histoire auquel Shaftsbury n'ait pris une part active; pas une intrigue qu'il n'ait connue, aidée ou combattue; pas un homme politique qui n'ait été son ami ou son ennemi, son rival ou son complice; pas un éloge qu'on n'ait cru devoir lui adresser; pas une injure qui n'ait flétri son nom.

Locke nous dit que le plus noble des hommes, c'est Shaftsbury; William Temple l'accuse de perfidie, de trahison et d'immoralité. Les auteurs de biographies sont forcés d'avouer leur impuissance à juger un tel

personnage ; la plupart des actions de sa vie sont obscures, la plupart des intrigues dans lesquelles il a trempé sont restées secrètes. Quel parti peut se vanter de l'avoir possédé tout entier ? Qui a-t-il servi? le roi, les Communes, le Parlement, le protestantisme, le catholicisme ?

Il ne sert que lui-même ; il prévoit les révolutions; il pressent leur action ; il se place bien, et le flot qui arrive le porte au pouvoir. Ses chutes ont toujours été des prévisions ; et il est impossible de pousser plus loin l'instinct des mouvements politiques, de voir plus clairement l'action dans la réaction, l'avenir dans le présent, la résurrection des libertés dans les excès du pouvoir, et le réveil de la couronne dans les excès de la démocratie. A peine l'opinion qui doit triompher dans dix ans commence à se manifester, Shaftsbury comprend la force que doit acquérir un souffle faible encore, et s'associe au mouvement commencé. La brusquerie de ses variations n'est souvent qu'artifice ; il cache sa ruse sous une apparence d'audace. Cette partie d'échecs qu'on appelle la politique, on ne peut la jouer avec plus de sang-froid, moins de respect humain, plus de mépris pour la morale et pour les scrupules.

La première qualité qui se montre en lui dès la jeunesse, c'est la pénétration. Il devine le caractère des hommes, entre dans leurs intentions, sait ce qu'il faut faire pour les déjouer ou les desservir, et n'hésite pas, quand même il y aurait péril.

Dieu lui avait tout donné : fortune, nom antique, relations de famille, beauté personnelle, esprit éclatant et rare courage. Il était né dans l'époque la plus féconde en intrigues, la plus propre à développer cette force et la plus indulgente pour l'immoralité. Descendant, par son père, des Cooper, du comté de Hants, et, par sa mère, des Ashley,

du comté de Dorset, il touchait à la noblesse la plus ancienne de ces deux provinces. Né en 1621, il perdit, en 1631, son père, qui lui laissa un patrimoine chargé de dettes, d'hypothèques et de réclamations. Un enfant de dix ans possesseur d'un domaine de 8,000 livres de revenu offrait une proie facile et une tentation vive à des parents avides et sans probité. On fit valoir des titres, on intenta des procès, on réclama des intérêts considérables ; on soutint que la tutelle devait être confiée aux parents envahisseurs. Trois ans s'écoulent pendant lesquels M. Tregonwell, cousin de l'enfant, sir Francis Ashley, son grand-oncle, et sir William Bethell, parent éloigné, dressent leurs batteries pour s'emparer du bien de l'orphelin. A treize ans, il n'a point de protecteur et point de guide. La couronne va s'emparer du domaine, en se chargeant de payer les dettes et les hypothèques réclamées par la ligue des parents.

Le petit Shaftsbury se souvint que l'avocat-général Noy avait souvent dîné chez son père. Noy est resté célèbre dans les annales de la révolution anglaise pour avoir sinon inventé, du moins étayé, par les recherches de son érudition et les subtilités de sa science légale, la taxe des vaisseaux, qui conduisit Charles Ier au supplice. C'était un homme bizarre, auquel on attribue beaucoup d'anecdoctes singulières (*). Après une foire, trois marchands de bestiaux avaient déposé entre les mains d'une pauvre marchande, sur la probité de laquelle ils comptaient, une somme d'argent résultant de leur gain commun, et qu'ils devaient venir lui redemander deux jours plus tard. Le soir

(*) L'auteur de ces études, dans l'ouvrage intitulé *Charles Ier, sa Cour et son Parlement*, a esquissé le singulier portrait de Noy. (Livre II. Chap. V.)

même, un des trois marchands se présente seul et réclame la somme totale, qui lui est remise par la dépositaire. Cet homme s'enfuit et disparaît; ses deux confrères ne tardent pas à venir réclamer l'argent qui leur appartient, soutenant que la vieille femme n'a pas été dupe, mais complice. Noy, avocat-général, connaissait l'innocence de la pauvre femme, et ne savait comment faire. Le dépôt avait eu lieu : il fallait le rendre. En effet, Noy porta jugement contre la dépositaire, qu'il condamna à restituer la somme entière, mais en y ajoutant une seule clause : les trois marchands, s'étant présentés ensemble pour lui confier l'argent, ne pouvaient le recevoir de ses mains sans se présenter tous les trois. Cette clause la sauva : elle dut à Noy non-seulement l'exemption d'un paiement considérable, mais la liberté.

Le jeune Shaftsbury, au moment où la spoliation de sa fortune semblait décidée, se rendit seul chez Noy. Il exposa brièvement sa situation; et, d'un ton résolu :

« Vous avez été l'ami intime de mon grand-père, dit-il, et si vous ne venez à mon secours, je suis perdu.

»— Vraiment, s'écria Noy, je vous défendrai, quand je devrais perdre ma place. »

Cette première hardiesse de l'enfant eut un plein succès; il dut seulement céder à M. Tregonwell le domaine de Rockborne. Peu de temps après la cession, on découvrit dans les titres du possesseur quelques défauts de forme qui faisaient retourner cette propriété au jeune héritier des Cooper. Celui qui devait être Shaftsbury avait déjà l'âme haute : il laissa la jouissance de Rockborne à M. Tregonwell et à sa femme. Il comprenait qu'il est des droits que l'on ne peut avec prudence exercer dans toute leur

étendue, et que les intérêts de l'avenir doivent être préférés aux intérêts présents.

La même audace et la même finesse le suivent à Oxford, où il s'occupe moins de ses études que de gagner les cœurs de ses camarades et de prouver d'avance sa force, son activité et son crédit. On se souvient encore dans ce collége d'une scène singulière dont Antony Cooper fut le héros.

Les étudiants d'Oxford ont longtemps soumis les *nouveaux* ou *freshmen* à une cérémonie cruelle. Un soir, après la récréation, les sous-gradués assemblaient les *nouveaux* en face du foyer; et là, les plaçant en ligne, ils leur ordonnaient de lever le menton. L'un des *seniors* ou *anciens* avait soin de se laisser croître un des ongles de sa main droite; il s'en servait comme d'un instrument pour enlever toute la peau qui couvrait le menton du patient. La cohorte des *seniors* protégeait cette barbarie, que les efforts des *freshmen* n'avaient pu déraciner. Shaftsbury leva l'étendard de la révolte, et adressa aux *freshmen* un magnifique discours dans lequel il les exhortait à défendre courageusement l'intégrité de leur menton. En effet, quand ce fut le tour de Shaftsbury, quand l'ongle s'approcha du menton qu'on voulait dépouiller de ses honneurs, un signal fut donné : un coup de poing des plus hardis renversa le tyran et la tyrannie; une mêlée s'ensuivit, et le célèbre docteur Prideaux vint apaiser la guerre civile.

Il y avait là complot, intrigue, puissance sur les hommes, art de les comprendre, puissance à les grouper et à les conduire, qualités que Shaftsbury développa brillamment dans la suite. L'audace et l'adresse des conspirations semblaient innées chez ce jeune homme, qui étonna la province en se constituant le sorcier honoraire des da-

mes qui voulaient bien le consulter. Il prétendait, à dix-huit ans, avoir pénétré les mystères de la nécromancie et de la chiromancie. Sa magie était innocente en définitive, et voici à quoi elle se réduisait : un de ses domestiques, Lovelace des femmes de chambre du canton, rédigeait pour l'édification de son maître, les secrets domestiques que ces femmes lui apprenaient. Ces renseignements venaient en aide à Shaftsbury, et le constituaient magicien à peu de frais.

Déjà les intérêts et les sympathies semblaient se réunir autour d'un homme qui avait de l'attrait dans ses vices ; il était gai, entraînant, plein de verve, de feu et en même temps de tact. Un de ses beaux-frères le conduisit avec lui dans le Worcestershire, où il avait des propriétés. Les habitants donnèrent un grand dîner, auquel furent invités à la fois Antoine Cooper, son beau-frère et un nommé Spiller, membre du conseil de la reine, personnage insolent, dont le plaisir était de déconcerter les bourgeois de la cité provinciale. Leurs reparties n'étaient pas promptes ; et souvent leurs armes s'émoussaient contre l'arrogance et les mauvais propos de Spiller. Cooper vit le parti que l'on pouvait tirer d'une telle situation, de la sottise des uns, de l'humiliation des autres, et enfin des élections prochaines. Champion des bourgeois de la ville, il attaque Spiller ; de raillerie en raillerie, d'épigramme en épigramme, Spiller finit par être battu ; l'honneur du comté est sauf. On décerne au jeune homme le titre de citoyen de la ville ; et l'année suivante (en avril 1640), lorsqu'il est question d'élire un nouveau membre, Antoine Cooper, âgé de dix-neuf ans, qui n'a pas de propriété dans le comté, et dont la famille y est presque inconnue, est nommé membre du

Parlement par les bourgeois charmés de son mérite. C'était bien débuter.

Avec cette habileté précoce, il devait sentir que ses succès actuels n'étaient rien, et qu'il s'agissait avant tout de fonder son pouvoir sur les esprits. Aussi cette première session parlementaire ne lui servit-elle qu'à paver sa route. Au lieu d'entrer dans les discussions de la politique générale, il ne pense qu'à servir par ses votes les intérêts de la province qui l'a nommé. Ses relations s'étendent et se multiplient ; de nombreux voyages dans l'ouest de l'Angleterre en augmentent le nombre et la solidité ; enfin, à vingt et un ans, il est l'homme de l'Angleterre le plus capable de former un parti compacte et de le diriger.

Cette influence d'Antoine Cooper, cimentée par son mariage avec la fille et l'héritière des Coventry, trouva bientôt son emploi. La guerre civile commençait. Après en avoir observé les premiers mouvements, sans autre intérêt que celui d'une curiosité philosophique, il comprit que Charles Ier, mal dirigé par ses gentilshommes, mal servi par l'opiniâtre faiblesse de son caractère, n'avait d'espoir et de ressources que dans cette classe amie du repos, qui, possédant la terre, craignant l'instabilité des révolutions et la violence des troubles, offre au pouvoir l'appui solide de l'intérêt personnel. Telle était la situation des gentilshommes de province. Cooper avait vécu dans les comtés de Nottingham, d'York, de Durham et de Norfolk; il y avait vu l'amour de la liberté balancé par la terreur des innovations et la noblesse des provinces prête à faire halte en face des révolutions. Ce point d'appui méritait d'être employé.

Tout jeune encore et inconnu du roi Charles, il se rend à Oxford et se fait présenter au monarque. « Vous êtes bien jeune, dit Stuart, et vous parlez de grandes choses ! »

— Cooper répondit qu'il aimait mieux les faire que les dire, et développa son plan. Les Communes puritaines avaient déjà mis garnison dans la plupart des places fortes. Cooper voulait être autorisé à traiter avec ces garnisons; les places seraient remises, non pas au roi, mais entre les mains des notables de chaque comté; ces derniers se porteraient arbitres entre la royauté et les Communes. Les affaires de Charles Ier tournaient mal; il accepta la proposition. Déjà la manœuvre du jeune politique avait replacé cinq ou six villes sous l'autorité de la noblesse provinciale, dont l'arbitrage devait pencher vers le repos et la consolidation du pouvoir monarchique; ces desseins furent rompus par le défaut de concert et de discipline qui caractérisait les entreprises du roi. Une ville qui venait de se rendre aux conditions proposées par Cooper fut mise à feu et à sang par les troupes royales que commandait le prince Maurice. Le jeune diplomate, se voyant compromis, fit savoir aux principaux habitants des villes avec lesquelles il avait traité qu'il ne pouvait leur garantir l'exécution des conditions signées; la guerre continua.

Cette tentative n'aboutit à rien; mais elle annonce Shaftsbury. Il ne verra dans la marche et le combat des partis qu'un duel d'intérêts; sans attachement pour la liberté ou pour le trône, son bonheur sera d'engager le fer dans ces rencontres périlleuses; spadassin consommé de la politique, il créera les combinaisons les plus hardies.

Fallait-il renoncer à un plan qui offrait à l'Angleterre des chances de repos? Cooper le reprit en sous-œuvre. Il se rendit près du roi et lui demanda la permission de lever en son nom une milice des comtés, sous le commandement des grands shériffs. L'affaire réussit d'abord. Cette milice provinciale, favorable aux intérêts des provinces et à ceux

de la propriété, devint formidable, non-seulement pour les Communes insurgées, mais pour le roi et son parti. Les royalistes, alarmés d'un nouveau groupe qui s'élevait entre leurs ennemis et eux, eurent la sottise de le détruire. Charles Ier rappela près de lui, pour le châtier, Cooper, qui devina l'intention du monarque ; on voulait faire prisonnier le créateur de cette nouvelle manœuvre, et le tenir en charte privée, pour lui apprendre à ne pas servir la royauté malgré elle.

Cooper n'avait pas besoin d'être mis sur ses gardes ; l'éveil lui était déjà donné par sa prudence, quand le marquis de Hertford, son protecteur, crut devoir lui conseiller de se tenir à l'écart. N'ayant plus rien à gagner auprès de cette cour aveugle, il prend son parti, se rend à Londres et se livre au Parlement, qui nomme un comité pour recevoir ses plans et son adhésion à la cause des Communes. Refusant de donner aucun renseignement sur les actes et les projets du parti royaliste, et sur la conduite et les noms de ceux qui le composent, il établit son crédit chez ses ennemis eux-mêmes, et force leur confiance envers un homme qui semble ne pas trahir ses amis, alors qu'il les abandonne.

Ici, une nouvelle carrière s'ouvre à Cooper. Il y entre sans haine comme sans amitié. Ses affections et ses habitudes sont royalistes, son ambition le lie à l'étendard nouveau qu'on le force d'embrasser. De ce côté est l'unité des vues, là se trouvent le mouvement, l'énergie, l'avenir.

Si Cooper n'a pas l'expérience, il possède cet instinct qui la remplace et qui vaut mieux qu'elle. L'habileté politique n'est après tout qu'une application plus étendue de la sagacité pratique ; c'est l'emploi dans la vie publique d'une qua-

lité qui décide tous les succès dans la vie privée. L'homme dont nous étudions l'histoire possédait cette qualité au degré le plus éminent. Un mot et un regard suffisaient pour le mettre sur la voie. Cela n'équivaut ni à la vertu ni au vice, mais cela donne le succès.

Cooper, enrôlé sous la bannière des Communes révoltées, reçoit le commandement d'une brigade, prend Wareham, la citadelle de Cork, se bat bien devant Abbotsbury, secourt à propos la ville de Tawnton, mande au Parlement les succès qu'il a obtenus; et, satisfait d'avoir prouvé son dévoûment, il se fait nommer, en 1646, juge-de-paix dans le Dorsetshire. Il établit des liaisons amicales avec ce qu'il y a d'influent dans le comté, proteste hautement, dit Whitlocke, de son dévoûment pour les Communes; et, appuyé sur une magistrature populaire et sur son crédit personnel, attend les péripéties de la tragédie qui se joue.

Les affaires se brouillent, les partis modérés sont dévorés par les partis violents; Cromwell marche à la souveraineté, pendant que les républicains ardents, effrayés de ses progrès, songent à le renverser. Antony Cooper se contente de surveiller le mouvement général des choses.

Parmi les adversaires de Cromwell, qui voulaient établir définitivement une démocratie religieuse et soustraire leur pays au pouvoir d'un seul, se trouvait Denzil Holles, très-lié avec Pym et Hampden. Longtemps ennemi de Cooper, Holles, accusé par les Communes d'avoir voulu faire avec le roi une paix séparée, avait trouvé dans Cooper un adversaire généreux, qui s'était obstinément refusé à témoigner contre lui. Depuis cette époque, Holles avait voué à Cooper l'amitié la plus vive. Devenu l'un des chefs du mouvement qui devait précipiter Cromwell, il communiqua ses desseins à Cooper, plus clairvoyant, et qui le

dissuadua, mais en vain. L'armée pouvait tout; Cromwell représentait l'armée. Le résultat fut celui que Cooper avait prévu; le Parlement se trouva sous la main de l'homme qui disposait de la force matérielle; un colonel s'empara de la personne du roi; le parti de Holles eut le dessous, et Charles Ier monta sur l'échafaud.

Cooper, qui suivait de l'œil la marche de Cromwell, n'essayait pas de s'opposer à l'agrandissement d'une fortune que l'audace, le génie et la destinée couronnaient à la fois. Aussi se trouva-t-il dans une situation excellente, lorsque les républicains, ennemis de Cromwell, se virent forcés de plier devant leur ennemi. Le protecteur, non-seulement fit déclarer par les Communes qu'une accusation intentée contre Cooper par les presbytériens ne devait pas avoir de suite, mais essaya de l'attacher au nouveau pouvoir qu'il allait fonder, en lui proposant le titre et les fonctions de grand-chancelier. Cooper refusa.

Le crédit de Cooper n'avait de base que son influence sur la province et sur les propriétaires royalistes avec lesquels nous l'avons vu former des liaisons. Il ne pouvait jouer dans la nouvelle république d'autre rôle qu'un rôle modéré, qui ne lui enlevât pas l'estime de ceux qui s'étaient groupés autour de lui. Aussi le retrouve-t-on sous Cromwell, chef d'une demi-opposition sourde, qui n'attaquait pas de front le protecteur, mais dont les intérêts coïncidaient avec ceux des gentilshommes provinciaux.

Cromwell, reculant en face de ces mêmes intérêts dont Cooper se faisait le représentant, se mit sur la défensive; il essaya d'empêcher que Cooper fût réélu membre du Parlement; et, quand il eut reconnu l'inutilité de ses efforts, il renouvela ses tentatives de séduction. La réserve de Cooper fut obstinée. Le second fils du protecteur était son ami intime; les



vœux secrets des adversaires du protecteur se ralliaient autour de ce politique sagace ; et Cromwell lui-même disait à ses affidés : « *Le petit homme à trois noms, qui s'appelait Marcus Tullius Cicero, donnait autrefois moins de mal à César, que ne m'en donne cet autre personnage à trois noms qui s'appelle Antoine Ashley Cooper.* »

Est-il vrai, comme le prétend l'évêque Burnet, que Cooper ait conseillé à Cromwell de s'emparer de la couronne, et que l'intention de Cooper, en donnant ce conseil fût de ruiner le Protecteur ? Nous ne pouvons le croire, et le portrait tracé par Burnet, les anecdotes qu'il attribue à Cooper, l'attitude imprudente et avantageuse qu'il lui prête, nous semblent peu probables. Il avait pris dans le monde l'habitude et le ton qui convenaient à son rôle ; ses plaisanteries hasardées devaient naturellement déplaire à l'évêque anglican, dont le commérage s'est transformé en histoire, et dont l'esprit borné nous a transmis en les altérant les événements de cette période agitée. A ne considérer que les faits, tout le monde reconnaîtra l'adresse avec laquelle Cooper, sans prendre d'engagements dangereux envers la république, traversa les factions violentes et les fanatiques débats de l'époque.

A la mort de Cromwell, il est maître de sa propre conduite ; il peut arranger sa fortune au gré de son désir ; il n'a pas brûlé ses vaisseaux, et quand il va prendre part aux mouvements actifs d'une société qui revient de la république à la monarchie, son passé ne chargera son avenir d'aucune entrave. Cooper possède encore ses instruments d'action, dont il peut user en faveur du trône ou de la liberté, selon la circonstance, l'occasion ou son caprice. Nous allons le voir disposer de la force qu'il a ainsi préparée.

L'Angleterre n'osait pas s'avouer sa faiblesse, elle n'osait

prononcer tout haut le démenti qu'elle donnait à ses vingt dernières années; ce démenti secret et général, ne trouvait ni expression ni organe. Les formes de la république subsistaient; et la république n'était plus. Une armée aguerrie, des officiers avides de pouvoir, des hommes d'église enivrés de la Bible, des royalistes pleins d'espoirs vagues, de timides catholiques; tout cela s'était classé, ordonné, pacifié et amoindri sous la main forte de Cromwell. Il fallut du temps à ces têtes abattues pour se relever, tant le protectorat les avait matées. Richard Cromwell put se croire en possession d'une couronne tranquille; pendant quelques jours la continuation du règne d'Olivier soutint le trône de son fils; l'impulsion avait été vigoureuse, la machine allait encore. Mais ce que l'histoire n'a pas dit, ce Richard était pauvre, il avait des dettes, il ne tenait à rien, il n'avait pas manié l'épée. Sa vie s'était passée voluptueusement et humblement; à peine eut-on besoin de le pousser; il tomba de lui-même.

Le faible Richard succède donc à son père. Les acclamations du pays le saluent, les adresses de félicitation pleuvent, Londres témoigne son zèle pour le nouveau protecteur : tout semble favorable au fils de Cromwell. Peu confiant dans la solidité de cette base, sur laquelle le nouveau chef repose, Cooper devine le mouvement qui va reporter vers ses anciens maîtres le peuple, échappé aux fortes entraves et à la dure contrainte imposées par Cromwell. A lui, parmi les membres de la Chambre des Communes, appartenait l'influence la plus jeune; à lui s'adressèrent les affidés du roi Charles : ses conseils secrets dirigèrent tout. Le besoin du rétablissement monarchique était réel, plutôt que senti. Les communes pouvaient, en marchant d'accord, ruiner Charles II. Cooper travailla à les désunir, et

fit en sorte que ces fragments épars n'offrissent ni solidité ni cohésion.

Les causes des mouvements historiques sont souvent naïves jusqu'à la brutalité. Quand on voit le Parlement se charger des dettes de Richard, montant à 29,000 livres ; lui donner privilége contre ses créanciers, et l'affranchir de la contrainte par corps pendant six mois ; on ne trouve plus son gouvernement possible. En payant cet arriéré, le peuple se débarrassa de Richard qui fut détrôné par le mépris.

Les chefs de l'armée voulaient garder le pouvoir, les avocats désiraient le prendre, le Parlement sentait renaître son ambition, et tous les hommes puissants ou populaires, que la présence de Cromwell avait dominés ou rejetés dans l'ombre, se demandaient pourquoi, eux aussi, ne seraient pas Cromwell à leur tour. Il y avait là un Fleetwood, un Lambert, un Thurloe, un Desborourgh, un Monk, à peu près égaux d'influence, bien que différents de caractère, de vices et de qualités. La témérité brutale de Desborough, la faiblesse incertaine et étourdie de Fleetwood furent longtemps dominées par la supériorité de l'énergique intrigant Lambert; le prix du combat resta en définitive à Monk, le plus médiocre : il sut se taire, attendre, étouffer son ambition, et se contenter de ce que le sort lui offrait.

Ardent à démonter les ressorts et à briser les rouages de la machine montée par Cromwell, Antoine Ashley Cooper, que nous nommerons plus tard Shaftsbury, détruisit la république avant d'être le réparateur de la monarchie. Nommé membre du Parlement convoqué en 1658 par Richard, il prit sur lui d'exprimer les colères secrètes que l'autorité du Protecteur avaient comprimées. Rien n'était plus hardi d'exécution et d'un succès plus certain ; on tremblait

encore ; les hommes grossiers dont le Protecteur avait rempli sa Chambre des Pairs, inspiraient depuis longtemps une haine profonde aux membres de la Chambre des Communes. L'appel à toutes les jalousies, à toutes les passions, à tous les mécontentements, même à tous les repentirs et à tous les scrupules, ne pouvait avoir lieu plus à propos. C'était le premier pas à faire ; Shaftsbury s'en chargea. Il ne formula aucune doctrine et ne groupa aucun parti ; il s'associa aux colères, et mena au combat les lâchetés.

Il se trouvait dans la meilleure position pour servir ou ruiner qui il lui plairait. On était las des puritains, furieux contre les Pairs, effrayé des ambitions militaires ; il entrait dans ces colères ; il avait de la sympathie pour ces révoltes, et il leur prêtait l'appui de sa parole et de son intrigue. Ni le roi Charles II, qui s'amusait en Belgique, à donner des bals à sa petite cour exilée ; ni les presbytériens, ni les Communes ne pouvaient le regarder comme leur instrument. Il s'était mis au-dessus d'eux, et les servant selon son intérêt propre, il les laissait user leurs forces dans de perpétuelles querelles.

Cette élaboration savante est bientôt mise en œuvre ; la guerre des opinions s'allume dans les Communes, qui s'arment d'une jalousie violente contre la Chambre des Pairs et lui imputent à crime et à honte la création des Pairs nouveaux sortis de la main de Cromwell. Cooper jouait le premier rôle dans ces scènes. Personne plus que lui ne sut décréditer la famille et flétrir le nom du Protecteur ; ainsi la vanité et le dépit sont de grands mobiles.

Cooper se plaisait à entraîner les masses ; c'est quelque chose de puissant que le mépris, et il ne le ménageait pas.

« Vous avez raison de prouver, disait-il aux membres des

Communes, que nous sommes les vrais habitants d'une île; mobiles, variables, capricieux comme notre atmosphère. Après les hasards que nous avons courus, après le sang que nous avons versé, après avoir dissipé tant de trésors, nous voici donc revenus au point d'où nous sommes partis: prêts à nous courber paisibles sous ce même esclavage que nous avons rejeté en compromettant nos fortunes, nos vies, et, faut-il le dire, nos âmes! Ce que l'on peut penser au dehors d'une telle légèreté, je ne saurais le répéter. Quant à moi, mon devoir m'ordonne de déclarer qu'en agissant comme nous le faisons, nous sanctionnons les reproches de nos ennemis, nous nous déclarons assassins, nous convenons que ce gouvernement renversé par nous était le meilleur. Avons-nous été aveugles? nos yeux se rouvrent-ils? Je regrette en vérité qu'ils ne se soient pas ouverts plus tôt, et que nous ayons acheté si cher notre expérience. Puisque nous voulons être esclaves aujourd'hui, en 1659, pourquoi ne nous sommes-nous pas résignés à l'être en 1642? Notre conscience aurait eu moins à souffrir devant Dieu, notre réputation devant le monde.

» Il nous serait plus raisonnable de retomber dans notre ancienne maladie, de reprendre paisiblement la chaîne, que l'habitude allégeait pour nous, et que peut-être nous avons brisée moins à cause de son poids que pour satisfaire un caprice. Nous nous récrierions si l'on venait nous parler d'une telle ignominie! Mais que nous propose-t-on? non pas de déclarer que nous aimons nos anciens maîtres, que nous avons eu tort, et qu'ils feront bien de nous clouer par l'oreille à la porte de leurs palais pour nous fouetter, esclaves; non, ce que l'on nous propose, c'est de faire clouer nos oreilles à la porte de cette autre Chambre qui ne peut avoir de nom dans aucun langage,

qui intervertit la règle ordinaire de la servitude, et nous soumet à nos valets ; chambre intolérable et inouïe, dont le grand architecte Cromwell n'a tracé le plan que pour attester le mépris dont il nous écrasait, et le pouvoir qu'il avait sur nous.

» Lui, dont les serments réitérés avaient juré fidélité à une république sans pairie ; lui, qui nous a contraints au même serment, c'est-à-dire au même parjure ; lui, qui, cent fois, nous montra la monarchie incompatible avec la loi du Christ, et qui a fait de sa propre monarchie une œuvre anti-chrétienne ; lui, dont le vote a déclaré inutile et dangereuse une Chambre, en effet dangereuse et inutile depuis qu'il l'a refondue ; lui, qui, par fraude, vous a privés de la liberté tant qu'il vivait, et qui vous impose à sa mort l'héritage de la servitude ; c'est lui qui a bâti cette nouvelle Chambre des Pairs, digne exécutrice de ses volontés dernières, et qui, certes, remplira fidèlement la mission qui lui est confiée. Quand cette Chambre n'aurait contre elle que son origine et son auteur, ce serait assez pour la condamner. Je pense que, pour le bon exemple, les monuments de la tyrannie doivent être effacés et détruits, afin que tout souvenir d'eux périsse, et que leur fatale mémoire n'ait pas plus de durée que le cadavre du tyran. Même les bonnes lois qu'un tyran a pu faire seront des piéges pour notre liberté !

» Les Romains avaient des rois, dit l'historien, pour instrument de leur esclavage. Le Protecteur avait pour le même objet des Pairs du royaume. Et c'est à la Chambre des Pairs que l'on nous force de nous soumettre ! C'est là l'emploi de notre sang et de nos trésors ! Nous avons détruit le pouvoir que la loi avait fondé, pour ériger un pouvoir que la loi ne sanctionne pas ! Après tant de



bruit et de colère, après avoir rempli le monde de nos déclamations sur le pouvoir législatif, sur l'autorité populaire, sur l'omnipotence de la nation et de ses représentants; nous voilà réduits à nous effacer devant un petit nombre de salariés de la tyrannie, satellites obscurs, et que la nation ne connaît que par leurs méfaits!

» Parcourez le catalogue de ces nobles pairs, nommés je ne dis point par Cromwell et son conseil (autant vaudrait dire par Cromwell et par Olivier), mais nommés par feu le Protecteur. Est-il un homme qui, en lisant ces noms sans gloire, puisse attribuer de tels choix à un autre motif qu'à la certitude de leur basse obéissance? Magnifiques législateurs, aujourd'hui nos maîtres, et qui prétendent contre-balancer seuls le pouvoir représentatif! Qui sont-ils? Je ne prétends pas les envelopper tous dans le même mépris; je distingue : je parle de la majorité. Il en est d'eux, je le sais, comme de ces potions d'apothicaire, dans lesquelles on a soin de faire entrer quelques substances agréables au goût : sans ce mélange, on ne parviendrait jamais à les avaler. Si le Protecteur (de déplorable mémoire pour la nation qu'il a gouvernée) a donné accès dans cette chambre à quelques hommes honorables, atteints du seul crime d'y siéger, ce n'a pas été, croyez-moi bien, en considération de leurs qualités personnelles, mais en considération de la nullité des autres : il fallait bien donner à cette pauvre Chambre le moyen de se soutenir; comment aurait-elle vécu sans l'admission de ce petit nombre de membres, qui, je l'espère, sont honteux de leur nomination, plus honteux de siéger parmi de tels hommes! »

Puis, passant en revue les membres de la pairie de Cromwell, et profitant de l'occasion pour jeter le ridicule

sur la démocratie introduite par le Protecteur parmi les membres du sénat supérieur :

« Voilà, s'écriait-il, de beaux et respectables lords ; lords corroyeurs, mégissiers et brasseurs ; lords bottiers et cordonniers, qui ne possèdent pas un pouce de terre ; arbitres de notre fortune et de notre vie ; gens devant lesquels il faut se découvrir le front, s'ils veulent bien, eux, commodément assis, donner audience à la Chambre des Communes, qui reste debout devant eux.

« Ne savez-vous pas ce qu'il y a d'insoutenable et de cruel chez un valet qui devient maître ? Certes, tous les genres de servitude paraissent odieux à une âme généreuse ; mais, à moins d'être né esclave et d'avoir été marqué de ce sceau fatal par la nature et la fortune, jamais on ne supporte la tyrannie qui, partant de si bas, tombe sur nous avec le poids de l'ironie et du mépris.

« La Chambre des Pairs constitue le grand conseil héréditaire de la royauté, la première judicature, la pépinière des officiers de l'État ; elle nous fournit nos généraux de terre, nos amiraux sur mer ; elle fait partie de l'essence constitutive de notre ancien gouvernement ; la part qu'elle prend dans l'administration est aussi active qu'élevée. Certes, il faut, pour s'acquitter de tels offices, quelques facultés spéciales qui ne s'apprennent ni dans la boutique ni dans l'atelier. Nous ne confions pas l'éducation de nos enfants à des gens illettrés, ni le soin de nos chevaux à des palfreniers ignorants. A qui confierons-nous donc le gouvernement de l'État ? A des gens sans honneur, sans habileté, sans expérience ? Sans doute les fripons arrivent quelquefois au pouvoir, et le hasard peut le donner aux sots. Mais une élection générale de sots et

de fripons investis du pouvoir fait peu d'honneur à un peuple.

» Nous dira-t-on qu'ils ont rendu de grands services à la chose publique? Je m'y attends. Je crois entendre déjà mille citations de l'Évangile et surtout de l'Ancien-Testament qui se prête à tout et où l'on trouve tout ce que l'on veut. On nous parlera sans doute de leurs victoires dans les guerres civiles; comme s'il y avait un homme assez hardi pour triompher de telles victoires! César, qui traita Rome à peu près comme Cromwell nous a traités, n'adressa pas de Pharsale à Rome le bulletin de sa victoire; et, pour avoir été un heureux rebelle, on ne le vit pas pas instituer des fêtes commémoratives et des sacrifices annuels.

» Oui, je l'avoue, ces gens ont osé faire ce que ni vous ni moi n'aurions osé; rendons-leur justice : nuls autres n'eussent aventuré leurs âmes pour arriver au but qu'ils ont atteint! Ils ne se sont pas contentés de soumettre l'Écosse, mais l'Angleterre, leur pays; ils ont étouffé les magistrats et les lois qui leur déplaisaient; ils ont fait plus : ils ont triomphé de la honte et de la crainte du mépris; ils ont foulé aux pieds tous leurs serments; ils ont étouffé leurs consciences. Adorables services, miraculeuses conquêtes que la Chambre des Communes doit payer de sa reconnaissance et qui a valu à cette autre Chambre la supériorité dont elle jouit! »

On ne peut douter que ce discours improvisé n'ait subi de notables changements, lorsque Cooper, devenu lord Shaftsbury, le livra à l'impression. Mais les contemporains avouent l'effet produit par cette verve poignante, par cet emportement incisif, par cette audace de dire à propos

ce qui pèse sur les cœurs de tous et de soulager l'indignation générale.

Les modifications apportées dans le style sont peu de chose; ce qu'il faut remarquer, c'est l'adresse avec laquelle Cooper emploie les principes et les mobiles républicains pour décréditer et souiller les actes et les hommes de la république. Dans cet étonnant discours, toutes les passions des hommes auxquels il s'adresse sont appelées et convoquées au service d'une cause condamnée; Cromwell, dont le cadavre est encore chaud, est voué à l'exécration publique; la Bible, raillée; l'utilité de la révolution, révoquée en doute; le retour à l'aristocratie, clairement annoncé; la république, flagellée: et cela au milieu des puritains qui viennent de fonder la république au péril de leur vie; au nom de la liberté! A peine ce terrible discours fut-il accueilli par les acclamations des Communes qu'il menait au suicide, Richard Cromwell sentant le coup qui lui était porté, se retira avec ses affidés dans l'hôtel de Wallingford et se mit en guerre ouverte avec le Parlement. Les votes des Communes foudroient le conseil de Richard : ce dernier leur répond par la dissolution du Parlement; dès que ce mot est prononcé, il n'y a plus de Parlement, mais il n'y a plus de Protecteur. Voilà où en est venu Cooper.

En vain le parti de Richard, auquel Cooper venait de porter une si grave blessure, espéra se concilier le peuple en rétablissant le Parlement de 1653. Le premier acte de ce Parlement fut de nommer un conseil d'État, que le mépris public écrasa bientôt, et où l'on vit à la fois, comme s'exprime un pamphlet de l'époque, Desborough le paysan, « sans esprit et sans crainte, » Wallop « le silencieux » et l'endetté Fairfax; Bury, « le plus lâche des majors-géné-

raux; » enfin Josiah Barnes « le niais de la pièce. » Ces messieurs appelèrent à eux Cooper, qui se rendit à leurs désirs, mais qui profita de l'occasion pour semer la division dans leurs rangs. C'était faire pénétrer l'ennemi dans les murs de Troie. Personne n'avait autant de crédit que Cooper, auquel s'adressaient tous ceux qui désiraient un changement et qui voulaient détruire l'influence du conseil.

Dans le nombre des mécontents se trouvait le général Monk, dont nous avons parlé, homme froid et méticuleux, général de l'armée écossaise. Monk, craignant que le Parlement reconstitué ne désorganisât l'armée et ne le destituât, eut recours à Cooper, qui ne négligea pas cette occasion, se lia avec Monk, le protégea, et lui donna le conseil de diriger ses troupes vers les frontières anglaises. Lambert venait de réprimer l'insurrection du Cheshire; il fallait lui opposer un rival dans l'armée elle-même, et Monk était précisément celui sur lequel on pouvait le plus compter. Bientôt les artifices de Cooper eurent persuadé au Parlement que Lambert était un nouveau Cromwell; quand Lambert eut institué un conseil de sûreté générale qui nommait généralissime Fleetwood, son ami, Cooper rappela Monk, qui fit marcher ses troupes. La restauration devint inévitable.

---

§ II.

Ashley joue les républicains. — Son influence sur la femme de Monk. — Il force Monk à donner la couronne à Charles II. — Restauration. — Position de Shaftsbury. — Attitude des deux chambres. — L'opposition naît dans la Chambre haute. — Clarendon et Shaftsbury. — La cour tend au pouvoir absolu. — Shaftsbury la sert ostensiblement et la perd secrètement. — Politique de Louis XIV. — Prévision de l'ambassadeur De Lyonne. — La France achète Charles II. — Shaftsbury, chef de l'opposition, reste ministre. — Sa double puissance. — Instrument de la cour pour garder le ministère, et meneur de l'opposition pour détruire le cabinet.

Ici commence à se dessiner fortement la souple figure d'Ashley Cooper; véritable Machiavel, non dans les paroles ou dans les écrits, mais dans la pratique; préparateur des événements qu'il semble suivre; destructeur des partis qu'il semble protéger; se vouant au succès, faisant tout pour le succès, et l'obtenant. L'histoire secrète de ses relations avec Monk, la femme de Monk, Cromwell, Southampton, Clarendon, Locke, Charles II, Oates, le duc d'York, manque aux récits de Rapin-Thoyras, de Hume et de Burnet. On remarquera comment a grossi, sous la restauration de Charles II, le flot populaire qui devait détruire le trône des Stuarts : on reconnaîtra la vaste ambition de Louis XIV, versant sur l'Angleterre les trésors de la France, pour corrompre, en la domptant, son ennemie naturelle; la terreur que lui inspirait la prépon-

dérance du commerce anglais et hollandais ; son habileté à diviser deux puissances unies d'intérêts et redoutables par leur union ; la suite et la cohérence de sa politique, tracée tout entière dans une lettre du ministre De Lyonne ; ses démarches actives et pécuniaires, auprès des hommes qui pouvaient influer sur les mouvements des nations ; enfin la secrète négociation de Shaftsbury avec ces mêmes princes protestants d'Allemagne, qu'il exhortait à soutenir la cause protestante. On découvrira aisément le secret de la chute définitive des Stuarts dans la profonde négligence de Charles II, auquel tout ces mouvements du catholicisme et du protestantisme demeuraient étrangers, et qui s'estimait heureux pourvu qu'il touchât la pension de Louis XIV et qu'il allât au spectacle avec ses maîtresses.

Les républicains espéraient que l'on se passerait d'un *Protecteur*. Les royalistes attendaient : tout était trouble, agitation, confusion. Les partis ne savaient comment se débrouiller au milieu de la débâcle de la république. Le timide Monk ne promettait rien, ne s'attachait à rien, ne donnait de gages à personne. L'étendue de son ambition sourde était égale à celle de ses ménagements. Shaftsbury savait qu'en laissant aller les choses, elles tendraient inévitablement à la restauration ; aussi encourageait-il l'apathie de Monk, pendant que ce dernier réunissant chez lui, tantôt les républicains, tantôt les royalistes, se donnait à chaque groupe pour le chef spécial de ce groupe, et mettait un enjeu sur chacune des chances variées de cette loterie.

Le *Croupion* (ainsi nommait-on le débris du Parlement) n'inspirait que haine et mépris : si l'on n'osait pas encore maudire la république expirante, on se vengeait en accablant d'injures l'assemblée qui en était le dernier fragment.

Le peuple apprend que Monk se détache de cette assemblée ; aussitôt les cloches sonnent ; la ville est en rumeur, la Cité s'illumine ; partout de grands brasiers s'allument pour rôtir le croupion (*roasting the rump*), outrage symbolique, épigramme populaire. Il faut entendre Pepys, le chroniqueur du temps, raconter cette soirée. « C'était, dit-» il, une chose qui passe l'imagination. Sur le pont du » Strand, les brasiers étaient au nombre de trente-un. Dans » King-street, il y en avait sept ou huit. Partout les crou-» pions à la broche tournaient et grésillaient devant la » flamme. A Maypole, dans le Strand, les bouchers, en » rôtissant vingt croupions, frappaient en cadence leurs » couteaux sur leurs assiettes. Cooper et un de ses amis, » curieux de ce spectacle, parcoururent la ville en carrosse: » on les reconnut pour membres du Parlement ; et le peu-» ple entourant la voiture : A bas les Croupions ! s'écria-t-» il. — Allons donc, mes amis, répondit Shaftsbury, pas-» sant sa tête par la portière, il y a quelques bons morceaux » dans le croupion ! » C'était un mot digne du cardinal de Retz ; Ashley fut porté en triomphe. Mais la leçon de cette soirée ne fut pas perdue. Cette joie grossière saluait de loin le retour d'une monarchie que tout le monde était honteux de désirer et les funérailles d'une république que tout le monde voulait ensevelir.

On avait eu soin d'éliminer du Parlement ceux qui penchaient en secret vers la royauté. Peu importait à Monk la nuance du parti qui devait triompher, pourvu que Monk triomphât avec lui. Quant à Cooper, son désir était de fixer cette incertitude et de déterminer le succès. Les républicains allaient lancer contre lui un mandat d'arrêt ; il les prévint. Averti par un ami (le colonel Markham) que le mandat allait être signé, il se rendit chez la femme de

Monk, femme d'intrigue et d'esprit, dont il avait su attirer la confiance ; il lui représenta le triomphe des républicains comme un danger grave, non-seulement pour lui, mais pour Monk.

Elle l'écoute, le croit, circonvient son mari, dirige vers le même but les efforts de ses amis et de ses parents, et finit par le décider à faire rentrer au sein du Parlement les membres éliminés. De cette mesure, secondaire en apparence, dépendait le sort des affaires. Il fut convenu que l'on garderait le silence; que le parti républicain ne connaîtrait rien de ce qui se tramait; et que les membres éliminés feraient leur rentrée à petit bruit. Convoqués dans une salle particulière de Whitehall, ils se rendent en foule à l'appel. On s'étonne. Leurs adversaires, ceux qui les ont bannis, ne peuvent se rendre compte de leur présence inattendue. Hazlerigg, le principal fauteur du républicanisme, marche droit à Cooper et lui demande ce que cela signifie :

« Vous paierez les frais de cette audace, lui dit-il. Le sang coulera, monsieur !

»— Le vôtre, si vous voulez ! »

A ces mots, Monk entra dans la salle, essaya de pacifier les esprits, prononça quelques excuses insignifiantes, et laissa les membres réinstallés procéder à leur œuvre de restauration, renouveler et étendre les pouvoirs concédés au général Monk, et nommer un conseil d'État de trente-une personnes dirigé par lui-même et par Cooper. Chaque jour rendait plus rapide la pente vers la monarchie. Bientôt le serment à la république fut déclaré nul; l'impossibilité d'un gouvernement démocratique était dans la pensée de tous.

Ceux qui craignaient le plus le retour de Charles, pro-

posèrent à Monk la couronne sous le nom de protectorat; l'ambitieux fut un moment séduit. Un jour que les conjurés républicains essayaient de persuader à Monk qu'il était de leur intérêt commun qu'il acceptât, la femme de ce dernier, cachée derrière une tapisserie, prêta l'oreille à leur conversation, et s'épouvanta. A peine instruite de ce nouveau mouvement politique, elle dépêche un affidé vers Cooper, son confident et son intime, et le met au courant de ces nouveautés. — « Vous avez bien fait, répond Cooper, vous étiez perdue si vous ne m'aviez averti. »

« — Aussitôt, dit Locke, qui tenait de Shaftsbury les détails de cette intrigue, Cooper fait convoquer le Conseil d'état. Dès que les membres sont réunis, il renvoie les secrétaires et greffiers, déclare à ses confrères qu'il a d'importantes communications à leur faire, ferme à double tour les portes de la salle, pose les clés sur la table, et accuse Monk d'aspirer au pouvoir. Les paroles dont se servait Cooper, vagues pour le reste de l'assemblée, claires seulement pour Monk, lui prouvaient que ses desseins lui étaient connus. Ce dernier essaie de répondre, se trouble, proteste de sa fidélité, et achève de persuader à tous ceux qui l'écoutent la réalité des griefs qu'on lui impute. — « C'est très-bien, reprend Cooper; mais, si vous êtes sincère, prouvez-le : cassez tous les officiers de l'armée qui peuvent nous inspirer des soupçons. Faites cela à l'instant même et sans hésiter ! » Monk, pressé, consentit, et les forces de terre et de mer se trouvèrent sous la main de Cooper.

Par ses ordres, le commandement de la Tour de Londres est donné aux créatures de la cour. Monk reste sans pouvoir. Dans cet isolement, il regarde autour de lui, prend conseil de sa crainte, juge les républicains per-

dus, aperçoit la tiédeur du peuple pour les doctrines et le souvenir de Cromwell, change insensiblement de position, et se résout à tout faire pour le roi, qui peut reprendre le trône sans lui. Le peuple, qui voit si mal l'histoire, et l'histoire, qui est si souvent peuple, ont cru bonnement que Monk avait fabriqué la restauration de ses maius. Acteur plutôt apparent que réel de cette grande affaire, il se montrait au sommet de tout, et l'on a pensé qu'il dirigeait tout.

Son unique soin était le soin de ses intérêts. Ame craintive, esprit soupçonneux, et ne cherchant qu'à se conserver, il passa pour le moteur de la scène dont il était le comparse.

Cooper, au contraire, dont la main dirigeait tous ces ressorts, restait caché derrière la toile. C'est là que l'histoire, si elle veut être vraie, doit chercher le restaurateur de la monarchie anglaise. Il avait placé Monk dans cette position embarrassante qui le forçait à trahir ses premiers engagements et à devenir royaliste.

Charles II, exilé à Breda et occupé de ses plaisirs, seul travail de sa vie, se tenait au courant de ces événements, en suivait les variations, et attendait le moment de se montrer. Averti par Cooper, il charge lord Grenville d'un message pour le Parlement prêt à s'assembler. Là (comme il arrive dans ces occasions), le roi promettait le pardon le plus large, se réservant le droit des exceptions les plus nombreuses, et flattait le Parlement, protestait de son attachement pour le gouvernement constitutionnel. Il rejetait pacifiquement les crimes populaires sur un petit nombre d'hommes égarés; mais ces crimes, il avait soin de les flétrir de couleurs si odieuses, qu'il justifiait d'avance les persécutions contre ceux qui les avaient

commis. Au sein du Parlement tout était prêt; la réponse se trouvait faite d'avance : la rentrée des membres éliminés avait décidé le mouvement, et il n'était pas difficile de prévoir la comédie qui allait se jouer. Le Parlement avait pris son parti; il ne voulut voir dans la lettre du roi que le respect témoigné pour le peuple, et une espèce de soumission affichée pour le régime parlementaire. Cela donnait au retour des membres républicains vers la monarchie une apparence de dignité, l'humiliation générale prenait un air de grandeur.

Aussitôt la démocratie s'éclipse. Le gouvernement du *Covenant* tombe et disparaît. Ce Parlement, dans lequel siégent tant d'hommes qui ont juré haine à la monarchie, déclare que le seul gouvernement possible est celui du roi, de la Chambre des Pairs et des Communes. Une députation est envoyée à Breda pour supplier le roi d'accepter la couronne. Cooper fait partie de la députation et reste confondu avec les autres membres.

Charles II, qui avait vu son parti ruiné, les royalistes découragés, les Communes maîtresses de la Grande-Bretagne, et le peuple entièrement soumis aux formules républicaines, n'espérait rien de pareil. Cette crise soudaine lui parut un prodige : c'est ce dont convient Locke, ami de Shaftsbury et contemporain de ces événements. Charles Ier avait assisté à la révolution sans se douter qu'il y allait de sa tête ; et Charles II au profit de qui la monarchie renaissait n'avait pas prévu ce retour.

D'abord on comble de faveurs Shaftsbury; membre du conseil privé, gouverneur de l'île de Wight, colonel d'un régiment de cavalerie, puis chancelier de l'échiquier et sous-trésorier, enfin lord-lieutenant du comté de Dorset, il est nommé baron Ashley de Winburn Saint-Giles. A

Breda, le roi le distingue parmi les députés, et avoue que c'est à lui surtout qu'il doit le rétablissement de sa fortune. La même déclaration se trouve répétée dans les lettres-patentes qui confèrent à Cooper le titre de baron.

Charles II ne sait de quelles faveurs combler le moteur de la révolution. En effet, depuis que Cromwell est mort, quelle adresse, quelle vigilance, quel instinct des mouvements populaires, quelle intrigue, quelle ardeur et quel sang-froid ! Il a enterré la république; il a tué les pairs, anéanti le Parlement, déjoué Lambert, paralysé Monk et trompé l'histoire. C'est la première époque de sa vie.

Le plus étonné c'était Charles II. Reporté sur le trône par un flot qu'il n'avait ni dirigé ni prévu, il écoutait les clameurs joyeuses d'un peuple, rebelle avant-hier, aujourd'hui prosterné, et les sollicitations des royalistes, découragés naguère, triomphants aujourd'hui. La Chambre des Pairs était dévouée, la Chambre des Communes était servile. L'une partageait le triomphe du monarque, l'autre exagérait sa bassesse pour faire oublier sa révolte. Tout semblait se précipiter vers une tyrannie illimitée; Charles II, Clarendon, le duc d'York et la cour durent le croire. Ashley Cooper ne pensait pas ainsi.

Les nations ont, comme les flots de l'Océan, des courants inaperçus et sous-marins qu'il faut suivre sous peine de naufrage. A l'époque où le peuple, dompté par Cromwell, semblait respecter encore les formules de la république, Cooper avait senti le mouvement intérieur qui dirigeait cette masse aveugle vers le rétablissement d'une monarchie tempérée. Maintenant que le trône se relève au milieu des tardifs repentirs et des hommages serviles, Ashley jette encore un regard au fond de la société, qui n'est ja-

mais ce qu'elle paraît être : ce qu'il devine l'instruit de ce qu'il doit faire.

La passion du repos, l'ennui causé par les troubles, la fatigue produite par les révolutions lui apparaissent bien à la surface ; mais au-dessous, et plus loin, il découvre un commerce qui veut grandir, une liberté qui veut vivre, des individualités qui réclament leur place, une vieille haine du joug catholique, la terreur inspirée par Louis XIV, sentiments qui ne se laisseront pas étouffer ou détruire. Il y a longtemps que l'Angleterre a été pélagienne, et qu'elle a soutenu la thèse de la volonté de l'homme contre la servitude du destin. Elle restera protestante, c'est-à-dire qu'elle continuera son œuvre et s'armera en faveur de l'indépendance humaine contre une autorité souveraine. C'est son œuvre et c'est sa grandeur. Elle n'est pas chargée de continuer le travail de l'unité catholique ; elle va commencer à la détruire. A elle appartient le premier mouvement donné à l'Europe vers ce génie demi-républicain, demi-aristocratique ; génie de compromis et de dispute, qui a fondé le gouvernement représentatif. Avec les éléments que renfermait l'Angleterre, tachée du sang de Charles Ier, habituée aux arguties théologiques, fière du rang que lui a donné Cromwell, jalouse de Louis XIV, encore toute émue de son indépendance orageuse et imbue du fanatisme protestant ; — ce pays ne rentrera pas, cela est évident, au sein d'une paisible monarchie, réglée par la volonté du monarque et dominée par l'autorité catholique. Charles II profitera du premier mouvement de réaction brutale et de la première lassitude insensée ; mais bientôt les passions nationales reprendront leur cours, l'obstiné Jacques II tombera, s'il essaie de lutter de front contre la plus obstinée de ces passions, celle qui les ren-

ferme et les résume toutes, le fanatisme protestant. On a beaucoup déclamé contre le fanatisme de l'Espagne et les crimes de l'Inquisition : le calvinisme de la Grande-Bretagne n'a pas commis moins de crimes, et n'a été ni moins cruel, ni moins national, ni moins exclusif.

Quiconque s'emparerait de ce levier devait tôt ou tard être l'homme de l'Angleterre. C'est précisément ce que fit Cooper. A peine Charles II a repris sa couronne, Cooper arrive et accapare le principe protestant; Charles II blessait ce principe par ses mœurs dissolues et par ses réactions cruelles.

Des injures semblables à celles que le roi avait reçues ne pouvaient s'effacer de sitôt. Un pardon ostensible cachait le désir amer de vengeance; des attaques lentes et constantes frappèrent les libertés publiques; on voulait reconquérir l'ancienne puissance absolue. Cooper savait ce qui allait se passer. Aussi avait-il essayé de porter Monk à stipuler des conditions assez dures, obligatoires pour le monarque, et que ce dernier repoussa.

Une restauration se fait comme une révolution : l'élan donné, tout se précipite. Charles commence par la douceur, la générosité, la clémence : il n'épargne pas les serments et les protestations; il exige, dit-il, de tous ses sujets la tolérance et l'oubli; puis, six mois après son retour, il dissout le Parlement, n'en convoque pas d'autre, et laisse ses sujets libres de méditer sur l'incertitude des promesses royales et les suites nécessaires des révolutions. Bientôt on poursuit les républicains avec un acharnement barbare. Ne pas partager l'ardeur de vengeance qui s'est emparée de la cour serait renoncer à toute influence dans l'État. Cooper se mêle à la meute des persécuteurs. Noble de race et révolutionnaire depuis l'origine des troubles; lui, qui s'est

assis à la table et qui a serré la main des héros de la république, il va prendre place au milieu de leurs juges. Moins barbare et moins vil toutefois que l'ancien républicain Denzil Holles, il ne joue pas le rôle d'accusateur public de ses anciens amis. Il donne les gages qu'il croit devoir donner à la royauté restaurée ; c'est assez et trop. On le voit, dans le procès de Hacket, interroger ce républicain et le faire conduire à la mort ; il favorise ainsi, par son nom et son exemple, le mouvement réactionnaire qui doit l'atteindre un jour lui-même.

Je ne sais s'il y a des époques plus immorales que les restaurations ; elles promettent ce qu'elles ne peuvent tenir, elles cherchent à s'affermir par le parjure : elles ont commencé par la bassesse, elles finissent par la lâcheté. Il faut mentir pour venir occuper un trône souillé du sang d'un frère ou d'un père ; il faut s'abaisser pour courber un front royal sous les Fourches Caudines du pardon populaire ; il faut redevenir cruel quand on cesse d'être faible, et marcher sans cesse de la concession à l'usurpation, de l'hypocrisie à l'insolence. Aussi les rois des restaurations ont-ils toujours dans l'histoire un aspect faux et louche, quels que soient leur esprit et leur adresse. Une restauration n'a guère pour moteurs que l'enthousiasme de la fatigue et le repentir de s'être donné beaucoup de mal pour conquérir peu de chose. Est-il rien de plus triste que cette acclamation d'un peuple qui dit à son monarque : « Reprenez-moi, je suis las de me gouverner, et votre métier me fatigue ? »

Les Communes ont peur de sembler rebelles ; le peuple, fatigué, a peur de provoquer de nouveaux troubles ; le roi a peur aussi de ne pas donner assez de poids à son trône. Le Parlement se montre ardent à faire toutes les concessions,

et le monarque à les exiger. Dans ces époques de maladies morales qui s'emparent des nations, les assemblées populaires commettent des lâchetés dont un citoyen rougirait. Au milieu de ce paroxisme insensé, une loi déclara punissable de mort quiconque soutiendrait que le roi était papiste ; la liberté religieuse, les droits de la conscience, ceux du peuple furent attaqués dans leurs fondements par plusieurs bills dont les dispositions sont une souillure pour les annales parlementaires de la Grande-Bretagne. Avides de conquérir la faveur royale, désirant se laver du reproche d'indépendance et de révolte si souvent fait à la Chambre basse, les Communes ne se contentaient pas de décréter des lois qui tuaient la liberté publique ; elles en bâclaient plusieurs à la fois : elles s'étonnaient que la Chambre des Pairs n'imitât point leur précipitation ; elles lui envoyaient message sur message, afin de hâter la marche un peu lente de ce vieux corps aristocratique, au sein duquel l'esprit de liberté vivait toujours, et qui devait plus tard se couronner lui-même en couronnant Guillaume III, le héros de 1688.

Ce fut surtout contre le bill qui plaçait les corporations des bourgs, et par conséquent toute l'Angleterre sous la main royale, que la Chambre haute s'éleva fortement. Cette position particulière de l'aristocratie mérite d'être observée. La restauration ne l'humiliait pas. Elle n'était forcée à aucune palinodie ; elle avait toujours été hostile à la république, et, comme elle n'avait rien à se faire pardonner, elle se montrait hautaine. Prévoyant dans l'avenir la destruction possible de ses priviléges personnels, si l'on mettait une fois la hache dans l'édifice des vieilles franchises anglaises, elle se défendait en les défendant. Le coup partait donc précisément du point que les royalistes avaient dû le moins soupçonner.

Le chef de cette opposition était Cooper. Dès qu'il avait vu la monarchie absolue poindre dans le conseil, il s'était promis de ne pas lui laisser le développement libre. Il ne s'était pas rattaché aux Communes, à la fois décréditées par leur révolte antérieure et par leur abaissement actuel ; les fils de sa nouvelle intrigue trouvaient un point d'appui dans la Chambre haute, dont la physionomie était mécontente et l'attitude hostile.

En effet, un noyau d'opposition ne tarda pas à se former autour de Cooper. Ce point grossit et devint solide à mesure que les événements avancèrent et que la cour poursuivit ses desseins.

Prorogé, puis rappelé, le Parlement conserve la même position : les Communes demeurent serviles et les pairs lèvent la tête. On veut forcer les membres des corporations à jurer qu'ils regardent comme illégale et digne de mort toute prise d'armes non commandée par le roi ; on essaie de rétablir une Chambre étoilée, et de faire entrer dans tous les statuts l'obéissance passive. Le peuple se tait et se soumet ; la noblesse murmure ; le gouvernement se croit vainqueur.

Un nouveau sujet de mécontentement vient aggraver la désaffection de l'aristocratie. Dunkerque, possédé par les Anglais, est revendu à la France. L'orgueil et l'intérêt nationaux se trouvent à la fois blessés; une clameur universelle effraie le ministère et la cour. Pour la première fois depuis la restauration, le sentiment public ose se manifester ; et l'indolent Charles II, frappé de cette unanime réclamation, écrit lâchement à Louis XIV, lui demandant sa protection en cas de troubles, et surtout le priant de lui adresser « une lettre honnête, civile, reconnaissante, dans laquelle on pût voir tout le cas que sa majesté de France fait des pro-

cédés généreux du roi d'Angleterre. » En vain les marchands de Londres adressèrent-ils au roi une députation chargée de lui représenter que Dunkerque, enlevé au commerce anglais, leur porterait un coup mortel ; en vain Ashley Cooper déploya-t-il son éloquence et la force de sa logique pour faire comprendre le danger d'une telle transaction : elle fut conclue, en dépit des réclamations de tous les partis, et l'on peut dire qu'à dater de cette époque, la révolution de 1688 devint inévitable.

Le rôle de Cooper grandit à mesure que la popularité et le crédit de la cour continuent à s'affaiblir. Les Communes, toujours serviles, vont au-devant des désirs du roi. Les souvenirs de liberté se perdent dans l'adulation. L'acte d'uniformité, contraignant les consciences à passer sous un seul niveau, met le dernier sceau à la prostration universelle. Dans les débats auxquels ces diverses lois donnèrent lieu, Ashley Cooper joua constamment le même rôle, devinant et suivant avec habileté le cours de l'opinion populaire, favorisant les dissidents et les calvinistes, protestant de son dévoûment pour le roi et la monarchie, mais prévoyant que le secret du pouvoir et de la popularité serait bientôt dans une opposition systématique.

Ashley Cooper représentait cette portion de la noblesse qui ne prétendait pas laisser le trône usurper toute l'influence. Un autre homme se trouvait en face de lui, chargé de défendre les intérêts de la monarchie et d'en étendre le domaine : c'était Clarendon, écrivain distingué, grave courtisan, philosophe ambitieux, respecté du peuple et tourné en ridicule par la cour, nécessaire au roi, qui n'avait aucun goût pour lui, désagréable aux courtisans dont il grondait les débauches. En mariant sa fille au duc d'York, il s'était associé au mouvement catholique et

avait donné au parti absolu un gage qu'il ne pouvait retirer. Les théories politiques de Clarendon ne devaient trouver aucun accomplissement dans l'avenir, et ses thèses de morale générale se trouvaient souvent inexécutables dans la vie réelle. Cooper, au contraire, voyait l'avenir et les faits. La lutte de ces deux hommes commença du moment où le roi, dans sa disette, s'avisa de vendre Dunkerque. Clarendon, fidèle à sa mauvaise politique, fut le promoteur de cette mesure que Cooper repoussa. Dès-lors leur hostilité fut décidée ; ils se trouvèrent à la tête de deux partis dont la lutte devait remplir trente années. Clarendon admettait la nécessité des persécutions ; Ashley la repoussait. Clarendon s'appuyait sur le duc d'York, patron des catholiques; Ashley favorisait les protestants. Ashley avait pour ami principal le protestant Southampton, son parent, un des hommes les plus distingués de l'époque par la probité, l'élévation de l'âme et la force de l'esprit.

Nommé chancelier de l'échiquier, Ashley essaya de mettre de l'ordre dans les finances; il corrigea les abus qui s'étaient introduits dans cette gestion, tenta de détruire les monopoles, favorisa les manufactures et accrut l'extension de l'industrie. Protéger l'industrie c'était entrer dans les dernières profondeurs de l'esprit national; de toutes les flatteries adressées au génie anglais, la plus séduisante comme la plus généreuse était celle qui ferait fructifier ce champ si vaste du commerce britannique. On ne tarda pas à reconnaître cette disposition de Shaftsbury ; le groupe de ses partisans devint nombreux ; on s'accoutuma à le regarder comme chef des intérêts patriotiques.

Le principe protestant qui dominait la masse, s'alliait d'une

manière intime au principe de liberté. Le principe catholique, secrètement défendu par la cour, ouvertement professé par le duc d'York, épouvantait les citoyens. On se cramponnait à l'arche sainte, on devenait l'athlète des libertés publiques, quand on s'avouait le promoteur du principe protestant. Shaftsbury n'y manqua pas. Telle fut toutefois son adresse, qu'il sut ne point compromettre sa position de cour; personne ne put lui reprocher une alliance ostensible avec les ennemis de la restauration.

La guerre de Hollande, entreprise par Charles Ier en haine des républicains, donna la mesure des sentiments de la cour, qui consultait peu l'intérêt réel des citoyens, pour obéir à la France qui la soldait.

N'osant attaquer le protestantisme, c'est aux dissidents qu'elle porte les premiers coups. Ces sectaires forment l'avant-garde de l'armée protestante; on a soin de les en détacher pour leur faire supporter la violence des persécutions; on espère qu'ils ne seront défendus ni par les catholiques ni par les protestants : détestés des premiers comme les plus dangereux hérétiques, ils sont repoussés des autres comme de faux frères, qui, partant du même principe, nient l'église anglicane. On pousse la persécution jusqu'à exiler de la capitale tous les ministres qui ne se conforment pas à l'anglicanisme : ridicule et basse mesure contre laquelle Ashley s'élève de tout son pouvoir et qui lui vaut un surcroît de popularité. On prétend forcer les ecclésiastiques à jurer que jamais, sous aucun prétexte, ils n'essaieront d'introduire le moindre changement dans la forme de l'Etat. Ashley prouve la folie de cette clause, démontre la nullité des serments forcés, représente les conséquences désastreuses qui pourront en résulter, et ne

peut réussir à faire rejeter le bill. Bientôt après, les Communes veulent étendre encore cette tyrannie imposée à la conscience, et proposent un nouveau bill, d'après lequel tous les citoyens indistinctement devraient prêter le même serment. Dans son attaque contre ce second bill, Shaftsbury fut plus heureux : la Chambre haute le rejeta, à une majorité de trois voix seulement.

Ashley, qu'une chute grave avait rendu impotent, faisait mouvoir l'opposition de la Chambre haute. Un abcès s'était formé à la suite de cette chute, et on n'avait pu le guérir. Locke, le philosophe, donna à son ami le conseil de pratiquer un syphon au moyen duquel les humeurs s'écoulèrent : ce syphon d'argent joue un grand rôle dans les pamphlets, les libelles et les méchants vers de l'époque; une infirmité qui n'avait rien de déshonorant, s'y trouve sans cesse rappelée.

Cependant Charles II était dupe du roi de France. L'homme politique habile et supérieur, était Louis XIV, qui, connaissant les besoins et les folies du roi d'Angleterre, l'employait comme son instrument pour préparer la conquête de la Hollande. Il exploitait la haine de la cour anglaise contre les républicains hollandais, fomentait la guerre, divisait l'intérêt protestant, armait l'un contre l'autre deux alliés naturels, et se réservait la haute main du catholicisme vainqueur. Il suivait ainsi le conseil qui lui avait été donné par De Lyonne, ancien élève du cardinal Richelieu, et politique consommé, dont on ne lira pas sans intérêt la lettre suivante, écrite en 1666:

« Sire,

» Les circonstances sont telles aujourd'hui, que la pru-

» dence de Votre Majesté estimera sans doute convenable
» de donner un peu de répit à votre guerre avec l'Espa-
» gne, pour vous occuper d'une autre matière. Votre Ma-
» jesté ne pouvait pas désirer d'occasion plus favorable que
» la nouvelle guerre qui vient d'éclater entre les Provinces-
» Unies et la Grande-Bretagne. La divine Providence semble
» offrir cette occasion à Votre Majesté, non-seulement pour
» vous constituer arbitre des différends survenus entre ces
» deux nations, mais pour agrandir votre puissance, consoli-
» der celle de la France, vous mettre à la tête de tous les ca-
» tholiques, et faire de vous l'instrument des desseins de
» Dieu. Vous pouvez, grâce à cette occasion, ruiner à bien
» peu de frais les deux seuls pays qui vous soient redouta-
» bles, ou les réduire à une condition telle qu'il leur de-
» vienne impossible de compter parmi vos adversaires. Que
» la guerre continue; les Anglais ne pourront s'empêcher
» d'implorer l'alliance et l'amitié de Votre Majesté. Quant
» aux Provinces-Unies, elles dépendent de vous dès au-
» jourd'hui : sans votre secours elles ne sont rien; conti-
» nuez donc à favoriser l'affaiblissement de l'nn et de l'autre
» peuple, qui, bientôt, réduits à l'impuissance, ne pourront
» contrarier vos justes desseins. Mais que Votre Majesté
» n'aille rien entreprendre avec trop d'empressement et
» mal à-propos; assurez-vous d'abord que les deux nations
» sont suffisamment affaiblies; sans quoi la scène change-
» rait en un moment, et les mêmes puissances qui sont au-
» jourd'hui à couteau tiré, s'uniraient par le motif et la
» maxime de l'intérêt personnel, pour défendre le rempart
» commun. Ce serait un trait d'admirable prudence de les
» laisser se ruiner mutuellement; de rester spectateur de
» leur lutte; de souffler le feu adroitement; de faire assez
» de bruit et de se donner assez de mouvement pour pa-

» raître s'intéresser beaucoup à vos alliés les Hollandais. De
» temps en temps envoyez-leur quelques secours peu considérables, qui les encouragent et les aident à se perdre.
» Que tout le poids de la guerre porte sur eux, et quand
» Votre Majesté les verra réduits au point de ne vous être
» plus redoutables, arrivez alors. Vous n'avez absolument
» à craindre qu'une chose, Sire : c'est la ligue de l'Angleterre, de la Hollande et de la maison d'Autriche. Les
» Hollandais, ainsi que la plupart des peuples du nord,
» n'en seraient pas éloignés. L'expérience des temps anciens, Sire, et la connaissance du présent, me forcent à
» vous déclarer en toute humilité, que cette union est ce
» qui peut arriver de plus fatal à la couronne de France (*).

» DE LYONNE. »

Ashley condamna la guerre contre la Hollande. Chef du parti national encore faible, il en aidait les efforts timides; guide d'autant plus précieux pour ce parti, que nul ne pouvait contester les gages donnés par lui à la cause royale. Le rejeter dans la disgrâce eût été une inconséquence; sa popularité qui s'accroissait ne détruisait pas son crédit à la cour. Il soutint la cité de Londres dans les prétentions qu'elle souleva, se constitua le défenseur de chaque liberté publique et privée, s'opposa vivement à ce que la guerre fût déclarée aux Hambourgeois, et par cette conduite, devint le seigneur le plus influent du royaume. Non-seulement l'Angleterre, mais le protestantisme l'avouaient et l'adoptaient. On le regardait comme

(*) Cette admirable lettre, qui renferme tout le secret de la politique et de l'histoire modernes, est rapporté par B. Martyn dans sa vie de Shaftsbury. Tom. Ier p. [illegible]

l'homme nécessaire de ce parti ; se faire croire nécessaire, c'est le devenir. « Lord Ashley, dit le premier journaliste de l'époque, Leclerc, dans sa *Bibliothèque choisie*, était en apparence très-modéré ; mais il se montrait intraitable sur le point de la religion romaine pour laquelle il avait une aversion invincible ; il n'était pas mieux disposé à l'égard du pouvoir arbitraire et tyrannique ; c'est une chose connue de tous ceux qui ont eu commerce avec lui ou qui en ont ouï parler à ceux qui l'ont connu. » Voilà, en effet, l'opinion générale que l'on se faisait de Shaftsbury, assez indifférent au fond en matière de religion.

L'intérêt des puissances maritimes était alors un intérêt de liberté ; les puissances maritimes et protectrices de l'indépendance civile étaient aussi celles qui avaient embrassé le protestantisme.

Le duc d'York, ses courtisans et ceux qui favorisaient en Angleterre les intérêts catholiques, se trouvaient donc en hostilité flagrante avec l'esprit national. L'intérêt anglais se sentant blessé essayait une sourde révolte à laquelle le roi, pour protéger ses plaisirs et échapper aux ennuis du gouvernement, opposait des promesses équivoques et des délais. La conduite de Charles II, qui après tout n'était pas sans adresse le plaçait entre les deux partis ; trompant l'un et l'autre par une apparente sympathie, il laissait les années s'écouler sans aucune décision, sans autre résolution que de se conserver. Le groupe catholique, très-fort dans le sein de la cour, et que le roi ne voyait pas de mauvais œil, avait pour adversaires lord Ashley et lord Southampton, et en sous-ordre les lords Roberts, Manchester, Northumberland, Leicester, Sandwich, Anglesey ; ils repoussaient les lois pénales contre la liberté de conscience, luttaient contre les intrigues de la France et se portaient

défenseurs de l'intérêt commercial. Nous avons déjà vu Ashley former ce parti et préparer le sillon dans lequel germa l'esprit national, vainement contrarié, mais toujours actif jusqu'à la révolution de 1688. Ashley voulait que l'on fît la paix avec la Hollande, puissance maritime, protestante et libre; les Provinces-Unies, qui connaissaient la part prise par lui à la rédaction du traité de paix, chargèrent leurs ambassadeurs de lui rendre visite et de le remercier.

Ce simple gentilhomme de province, sans autre appui que son talent, était devenu le premier homme du royaume; infidèle d'abord à sa caste, puis à la république, enfin au parti absolu, sans que rien pût altérer la considération dont il jouissait; suspect à tous, redouté de tous, il était recherché par tous. Pendant qu'il grandissait, Clarendon, représentant du torysme, offensait tout le monde; son avidité et sa hauteur blessaient le roi lui-même. Promoteur des actes les plus tyranniques, on se souvenait qu'il avait pris sous son égide le bill célèbre d'après lequel appeler le roi papiste était un crime capital. Sa moralité au milieu d'une cour livrée à la débauche, les austères leçons qu'il osait donner, complétèrent sa disgrâce. A peine les sceaux de l'Etat lui furent-ils enlevés, la chambre des Communes l'accusa de haute trahison. Ashley ne triompha pas du malheur de son adversaire; il demanda que Clarendon ne fût pas poursuivi, le laissa irriter les deux chambres par une défense altière et déplacée; et finit par le voir, banni, se réfugier en France, où Clarendon termina sa vie.

Le crédit de la France tombe avec celui de Clarendon. Louis XIV craint que Charles II se détache de lui et détruit les plans dont la lettre du ministre De Lyonne a donné le détail. Il se hâte d'envoyer Ruvigny à la cour

de Londres pour s'assurer des intentions royales et connaître les véritables secrets de Charles II ; il craint cette alliance protestante que Guillaume III doit accomplir un peu plus tard.

Charles II n'a pas le courage de résister au duc d'York et aux influences dont on l'entoure ; le triomphe de Shaftsbury et des doctrines populaires est passager. Ce court intervalle, que l'on peut appeler l'âge d'or de Charles II, donne naissance à plusieurs lois favorables aux protestants, et par conséquent aimées du peuple. Alors éclot la triple alliance, si dangereuse pour Louis XIV, et dont sir William Temple fut le promoteur (*). La Suède, la Hollande et l'Angleterre s'unissent en faveur du protestantisme septentrional contre le catholicisme de Louis XIV : terrible menace, dont le ministre De Lyonne avait prévu toute la portée, et dont il était réservé à Guillaume III de faire tomber le poids sur son ennemi. D'autres réglements d'administration, quelques mesures en faveur des dissidents, le ton populaire des discours du roi au Parlement, signalent l'influence de Shaftsbury. Pendant que le garde des sceaux, sir Orlando Bridgeman, assume la responsabilité de ces actes en face de la cour et des papistes, Shaftsbury, qui seul les a conçus et tramés, recueille la faveur populaire qui s'y trouve attachée. Dans le cas d'un revirement, sir Orlando eût succombé : si les choses eussent restées dans le même état, tout le crédit restait à Shaftsbury.

Cependant Louis XIV n'était pas oisif; la pénurie de Charles II lui était révélée par ses agents; il savait que ce roi sans courage, ne voulant pas demander d'argent à son

(*) V. plus bas la vie de William Temple.

Parlement, mais voulant en dépenser pour ses plaisirs, viendrait tôt ou tard à discrétion. En restant sourd aux premières ouvertures qui lui étaient faites, il contraignait Charles II à s'humilier davantage et à demander moins. Non-seulement on avait épuisé le trésor anglais pour satisfaire aux exigences des maîtresses du monarque et aux dissipations de ses favoris ; mais il avait fallu fomenter secrètement les intrigues catholiques, payer des espions, solder des prêtres et des écrivains ; la majeure partie des revenus de l'Irlande avait été ainsi détournée de son emploi. Tous les jours la disette augmentait. Plus les finances s'obéraient, plus le duc d'York revenait en faveur ; il poussait à l'alliance avec Louis XIV, alliance qui devait, disait-on, guérir les plaies financières de l'Etat.

Le roi n'osait pas encore se déclarer l'ennemi d'Ashley, environné d'un parti puissant et dont la conversation l'amusait souvent ; mais il le détestait ; et avec la perfidie ordinaire des hommes faibles, il le comblait d'amitiés et de faveur, au même moment où il écrivait à Colbert : *Shaftsbury est le plus méprisable et le plus lâche de tous les hommes.* L'argent français, distribué aux membres principaux de la Chambre des Communes, constituait au sein de l'Angleterre un parti français dont lord Ashley avait soin de se détacher.

On trouve dans sa vie, comme dans celle de tous les hommes politiques, de petits charlatanismes destinés à frapper l'attention du peuple, à consolider la position, et à stimuler la sympathie ; en voici un exemple. Cosme de Médicis, duc de Toscane, visitait l'Angleterre. ; les seigneurs du parti français s'empressaient d'imiter, pour l'accueillir, les fêtes brillantes de Louis XIV. Ashley s'emparant de cette occasion pour signaler son patriotisme, donna une

fête toute anglaise au noble étranger, qui ne manqua pas d'en faire la remarque. — « D'autres, lui dit Ashley, » vous traiteront à la française; je ne puis me résoudre » à changer mes habitudes nationales; toute ma fête est an- » glaise. — C'est le plus grand honneur que vous puissiez » me faire, répondit le prince. » Cette réponse fut reproduite dans les pamphlets et les papiers publics.

Le trésor s'épuise; les intrigues de la France redoublent; le parti d'York va triompher. Comment agira lord Ashley? Il voit que la faveur de la cour penche vers le catholicisme et l'autorité absolue. Dans la masse du peuple une grande haine se joint à l'incapacité actuelle de satisfaire cette haine. Prévoyant la victoire définitive du principe protestant et libéral, Ashley s'aperçoit que cette victoire sera nécessairement précédée d'une lutte; et cette lutte, d'une attaque violente contre la liberté. Il cède au roi, suit de loin le parti qui a la force présente; paraît en servir le succès et s'y inféoder d'une manière sérieuse; et se prête aux chances de l'avenir pour en accepter le bénéfice quel qu'il puisse être.

L'ignoble transaction qui mettait Charles II à la solde et à la remorque de Louis XIV, avait pour principal auteur le duc d'York, auquel le duc d'Arlington s'était attaché. Après lui venaient Buckingham et Lauderdale. Enfin Ashley, beaucoup moins ardent que les autres, semblait se plier à la nécessité. Il paraît même que la pluie d'argent versée par Louis XIV et Colbert sur tous ceux qui favorisèrent son alliance avec Charles II, ne fut point fructueuse pour lord Ashley. On ne voit pas son nom figurer dans la liste des présents offerts par le ministre au nom du monarque séducteur. Pendant que, de l'aveu de Charles II lui-même, Arlington recevait une pension de dix mille livres sterling,

et que Buckingham signait son traité particulier, moyennant deux cent mille livres sterling, Shaftsbury, quoique embarrassé dans ses affaires, se tenait à l'écart, et ne souffrait pas que son nom fût flétri par cette honteuse négociation. Il y a quelque chose de romanesque et de révoltant dans la plupart des circonstances que l'histoire a rattachées à cette grande intrigue. Les personnages les plus honorables comme les plus vils recevaient les cadeaux de Louis XIV. Buckingham avait pour maîtresse la comtesse de Shrewsbury. Le comte découvrit l'intrigue et força l'amant de sa femme à lui répondre sur le terrain; Buckingham alla se battre, accompagné de la comtesse qui, habillée en page, fut témoin du combat et vit son mari tomber sous l'épée de son amant. La signature du traité d'alliance entre Louis XIV et Charles II, valut à cette femme éhontée une pension de dix mille livres que lui assura le roi de France.

La nouvelle administration portait un sobriquet; elle se nommait la *Cabale :* nom que l'histoire a conservé par mépris et qui se composait des cinq initiales de Clifford, Arlington, Buckingham, Ashley et Lauderdale. Le chef de cette Cabale était le duc d'York; lui seul dirigeait le conseil, où Ashley n'était entré que dans l'espoir de ruiner Arlington, conseiller secret du duc d'York. On se défiait de la sincérité d'Ashley auquel on ne communiquait qu'une partie des secrets de l'État. Ashley, formant une opposition sourde, laissait le vaniteux duc de Buckingham ouvrir la tranchée. Comme ce dernier amusait le roi et qu'il était sinon le plus spirituel au moins le plus débauché des hommes de cour, Ashley ne doutait pas qu'il ne dût l'emporter sur Arlington. « Les vents se déchaînent, dit Shaftsbury dans une lettre adressée vers ce temps à l'un

de ses amis; et nous vivons dans d'horribles tempêtes. Ceux qui faisaient chasser leurs chiens ensemble, se donnent la chasse l'un à l'autre; je crois en définitive que le cavalier l'emportera. » Le cavalier était Buckingham, alors grand maître de la cavalerie.

La haine profonde de la nation entre le catholicisme était blessée de la tolérance témoignée à cette religion. Ashley essaya de dissuader le roi, mais en vain. Les engagements étaient pris; Charles II avait besoin de l'argent de Louis XIV, et lui-même avait déjà fait semblant de se convertir au catholicisme.

Un jour que le roi avait invité à dîner, à sa table particulière, Buckingham, Ormond et Clifford, lord Ashley reçut un message du roi qui le priait de venir les joindre au dessert; Charles II aimait la causerie téméraire de Shaftsbury. A son arrivée, ce dernier s'étonna de trouver les convives dans un état d'ivresse fort avancé. Sans se déconcerter, sans paraître s'apercevoir de ce qui s'était passé, Ashley remplit son verre, semble partager la débauche commune, invite à boire le roi et ses amis; et quand la tête leur a tourné à tous, il obtient d'eux l'aveu de leur catholicisme. Le voilà instruit. Les jours suivants, il se met à l'œuvre et essaie de détacher Buckingham et Lauderdale; l'un, esprit léger, violent au début des entreprises, sans opiniâtreté, sans vigueur et sans principes; l'autre, politique timide, mais homme d'esprit. Le premier paya lord Ashley de paroles vaines; le second repoussa ses ouvertures, parce que, disait-il, on ne pouvait lutter contre le courant. A la fin de leur conversation qui fut vive et longue, Ashley s'écria: « Faites comme vous voudrez, milords, mon parti est pris. »

La situation d'Ashley dans le conseil devenait difficile. Il

avait donné les mains aux premiers actes de l'entreprise catholique ; à ce prix il était resté dans les affaires. Il en refusait les conséquences : ce qui paraissait peu logique. Ses seuls appuis étaient le prince Rupert et Coventry, secrétaire d'État.

Cette petite minorité du conseil montrait du courage, et était constamment battue. Shaftsbury se mit à chercher ailleurs des appuis. La jeune noblesse protestante murmurait déjà hautement; les émissaires et les amis d'Ashley fomentèrent cette flamme. Il n'était point facile de tirer un parti utile de jeunes gens livrés à toute espèce d'excès, sans cesse ivres dans les tavernes, déshonorés par des bassesses, livrés à mille folies, éloignés de la vie politique. Chacun d'eux était prêt à lui répondre, comme Rochester : « Que voulez-vous ? plus j'ai de vices, et mieux je fais ma cour ! » — L'intérêt national se trouvait mal défendu par cette aristocratie perdue de mœurs; et Shaftsbury, qui voulait donner plus de force et de puissance au noyau central de son opposition, crut devoir s'adresser aux petits princes d'Allemagne, dont tous les intérêts se trouvaient être protestants, et qui lui promirent, en effet, alliance, argent et secours.

Par ses menées secrètes et ses démarches ostensibles, Ashley se plaçait donc à la tête des espérances, des regrets, des amours et des haines populaires. Homme de cour qui se trouvait en dehors du mouvement de la cour, et qui cependant s'imposait à elle; tribun du peuple qui cachait ses intrigues sous la broderie du courtisan; cet homme extraordinaire, tour-à-tour royaliste, républicain, partisan de la France, ennemi de la France, — marchait à son but à travers tout cela.

Les secours promis et donnés par Louis XIV devenaient

insuffisants à Charles II, qui s'avisa d'un moyen expéditif pour se passer quelque temps encore d'un si périlleux concours. Il ferma l'échiquier, c'est-à-dire qu'il fit banqueroute. L'opposition de Shaftsbury à cet acte de mauvaise foi fut éclatante. Dans un pamphlet dont lui-même semble avoir été l'auteur, la première idée et le plan de cette banqueroute lui étaient attribués; il se justifia par une lettre adressée à Locke, et dont les copies circulèrent dans le public. Il gagnait à cela l'amitié du peuple et le dévoûment du haut commerce.

Le mécontentement excité par cette banqueroute s'accrut lorsque la cour fit publier son édit d'indulgence, destiné à favoriser le catholicisme. Tout se dirigeait dans la voie que Louis XIV avait tracée; tout marchait selon les désirs de Colbert. La guerre de l'Angleterre contre la Hollande satisfaisait ses vues. A mesure que l'on s'éloignait du premier enthousiasme de la restauration, l'opinion populaire reprenait de l'audace: elle se déclara ouvertement, d'abord contre la banqueroute, ensuite contre la guerre déclarée à la Hollande. Shaftsbury soutenait dans le conseil même ces opinions nationales.

Comment se défaire de lui? Le roi l'aimait. Le duc et ses amis lui proposèrent le titre et le rang de lord trésorier (ministre des finances). S'il acceptait, il se trouvait chargé de la responsabilité la plus dure et prenait sur lui les misères et les dangers dans lesquels ses prédécesseurs avaient jeté les finances de la Grande-Bretagne. Refusait-il; le voilà perdu dans l'esprit du roi. Depuis la fermeture de l'échiquier et la banqueroute déclarée toute ressource était détruite.

Shaftsbury accepte sous la condition expresse que la paix sera immédiatement conclue avec la Hollande. D'un seul

coup il rendait à l'administration sa popularité et rouvrait les sources du crédit public. Les membres catholiques du conseil furent démontés. Shaftsbury partit pour son château, laissa la première ardeur du mécontentement royal se dissiper, et continua ses trames secrètes avec les princes protestants d'Allemagne. Un nommé Schrotter était l'agent intermédiaire de ses desseins, dont tout le détail s'est retrouvé dans les papiers de Shaftsbury. Un grand secret voilait ces négociations.

On voulut à la fois l'éloigner des affaires et le consoler par des honneurs, des faveurs et des places. C'était à la fois priver le parti contraire d'un allié très-important et se mettre à couvert soi-même sous le manteau de la popularité de Shaftsbury; aussi le créèrent-ils d'abord président de la commission générale du commerce, puis grand-chancelier d'Angleterre. Dans cette dernière position, il y avait pour Shaftsbury plus d'un danger. Les devoirs qu'elle imposait le forçaient de rester éloigné de la cour, où l'on avait trouvé sa présence gênante. Si quelque mesure déplaisait, ce serait lui qui en subirait le principal blâme sans avoir pu influer activement sur les délibérations.

Shaftsbury vit l'écueil et compta sur son activité. Son ignorance des formalités le faisait pencher vers une sorte de justice sommaire qui, abrégeant les détails et épargnant l'argent, plaisait à la nation, particulièrement aux plaideurs. Il sortit victorieux de cette épreuve; seulement on lui reprochait la splendeur de la longue procession qui, à l'ouverture de l'année judiciaire, l'accompagnait depuis son hôtel jusqu'à Westminster.

Ce qui le soutenait à la cour et dans l'esprit du roi, c'étaient d'abord son esprit et ensuite ses vices. Nul n'avait des maîtresses plus chèrement payées, plus brillantes de parures

et de beauté. Ces maîtresses même avaient leur cour, et l'on a conservé le nom d'un certain gentilhomme nommé Neal, qui avait mérité le surnom de *grand-chambellan des amours d'Ashley*. Si la promiscuité des amours était pour Shaftsbury un penchant naturel, on peut conjecturer aussi que le scandale avec lequel il les affichait faisait partie de sa politique.

« Pardieu ! s'écria un jour le roi en le voyant entrer, voici venir le plus libertin de mes sujets ! — Oui, de vos sujets, sire, » répliqua Shaftsbury en saluant jusqu'à terre.

Quelques membres des Communes étaient morts ou avaient donné leur démission ; le roi chargea le grand-chancelier Shaftsbury de procéder par mandats à l'élection de nouveaux membres, avant la convocation d'un Parlement; cette mesure était autorisée par quelques précédents. Shaftsbury se trouvait encore placé dans un dilemme périlleux : se décréditer s'il obéissait à la cour, perdre sa place s'il désobéissait. Il obéit et garda le pouvoir. Marchant imperturbablement à son but, à travers les déboires, les fraudes, les finesses, les subterfuges, les coups d'État, les contradictions, ajoutons aussi les lâchetés, on l'a vu sans cesse peser dans une balance excessivement délicate, non pas les devoirs et les vertus, mais les nécessités et les embarras d'une position.

Il savait que la Chambre des Communes se sentirait émue d'une vive colère dès que l'on toucherait à ce qu'elle regardait comme l'un de ses plus vénérables droits. Après avoir lancé les mandats, il suscita contre cette mesure, qui paraissait émaner de lui, quelques-uns de ses amis de la Chambre des Communes. Par leurs efforts, les élections furent déclarées nulles, et les actes publics qui sanctionnè-

rent cette déclaration de principes ne jetèrent aucun blâme sur le chancelier dont les intentions secrètes étaient connues. Si les élections avaient passé, lord Shaftsbury aurait été en butte à une accusation capitale, dont la direction se trouvait confiée d'avance aux membres catholiques dévoués au duc d'York. La ruse supérieure d'Ashley triompha de leurs ruses.

Il s'était posé le grand antagoniste du catholicisme : ce titre eût suffi pour lui créer un piédestal. Il ne perdait pas une occasion de marquer profondément cette place qu'il s'était faite ; il usait du stratagème et de la témérité. Respectueux, quant aux formes de l'étiquette, envers le duc d'York, il l'attaquait en public sans scrupule et sans ménagement. Lorsque ce duc, de l'aveu de son frère, voulut s'emparer de la droite du trône, place réservée au fils du roi ou prince de Galles, Shaftsbury, chancelier à cette époque, et qui devait ouvrir la séance, s'aperçut de l'usurpation et ne balança pas à la repousser.

« Votre Altesse oublie, dit le chancelier au duc d'York, que la place qu'elle occupe ne lui appartient pas ; c'est celle du prince de Galles.

»— Je ne quitterai pas la place où je suis.

»— Eh bien, je n'ouvrirai pas la séance. »

Le duc s'élança vers Ashley :

« Milord, s'écria-t-il, vous êtes un infâme et un misérable !... *(a wretch !)*

«— Je remercie Votre Altesse de ce qu'elle daigne ne pas ajouter à ces noms ceux de lâche et de papiste. »

Si Shaftsbury en eût appelé de ce différend à la Chambre des Pairs, il se fût engagé dans une inextricable querelle, et aurait compromis son parti. Il n'en fit rien.

Le discours prononcé par le grand-chancelier à l'ouver-

ture de la session parlementaire offrit un notable exemple de la flexibilité de ses principes, ou plutôt de son audace à mentir effrontément. Personne, plus hautement que Shaftsbury, n'avait condamné la guerre contre la Hollande ; il la jugeait immorale, impolitique et dangereuse. Le discours qu'il était chargé de prononcer contenait précisément la déclaration de guerre de Charles II contre la Hollande. La droiture lui ordonnait de refuser cette mission ; il l'accepta. Le brouillon de ce discours, dont il donna lecture au conseil, conçu en termes modérés, quelquefois équivoques, n'avait pas satisfait les autres membres : ils voulaient à la fois assurer la prérogative royale, et compromettre le chancelier. « Aussi (dit le journaliste Leclerc, initié à toutes les affaires de cette époque, et dont les œuvres contiennent à cet égard d'excellents documents), remplaça-t-on les expressions qui semblaient faibles, par des expressions plus fortes ; entre autres par ces mots hostiles et violents qui eurent un si grand retentissement à travers la Grande-Bretagne : « *Delenda est Carthago !* »

Carthage, c'était la Hollande. Détruire la Hollande ! un pays de commerce ! un pays protestant ! Détruire les ennemis de Louis XIV ! On comprenait que c'était la plus ridicule des fautes ; en prononçant ces anathèmes semés dans le discours de la couronne, Shaftsbury parlait contre sa conscience. Peu de jours auparavant, il avait donné au roi un avis contraire ; aussi le haro populaire fut-il terrible. On ne pardonna à l'homme politique ni l'abnégation de ses principes, ni son retour subséquent à la défense des intérêts nationaux. Ce discours, démenti par ses sentiments intérieurs et ses actes ostensibles, est resté la tache de sa vie.

Charles II, incapable de soutenir un parti pris et de

défendre une résolution annoncée, éprouva un moment de terreur quand les armes triomphantes de Louis XIV écrasèrent la petite république hollandaise, et placèrent en regard la toute-puissance de la France et la faiblesse isolée de la Grande-Bretagne. Les clameurs du peuple poursuivaient Charles ; il se crut forcé de dépêcher à La Haye Buckingham, Arlington et Halifax, chargés d'engager le roi de France à conclure la paix. Les remontrances des ambassadeurs anglais furent à peine écoutées ; Louis XIV connaissait l'état de l'Angleterre, soldait la plupart des grands seigneurs, tenait les volontés de Charles II enfermées dans sa cassette, et accomplissait son dessein avec une constance de résolution vraiment admirable, que Guillaume III châtia plus tard. Shaftsbury, nous l'avons dit plus haut, se tenait à couvert de ces imputations de vénalité, qui tombaient sur les personnages les plus honorables de la cour. Charles II l'entendant un jour se déclarer en faveur de l'Espagne :

« Combien l'Espagne vous a-t-elle donné ? demanda le roi. — Pas la moindre chose. — Eh bien ! elle vient d'offrir quarante mille livres sterling à lord Arlington. »

La Chambre des Communes avait repris courage, une opposition renaissait dans cette Chambre profondément affaissée par la secousse de la restauration ; elle vota d'abord les subsides, c'est-à-dire soixante-dix mille livres sterling par mois pendant dix-huit mois ; mais aussitôt après ce vote, elle s'éleva contre l'édit d'indulgence accordé aux papistes. Enhardie par ce premier pas, elle alla plus loin, se plaignit des progrès du catholicisme, et sollicita avec une instance, qui pouvait passer pour une insulte,

le bannissement des jésuites et prêtres de la religion qu'elle détestait.

C'était un grand coup que cette profession de foi de la Chambre des Communes. Se décidera-t-on à retirer le statut favorable aux papistes, et qui déclarait légale la *non-conformité* avec l'Église anglicane? Allait-on rompre avec les Communes? On prit un moyen terme : celui de s'adresser à la Chambre des lords. Shaftsbury reconnut que la crise était venue et que c'était le moment de se déclarer. Après le discours violent de Clifford, qui traita la résistance des Communes d'atroce, d'infâme, d'illégale, la nommant *monstrum horrendum et ingens*, Ashley se leva :

« Mes opinions, s'écria-t-il, diffèrent *toto cælo* de celles que vient d'exprimer le noble lord. Tant que le débat a eu lieu en dehors de la Chambre, j'ai pu croire avec d'autres, que la couronne avait raison. Maintenant que je vois une Chambre des Communes, si loyale, si dévouée, prendre le parti contraire, ma raison se soumet à la sienne. Les Communes, c'est le conseil d'État suprême : elles donnent au roi des avis et des secours. Qu'on garantisse à la nation la sûreté de sa religion et de ses lois, elle fera encore ce qu'elle a fait jusqu'ici. »

Ce revirement audacieux était aussi d'une habileté achevée. Abandonné par son chancelier, le roi témoigna toute sa colère; la Chambre haute s'effraya et vota en faveur de la cour. On dit que pendant cette discussion, le duc d'York, se penchant à l'oreille de Charles II, lui dit :

« C'est un grand coquin que votre chancelier (Shaftsbury).

» — C'est un grand sot que votre trésorier (Clifford), répondit le roi. »

Ainsi celui qui a fait la restauration défait la restaura-

tion. Suivons-le dans ce travail périlleux auquel il a consacré le reste de sa vie, et que le succès couronna, mais après sa mort.

---

§ III.

Shaftsbury continue ses trames. — Il fabrique le complot papiste. — Son procès. — Comment il prépare le bannissement des Stuarts. — Sa mort et son influence.

L'homme qui avait replacé Charles II sur le trône, travaillait à le renverser. Shaftsbnry s'était retourné au dernier moment contre la cour, qu'il avait auparavant semblé défendre. Il avait saisi l'heure où Clifford, le duc d'York et Charles II, essayant de mettre à profit l'apathie nationale, tramaient ce qu'ils appelaient l'indépendance du monarque. Par une trahison extraordinaire, Ashley se déclarait l'ennemi d'une mesure à laquelle il avait pris part, et attaquait la forteresse qu'il avait juré de garder. Ce fut un grand mouvement dans la nation. La masse protestante, trouvant un guide si hardi, apparaissait formidable; les Communes ne voulaient point reculer d'un pas : la faible majorité de la Chambre haute se trouvait impuissante contre leur opiniâtreté. Aux acclamations du peuple presque entier, il fallut que le roi cassât de sa propre main l'édit qui permettait de ne *pas se conformer* au rit anglican. Shaftsbury, vainqueur, poursuivit son avantage; sa position grandit et éclata au milieu de cette cour qui chaque jour s'éclipsait et diminuait.

Le lendemain du retrait de la fameuse déclaration, Shaftsbury informe la chambre des lords de la cassation de cet acte : ce renseignement, il le donne, non par *ordre exprès*, mais avec la permission du roi ; puis il propose son célèbre acte du *test*, qui équivaut à une révolution, qui a donné tant d'embarras et suscité tant de difficultés à Jacques II, et qui pendant un siècle et demi a repoussé le catholicisme de la constitution anglaise.

On ne pouvait venir plus à-propos ni frapper plus juste. Tout puissant dans le conseil, le duc d'York envahissait les emplois au moyen de ses créatures, et ne travaillait qu'au profit de la catholicité. L'acte du test déclarait incapable d'occuper aucune fonction publique quiconque ne se soumettrait pas ostensiblement aux rites et aux doctrines de la réforme anglicane. Cette invention de Shaftsbury, vainement repoussée par quelques membres de la Chambre haute, accueillie avec enthousiasme par les Communes, obtint le plus entier succès.

Le parti du duc d'York croula ; Clifford perdit son portefeuille ; le duc, son influence et sa place au conseil. Le roi resta isolé ; et le premier homme de la nation fut encore Ashley.

L'indolence, l'indifférence et l'amour du plaisir épargnaient à Charles II les ennuis de sa position. Prêtant tour à tour l'oreille à Shaftsbury, à Clifford, au duc d'York ; promettant tout à tout le monde, il se moquait en réalité de tous les partis, et laissait aller les choses, sans trop s'embarrasser des luttes dont son successeur pouvait hériter. L'armée qu'il avait réunie à Blackheath, espoir des catholiques devenus nombreux, effrayait les protestants. Chaque jour, de nouveaux actes de la Chambre des Communes témoignaient de cet effroi hostile ; on ne parlait que de com-

plots papistes, de poison et de poignards, d'assassinats projetés ou accomplis.

La maison de Shaftsbury était devenue un arsenal et une forteresse. Il avait armé ses gens, barricadé ses portes et muni ses fenêtres d'artillerie. Tout en frappant ainsi l'imagination populaire, il manœuvrait pour ruiner les catholiques en les divisant. La maîtresse d'un nommé Leighton, gagnée par Shaftsbury, livrait à Bennett, ami de ce dernier, les secrets de lord Pétre, d'Arlington, de Mountacute, de Carlingford et du duc de Berkshire, tous catholiques. Ces derniers formaient le groupe janséniste, opposé au parti jésuite du duc d'York, de Clifford, de Nordwich, d'Arundel et de Stafford. Maître des secrets de l'un de ces groupes, il en faisait instruire le groupe ennemi, fomentait la guerre entre eux, révélait au roi leurs intentions et détruisait d'avance le résultat de leurs plans. Un seul homme avait animé le Parlement, agité le peuple, contrecarré Louis XIV et ruiné les tories. Il imposait même au roi, qu'il amusait par son esprit et qui cherchait à l'amuser à son tour par des promesses; le maître était la dupe du sujet. Pénétré des terreurs dont Shaftsbury l'obsédait, Charles II, réduit à l'impuissance, se contentait d'ajourner ou de proroger le Parlement, et préparait par ses délais et ses incertitudes le désastre que son frère devait subir un jour.

Le duc d'York sortit du conseil; privé de crédit, il se tourna du côté de la France. Son mariage avec l'archiduchesse d'Inspruck venait de manquer. Louis XIV lui offrit d'assigner une dot à la princesse de Modène, Marie d'Este, jeune et belle personne, dévouée au catholicisme et placée sous la main de la France. Ce nouvel engagement de l'héritier présomptif du trône d'Angleterre avec la couronne

de France, causa un mécontentement si vif, que Charles II craignit une nouvelle levée de boucliers de la Chambre des Communes, et eut encore recours à la prorogation ; à cette manœuvre Shaftsbury répondit, en provoquant une pétition des Communes contre le mariage du duc d'York et de la princesse de Modène. Le 27 octobre 1673, on vit une chose inouïe dans les annales parlementaires : le chancelier, après avoir déclaré la volonté du roi, ajouta au discours officiel que son poste lui commandait une allocution personnelle contraire aux intentions de la cour.

« Milords et Messieurs, dit lord Shaftsbury, Sa Majesté ne m'a chargé de rien vous dire de plus. Permettez-moi d'ajouter ici l'expression de mon vœu particulier et profond pour que cette session égale, pour qu'elle surpasse l'honneur de la session dernière. Puisse-t-elle achever ce qu'elle a commencé pour la sûreté du roi et celle du royaume ; puisse-t-elle être à jamais célèbre pour avoir établi sur des bases durables nos lois, notre religion, nos propriétés ! Puissent les vents orageux ne pas balloter notre navire, et un calme plat ne pas nous saisir ! Qu'un souffle favorable rende notre marche sûre et constante ; qu'elle nous conduise au port, à la sagesse qui est le salut des nations. »

Les partis comprenaient ce langage et l'interprétaient éloquemment. Le sens qui se cachait sous ces paroles était celui-ci : — « Continuez, comme l'année dernière, à défendre le protestantisme. Frappez le duc d'York ; exilez ses amis, et que le catholicisme soit vaincu avec eux. » — En effet, l'adresse la plus vive contre le mariage du duc d'York ; contre le papisme et les armées permanentes, répondit à l'appel de lord Ashley.

Faire de Shaftsbury une victime populaire, c'eût été le grandir ; lui enlever sa place, c'était le donner pour chef

au parti. Les catholiques n'imaginèrent rien de mieux que la dissolution du Parlement. Y faire consentir le roi n'était pas le plus difficile ; il était moins aisé de lui faire tenir parole.

Le 3 novembre de la même année, comme il soupait chez la duchesse de Portsmouth avec les lords Danby et Arundel, avec le nonce du pape et les ambassadeurs de France et de Portugal, Charles II promit après boire la dissolution que tout le monde lui représentait comme urgente ; l'ambassadeur de France tira de son portefeuille des lettres annonçant le succès des armes de Louis XIV, et promettant le secours prochain de ce monarque. Le roi d'Angleterre s'engagea par serment à dissoudre la chambre. Sa parole avait peu de poids ; le lendemain matin il ne songea plus à dissoudre, mais seulement à proroger. Il envoya chercher Ashley qui ne se doutait de rien :

« — Êtes-vous en costume ? lui demanda-t-il.

» — La question de Votre Majesté me surprend.

» — Je proroge le Parlement ce matin ; mais croyez que je n'oublierai jamais l'intérêt protestant ni les promesses que je vous ai faites.

» — Sire, répondit Shaftsbury (dont les paroles ont été conservées par Locke et par son secrétaire Martyn), ceux qui vous conseillent la prorogation ne s'arrêteront point en si beau chemin ; je crains que votre complaisance n'ait les résultats les plus dangereux pour vous et pour le pays. Quand même ceux qui vous donnent ces conseils seraient des sots, assez méprisés pour que la nation leur attribue cette mesure et vous la pardonne, croyez-moi, sire, ils ne resteront pas tranquilles et vous entraîneront à votre perte. Si mon avis avait prévalu, je me serais engagé à faire

de vous le prince le plus puissant de la chrétienté. Aujourd'hui, quelque dévoué que je sois à votre personne, quelque reconnaissance que je vous doive, il m'est impossible de vous servir plus longtemps : votre prochaine démarche sera nécessairement de me faire redemander les sceaux. Sire, permettez-moi de vous laisser une dernière parole pour conseil. Gouvernez bien, vous serez plus heureux en ce monde, et vous irez plus sûrement dans l'autre que par tous les exorcismes et toutes les prières. »

Le roi sembla troublé; la prorogation n'en eut pas moins lieu.

On s'attendait à la chute de Shaftsbury, que le roi aimait personnellement, mais qui ne pouvait résister à la cabale ennemie. Il la prévoyait lui-même, et son unique soin fut de tomber avec grâce, en conservant la faveur du monarque et en éveillant encore l'envie des courtisans; il dut être pleinement satisfait : la comédie dont il fut le principal auteur amusa le roi et inquiéta la Cour.

Le 9 novembre au matin (c'était un dimanche), il entra dans le cabinet du roi auquel il adressa ces paroles:

« Sire, je ne puis douter que votre intention ne soit de disposer du poste que j'occupe; mais j'espère que Votre Majesté ne pense pas à me témoigner un mécontentement et un mépris personnels.

»— *Poisson de Dieu!* s'écria Charles II, employant le ridicule juron qu'il avait créé pour son usage, je veux que rien dans ma conduite ne puisse ressembler à une insulte.

» — Eh! bien, Sire, vous me permettrez sans doute de porter les sceaux à la chapelle devant Votre Majesté, comme c'est l'usage. Votre Majesté les enverra chercher ensuite chez moi.

»— Très-volontiers; tenez-les prêts à quatre heures chez vous. »

Les courtisans réunis dans l'antichambre s'attendaient à voir sortir Shaftsbury, déchu et privé de son titre, après sa conversation avec le roi. Mais la conversation durait! Charles riait! A sa sortie du cabinet royal, Shaftsbury était encore grand chancelier comme auparavant. Quelques-uns d'entre eux se détachèrent, coururent vers le duc d'York, et lui annoncèrent que tout était perdu. Cependant, à quatre heures, le secrétaire Coventry se présentant pour redemander les sceaux, comme on en était convenu, dit au chancelier:

« Milord, vous êtes hors de danger, et votre position est tranquille; quant à nous, nous allons à la ruine. J'aurais désiré m'abstenir du rôle que je joue. Ils me l'ont imposé comme un outrage, parce que je suis votre ami et votre parent.

»— Je vous remercie, répondit Ashley en lui remettant les sceaux; j'ai donné au roi les avis qui m'ont semblé les plus salutaires, on ne m'a pas écouté; je dépose la robe et je tire l'épée. »

Le mot indiquait la situation. Shaftsbury renversé, nécessairement chef de l'opposition, s'engageait dans un combat à mort. En vain avait-on essayé de le compromettre à diverses reprises; grâce à sa souplesse et à sa prévoyance, il n'avait pas cessé d'accroître sa popularité. Tout en faisant partie de l'administration, il avait sapé le pouvoir, fortifié l'intérêt protestant, humilié le duc d'York, fait triompher la loi du *test :* si bien qu'à l'époque où il devenait le guide avoué du parti national, il se trouvait muni de toutes les ressources imaginables pour la victoire. On sentait l'importance de ce changement et la nécessité de se

tenir en garde contre les attaques d'un ennemi qui possédait tous les secrets de ceux qu'il voulait attaquer.

Louis XIV, ayant à sa solde la cour de Charles II, espérait venir à bout de Shaftsbury ainsi que des autres; il lui dépêcha Ruvigny qui avait l'habitude de ces négociations. Dix mille guinées, accompagnées des expressions les plus flatteuses, furent offertes à l'homme d'État qui formait des plans d'une élévation bien plus haute, et se trouvait supérieur à ces tentatives de corruption. Stringer, ami d'Ashley et qui se trouvait présent à cette conversation, a conservé la réponse de Shaftsbury:

« Je puis juger, monsieur, d'après ces offres extraordinaires, que l'on attend de moi une affiliation au parti français. Je ne saurais compromettre l'intérêt de mon pays. Quelque reconnaissance que m'inspire l'opinion favorable exprimée par le roi de France, je ne puis accepter le cadeau qui m'est offert; d'ailleurs, il me serait impossible de lui rendre aucun service en retour. Les intérêts du roi de France sont diamétralement opposés aux nôtres, surtout depuis qu'il a considérablement accru sa marine et affecté la souveraineté des mers; si j'ai acquis une certaine réputation parmi le peuple, c'est parce que je sers fidèlement la religion protestante et les droits nationaux; on me regarde comme une victime de ce dévoûment. A peine les aurai-je abandonnés, tout le monde m'abandonnera; je n'aurai plus la force de rendre aucun service. Quant à l'autre offre que vous me faites de la part du roi mon maître, de me créer duc et de m'accorder un portefeuille, veuillez lui en témoigner ma gratitude, et dire à Sa Majesté que mon dévoûment à son service est sans bornes, tant qu'il sera compatible avec les libertés du peuple et celles du protestantisme.

Ainsi se posait en héros l'homme qui avait escamoté la

couronne à la démocratie pour la placer sur la tête de Charles II; qui avait joué et déjoué tour à tour Monk, Clarendon, le duc d'York et Charles II; qui, perpétuellement infidèle à tous ses amis, se réfugiait dans la gloire populaire comme dans un asile contre ses trahisons témérairement habiles.

Ce fut vers cette époque que l'esprit actif de l'ex-chancelier s'occupa, de concert avec le philosophe Locke, son ami, de la législation de la Caroline du Sud dont il possédait une partie.

Il est curieux d'observer, dans les lois réglementaires, formulées par un homme d'État protestant et un philosophe rationaliste, les premières semences de cet esprit de liberté qui a produit tant de fruits éclatants dans l'Amérique du nord et qui domine toute la constitution des États-Unis. C'est là peut-être un des exemples les plus notables de ce magnétisme de la pensée qui d'un bout du monde à l'autre va changer les mœurs des peuples et préparer l'avenir. Ces puritains qui, astreints à la pratique religieuse la plus sévère, avaient été chercher un refuge dans le Nouveau-Monde, les voilà soumis tout-à-coup à des lois dictées par une philosophie presque matérialiste. Le principe de l'indépendance individuelle légué par le protestantisme, fortifié par la persécution, se développe sous l'influence d'un nouveau Code qui a pour base le bien-être, et par conséquent l'individualité (*). Les années s'écoulent; tous ces faits produisent leurs résultats. De cette doctrine d'indépendance personnelle découlent le détachement de la métropole, l'organisation fédérale et le règne de la démocratie. Par un phénomène aussi réel que remarquable, ces mêmes doctrines

(*) V. plus bas la vie politique de Benjamin Franklin.

de Locke, commentées par Rousseau et Voltaire, viennent se mêler en France au mouvement de la monarchie mourante : et au moment où l'Amérique républicaine va se séparer de sa mère, la France et l'Amérique s'allient contre l'Angleterre qui devient alors le symbole des vieux intérêts monarchiques. De cette alliance jaillit la grande explosion démocratique de la révolution française, qui à son tour revient battre en brèche l'aristocratie de la Grande-Bretagne et la menacer de ruine.

Occupons-nous de Shaftsbury.

Le parti national et protestant, fort d'une acquisition si importante, ne perdit pas un moment; la même chambre des Communes dont la servilité avait encouragé les usurpations royales, éleva la voix dès le commencement de la session de 1674 contre la guerre de Hollande, l'alliance française et l'influence des catholiques. Elle demanda par une pétition que tous les papistes, ou ceux qui étaient réputés tels, fussent bannis de Londres pendant la session. Enfin, un mélange de fanatisme simulé et de politique perfide, que l'instigation de Shaftsbury mettait en jeu, sollicita un jeûne général et obligatoire, à l'effet de *détourner de la nation le fléau de la papauté.*

Ces procédés vigoureux partaient tous de la même main et se succédaient avec une rapidité menaçante. On réclamait l'expulsion de lord Lauderdale; on allait accuser de haute trahison Arlington et Buckingham; deux bills sur la liberté individuelle allaient passer sans obstacle, lorsque le roi effrayé prorogea le Parlement jusqu'au 9 novembre, c'est-à-dire pendant quatorze mois entiers. Louis XIV donna 500,000 écus qui permirent à son cousin d'étendre la prorogation jusqu'au 13 avril 1675. L'agitation populaire refoulée sur elle-même, ployée d'abord sous une procla-

mation qui défendait tout rassemblement séditieux et assimilait la non-révélation au complot, s'irritait sourdement. On employait tour-à-tour la corruption et l'intimidation, deux moyens dont le succès est passager. Shaftsbury passa presque tout ce temps à la campagne, ne daignant pas même répondre aux pamphlets de la cour.

A peine le Parlement s'assemble-t-il de nouveau, les mêmes clameurs contre la cour se font entendre. Elle y répond par un bill proposé dans la chambre haute, exigeant de tout citoyen le serment d'obéissance passive. Shaftsbury relève le gant et combat pied à pied ce bill, qu'il entrave à chaque degré de son passage. Quatre protestations successives en suspendent la première, la seconde, la troisième lecture; puis la mise en délibération. Jamais chicane parlementaire ne fut plus acharnée. Le débat s'élève sur le point de savoir si les protestations signées sont permises pendant le cours d'un débat : puis il reprend avec plus de force sur la formule religieuse du serment. Devenue théologique, la discussion sert de texte aux évêques qui, attachés au pouvoir absolu, prennent parti contre Shaftsbury. Cet homme, qui comme Mirabeau avait épuisé toutes les surfaces sans avoir jamais approfondi les questions, et qui, moitié charlatanisme, moitié sagacité, devinait ce qu'il ignorait; cet homme dont Charles II disait sérieusement : « Il sait plus de théologie que mes théologiens, et plus de jurisprudence que mes juges, » ne laissa pas les hommes d'église le battre sur leur terrain. Ses répliques furent longues et triomphantes; et l'un des évêques qu'il combattait n'ayant pu s'empêcher de dire à son voisin : « Quand donc finira-t-il de prêcher? » Shaftsbury se retourna vers lui :

« Quand je serai évêque, » répondit-il; et il continua la discussion.

Ce mémorable débat se prolongea soixante-dix jours; on sentait ce qu'il y avait de vital dans cette lutte, où il ne s'agissait de rien moins que du pouvoir pour les uns et de la liberté pour les autres. Plus l'opposition se montrait ardente, plus la cour y attachait d'importance. Deux mandats particuliers du roi prélevèrent sur le trésor : d'abord 80,000 liv. sterl., puis 120,000 liv. sterl. qui, répandues parmi les membres des deux Chambres, devaient, en cette époque de vénalité universelle, amener le résultat redouté par les amis de la nation.

La partie semblait perdue; les deux chambres allaient voter la loi; il ne s'agissait plus que de quelques formalités, lorsqu'un docteur Shirley, qui se trouvait en procès avec un nommé sir John Fagg, membre de la Chambre des Communes, fit appel de la sentence auprès de la Chambre haute. Il avait toujours régné entre les deux Chambres une jalousie mutuelle de leurs priviléges, que Shaftsbury n'avait cessé de pallier et de corriger, pour faire marcher les membres de la Chambre basse et les pairs dans la voie commune de l'opposition. En suscitant une querelle à propos de cet incident, il opposa une barrière aux prétentions de la cour, empêcha le bill de passer, gagna du temps et fit naître un grand embarras.

Les Communes, à son instigation, déclarent qu'en recevant la demande de l'appelant, les lords ont enfreint les priviléges de la Chambre basse. Le président des Communes lance un mandat d'arrêt contre Shirley; au moment où l'on dépose ce mandat sur la table de la Chambre haute, lord Mohun, homme violent, saisit l'acte et le déchire. Les Communes réclament le châtiment de ce lord; Shaftsbury, contre toute justice, fait décréter solennellement par la Chambre haute qu'il a bien agi, et que son action est lé-

gale. La querelle s'envenime. Les Communes exaspérées font mettre en prison les avocats de Shirley. Les pairs ordonnent leur mise en liberté.

La haute société et même les femmes prennent part à cette lutte passionnée. Une anecdote rapportée par Gray, donne quelque idée du ton singulier, que la licence de Charles II avait introduit dans les premiers rangs. Deux ou trois dames se trouvaient dans la galerie des Communes, et leur tête passait par-dessus les épaules de quelques spectateurs; le président qui les aperçut s'écria :

— « A quel bourg ou à quel comté appartiennent les honorables membres que je vois là-haut ?

— A vos propres domaines, répliqua Coventry, qui savait que le président s'intéressait à ces dames; vous savez si leurs habits sont de drap ou de soie.

—Je vous jure que j'ai vu des jupes, cria le président. » La discussion reprit son cours.

Charles II, fatigué du conflit des deux Chambres, prorogea de nouveau le Parlement jusqu'au 13 octobre. Ces prorogations affaiblissaient le pouvoir, mécontentaient le peuple, irritaient le Parlement; c'était ce que voulait Shaftsbury. Par ses relations avec certains catholiques perfides, il persuadait au parti papiste que son intérêt exigeait la convocation d'un nouveau Parlement; c'était précisément ce qu'il conseillait à Charles II, plus clairvoyant qu'eux dans son indolence, et qui reculait devant le drame périlleux des élections.

Avec quelque soin que Shaftsbury cachât la main qui dirigeait tous ces ressorts, le bon sens populaire l'apercevait et le nommait; on ne lui épargnait ni les menaces, ni les accusations. « C'est vous, vous seul, lui dit un jour lord Digby, dans une réunion fort nombreuse, ennemi du

roi, qui fomentez tous les troubles. Vous voulez la république, je le dis hautement! — Nous aurons votre tête. » Lord Bristol, père de lord Digby, intenta une accusation capitale contre Shaftsbury, devant la Chambre haute. Cette Chambre ne daigna pas même prêter l'oreille à l'accusation, la fit effacer de ses registres, obligea lord Bristol à demander pardon, et traita de même lord Arundel, autre ennemi acharné de Shaftsbury. Celui-ci intenta, à son tour, un procès à Digby, qu'il fit condamner à 1,100 liv. sterl. de dommages et intérêts.

Le Parlement s'assemble; la cour craint la continuation de cette querelle, et le roi, dans son discours d'ouverture, déclare qu'avant de s'occuper de débats d'une nature privée, il veut que les Chambres terminent les travaux qui sont restés en suspens. En effet, le ministère essaya de faire mettre au néant l'appel du docteur Shirley, et le débat s'éleva encore de nouveau sur cet incident qui occupa la chambre pendant six jours. Shaftsbury, à la tête de l'opposition, éveilla si bien l'orgueil et la susceptibilité de la Chambre haute, lui fit sentir si vivement que son existence était compromise, que malgré l'autorité de la parole du roi, on ne s'occupa point des bills, mais seulement de l'affaire du docteur Shirley. Les amis d'Ashley ont conservé quelques fragments du discours qu'il a prononcé à cette occasion.

« ..... Nous sommes, Milords, s'écriait-il, les grands conseillers du roi, et nous avons le droit de ne pas partager l'avis de ceux qui l'entourent. Ils voudraient la paix avec la France; moi, je ne la veux pas, je la crains, je la repousse; je ne donnerai les mains à aucune des mesures qui tendront à augmenter la puissance de la France. Laissez les Français agir, et vous verrez ce que deviendra l'Angleterre,

en dépit de toutes les assurances du monarque, et de tout l'argent que vous donnerez pour votre défense.

« Apprenez que le roi de France est, de tous les souverains vivants, celui qui possède la plus forte marine : que l'année dernière il a fait construire vingt-quatre navires ; qu'il en a vingt-quatre de plus que nous ; que tous ses vaisseaux sont bien approvisionnés, tandis que nous, nous n'en avons pas un seul en état. Maître d'un trésor considérable, il force la nature de céder à son génie et à la prodigalité de ses dépenses. A quel usage croyez-vous qu'il applique un jour les ressources qu'il a ainsi accumulées, ce prince si prudent, si appliqué à ses affaires? Pensez-vous qu'il veuille se servir de ses vaisseaux pour voyager sur terre, pour aller conquérir la Hongrie ou l'Italie? Tenant la clé de l'Océan, croyez-vous qu'il négligera de s'emparer de l'Irlande, chose faisable, et qui lui assurerait la possession de tout le commerce des Indes occidentales et orientales?

« Je sais que le banc des évêques, tout riches qu'ils soient en science, en piété, en sagesse, n'approuve pas les paroles que je prononce ; jamais ces vénérables membres ne résistent à la couronne. Eux et moi nous différons de principes. Je crois, moi, que le roi est roi par la loi du pays ; loi obligatoire pour lui comme pour le pauvre à qui elle assure la jouissance de sa chaumière. Mon principe est que la Chambre des pairs, sa judicature et les droits qui lui appartiennent, forment une partie essentielle du gouvernement. Le roi, gouvernant et administrant la justice par le moyen de la Chambre des pairs, prend conseil des deux Chambres dans toutes les matières importantes : voilà la forme du gouvernement que j'avoue, sous laquelle je suis né, qui est obligatoire pour moi. Si jamais (que Dieu nous

en préserve!) nous devions subir un roi gouvernant sans Parlement, au moyen de son armée, je n'avouerais pas cette forme de gouvernement sous laquelle je ne suis pas né, qui n'est pas obligatoire pour moi.

» Il y a, Milords, d'autres principes nouveaux qui doivent naissance à l'archevêque Laud, et que je crois subversifs de tout gouvernement: *que la monarchie est de droit divin.* Si cette doctrine était vraie, notre grande charte serait inutile, et nos lois n'auraient quelque valeur que sous le bon plaisir royal. Établissez le droit divin; la monarchie n'a plus de bornes humaines, elle n'a pas même le droit de s'en imposer; nos droits, nos titres, les priviléges de la Chambre des pairs, ceux de la Chambre des Communes, propriétés, libertés, vont s'engloutir non-seulement dans l'intérêt, mais dans le caprice et le bon plaisir de la couronne. Le meilleur et le plus sage des hommes, s'il croit à cette doctrine, n'a plus qu'à livrer au roi ce qu'il possède.

» Je conclus, Milords : vous voyez combien il serait fatal que de telles doctrines vinssent à se répandre; vous voyez quel est votre devoir envers vous même et le peuple. On veut vous arracher le droit de recevoir les appels; c'est sans doute le désir de la cour, mais ce n'est pas l'intérêt de la Chambre des Communes. Je vous supplie donc de ne pas procéder à votre suicide: de suivre la seule voie qui peut vous garantir et vous sauver, et d'appointer un jour pour l'affaire importante du docteur Shirley. »

Il réussit : le jour fut appointé. Pendant qu'il se chargeait d'animer la Chambre des pairs contre la Cour, ses amis dans la Chambre des Communes ne se montraient pas moins ardents à irriter leurs collègues contre la Chambre haute. La scission étant devenue flagrante et furieuse, l'occasion sembla bonne pour proposer une adresse de la Cham-

bre haute, réclamant la dissolution du Parlement. La Cour redoutait ce résultat, qui lui faisait perdre l'argent consacré par Louis XIV à l'achat des Communes. Le petit noyau catholique le désirait, espérant, à tort sans doute, qu'un nouveau Parlement lui serait favorable.

Shaftsbury, qui connaissait l'état de la nation et l'esprit public, soutint la dissolution de toute sa force. « Une session aussi prolongée, disait-il, est contraire à la constitution ; les membres, se détachant de l'intérêt national, deviennent plus exposés à la corruption. C'est d'ailleurs une injustice flagrante de soustraire aux sentences de la loi, pendant un laps de temps aussi long, les membres que leurs priviléges protègent contre les atteintes de leurs créanciers. Il ne faut pas commettre cette iniquité criante. » Après une lutte animée, la cour l'emporta de deux voix seulement. Une protestation rédigée par lord Shaftsbury, et signée par un grand nombre de pairs, força le roi à proroger de nouveau son Parlement pour quinze mois ; cette mesure sans antécédent augmentait le mécontentement de la nation.

Que l'on étudie la route suivie par Shaftsbury depuis la restauration : tant de difficultés vaincues ; une si profonde habileté à deviner l'instinct populaire ; une si grande audace à le devancer, une si grande facilité à le diriger ; l'art de se faire respecter de ses amis et craindre de ses ennemis ; le talent de faire à propos des concessions aux nécessités présentes, et de dominer les choses futures par le ménagement et la prévision : quelle habileté ! quel résultat ! quel homme que celui qui reste dix ans membre d'une administration dont il ruine le principe et dans laquelle il se conserve solide ! qui, dans le ministère, et hors du ministère, est toujours l'homme redouté, le meneur, le point

central, l'âme dirigeante! qui sait amuser le roi et lui plaire; saper lentement l'autorité des adversaires catholiques, semer la discorde dans leur camp; réunir, grouper, rendre solides les intérêts protestants; étendre jusqu'en Allemagne le réseau invisible de cette opposition; trouver des ressources inattendues contre tous les périls!

Ce personnage que les uns représentent comme un intrigant subalterne, les autres comme un ambitieux mobile; ce personnage équivoque et complexe prend place au nombre des terribles guides des nations, des Richelieu et des Pitt. Shaftsbury, préparateur redoutable et jusqu'ici mal connu de la grande scène qui devait se jouer sous Guillaume III, fait agir d'avance les ressorts qui déposséderont le duc d'York et constitueront la Grande-Bretagne ce qu'elle a été jusqu'au milieu du XIX[e] siècle.

Il s'agissait de détruire cet homme dangereux, ce qui n'était point facile : il riait des pamphlets écrits par les catholiques et dans lesquels les noms de parricide, de monstre, d'infâme, de démon incarné, lui étaient prodigués.

Enfin le Parlement se réunit. Le duc de Buckingham, qu'une pique contre la cour venait d'attacher à l'opposition, prétend que les Chambres n'ont pas le droit de s'assembler et que le Parlement est dissous par le fait. Shaftsbury soutient avec vigueur le même avis, et, comme à l'ordinaire, il saisit le premier rôle dans une discussion qui ne semble lui promettre qu'une place accessoire. Le débat s'échauffe, un duc prétend que Buckingham doit être cité à la barre de la Chambre haute, comme coupable d'outrages envers le roi. Lord Arundel se lève pour proclamer la même opinion et faire la même demande, combattue avec véhémence par lord Shaftsbury. La prétention de Buckingham, il faut le dire, était illégale : une prorogation n'a

jamais équivalu à une dissolution. Ce qu'il y avait dans la Chambre de consciences honnêtes s'alarment à juste titre, et le ministère usant sans pitié d'un commencement de victoire, obtient une sentence de la Chambre contre lord Shaftsbury qu'elle condamne à se mettre à genoux devant la barre et à prononcer les paroles suivantes :

« Je reconnais que ma tentative pour établir qu'un Parlement prorogé est un Parlement dissous, a été une action dangereuse et de mauvais exemple : c'est pourquoi je demande humblement pardon à Sa Majesté et à l'honorable Chambre. »

Buckingham, premier auteur d'une proposition compromettante, avait eu soin, selon ses habitudes de légèreté insouciante, de disparaître de la Chambre. Salisbury et Warton, qui avaient partagé l'opinion d'Ashley, mais que le ministère avait eu soin d'écarter de l'accusation, refusèrent de profiter de ce bénéfice qui leur était offert. Tous trois se constituèrent prisonniers et se laissèrent enfermer dans la Tour de Londres, plutôt que de faire amende honorable. Une sorte de pudeur s'empara de Buckingham qui se rendit prisonnier le lendemain matin, et partagea leur prison.

La témérité inhabile de Buckingham a renversé Shaftsbury; le voilà en prison, et le duc d'York respire. Shaftsbury ne veut point demander pardon; et la Chambre des pairs, jalouse de ses priviléges, ne le lâchera pas qu'il ne se soit humilié. Le prisonnier s'adresse au tribunal du banc du roi qui se déclare incompétent. Des ordres sont donnés pour que les prisonniers soient consignés dans des chambres séparées; l'opposition suit l'exemple des juges et se refroidit. Les Communes intimidées s'ajournent elles-mêmes pour épargner au roi une nouvelle prorogation. Enfin les quatre con-

damnés, voyant qu'il n'y a plus pour eux de ressources, adressent au roi une pétition que Shaftsbury rédige.

On ne redoutait ni Warton, ni Salisbury, ni même Buckingham, auteur de ce débat, c'était Shaftsbury que Charles II voulait garder à vue; les trois autres reçurent leur grâce, il resta seul à la Tour. D'ajournement en ajournement, on avait atteint la fin de l'année 1677. Le grand agitateur ne communiquait avec personne sans le consentement du roi, c'est-à-dire du duc d'York; et chaque jour le gouvernement prenait une attitude plus hautaine. Si Shaftsbury gardait la prison, le triomphe des catholiques semblait certain. Il se détermina donc à s'adresser à la Chambre haute et à se soumettre. Ce n'était pas le compte du ministère à qui la liberté de Shaftsbury faisait peur, et qui l'accusa d'un nouveau crime, celui d'avoir attenté aux priviléges de la pairie, par son appel au tribunal du banc du roi.

Le débat s'engage sur ce nouvel incident : après deux jours de discussions, la Chambre déclare que de la part d'un homme condamné par les lords c'est un crime attentatoire à ses priviléges de reconnaître l'arbitrage d'une cour inférieure; Shaftsbury demande la permission de venir se défendre en personne; on la lui accorde. Il espère adoucir par sa présence la rigueur de ses juges et obtenir du moins une forme d'humiliation moins insultante : vain espoir; il lui faut satisfaire à genoux aux exigences de l'esprit de corps que lui-même vient d'armer. Le plus fier des hommes politiques se plie à cette humiliante cérémonie; considéré une fois par le peuple comme une victime de la cour, il fera payer cher à ses ennemis cette extrême amertume. Il s'agenouille pour se relever plus dangereux.

De cette époque en effet date son influence la plus pro-

noncée sur les partis et sur les hommes. Il sort de la Tour et on le porte en triomphe ; il rentre au Parlement : ses amis de la Chambre des Communes rédigent une adresse demandant la guerre avec la France. L'adresse ne passe pas à la Chambre des Pairs, mais les alarmes de la nation augmentent ; l'alliance de Louis XIV et de Charles II devient plus odieuse, et Shaftsbury réussit enfin à jeter dans les veines du peuple cette fièvre de haine et de terreur qui dura cinquante ans, qui éclata d'une manière si ridicule et si sanglante, qui assombrit les dernières années de Louis XIV, et que l'on pourrait nommer la *fièvre protestante.*

Ce fut au milieu de cette fièvre que se joua une atroce comédie qui nous semble n'avoir jamais été bien comprise, et dans laquelle Shaftsbury, fidèle à sa politique, remplit un rôle de Figaro sanguinaire qui épouvante. Trois ou quatre misérables, quelques-uns repris de justice, d'autres vivant dans la misère et la fange, s'apercevant que les trois quarts de la nation ne rêvaient que complots catholiques ; témoins de l'aversion que les jésuites et le duc d'York inspiraient au peuple ; pressentant les honneurs, les faveurs et même la gloire que recueilleraient les révélateurs d'une conspiration papiste ; — imaginèrent de se constituer sauveurs de l'État et héros populaires par des calomnies. Ils y réussirent.

En effet, ils avaient pénétré le secret de quelques conciliabules de jésuites. Quelques lettres dérobées, certaines demi-révélations faites par des subalternes, des indices sans preuve, des traces vagues de conjurations, comme il y en a toujours dans un pays divisé ; nulles probabilités réelles, mais des hypothèses ; voilà ce dont trois ou quatre calomniateurs infâmes se servirent pour fabriquer la célèbre con-

piration connue dans l'histoire sous le nom de *complot papiste*. Avidement accueillie par l'animosité et le fanatisme de la masse protestante, exagérée et mise à profit par Shaftsbury et l'opposition, cette fiction cruelle fit tomber des têtes innocentes, jeta en prison plusieurs familles, justifia l'organisation d'une véritable Terreur contre le duc d'York et les siens, et vengea cruellement l'outrage d'Ashley.

Que lui-même ait inventé le complot; qu'il ait pétri pour ainsi dire dans ses mains les âmes ignobles de Titus Oates (*) et de ses complices : c'est ce que Charles II, qui s'y connaissait, croyait fermement. Doit-on reconnaître l'auteur d'un crime à l'utilité qu'il lui rapporte, certes Ashley paraît coupable. La plupart des historiens l'ont absous, ce n'est pas à nous de l'accuser; contentons-nous des faits qui le montrent inquisiteur attentif et ardent, aidant les dénonciateurs dans l'agencement de leurs hypothèses, venant au secours de leur sottise, commentaut leurs révélations, enveloppant dans le complot supposé des hommes évidemment innocents, enfin poussant le roi et le Parlement à faire tomber toutes les têtes catholiques dont on pourra s'emparer.

Alors les dénonciateurs triomphent, les catholiques se cachent, le duc d'York baisse la tête, le bon bourgeois ne marche plus dans les rues qu'armé d'une massue au bout d'une lanière de cuir, afin d'assommer les catholiques; le sang coule sur l'échafaud. Plusieurs bills, un entre autres qui déclarait tout catholique inhabile à siéger à la Chambre des Communes, désarmèrent le parti du duc d'York. Ce fut avec peine que l'on obtint une exception en faveur du prince

(*)V. « Le XVIII[e] siècle en Europe », seconde série (*Les Mystères de Londres, et Titus Oates.*)

royal. Charles II, qui s'était laissé dépasser en fait de catholicisme et d'autorité absolue par le duc d'York, se voyant maintenant débordé par le parti national et protestant, a recours à son dernier moyen; il dissout le Parlement, qui depuis dix-huit années a suivi une marche ascendante vers la résistance. On a vu quelle part Shaftsbury a prise à ce mouvement.

De nouvelles élections ont lieu; le caractère en est tout national et protestant. La cour s'effraie encore, et le roi, pour faire croire qu'il renonce aux suggestions de son frère, fait partir ce dernier pour le continent; soin inutile. La première motion faite à la Chambre des Communes sollicita une enquête « sur l'état de la nation en général », et c'était bien ce que l'on pouvait imaginer de plus désagréable à la cour. A son tour, Charles II reconnut qu'il fallait plier. Il traita le Parlement comme il traitait ses maîtresses et résolut de les faire dupes : un conseil d'état postiche dans lequel il admit plusieurs membres populaires, entre autres Shaftsbury et Essex, s'assembla et joua devant la nation une farce sérieuse qui ne trompa personne.

William Temple (*) prétend avoir donné à Charles II le conseil de former ce nouveau cabinet. Il est probable que Charles II, tout en acceptant son avis, se réservait le plaisir de mystifier ce conseiller qui voulait un véritable ministère, et non ce que le roi désirait, un ministère factice, pour amuser le peuple et calmer l'opposition. William Temple, homme d'esprit, n'entendait pas faire entrer Shaftsbury dans un cabinet où la capacité de cet homme d'état le rendait nécessairement maître et arbitre. Ce dernier laissait aller les choses, dont il contemplait le cours d'un œil ironi-

(*) V. plus bas la vie de William Temple.

que : il avait assuré sa position du côté du peuple et ne craignait rien du côté de la cour.

Malgré Temple, Shaftsbury entra dans le conseil ; entre ces deux hommes, qui professaient la même opinion, l'hostilité était flagrante. Chez Shaftsbury, pratique des affaires, but déterminé, action décisive, aucun scrupule, hardiesse à tout exploiter pour arriver à ses fins ; assez de finesse pour tout pénétrer, pas assez pour perdre la force d'action ; — chez Temple, une moralité douce, scrupuleuse et délicate ; une trempe de caractère monarchique ; l'amour des arts, du repos et des lettres ; loyauté mêlée de grâce et tempérée par la finesse ; des habitudes presque françaises, inclinant vers le régime de Louis XIV ; un sentiment d'élégance qui répugnait aux brutalités et aux perfidies. Tels étaient William Temple et Shaftsbury.

La plus faible de ces deux natures, la plus aimable, plia, comme on devait s'y attendre, en face du plus vicieux, du plus adroit et du plus fort. Temple lui garda rancune ; sa vengeance d'homme de lettres n'a pas négligé Shaftsbury dans ses Mémoires. Shaftsbury reprit sa place au Conseil-d'État et en usa pour donner au peuple anglais l'*Habeas corpus*, la seconde charte du citoyen, la grande protectrice de la liberté individuelle.

Il ne voulut entrer au Conseil qu'en qualité de président ; on s'attendait à le voir alors changer de conduite et quitter l'opposition. Comme il savait que sa force était là, il ne profita de son nouveau crédit que pour la consolider et préparer l'avenir. Un commerçant de Londres qui avait été jeté en prison sur un simple mandat du Conseil s'adressa aux tribunaux et demanda son *Habeas*, c'est-à-dire, selon la loi, la liberté sous caution. Les juges s'y refusèrent.

Shaftsbury propose aussitôt un nouveau bill conçu et ré-

digé par lui « *pour la sûreté plus grande de la liberté des sujets.* » Les Communes l'accueillent avec transport ; la Chambre des pairs est furieuse ; la cour voit la faute qu'elle a commise en espérant que Shaftsbury deviendra le président d'un conseil illusoire. Dans la crainte de voir passer le bill de l'*Habeas corpus*, elle se détermine à proroger le Parlement. Shaftsbury la gagne de vitesse, ne lui laisse pas le temps de se reconnaître, et emporte d'assaut la victoire, par une fraude singulière et peut-être unique.

Dans cette discussion importante, les deux *tellers* chargés de compter les votes étaient deux personnages d'un caractère opposé : lord Norris, rêveur et distrait, et lord Grey qui plaisantait volontiers sur toutes choses. Le tour d'un membre de la Chambre fort chargé d'embonpoint, étant venu, il se déclara en faveur du bill. Grey, qui trouvait apparemment que le gros homme en valait dix, compta dix au lieu d'un. Le distrait Norris écrivit dix, et l'addition en faveur du bill se trouva grossie de neuf votes qui lui assurèrent une majorité apparente. Beaucoup de membres entraient et sortaient, l'appel nominal devint impossible, et le bill passa. Quand les ministres qui savaient leurs forces, et qui n'ignoraient pas que la Chambre comptait 107 membres, entendirent prononcer le nombre total de 116 membres, leur étonnement fut extrême. Ils demandèrent que l'on recommençât à voter ; mais les bancs étaient dégarnis ; les formalités se trouvaient remplies, et l'une des plus belles conquêtes de l'indépendance anglaise fut enlevée par un stratagème. Un historien prétend que la plaisanterie frauduleuse de lord Grey lui avait été dictée par Shaftsbury.

A cet acte majeur succèdent d'autres actes non-moins significatifs : une déclaration contre le duc d'York et les

papistes, une enqnête sur les pensionnaires de la cour, enfin la proposition formidable d'un bill d'exclusion contre tout prince *catholique*.

On est obligé de proroger encore ce Parlement si mal disposé. Charles II essaie de prouver à ses ministres qu'il y va de leur intérêt, peut-être de leur vie. Shaftsbury répond qu'on ne le fera pas dupe, et que ceux qui ont conseillé cette mesure la paieront de leur tête. La prorogation ne suffit pas; la dissolution a lieu le 12 juillet 1679. Il fallait tout l'aveuglement de la cour pour ne pas prévoir que les nouvelles élections seraient mauvaises. Shaftsbury, toujours actif, remuait le peuple par ses exemples, ses intrigues et ses émissaires; chef du cabinet, il fomentait l'opposition; tribun populaire, il disposait du cabinet; cette situation, unique dans l'histoire de la politique, plaçait Shaftsbury sur une double cime aussi élevée que périlleuse. Il faisait plus que gouverner; il commandait l'armée des intérêts protestants et menaçait le gouvernement. Le peuple croyait que les poignards papistes étaient dirigés contre son favori, son protecteur et son chef; les plus ridicules contes se répandaient à ce sujet; ses amis les accréditaient et lui-même ne les repoussait pas. C'étaient un Dangerfield, une madame Cellier, un Francisco de Faria, qui voulaient, les uns poignarder Shaftsbury, les autres l'assassiner au moyen d'une « grenade de poche » (*hand-granado*) jetée dans son carosse; ainsi parlent plusieurs historiens graves, entre autres Rapin Thoyras; l'irritation populaire exagérait les périls dont elle entourait sa grande idole.

Shaftsbury et ses acolytes aidaient de leurs efforts ce soulèvement secret qui chaque jour compromettait davantage la monarchie. Le duc d'York part pour l'Écosse, au commencement de l'hiver, et le roi lui promet de faire durer

la prorogation jusqu'au printemps. De toutes parts les pétitions lui arrivent : pairs, bourgeois, ecclésiastiques réclament la convocation du Parlement. Le voluptueux, troublé dans ses plaisirs, repousse les pétionnaires avec une ironie impatiente. « Ceux qui vous envoient, dit-il à l'un, sont des gens d'un mauvais esprit et sans loyauté! Pour qui me prenez-vous? Qui donc croyez-vous être? J'admire en vérité que des personnes de votre état se permettent d'exciter mon peuple à la rébellion : vous ne seriez pas charmés que je me mêlasse de vos affaires; ne vous mêlez pas des miennes; surtout ne vous occupez pas de choses qui touchent si essentiellement à la prérogative royale! — Allez, dit-il à un autre pétitionnaire, allez raisonner sur ces matières en buvant votre bière; et tâchez, messieurs de Windsor, de ne plus mettre le nez dans les affaires de vos voisins. »

Cette colère prouvait beaucoup d'impuissance. La présidence du conseil est enlevée à Shaftsbury et une proclamation déclare illégitimes les pétitions quelles qu'elles soient. Les agents de la cour obtiennent des habitants de diverses localités la signature d'adresses ou de protestations, manifestant l'*horreur* inspirée par les pétitions au roi. Le pouvoir est toujours sûr de rencontrer sous sa main des bassesses et des assiduités; aussi le parti national et protestant vit-il avec frayeur ou plutôt avec stupéfaction les adresses en faveur de la cour, les protestations d'*horreur* (*abhorrence*), se multiplier et sortir de terre. La nation abandonnait-elle tout-à-coup ses opinions et ses défenseurs? On le crut un moment : tout plia, tout se tut; le duc d'York revint triomphant; quatre membres du conseil donnèrent leurs démissions; le Parlement fut dissous; les papistes levèrent le front : on crut en Europe Shaftsbury perdu.

Il voit que le grand coup doit être frappé, et rédige une accusation formelle contre le frère du roi. Il la fait signer par plusieurs pairs et gentilshommes, et va lui-même la présenter au Grand Jury, composé de protestants, et qui, certes, n'épargnera pas un catholique avéré. Le roi casse le Grand Jury; fait d'où il résulte que toutes les causes pendantes ne peuvent être plaidées ni jugées; cette iniquité grave, en lésant beaucoup d'intérêts, accroît le mécontentement. Charles II renvoie son frère en Écosse, et convoque enfin le Parlement. Shaftsbury, instigateur des résolutions des Communes, leur dicte leurs premiers actes qu'il dirige contre le papisme; ces actes assurent au peuple le droit de pétition, condamnent solennellement le renvoi du Grand Jury et frappent à coups redoublés sur le parti du duc d'York : bientôt après, le bill d'*exclusion*, qui chasse du trône tout prince catholique, est voté par l'immense majorité des Communes; le roi, naturellement si indolent, assiste à la discussion jusqu'à minuit. Il y allait de sa couronne. Les pairs que Charles II prend soin de surveiller et d'exciter lui-même rejettent ce bill.

Les Communes irritées, creusent ensuite le sillon protestant qu'elles ont ouvert : les juges qui ont permis ou autorisé la cassation du Grand Jury sont poursivis et châtiés; plusieurs bills hostiles au duc d'York, cruels envers les catholiques, sont adoptés. L'un des plus effrayants de ces actes disparaît, sans que l'on sache comment, du bureau sur lequel il est déposé, et quelques historiens prétendent que Charles II lui-même a autorisé cette soustraction. Dans l'espoir de perdre le seul homme qui est l'âme de ce formidable mouvement, Shaftsbury, on va chercher au fond de sa retraite obscure le fils de l'un des infâmes dénonciateurs du complot papiste : on le questionne; on obtient de lui la ré-

vélation de rapports secrets qui ont existé entre Tongue, son père, et lord Shaftsbury. On le gagne par de l'argent et des promesses; et ce fils, se portant accusateur d'Ashley, vient déclarer publiquement que son père est un infâme, que le complot papiste est un conte, que les condamnés ont péri innocents, et que Shaftsbury a tout inventé. Les membres de la Chambres des pairs chargés d'examiner l'accusation, ne veulent pas même s'en occuper; Shaftsbury est absous d'avance par la passion politique et religieuse qu'il a servie. Le fils de Tongue va pourrir dans un cachot où il expire bientôt après.

A une dissolution nouvelle du Parlement succède la convocation du nouveau Parlement à Oxford : on craint la capitale, foyer de pensée, d'agitation et de révolte. Shaftsbury rédige une protestation mal reçue à la cour, applaudie du public, suivie d'élections plus populaires que jamais; il rédige les instructions, distribue les rôles, dirige les mouvements. A Oxford il donne l'exemple de se rendre au Parlement avec des armes, entouré d'une escorte de gentilshommes armés! C'est là un moyen fort dramatique qui ébranle l'imagination populaire.

Le Parlement d'Oxford ne fut pas moins odieux à la cour que les Parlements précédents. Un pauvre pamblétaire, Fitz-Harris, coupable de s'être moqué du faux complot catholique et de ses inventeurs, paya de sa tête son épigramme. Le roi a recours, comme à l'ordinaire, à une nouvelle dissolution; les Communes et les lords s'exhortent mutuellement à suivre le conseil audacieux de Shaftsbury et à siéger en dépit du roi; le courage leur manque pour accomplir cette bravade que Mirabeau a réalisée. Les membres de la Chambre des pairs tiennent les derniers; ceux de la Chambre des Communes s'éclipsent peu à peu, et cé-

dant à l'ordre royal laissent la chambre des séances vide.

Il faut relire les pamphlets et les poèmes de cette époque, pour se faire une idée de la place occupée par Shaftsbury. On prétendait qu'il allait se faire élire roi de Pologne. On lui donnait le nom de comte *Tapsky*, par allusion au *tap* ou séton qu'il portait depuis l'accident dont nous avons parlé. D'autres, plus spirituels, parodiant son nom, le transformaient en alderman *Shiftsbury*, parce qu'il avait de nombreux rapports avec les aldermen de la cité, et qu'on pouvait lui reprocher, ainsi qu'à tous les hommes politiques, de nombreux *shifts* ou changements de position. La cour soldait mille écrivains chargés de détruire ce grand pouvoir d'un seul homme; les prédicateurs, dans leur chaire, ne le nommaient que *Mephistophélès*. On payait les vers de l'excellent poète Dryden pour flétrir dans la postérité celui qu'on redoutait dans le présent. Enfin, comme rien ne réussissait, on l'arrêta pour le jeter à la Tour, le 2 juillet 1681.

Avant de lui ouvrir la prison, le roi le fait venir dans son cabinet et l'examine devant le conseil; en vain interroge-t-on ses tiroirs et ses papiers : rien ne l'accuse. Avec ce soin du détail nécessaire aux grandes entreprises, il avait fait prévenir tous ses amis de ne pas laisser chez eux une seule trace qui pût les compromettre.

Le mandat d'amener, l'instruction de l'affaire, l'examen des témoins s'il y en avait, furent confiés à un juge perdu de réputation nommé Warcup; Shaftsbury non-seulement le récusa, mais se porta son accusateur. Il fallut un ordre du roi pour suspendre ces poursuites contre Warcup; il fallut que trois fois, à trois tribunaux différents, on refusât à Shaftsbury le bénéfice de l'*habeas corpus;* la volonté déterminée de le perdre se montra aux yeux du peuple

révolté. On eut soin de condamner à mort le pauvre Étienne Collége, partisan de Shaftsbury, que les Anglicans ont inscrit dans leur martyrologe. Le Grand Jury répondit à l'accusation de haute trahison contre Shaftsbury par un verdict d'*Ignoramus*, c'est-à-dire par le refus complet de s'occuper de l'affaire.

La salle de Westminster retentit alors d'acclamations et d'applaudissements, les feux de joie s'allument dans tous les quartiers de Londres; Shaftsbury, que l'on trouve dans la prison occupé à jouer aux cartes avec sa femme, est porté en triomphe à son hôtel. D'ironiques et redoutables applaudissements poursuivent jusque dans son palais Charles II qui s'écria saisi d'un accès de mauvaise humeur qui ne lui était pas ordinaire : « Il est dur que je sois le seul homme de mon royaume qui ne puisse obtenir justice. »

Une médaille est frappée en l'honneur du triomphateur; les whigs la portent suspendue à leur cou par un ruban. Shaftsbury se cache, fomente une conspiration réelle, flagrante, tendant à détrôner Charles II et à le remplacer par son fils naturel, le duc de Monmouth. Un nommé Howard entre dans le complot, et n'a rien de plus pressé que de le révéler à la duchesse de Portsmouth, maîtresse du roi. Le hasard, maître des événements, veut que la duchesse soit infidèle au roi; et que lord Mordaunt, son nouvel amant, porte un vif intérêt à Shaftsbury. Un jour que Mordaunt est chez elle, on annonce l'arrivée du roi. Elle se hâte d'enfermer l'amant dans un cabinet; le roi entre suivi du dénonciateur Howard. Mordaunt, qui a vu souvent ce dernier chez Shaftsbury, le reconnaît, s'étonne, soupçonne une trahison et ne sort de sa cachette que pour aller avertir son ami Ashley, qui part aussitôt

pour la Hollande. Telle est du moins l'anecdocte rapportée par les contemporains.

Ici finit cette grande existence politique. Shaftsbury se fait recevoir bourgeois d'Amsterdam pour échapper aux poursuites de la cour ; et le magistrat hollandais, qui se souvient du *delenda Carthago*, lui répond par ces mots remarquables, que l'histoire a raison de conserver « *Carthago non adhuc abolita comitem de Shaftsbury in gremio suo recipere vult.* — Carthage, qui n'est pas encore détruite, veut bien recevoir dans son sein le comte de Shaftsbury. » — Épuisé par une lutte si longue, il succomba peu de temps après son arrivée en Hollande; il mourut le 2 janvier 1683.

Dans quel état laissait-il l'Angleterre? Quelle avait été son œuvre politique? De toutes ses manœuvres qu'était-il résulté?

Sous la main de Shaftsbury, le protestantisme anglican est devenu le pivot de la politique nationale; il a préparé la nation pour le nouveau système représentatif. Les whigs, dominateurs protestants de la seconde moitié du XVII[e] et de tout le XVIII[e] siècle, en Angleterre, s'enregimentent à sa voix et forment un bataillon compacte. La loi du *test*, le bill d'exclusion, l'autorité consolidée du Grand Jury; l'intérêt commercial s'alliant à l'anglicanisme; la cohésion puissante de ce parti, qui chassa Jacques II, fit triompher Guillaume III, et soutint la nouvelle dynastie sur le trône pendant cent cinquante années; — enfin, l'*Habeas corpus* régularisé : — tout cela date de Shaftsbury.

Il fut donc le continuateur de l'œuvre de *Cromwell*, et le préparateur de l'œuvre de *Guillaume III*. Cromwell l'avait ébauchée au milieu des orages populaires; Guillaume l'accomplit dans le cabinet et sur le champ de bataille.

L'époque de Shaftsbury, qui occupe le centre de cette action, fut une époque de fraude, de trahison, de vénalités et de débauches. Shaftsbury fut digne de cette époque.

Vers la fin du mois de janvier 1682, un vaisseau pavoisé de noir, avec banderolles de deuil et portant sur sa poupe un blason voilé d'un crêpe, quittait le port d'Amsterdam et se dirigeait vers la Grande-Bretagne. La douane hollandaise, ordinairement sévère, ne voulut soumettre à aucune visite le funèbre navire, qu'elle laissa partir en triomphe.

On débarqua le cadavre à Poole, dans le Dorsetshire; et on le déposa dans les caveaux funèbres des Cooper. C'était celui du plus grand ouvrier politique de ce temps troublé; du grand agitateur protestant. Jeune, Shaftsbury avait décidé la restauration; mort, il donnera le trône à Guillaume III (*).

---

§ IV.

Réflexions sur le caractère et l'influence du comte de Shaftsbury.

En effet, c'est l'armée de Shaftsbury, qui en 1688, pose la couronne sur la tête du prince d'Orange. Il a employé pour la former, des moyens misérables, souvent criminels; on ne doit pas oublier que le temps où il a vécu était une restauration, c'est-à-dire une ruine et un repentir; une de ces époques douloureuses où les âmes humaines cachent des milliers de petits vices sous des rides

(*) *Revue Britannique*, Février — juin 1838.

incurables; où la ferveur du fanatisme a épuisé sa sève; où l'on n'ose plus espérer de vertu publique; où la confusion de la société refoule chacun dans un égoïsme sensuel; où la légalité n'est pas encore posée en principe; où l'exaltation trempée de sang et lasse de violences, s'affaisse dans le remords.

Avant que tout se calme et s'arrange, il faut des années. La raison populaire n'a pas saisi le sceptre, et l'enthousiasme s'est retiré honteux de ses fautes. Lâches et tristes moments dans la vie des nations; je ne sais si l'on doit leur tenir compte de leurs qualités, et s'il faut remercier Dieu d'être né sous l'étoile équivoque de ces temps, dont le trouble n'est pas même de l'orage. Pour creuser un lit à ces opinions vacillantes, pour exploiter ces bons et ces mauvais penchants, il faut beaucoup de jugement, d'à-propos, d'audace et de mépris pour les hommes.

De telles époques n'ont guères d'historiens; lorsqu'on touche à de si tristes ressorts, on finit par les dédaigner assez, pour les oublier bientôt. En général, les gens qui savent, se taisent; les hommes qui ignorent, écrivent. Ainsi l'histoire se fait toute seule et va comme elle peut. A peine Hume, Lingard, Hallam, abordent-ils dans leurs histoires le nom du mystérieux Shaftsbury. Jeté çà et là dans leurs pages sans explication et sans rapport avec les événements dont il était l'âme, ce nom vague n'a plus de sens pour le lecteur. Consulterons-nous Clarendon ou Burnet? Clarendon adresse à Shaftsbury les reproches d'un adversaire irrité. Burnet, grave étourdi, le traite bien ou mal, selon l'humeur de sa plume; Rapin-Thoyras, servant le parti libéral que Shaftsbury dirige, ne démêle pas toujours les manœuvres du chef. Les biographes avouent que cet homme les embarrasse et qu'ils ne savent pas comment

le juger. Nous avons essayé le travail qui précède, d'après les seuls documents authentiques, les journaux du temps, et *les Mémoires posthumes sur Shaftsbury*, rédigés par B. Martyn et le docteur Kippis (*) « sur les papiers originaux de la famille ; » panégyrique outré, précieux d'ailleurs pour les dates, les faits et les documents. Il est clair, si vous en croyez cet interprète de famille, que Shâftsbury n'a jamais trahi personne, et qu'il avait de bonnes raisons pour toutes ses intrigues.

La poésie, dans ses colères, a été plus clairvoyante que l'histoire ; Dryden a réuni dans un magnifique portrait les nuances principales de ce caractère :

« C'était (dit Dryden), l'homme des desseins profonds et des intrigues tortueuses ; intelligence turbulente et sans repos, impatiente de tout ; dans le pouvoir, mécontente ; hors du pouvoir, inquiète ; âme de feu qui brûlait ce faible corps. Quel besoin d'action ! Le péril et la tempête ne trouveront jamais de plus sûr pilote. Il cherche l'orage, afin de le vaincre ; il aime le danger pour le danger, il défie l'écueil et se plaît à passer sur les recifs. Riche et puissant, pourquoi donc empêche-t-il le monde de dormir ? c'est qu'il veut gouverner l'Etat ou l'ébranler. Cet homme maladif et chétif, est implacable dans la haine ou redoutable dans son amitié. Tour-à-tour courtisan et populaire, il défait ce qu'il a fait ; il refait ce qu'il a défait. Il se dit citoyen ;

(*) *Life of the first Earl of Shaftsbury, from original documents in the possession of the family; by M. B. Martyn and docteur Kippis, now first published.—Edited by G. Wingrove Cooke, Esquire.*

Vie du premier comte (Earl) de Shaftsbury, extraite des documents originaux que possède la famille ; par M. B. Martyn et le docteur Kippis ; publiée pour la première fois par les soins de G. Wingrove Cooke. (Londres, Richard Bentley, 1837.)

sachez combien ce mot seul efface de crimes. Ne l'avez-vous pas vu se cacher derrière les masses, et confondre ses intérêts avec ceux de la foule? Le peuple pardonne les erreurs qu'il partage, quiconque approuve ses vices, est sûr d'être approuvé de lui.

« Ne le croyez pas sans vertu ; lorsqu'il siégea sur un tribunal, ce fut un juge intègre : jamais interprète des lois n'eut les mains plus nettes, ne *sut* mieux discerner le délit et l'innocence. D'un accueil facile, d'une charité douce, inaccessible à la corruption, arbitre qui ne se laisse ni acheter ni séduire, c'est un monstre et un grand homme. »

Ainsi s'exprime sur Shaftsbury Dryden le catholique. L'estime forcée et la terreur profonde inspirée aux amis des Stuart par le chef de l'opposition, en 1660, respirent dans ces admirables vers que la plume de Bossuet n'eût pas effacés.

La direction politique de l'époque appartient à ce même personnage. De 1670 à 1682, tout vient de lui. Le mouvement de l'Europe septentrionale était indécis : il le dirige et le précipite. Ce qu'on appelle gouvernement représentatif n'était pas né ; l'idée du pouvoir divin des couronnes n'était pas détruite. Faire entrer le peuple dans l'Etat, comme élément constitutif du pouvoir, et briser le prestige d'une légitimité remontant à Dieu, voilà l'œuvre, bonne ou mauvaise que devait accomplir l'Angleterre sous Charles II et Jacques II. Shaftsbury s'y dévoua par ambition personnelle, par instinct de l'avenir, par amour du pouvoir. Il employa pour cela le crime, la ruse, la fraude; le sang coula, et les victimes catholiques ne lui coûtèrent pas un remords. Les cris de ces mourants ne l'ont pas ému; âme d'acier, souple pour le combat, flexible pour l'intérêt, nulle pitié ne l'atteint. Moteur de la

ligue protestante, boucher impitoyable, il jette dans l'exil et livre au bourreau une armée de catholiques; plus odieux que Jeffries assurément, car il a commencé par séduire ceux qu'il a voulu perdre.

Si le complot papiste est son œuvre, les cruautés imputées à Richelieu pâlissent devant cette grande infamie. Il fait conspirer les malheureux, soudoie les provocateurs et les délateurs, ourdit, pour avoir les têtes de quelques jésuites, une trame compliquée, ramasse, dans les fanges d'une société que l'orage a troublée, quelques reptiles humains, et leur donne l'autorité de son amitié, puis il les lance contre les ennemis qu'il veut tuer. Le peuple applaudit, Shaftsbury triomphe, et l'histoire se tait.

Ainsi s'accorde mal avec la loi morale l'étude de l'histoire politique. La grande chaîne de la civilisation, souvent confiée à des mains perverses, ne s'interrompt jamais. Parmi les ouvriers de cette trame, il y a des mains cruelles et des mains sanglantes, des mains ignobles et des mains sublimes. Cependant les hommes s'éclairent, les siècles s'avancent, le bien-être s'accroît; à travers des décadences et des révoltes, des populations qui faiblissent et d'autres qui s'éveillent, l'humanité se rapproche incessamment de la lumière et de l'équité.

Je ne vois point que l'on ait essayé jusqu'ici d'étudier de près, et de montrer à l'œuvre, en appréciant leur influence et en pénétrant leurs desseins, les chefs politiques des diverses époques historiques. Qu'ils eussent en main le glaive, la plume ou le bâton de l'évêque;—Louis XI, Richelieu, Mazarin, Cromwell, Shaftsbury, Guillaume III, Chatham, le second Pitt, le cardinal de Fleury, Mirabeau furent de ces hommes. La navette politique passe d'un peuple à l'autre, d'un cardinal à un soldat, d'un tribun à

un marchand. Il y a toujours, dans un temps donné, un homme qui sait mieux son temps que tous les autres hommes ; il naît ici où là, bon ou mauvais, clément ou cruel, habile avant tout.

D'époque en époque et comme de dégré en dégré, ces moteurs forment une chaine non interrompue. Un philosophe allemand, Hamann, les montre, assis sur les marches du temple, « Vrais Sphinx les plus énigmatiques figures de l'histoire. »

Lorsqu'en dépit de la cour irritée, Shaftsbury sortit de prison, la Cité de Londres et les whigs, dont il était le chef, frappèrent en son honneur une médaille.

Sur cette physionomie mâle et sévère respirent les passions politiques. L'œil est froidement observateur, un demi dédain crispe ses lèvres minces. Le calme de cette tête fatiguée exprime non la résignation du philosophe, mais le sang-froid de l'athlète qui attend le combat et le méprise. L'ensemble des traits a quelque chose de blâsé et de fort ; le dégoût des hommes et la fermeté dans la lutte ont laissé des traces sur ce front ridé. Le nez est recourbé, aiguisé par le bout, l'arrête en est fine comme le bec de l'oiseau de proie. On ne peut imaginer un tel homme faible, lâche, martyr ou pacifique. Finesse et violence; grands desseins et petits moyens ; audace et intrigue ; au fond de tout, un mépris souverain des choses humaines ; voilà ce que révèlent les portraits de Shaftsbury, et surtout la médaille. Ce caractère apparaît, même sous les ajustements ridicules que la mode inventait alors ; des dentelles couvrent une cuirasse éclatante ; des boucles féminines encadrent un profil vigoureux. En l'étudiant, on est frappé d'une singulière analogie entre le buste de Shaftsbury et celui de Jules César. Le conspirateur anglais est moins noble, moins

facile, moins libre dans son développement que l'*Imperator* romain, l'aigle est devenu vautour.

Par l'entremise et l'infatigable travail de cet homme, le mouvement religieux de l'Angleterre s'est transformé en mouvement politique; par lui le protestantisme, sortant de la sphère théologique, est entré dans le domaine parlementaire. La loi du *test*, l'*habeas corpus*, l'exclusion des catholiques, voilà son œuvre. Il fut le fils de Cromwell, et l'on entrevoit Mirabeau dans ses actes. Il souda la double masse du whiggisme libéral et du protestantisme national. Il rapprocha l'intérêt commercial de l'intérêt politique ; et après avoir fait toutes ces choses par des moyens souvent coupables, il laissa dans l'histoire un nom brillant et souillé, dont nous avons voulu approfondir l'énigme.

SIR WILLIAM TEMPLE.

DOCUMENTS BIBLIOGRAPHIQUES SUR WILLIAM TEMPLE

ET SA VIE POLITIQUE.

Consulter — Life of Swift, by Walter Scott.

Swift's Diary, to Stella.

Johann de Witt, (en hollandais, 2 vol. in-12. La Haye, 1840).

Lettres et négociations du comte d'Estrades. 3 vol.

Life of W. Temple, by sir Peregrine Courtenay. 2 vol. London. 1836.

SIR WILLIAM TEMPLE.

(1628. — 1698.)

Caractère de William Temple. — Influence qu'il a exercée sur son époque. — Triple alliance. — La ligue du Nord est préparée par lui.

Un des contemporains de Shaftsbury joua dans la politique un rôle brillant et passager, ce fut William Temple.

Il avait beaucoup d'esprit sans génie, de sagacité sans caractère, et d'honnêteté sans héroïsme. Il fut probe et loyal en servant un roi digne de peu d'estime, et garda sa pureté au milieu de transactions déshonorantes. Lorsque Charles II s'ennuya d'être servi par ce philosophe-ambassadeur, il rappela Temple près de lui, le mystifia, le combla d'éloges, et, prenant sa vanité pour dupe, répudia un diplomate compromettant. Temple s'aperçut un peu tard qu'il était trompé; mais il se résigna, et le profond dégoût qui le saisit dura jusqu'à la fin de sa vie.

Les révolutions passèrent auprès de lui et ne l'arrachèrent pas à sa solitude. Un jour, Guillaume III, qui venait

de monter sur le trône, qui avait connu en Hollande l'ancien ambassadeur, et que ce désintéressement touchait, alla le trouver et se promena longtemps avec lui dans son parc, premier modèle de la coquetterie pittoresque devenue l'une des manies les plus innocentes de ses compatriotes. Temple lui parla de littérature et de jardinage, et ne voulut pas se rejeter dans la carrière dangereuse qui se rouvrait à sa vieillesse.

Il était de ces hommes qui apparaissent dans la politique et y jouent un rôle brillant sans être des hommes politiques. Le hasard les a mêlés à ce jeu redoutable. Ils s'en amusent un moment, s'en lassent bientôt et quittent la partie.

William Temple, vers le milieu du XVIIe siècle, attacha son nom au traité de la triple alliance, vit son œuvre renversée aussitôt que fondée, et consacra le reste de sa vie à écrire d'ingénieux et agréables ouvrages, sa vocation réelle et sa véritable gloire.

Je vois donc en lui, quelle que soit l'opinion des Anglais à cet égard, un accident politique, plutôt qu'un homme d'État. Sous ce dernier point de vue, il ne vaut ni Bolingbroke, ni Shaftsbury; il n'a pas commandé de grands événements; il n'a pas remué les masses humaines; il ne convenait ni à son temps ni à son pays: double malheur et double impuissance. La finesse de son esprit le rendait timide, et les scrupules de son honneur le désarmaient. Il a faibli devant les dissolutions de Charles II, comme en face des opiniâtres expériences de Jacques II et devant les combats parlementaires de Guillaume III. Né pour jouer avec les idées et les phrases, il a eu peur des choses et des hommes; il est vrai que ces choses étaient pleines de violence et de vice, ces hommes remplis d'injustice et de lâ-

cheté. Mais nul ne deviendra un moteur politique, s'il ne peut s'habituer aux éléments de son œuvre, ni agir sur les matériaux qu'il a sous la main. Temple se rendit justice. Il se retira de bonne heure dans la solitude de Sheene, présida aux premiers efforts de Swift, mena une vie de doux loisir et d'études variées, contempla de ce port tranquille les folles tentatives de Jacques II et les habiles combinaisons de Guillaume III, et ne rentra pas dans les affaires.

Il avait cependant marqué son passage par un acte notable, unique, ineffaçable, mélange d'heureux hasard et de vive sagacité; ce fut lui qui ébranla la ligue protestante des puissances du Nord, destinée à donner tant de tristesse à Louis XIV dans sa vieillesse et à renverser le trône victorieux de Napoléon Bonaparte (*).

Un homme d'esprit, quand même toutes les autres forces lui manqueraient, ne s'occupe pas des intérêts publics sans y laisser trace; ainsi ont passé, dans les éclats foudroyants de la révolution française, le froid Sièyes, le timide Garat et le méticuleux Barrère. William Temple n'avait pas à traverser de telles épreuves; il devina seulement (c'était beaucoup) que l'Europe contenait deux intérêts : le protestantisme au Nord, le catholicisme au Midi; l'idée démocratique unie à l'idée protestante, et la doctrine monarchique alliée à l'intérêt catholique; il vit que le catholicisme du Midi était appuyé sur le trône absolu de Louis XIV, et que la destinée de l'Angleterre l'appelait à dominer et à guider le calvinisme libéral du Nord.

Cette vue de son esprit fut tellement nette que, malgré Charles II son maître, et en moins de huit jours il forma et formula la ligue célèbre du Septentrion, nom-

(*) V. plus haut la lettre de M. De Lyonne à Louis XIV.



mée la *triple alliance ;* ralliant les intérêts épars de la Hollande, de l'Angleterre et du Danemark, et donnant le premier exemple de ces coalitions européennes, si nouvelles et si terribles. Son œuvre ne put durer, elle blessait le roi Charles II, en faisant marcher l'Angleterre au protestantisme pur et à l'abaissement du pouvoir royal. La même alliance du Nord, lorsque Charles Stuart et Jacques Stuart l'eurent interrompue, reprise en sous-œuvre par Guillaume III, et continuée par ses successeurs, a produit deux résultats d'une conséquence majeure : l'effacement de la république hollandaise absorbée par la Grande-Bretagne, et la triste vieillesse de Louis XIV, forcé de pactiser avec Guillaume III.

C'est l'acte unique et important de William Temple; les puissances du Nord se groupèrent, connurent leur place et sentirent leur force; on sait depuis comment elles en ont usé. Un homme de lettres, un philosophe, ayant mis le pied dans les affaires, avait assigné à chaque nation sa destinée, à chaque puissance son avenir. Malheureusement cette pénétration de l'esprit se joignait à des faiblesses de caractère qui empêchèrent Temple de diriger le mouvement politique de son pays. Il est curieux d'en étudier le mélange et le combat.

Temple voulait le triomphe du protestantisme septentrional ; c'était l'idée abstraite qui dirigeait sa politique ; en sa qualité d'Anglais, il avait raison. Cependant ses goûts et ses penchants étaient plus français qu'anglais, plus monarchiques que parlementaires, plus dévoués à l'ordre sous une volonté absolue qu'à la liberté des discussions.

Le fracas et le choc des opinions l'effrayaient; le repos élégant lui convenait; intelligence ornée et ingénieuse, il aurait dû naître en France, à côté de Fontenelle. Il com-

prenait la république, estimait peu le gouvernement représentatif, dont les longues tracasseries le fatiguaient, et se sentait créé tout exprès pour vivre à l'ombre d'une couronne despotiquement splendide. Le philosophe, en lui, était homme du Nord, calviniste et presque républicain; l'homme était même monarchique, d'une humeur douce et ennemie de la dispute, facile à dégoûter de la résistance, incapable des rudes combats de l'opposition. Pendant que le philosophe nouait la triple-alliance, l'homme privé obéissait à Charles II. Le philosophe admirait la Hollande, sa constitution demi-aristocratique, demi-républicaine, et s'enthousiasmait de ces vertus bourgeoises qui accomplissaient de si grandes choses par l'économie et la patience; l'homme privé bâtissait des kiosques élégants, s'entourait des recherches du luxe et échappait, à force d'élégance et d'atticisme recherché, à ses souvenirs politiques.

Temple fut l'ami de Jean de Witt. Enthousiaste de la Hollande, Français dans son style, plein de délicatesses exquises dans l'habitude de sa vie, philosophe voluptueux et publiciste souvent chimérique, on ne s'expliquerait point ces contrastes, si l'on ne distinguait en lui l'esprit et le caractère, deux éléments souvent en guerre, deux mobiles, dont l'un domine la pensée, tandis que l'autre règle la conduite. L'un est le rayon lumineux; l'autre est la puissance active. L'un éclaire ou égare, mais l'autre agit et marche.

Chez les hommes qui mènent leurs semblables, il y a bien plus de caractère que d'esprit; ni Bacon, ni Shakspeare, ni Molière, ni Pascal, ni Tasse, ni Dante n'auraient fait grande figure dans une révolution. Ils auraient trop vu, trop compris, trop douté, trop craint, trop souffert, trop presssenti et trop dédaigné. Les bornes de l'intelli-

gence sont favorables à l'énergie du caractère; souvent l'équilibre entre ces deux facultés se trouve tellement inégal, qu'un homme supérieur par la pensée, tel que Milton, disparaît absolument dans les troubles civils; tandis qu'un emphatique écrivain comme Richelieu, un déclamateur tel que Danton, un bavard glacial comme Robespierre, élèvent au-dessus des autres hommes le géant de leur volonté, de leur passion ou de leur entêtement.

Beaucoup d'hommes politiques ont été surfaits et exagérés, quant à leur capacité intellectuelle : on a pris pour du génie, un peu d'esprit et beaucoup de volonté. Rien de plus rare que le génie de penser, joint au talent d'écrire et à la force de vouloir. Qu'une sagacité médiocre s'appuie sur une extrême audace; qu'une certaine lucidité de vues s'allie à une immense ambition; devant ces personnages tout plie. Ils sont forts : le genre humain est lâche.

Il aime mieux faire de Mazarin, de Robespierre ou d'Alberoni, des idoles adorées, que d'avouer sa lâcheté. Je ne puis reconnaître pour maîtres que ceux qui ont joint, comme Napoléon, Richelieu, Cromwell ou Chatham, la pensée à la volonté, la lumière de l'esprit à la force aveugle du caractère; et je suis persuadé qu'il y avait cent fois plus de divine puissance et de grandeur véritable dans un coin du cerveau de Pascal, de Shakspeare ou de Cervantes, que dans les âmes réunies de Thamas Koulikan, de Louis XI, de Mazarin et de cent autres *chefs des peuples*.

Un mot de Bonaparte est précieux à recueillir : « Il aurait, disait-il, fait du grand Corneille un ministre d'État, si Corneille eût vécu de son temps. » — Je le crois bien ; il admirait dans Corneille cette lueur active et pénétrante qui éclairait à ses yeux les intérêts des empires et les pas-

sions de la politique. Mais Corneille comprenait encore d'autres parties de l'histoire humaine ; à la clarté du même flambeau, il savait les combats secrets de Polyeucte et les ironiques fureurs de Nicomède. Il savait tout, ou presque tout, comme Shakspeare, comme Dante et les autres divins prophètes de l'humanité.

A les considérer comme de pures intelligences, ils dominent de bien haut les simples ouvriers des affaires humaines ; ils planent, mais ce ne sont que des aigles. Mettez-les à l'œuvre, et vous verrez. Ils ne savent même pas agir sur leur propre vie ! Dante, outré de vengeance et de colère, sait maudire et non conspirer. Machiavel, consommé dans toutes les ruses, n'en trouve pas une pour avoir du pain. Bacon, qui donne de si bons conseils à Jacques Ier, se laisse convaincre de péculat. Shakspeare n'est pas même *alderman* ou maire de village, après avoir acquis des propriétés par son travail. Corneille ne réserve pas un écu pour sa vieillesse, et fait raccommoder ses bas au coin d'une rue. Intelligences qui avaient absorbé dans la méditation la capacité de la vie active, pensées qui avaient envahi toutes les autres facultés de l'homme, nobles êtres dont la supériorité devenait inapplicable à leurs intérêts, comme ces gaz trop subtils que la science emploie et que nos poitrines ne respirent pas. J'imagine Corneille devenu ministre de Bonaparte : que de fautes, que de négligences, que de scrupules, que de distractions ! L'empereur lui eût préféré le dernier de ses commis, pourvu qu'il fût exact, soumis et actif.

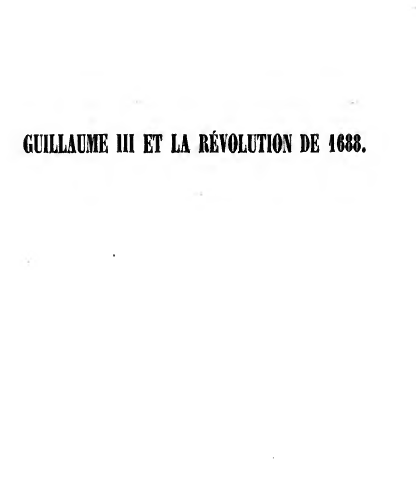
Quant à William Temple, qui n'était pas homme de génie, il avait trop d'esprit pour se soumettre, trop d'impatience pour attendre, trop de caprice pour dissimuler longtemps. Toute sa vie politique se résuma donc en un point

lumineux que j'ai indiqué : la Triple-Alliance, c'est-à-dire la Ligue du Nord contre le Midi.

Il mérite, pour cela seul, une place dans cette vaste chaîne d'hommes d'État qui, depuis la chevalerie éteinte, ont remplacé la puissance de l'épée par la puissance des combinaisons, et décidé les destinées de l'Europe. Le grand mouvement du Nord a pris, sous le commandement passager du diplomate Temple, une forme redoutable et définitive. On est revenu ensuite à ses idées ; on l'a élaboré, sous Guillaume III, sous la reine Anne et sous les George.

On ne peut donc pas effacer de l'histoire moderne le souvenir de l'homme d'esprit, qui, devinant la communauté des intérêts septentrionaux, les groupa pour les opposer à Louis XIV (*).

(*) Journal des *Débats*, Mai 1844.



GUILLAUME III ET LA RÉVOLUTION DE 1688.

DOCUMENTS BIBLIOGRAPHIQUES RELATIFS A LA RÉVOLUTION DE 1688.

Consulter. — Thurloe's State-Papers.

Mazure's Tracts.

Trevor's Life of William the III.

Mackintosh. History of the revolution of 1688.

Dalrymple's Memoirs.

Daniel De Foe, *passim*.

Bishop Burnet, etc.

Œuvres de Jean De Wit, etc.

GUILLAUME III

ET

LA RÉVOLUTION DE 1688.

§ Ier.

Du caractère et du règne de Jacques II.

De 1650 à 1750, il y a dans l'Europe entière un allanguissement, une faiblesse, une prostration de forces, un découragement visibles.

Le roi du siècle, Louis XIV, vieillit, se lasse, s'éteint; sa puissance devient fantôme; l'étiquette et madame de Maintenon l'absorbent. Pour se le représenter tel qu'il était dans ce temps de décadence, il faut le voir, commandant, non plus la guerre véritable, mais des simulacres de guerres; au camp de Compiègne, le bras appuyé sur la litière de madame de Maintenon, se baissant de minute en minute, pour lui indiquer et lui expliquer toutes les évolutions militaires; à Marly, concentrant dans les cérémonies intérieures du petit-lever et du petit-coucher la grandeur de sa splendide monarchie, et sacrifiant les intérêts de sa noblesse à l'agrandissement de ses bâtards. Les scènes que

présente le reste de l'Europe, à cette époque, sont pleines de misères semblables : c'est le roi d'Espagne au lit de mort, entouré d'héritiers avides qui se disputent d'avance sa couronne qui va tomber. Ce sont partout des intrigues de femmes-de-chambre et des stratagèmes de confesseurs.

Rome cherche à empiéter sur l'Église gallicane et à profiter, pour son compte, de la vieillesse et de l'affaiblissement du roi qui, en se soumettant à elle, l'avait bravée. En Angleterre, c'est Jacques II, dont le caractère résume les défauts des Stuarts, obstination, faiblesse, despotisme, pédantisme. Les Stuarts, race malheureuse, s'entourent de l'intérêt que le malheur prête à toutes les victimes; elle a pour elle la consécration de la destinée ; mais elle ne méritait pas tous les éloges que lui a prodigués l'esprit de parti.

Que l'on plaigne Jacques II, rien de plus naturel; le présenter comme un martyr et un héros; lui prêter cette grandeur passive, cette magnanimité d'abnégation qu'un célèbre écrivain de notre temps, écho des Jacobites, a jetées, voile brillant, sur sa triste vie, toute hérissée de fautes, nous allions dire de crimes, c'est ce que la vérité et la sévérité de l'histoire ne peuvent supporter.

On n'a guère étudié ce caractère de Jacques II. Le drame auquel il était mêlé, dont il a précipité la catastrophe, éveillait trop de passions intéressées à le noircir ou à l'exculper. Il était fier et il était bas; il sollicitait de Louis XIV de grands secours d'argent, et il détestait Louis XIV. La trame de son caractère, comme dit Shakspeare, se composait de bravoure militaire et de perfidie, d'entêtement et d'hésitation, de cruauté et de faiblesse, de lâcheté et de courage. Serviteur obséquieux du roi de France, il nourrissait contre lui un ressentiment amer et

secret. Aux plus humbles Adresses du Parlement esclave, il répondait par des marques de mécontentement et de colère : hautain avec les faibles, et faible devant les forts; il réduisait à la détresse de pauvres membres de l'Université; et se laissait intimider par le ministre du roi de France. Aux jours du péril, il ne savait quel parti prendre; il aimait mieux périr que de renoncer à ses rancunes.

Veut-on un exemple frappant de cette disposition bizarre, de cet amour-propre sans hauteur d'âme, de cette pique sans grandeur? Son ambassadeur ayant réclamé les secours de Louis XIV, à l'époque même où Guillaume préparait l'invasion de la Grande-Bretagne, Jacques II eut la folie de punir cet ambassadeur qui l'avait bien servi, sous prétexte qu'il était humilié d'une telle démarche, la seule qui pût lui offrir une chance de salut.

Tel était ce Jacques II, que tant d'historiens ont maladroitement vanté, que M. de Chateaubriand a raison de qualifier d'*homme dur et faible*, *entêté et fanatique;* que Dalrymple, Innes, Walter Scott lui-même ont offert à l'admiration de la postérité.

Ce que l'on peut lui accorder, c'est de la commisération; et cette fatalité dont il ne cessait de se plaindre, qu'était-ce, je vous prie, sinon la fatalité de son caractère? Quiconque veut le comprendre, n'a qu'à parcourir les fragments de ses Mémoires, écrits par lui-même. En vain Stanyer Clarke, le jésuite Innes, Macpherson et Dalrymple, tous jacobites, ont essayé de défigurer par des gloses plus ou moins habiles, le portrait qu'il a tracé lui-même de ses penchants et de ses mobiles secrets. On voit dans ses Mémoires combien cet esprit était étroit, cette âme dure, combien la pensée religieuse qui la possédait, sans

l'exalter et sans l'agrandir, avait peu réussi à corriger ses défauts naturels.

Pendant qu'il acceptait le vasselage pécuniaire de Louis XIV il se fâchait contre la servitude qu'il s'imposait volontairement, et plusieurs scènes de sa vie intime offrent de curieux combats entre sa vanité mécontente et sa cupidité satisfaite. L'ambassadeur hollandais était venu lui montrer une lettre interceptée, écrite par un catholique, et dont le rédacteur disait que « l'Angleterre, déjà vassale du Diable par le protestantisme, gagnerait beaucoup au change, si elle devenait vassale de la France et du catholicisme. » Jacques II, qui venait de toucher 50,000 fr. de Louis XIV, entra en fureur, dit Burnet :

« Vassale de la France, s'écria-t-il, non, non, jamais!
» Je ne ferai rien qui me place au-dessous des rois de
» France et d'Espagne ! »

Son emportement dura plus d'une heure ; il éclata en paroles amères contre Louis XIV ; et le ministre Barillon ne manqua pas d'écrire à son roi de quelle manière il avait été traité par celui qui recevait les subventions de Versailles. Sans doute le roi de France avait ses desseins, et ce serait niaiserie de croire à une politique généreuse de sa part : l'esprit de conquête, qui n'a jamais cessé de l'animer, entrait pour quelque chose dans ses complaisances ; et il n'eût pas été fâché de prendre pied en Angleterre, de frayer la route au catholicisme et à l'influence française, au moyen de la pension que Jacques recevait. Mais la position et la conduite de Louis XIV, même affaibli par l'âge, et contrarié par le sort, conservaient une supériorité vraiment royale. Jacques II, comparé à lui, est puéril à faire pitié. Incapable de s'affranchir d'un servage réel et d'une obligation pécuniaire, il s'en venge par du dépit et de la co-

lère, de la perfidie et des enfantillages d'étiquette. Il imite avec empressement le cérémonial minutieux, la solennité d'apparat qu'avait établis le grand monarque; il affecte de se couvrir en présence des ambassadeurs de Louis XIV; il emprunte à la cour brillante et grave de ce roi presque asiatique les détails de son étiquette cérémonieuse. Louis XIV informé de ces misères orgueilleusement ridicules, dit en souriant : « Le roi mon frère est fier, mais il aime les pis- » toles de France. » C'est dans les Mémoires du temps, et dans les correspondances contemporaines qu'il faut chercher ces détails, qui seuls peuvent former et assurer notre opinion au milieu des voix discordantes de tous les partis contraires, et de leurs mensonges intéressés.

Les nombreuses puérilités de Jacques II se trouvent éparses dans les Mémoires d'Innes, dans les papiers (*papers*) de Macpherson et de Dalrymple, dans les pamphlets de Daniel de Foë, la correspondance de Barillon', Saint-Simon et Dangeau. L'une des plus curieuses est celle-ci : Dangeau, ce bonhomme qui ne voyait malice à rien, et qui nous a laissé de si complètes descriptions du « Bougeoir et du Coucher du Roi », la rapporte sans scrupule, sans se douter qu'il y ait là le plus petit ridicule. Saint-Simon, plus délié, plus fin, Saint-Simon, à qui rien n'échappait en fait de sottise, mais qui, véritable gentilhomme français, respectait le roi détrôné, glisse légèrement sur un détail dont il sent la portée.

Parmi les têtes couronnées d'Europe, le roi de France avait seul le privilége de porter le deuil de cour en violet, ou, comme on disait alors, de *draper en violet*. Jacques II, exilé à Saint-Germain, et n'ayant d'autre subsistance que celle que Louis XIV lui offrait, affecta d'imiter en tout son hôte, dont il ne voulait pas s'avouer l'obligé, auquel il ne

voulait le céder en rien. Le seul de tous les rois rivaux ou contemporains, il usurpa ce que l'on regardait alors comme un privilége exclusif, et se mit à *draper* aussi *en violet*, pour assurer ainsi ce vieux titre factice et illusoire des rois d'Angleterre à la couronne de France. C'était à la fois une insolence, une ingratitude et une petitesse d'esprit sans exemple, que de narguer dans sa propre cour le roi qui lui donnait l'hospitalité.

Veut-on un échantillon plus comique encore de la même petitesse? Au moment où il venait de déserter son trône, non par une abdication franche et courageuse, mais avec une hésitation si tremblante, avec les larmes et la colère d'un enfant, Jacques II s'embarqua sur un *smack* ou bateau, commandé par le capitaine Travanion. Il a laissé dans ses Mémoires le récit complet de sa déchéance, de son voyage, de son exil, de sa traversée. L'un des chapitres qui figurent dans la table des matières est celui-ci :

The manner in which captain Travanion contrived to cook the King's dinner, when on board the smack, c'est-à-dire :

« De la manière dont le capitaine Travanion trouva le » moyen de cuire le dîner du roi à bord du Smack. »

Ce roi exilé, de sa plume royale, après avoir perdu trois royaumes, lorsque dans la solitude romantique de Saint-Germain il s'occupait à retracer les événements de sa malheureuse vie, disait gravement à la postérité « comment le » capitaine Travanion avait essayé de cuire du lard dans » une poële, et comment par malheur cette poële était » trouée ; — que ce fut un très-grand ennui pour lui, le » roi, de boucher le trou de la poële avec un chiffon gou- » dronné. »

Auprès de la couronne de la Grande-Bretagne à jamais

perdue, ce morceau de lard et cette poêle à frire déplaisent. Lorsqu'on juge Jacques II tel qu'il fut, et qu'on voit la faiblesse morale de cet homme; — lorsqu'ensuite on lit les discours des catholiques français de cette époque, un pamphlet d'Arnauld et quelques pages de La Bruyère contre le roi Guillaume, on ne peut s'empêcher de reconnaître combien les jugements des hommes sont vacillants et peu sûrs, combien il faut attacher peu d'importance et de prix à l'opinion contemporaine.

Vu dans son siècle et abstraction faite de son caractère propre, de ses torts et de ses fautes, Jacques II est un naïf symbole de la royauté qui s'en va, du droit divin qui disparaît. Sa maxime favorite c'est : *A Deo rex, a rege lex*, « Dieu fait le roi, le roi fait la loi. » La lutte du protestantisme et de la liberté contre ce principe du droit divin, constitue l'intérêt du drame joué dans cette époque par les rois et les peuples; intérêt métaphysique qui n'a rien de romanesque, comme nous l'avons dit plus haut. Guillaume III, homme prosaïque, représente le principe d'indépendance et d'examen.

Toute la force d'âme de Jacques II se réduisait à deux points, la résignation dévote dans le malheur et l'intrépidité dans le combat. Ne dirait-on pas qu'avec ces deux qualités, qui ne sont point le partage de tous les hommes, Jacques II a dû être un héros magnanime? il fut le contraire. Il passa toute sa vie à se parjurer.

A l'époque où Louis XIV, dégoûté de son allié et de son protégé, continuait à lui fournir de l'argent et lui offrait de suspendre ou d'entraver les projets du prince d'Orange, en déclarant la guerre à la Hollande; Jacques II, par une conduite que M. Hallam, qualifie avec raison d'extrême bassesse, faisait offrir en secret aux ennemis de Louis XIV de

se liguer avec eux. Louis XIV informé de cette perfidie, en fit des reproches à Jacques II, qui, excusant une lâcheté par une autre lâcheté, prétendit que ces propositions n'avaient été qu'un piège, et qu'il avait voulu tromper la Hollande. Quelle estime faut-il faire du courage militaire et de la dévotion, chez un homme dont la parole royale vaut si peu de chose, et dont la vie est une contradiction perpétuelle, non-seulement entre ses intérêts et ses promesses, mais entre des serments contradictoires? Toujours occupé d'intrigues politiques, il n'en a pas fait réussir une seule. Il faut voir dans ses Mémoires combien il est aveugle, et par quel étrange procédé la conscience de l'homme peut s'endormir et se cautériser. Il se plaint amèrement de la fatalité qui le poursuit, lui qu'on a laissé sortir sain et sauf d'Angleterre; lui qui trouve chez Louis XIV, offensé par lui, une généreuse hospitalité; lui qui, pendant l'exercice de sa courte et mauvaise royauté, s'était montré si cruel; lui, le protecteur de Jeffries, qui un moment s'écria : « Je n'ai pas été à moitié assez sanguinaire pour celui qui m'employait. » Ce roi détestable a cependant trouvé des apologistes : les écrivains français du siècle de Louis XIV se sont appitoyés sur son sort et ont vanté sa conduite ; — excepté Saint-Simon, excellent catholique, homme d'esprit, trop habile pour s'expliquer là-dessus. Hume, historien sceptique, qui sait présenter le vrai sous les couleurs du faux, et le faux sous les couleurs du vrai, a prétendu que les torts de Jacques II se réduisaient à des imprudences et des erreurs; des imprudences, lorsque tant d'exécutions sanglantes épouvantaient l'Angleterre : en une seule année, trois cent trente personnes conduites à l'échafaud, et huit cent cinquante-cinq personnes déportées ; des femmes conduites au gibet; mistriss

Lys et mistriss Grant condamnées à mort sans preuve ! C'est user largement du privilége de l'histoire, d'appeler cela imprudence ou erreur. Ajoutons un trait qui fera connaître et l'esprit du temps et celui de Jacques II : tous les condamnés à la déportation, à ce que rapporte Roger North et Dalrymple furent cédés en qualité d'esclaves à quelques gentilshommes en crédit à la cour, qui les vendirent dans les colonies. Sir Christophe Mulgrave, ami du roi, en eut pour sa part une centaine.

Telle était cette religion sans humanité, cette politique sans franchise. Jacques II commit peut-être le plus grand crime dont un roi puisse être coupable. Il fut le corrupteur de son peuple ; il offrit des primes à l'apostasie ; il jetta dans les veines de la société le mépris du serment et celui de la conscience. Personne n'ignorait que le roi pardonnerait tout, pourvu que l'on se donnât à lui. Le duc de Perth s'était mêlé à des intrigues qui pouvaient l'exposer à une condamnation de haute trahison. Il se convertit, et le marquis Halifax lui dit : « Mon cher, la foi vous sauve ! » Les sermonaires et les pamphlétaires du temps en disent bien plus sur la véritable situation du peuple que les grands ouvrages historiques. Toutes les chaires du royaume étaient des écoles de corruption ; « Bénissons le roi ! bé- » nissons-le ! s'écriait Cartwright, évêque de Chester, daus » son sermon de Noël, quand même il nous condamnerait » à mort innocents, quand même il nous arracherait la » manteau qui couvre nos épaules ; c'est la main de Dieu » qui nous frappe. »

Ayez donc pitié de ce roi qui en mérite si peu ! Jacques II, retiré dans sa conscience, vécut à Saint-Germain des souvenirs du passé ; souvenirs tristes : la mort du colonel Ayloffe, celle de Monmouth, si cruellement traité ;

des manques de foi continuels envers ceux mêmes qui le servaient ! Par quelle panacée religieuse, par quelle pratique dévote, par quelle correspondance avec l'abbé de la Trappe, pouvait-il effacer de pareils souvenirs ! Dans ses Mémoires même, on voit, malgré ses excuses et ses justifications embarrassées, percer la cruauté naturelle de son caractère. Il avoue, second volume, page 43, qu'il a donné plein pouvoir de vie et de mort sur ses sujets au lord-juge Jeffries. Il avoue encore qu'après les exécutions nombreuses que Jeffries a commandées « par excès de zèle, dit-il, il l'a créé baron et grand chancelier. »

Cette double nomination ressemble bien à une récompense, et peut-on croire à la parole du roi lorsqu'il affirme que la conduite du chancelier lui a déplu et a « beaucoup nui à sa cause? » Lorsque Jacques II se plaint *des sévérités* de ce fameux colonel Kerk, qui pendait les gens des campagnes par centaines, peut-on ajouter la moindre foi au prétendu ressentiment du narrateur; et quelle pitoyable excuse que celle de la phrase suivante : « On doit » voir une preuve de mon indulgence et de ma bonté » naturelle dans la manière dont j'ai traité le colonel Kerk, » que je n'ai pas puni de sa barbarie, quoiqu'elle m'ait » beaucoup desservi ! »

Ainsi cette intelligence étroite et ce cœur dur dirigé par un esprit faux, ne trouvait de sévérité que pour ses sujets innocents, et d'indulgence que pour les bourreaux qui les pendaient. Il raconte lui-même la mort du major Holmer; d'après son propre récit, jamais manque de foi ne fut plus honteux. Le major, fait prisonnier dans l'affaire de Monmouth, fut conduit à Londres et introduit chez le roi. « Il » se conduisit bien, dit Jacques II, avec une fierté noble

» et sans bassesse, comme sans insolence, se recomman-
» dant à ma bienveillance, ajoutant que, vu son grand âge,
» et les chagrins qu'il avait éprouvés, le pardon que je
» pourrais lui accorder lui serait moins utile qu'à moi-
» même. — J'aime le courage, même chez un ennemi ; je
» causai librement avec lui, et je lui promis sa grâce. » A quoi va donc aboutir ce mouvement généreux dont le roi se vante? vous allez le savoir, et vous apprécierez Jacques II tout entier. Le vieux major, avec qui le roi avait causé de si bonne amitié, fut envoyé par Jacques à lord Jeffries, qui s'occupait d'une de ces campagnes sanglantes dont les gibets marquaient la route. Le grand-juge voulut obtenir du major des détails circonstanciés sur ses complices, détails que le vieux militaire loyal refusa sans doute de donner ; — puis le major Holmer fut pendu.

Il y a longtemps que les jacobites Macpherson et Dalrymple ont essayé de prouver que Jacques n'avait pris aucune part à la tentative d'assassinat dont Guillaume III fut sur le point d'être victime; tout se révèle à la fin, et il y a peu de particularités de l'histoire qui résistent à l'action du temps : tout se développe par degrés, les voiles se soulèvent, les choses les plus cachées sortent des entrailles de la terre, non-seulement pour convaincre les assassins vulgaires et les criminels de cour d'assises, mais pour faire rougir l'ombre des rois. Il est avéré maintenant qu'il y eut complot contre la vie et la personne de Guillaume III, que ce complot fut dirigé par ceux à qui Jacques II avait donné ordre de lui faire la guerre, que les uns adoptèrent cette maxime, tirée d'un ouvrage publié sous Cromwell : *Tuer n'est pas assassiner*, et que les autres se confièrent à la parole d'un nommé Crosbie, qui était en effet porteur d'un ordre du roi, daté de 1693, ordre

autorisant Crosbie à s'assurer de la personne du prince d'Orange ; — ce que, comme le dit très-bien Hallam, Crosbie fut autorisé à regarder comme un euphémisme et l'équivalent d'un ordre d'assassinat. L'austérité a de singuliers accommodements de conscience (*).

(*) Journal des *Débats*, Février 1838.

---

§ II.

Caractère général de l'époque et caractère particulier de la révolution de 1688.

La révolution de 1688, c'est donc la lutte définitive du protestantisme et du catholicisme, de la critique et de l'autorité ! le moment où les vieilles monarchies se soulèvent sur leurs gonds ; où l'établissement royal de Louis XIV s'ébranle avant de s'éteindre dans sa gloire ; où l'ère représentative commence ! une révolution dont les résultats sont immenses et les antécédents infinis ; dont les mobiles trempent dans la fange, et dont les effets sont dignes d'être admirés par un Dieu ! Elle a dans sa généalogie Wickliffe et Luther pour aïeux, Cromwell et Milton pour auteurs ; elle porte dans son sein la démocratie fédérale de l'Amérique du nord, et, par contre-coup, ces germes fécondants qui se sont répandus sur la France, sur l'Amérique espagnole, sur le monde actuel. Personne n'a écrit encore cette histoire complète, bien que M. Mazure, esprit

sage, patient, ordonné, écrivain consciencieux, ait consacré à ce sujet trois volumes dignes d'estime.

Comme accident de l'histoire, ce n'est qu'un drame dont les acteurs révoltent la pensée. Peu de vertu, peu d'honneur, peu de probité; des officiers lâches, des évêques traîtres, un roi puéril, une fille dénaturée, un peuple incertain, des ministres vénaux ; partout l'avidité et la bassesse ; des mains de pairs qui demandent l'aumône ; des têtes de prêtres qui se couronnent d'infamie; ici des pamphlétaires qui se parjurent pour deux schellings ; là des ambassadeurs habiles à décacheter les lettres, à briser les secrétaires, à ouvrir les portefeuilles, à solder les espions ; un monarque perdant sa couronne sans mériter la pitié ; un conquérant, achevant sa conquête sans coup férir ; quelque chose qui n'est ni de la comédie, ni de la tragédie, et dont les personnages sont bas sans être plaisants, louches sans être grotesques, vulgaires sans caricature, malheureux sans intéresser et vicieux sans frapper l'imagination ; enfin un drame froid, que l'on examine avec indifférence, et qui s'accomplit lentement, tristement, machinalement, au moyen de quelques troupes qui ne se battent pas, d'une marche à petites journées, d'une fuite incertaine et irrésolue, d'une usurpation sans violence et d'une abdication sans grandeur.

Vous voyez cela et rien que cela, vous qui jetez un coup-d'œil léger sur l'histoire ! Conçue de cette manière, c'est l'histoire à l'usage des enfants.

Il y a autre chose dans la révolution de 1688. Elle est *glorieuse*, comme disent les Anglais, parce qu'elle vient remplacer et détruire à jamais le droit divin de l'autorité arbitraire : elle est *glorieuse* comme symbole, point de départ, centre de ralliement, date à laquelle se rattachent les événements capitaux de l'Europe depuis deux siècles. Elle

est *glorieuse*, comme ayant donné l'impulsion à ce mouvement qui nous entraîne.

Veut-on se contenter d'observer l'histoire en moraliste, et de remonter à l'origine de ce fleuve dont le cours nous emporte ; on en méprisera la source immonde, je le sais. Vous y trouvez une foule de reptiles venimeux, sous forme de diplomates, de républicains, de confesseurs, de jésuites, de journalistes, de libellistes, d'intrigants, d'intriguantes et de fanatiques. Vous y trouvez Jeffries, le Marat du pouvoir absolu, enluminé de vin et de sang; Marlborough, quatre fois traître, quatre fois lâche; le héros de la perfidie, trompant Jacques pour Louis XIV, Louis XIV pour Guillaume, Guillaume pour Jacques, les ministres de Jacques et les ministres de Guillaume. Dans la même époque apparaît Sunderland, dont la perfidie est moins brutale, et plus habile que celle de Marlborough; Burnet, si heureux d'avoir une conspiration à écrire, et une conspiration à laquelle il croit avoir pris part; Godolphin, l'homme de tout le monde; Halifax, qui sait se glisser dans les fentes du rocher qui se brise et du trône qui craque; l'évêque Sancroft, qui invente des compromis et des accommodements pour toutes les contradictions et toutes les lâchetés: que sais-je, moi? une population ignoble de gens de cour et d'église, un monde perdu, une société abjecte, une cour infâme, un peuple imbécile (ce peuple qui porte en triomphe aujourd'hui Jacques II, et demain Guillaume!) des femmes ouvrières de corruption, un clergé qui ne songe qu'à ses revenus!

Ce qui est beau, admirable, au milieu de cette époque, c'est une grande figure, pâle, triste, silencieuse, qui s'élève au-dessus de la tourbe intéressée et passionnée. Ce personnage semble dire à ce qui l'entoure : « Je vous méprise.

» La liberté dont vous parlez, vous ne la comprenez pas. » Les premiers principes de la tolérance vous sont inconnus. Vos petit-fils vous dédaigneront, fanatiques et cupides que vous êtes. Il vous faut un roi plus sensé, plus » peuple que vous. Je serai ce roi. »

Voilà Guillaume. Ne croyez pas que nous fassions du roman avec l'histoire (*). Les ennemis de Guillaume le présentent sous les mêmes couleurs que nous. Ils l'accusent de misantropie, de dégoût, de morosité, d'indifférence. Je le crois bien; une telle couronne à supporter, un char si lourd, si mal attelé, à diriger à travers les ornières du vieux pouvoir et les fondrières du nouveau régime; n'était-ce pas une entreprise réjouissante? L'esprit le plus étourdi en eût vu le danger. Et Guillaume, qui prévoyait et calculait tout, sur qui l'espoir avait peu de prise, ne devait-il pas jeter un coup-d'œil douloureux sur cette nation ingouvernable, qui voulait être gouvernée? Toutes les fois qu'il proposait une mesure philosophiqne et libérale, les partis bouillonnaient et s'insurgeaient contre lui? Tantôt il protége les Églises dissidentes, l'Église anglicane devient son ennemie; tantôt il essaie d'abriter les catholiques, on lui force la main, on emprisonne un pauvre moine, le P. Atkins, qu'on laisse pourrir dans un caveau.

Les ministres d'État, qu'il reçoit tous les jours dans son cabinet, sont en correspondance secrète avec Jacques. Jacques les séduit, Louis XIV les paie. Guillaume le sait; il les laisse faire; il les dédaigne. Quoi de plus grand?

On est saisi de vénération et d'étonnement à l'aspect de cet homme, supérieur à tout son peuple, roi vertueux

(*) « V. Le Dix-Huitième Siècle en Angleterre (*seconde série. Vie de Daniel de Foë*). »

d'une nation abîmée de vices, environné de factions qui ne respirent que la guerre civile et ne veulent que sa perte, leur résistant, les enchaînant, les méprisant, battu de leurs flots, et mourant à la peine, mais mourant sur le trône.

« J'admire, dit Mackintosh, la beauté morale, la simpli- » cité, l'utilité, l'unité, la sagesse solide, le courage calme, » la persévérance hardie de cet homme sans charlatanisme, » de ce héros sans ostentation. Par une faveur toute spé- » ciale de Dieu, il ne pouvait réussir, son ambition ne pou- « vait frapper le but qu'elle se proposait, sans servir les plus » chers intérêts de l'humanité. L'ambition et le patriotisme se » confondirent en lui pour ne former qu'un seul et même prin- » cipe, tendant vers le même but par les mêmes moyens. Sa » courageuse sagesse sauva la Hollande, délivra l'Angleterre, » arracha l'Europe à la domination de Louis XIV. Sa vie » fut un système complet et harmonieux. Quel rare bon- » heur! Quelle intrépide honnêté ne faut-il pas à un homme » politique, pour marcher pendant trente ans dans la » même voie, sans jamais se décourager, sans jamais » reculer, sans dévier d'une seule ligne, au milieu des » factions belligérantes, des revers de la fortune et du » mécontentement populaire; maintenir la liberté inté- » rieure et la sécurité extérieure! N'est-ce pas admirable? » Dans un siècle d'intolérance, cet homme est religieux et » philosophe, zélé et tolérant. Ce héros est simple comme » Marc-Aurèle. Guillaume a fait pour l'Europe beaucoup » plus qu'il ne paraît avoir fait. Au lieu d'exagérer ses services, » au lieu de les faire valoir, il les cache, il les voile, il les » éteint. Ses défaites mêmes sont utiles, car elles suspen- » dent la marche victorieuse de Louis XIV. Il est l'âme de cette » grande alliance qui résiste au monarque tout-puissant.

» Eugène et Marlborough recueillent la gloire qu'il a semée,
» et lui enlèvent sans qu'il se plaigne, la récompense due
» à sa vaste prévoyance. Je ne vois dans l'histoire que
» George Washington que l'on puisse comparer à ce prince.
» Tous deux sont plus solides qu'éblouissants. Chez tous
» les deux, même bon sens, même simplicité de caractère,
» même amour du pays, même naïveté d'héroïsme. La Pro-
» vidence les choisit l'un et l'autre et les prit par la main en
» les chargeant d'arracher les peuples à la servitude. Wa-
» shington, né dans une république qui pouvait se dévelop-
» per elle-même au milieu des déserts, a donné une preuve
» éclatante de ce désintéressement qui n'eût pas été per-
» mis à Guillaume. L'Angleterre république eût péri dans les
» orages. Guillaume a lutté contre de plus grands capitaines,
» a surmonté d'immenses difficultés politiques, a donné
» de plus éclatantes preuves de ses talents comme homme
» de guerre, de sa capacité comme homme politique. »

Ce portrait est frappant de vérité; on ne peut douter cependant que Guillaume ne fut très-ambitieux. De tous les hommes politiques modernes, c'est évidemment le plus profond, celui pour lequel la fortune a le moins fait et qui a le mieux su la corriger et user d'elle.

La politique, l'art de faire dominer son intérêt, d'ébranler celui d'autrui, de saper un trône, de miner une confédération, de rallier un adversaire dont on a besoin ou un ami égaré, cette science de l'égoïsme, que l'on a voulu rattacher à la morale (mariage ridicule); la politique qui a demandé des crimes à Richelieu, des bassesses à Mazarin, des boucheries à Napoléon, des serments trahis à tous les hommes d'État, n'a coûté à Guillaume III qu'une dépense, immense il est vrai, d'adresse, de surveillance, d'examen, de vigilance, de patience, de force d'âme,

d'économie, de probité, de sagacité, de prévoyance ; il a poussé ces qualités jusqu'au luxe. Jamais ambition n'alla si haut, ne triompha plus brillamment, n'accomplit une plus difficile tâche, ne consomma mieux l'œuvre commencée en se servant moins de corruption et de meurtre. C'était une ambition profonde, muette, hardie, se modérant, se pliant, s'enchainant, l'œil toujours ouvert, la main toujours levée, discrète en apparence, morale dans le choix des ressorts, juste dans son but, et ne compromettant jamais ni sa cause par des imprudences, ni sa conscience par des vices, ni ses amis par de fausses démarches.

L'histoire entière n'a pas d'acteur plus difficile à déchiffrer que ce Guillaume. Sir James Mackintosh, qui l'admire ne réussit pas toujours à le comprendre, à résoudre le problême de son caractère, à extraire la racine de ce nombre mystérieux. L'énigme de Tibère demandait un Tacite; celle de Guillaume III n'a pas trouvé le sien.

Guillaume, parmi les rois honnêtes gens, occupe une place parallèle à celle de Tibère parmi les rois sans cœur et sans pitié. Ces âmes profondes, ces esprits dont la toute-puissance ne se révèle que par des actes, ces hommes qui vivent pour eux seuls, soit que le crime ou la vertu soient leurs mobiles; ces intelligences à triple fonds qui rencontrent peu d'amis (la sympathie du vulgaire est pour les hommes vulgaires), attendent longtemps leur analyste et leur peintre (*).

(*) Journal des *Débats*, Janvier 1832.

§ III.

De quelques ouvrages relatifs à la révolution de 1688. — *Sir James Mackintosh.*

Cette Histoire par *Sir James Mackintosh* (*) n'est pas de sir James Mackintosh.

Lisez-le avec attention, vous arrivez à la centième page, et la lucidité des idées, le nombre des faits rapportés, la masse de documents consultés, la finesse des déductions vous prouvent que le titre n'a pas menti, que le célèbre avocat est l'auteur de cette partie du livre, et que sa pensée, son travail, ses recherches, sont déposés là, en face de la postérité. Dépassez cette barrière, vingt pages plus loin, vous ne vous reconnaissez plus; idées, style, manière de présenter les faits, tout vous désoriente. L'historien a changé de point de vue; à l'admirateur passionné de Guillaume, à l'homme qui voit Jacques avec horreur, à l'écrivain subtil, sagace, pénétrant, dénué de chaleur, trop philosophe pour être bon peintre, trop dialecticien pour narrer rapidement, succède un écrivain dont la plume facile semble devancer la pensée; qui trouve des excuses pour Jacques II; qui le montre comme un apôtre de la tolérance; qui ne pèse aucune autorité, marche hardiment et rudement à son but, remplit son canevas comme il

(*) *History of the revolution in England in 1688, by the late Right Hon. Sir James Mackintosh, and completed, to the settlement of the Crown, to which is prefixed a notice of the life, writings and speeches of sir James Mackintosh.*

peut, emploie de violentes et grossières couleurs, brusque la narration, supprime les observations philosophiques, et achève à grands traits, bien que d'un style fort diffus, le tableau du maître. En effet, le baronet n'avait laissé qu'un tiers de son manuscrit terminé ; et l'avidité des libraires, grands moissonneurs posthumes, s'emparant du reste des documents, extraits, fragments et travaux préparatoires de l'auteur, mettant à sec les dernières gouttes de son écritoire, exploitant les plus minces lambeaux de son portefeuille, se ruant sur les bribes de son cabinet, a délégué à une main secondaire le soin d'en tirer parti, de tromper le public et de fournir les deux tiers de l'œuvre attribuée à Mackintosh.

Il est facile de marquer la limite où s'arrête Mackintosh, où le continuateur commence. Le laconisme, l'archaïsme, le savoir mêlé au tissu d'un style trop recherché, ne ressemblent guère à la diffusion, au néologisme, à la négligence et à la trivialité. Vous diriez un peintre de taverne, armé de sa brosse et de ses couleurs grossières, qui vient achever le tableau de l'artiste supérieur ; prêter une vie brutale et lourde, à ce dessin bien senti et plein de finesse ; prêter son coloris faux à des formes délicates. Au choix des expressions, à la peinture des caractères, à l'exagération des mots, à la débilité des idées, vous reconnaissez l'ouvrier qui remplace l'artiste. Burnet, cet évêque un peu vain, paraît-il en scène, le continuateur l'écrase de ses épithètes outrageantes. Guillaume, impassible au moment d'une crise qui place sa tête sur le billot ou sous le dais royal, se permet-il une plaisanterie de grand homme, un de ces mots que la circonstance rend sublimes ; — le continuateur, qui juge Guillaume comme les valets jugent leurs maîtres, ne voit dans ce sang-froid qu'une affecta-

tion déplacée. Quelle vengeance le continuateur avait-il donc à exercer sur sir James Mackintosh? Comment ce dernier a-t-il mérité ce traitement ? Qui a permis à son associé de se faire le parasite-bourreau de l'écrivain auquel il s'attache, de l'affubler de ces mauvaises pensées et de ce mauvais style ?

Aussi ce livre ressemble-t-il à un vêtement de deux couleurs et de deux étoffes différentes, comme ceux que l'on portait au moyen-âge. « J'étais un joli garçon, dit le chevalier de Grammont, demi-prêtre et demi-soldat, mi-parti de l'ecclésiastique et du cavalier. » Dans l'histoire attribuée à Mackintosh, il y a du whig de 1688, du vieil Anglais protestant, jusqu'à la page 150; de là jusqu'à la page 400, c'est le radical moderne, le contempteur de 1688. Quel heureux effet doivent produire ces deux pensées adverses, qui se contrarient dans le cours de la même narration !

J'avoue que je préfère grandement Mackintosh, non-seulement pour le style, mais pour le jugement, le fond, l'observation, les documents et les faits. Il n'est pas du premier ordre comme historien ; il n'a pas de touches fortes et puissantes pour peindre et faire ressortir les caractères ; sa faconde d'avocat et sa subtilité de juge l'égarent. Les hommes, avec le relief de leurs qualités et de leurs vices, avec les lumières et les ombres qui se jouent sur leurs physionomies diverses, n'ont pas chez lui la vérité palpable et agissante dont Tacite les doue en les ressuscitant. Mackintosh est un rapporteur consciencieux : il résume, discute, compare, examine, attend, ne se décide pas, indique les nuances, fait sentir les difficultés, propose les doutes ; et au milieu de cette incertitude, une généreuse pensée de civilisation et d'avenir se mêle à sa vénération pour le pas-

sé, au scrupule de l'arbitre honnête homme, qui embrasse beaucoup de rapports et craint de se tromper. Ces mérites, qui ne sont pas sans dangers ni sans alliage, n'appartiennent pas au continuateur. Sa haine contre les tyrans éclate en déclamations. Il n'aime pas Jacques II; il hait Guillaume III; il méprise le peuple; il ne peut pas souffrir Louis XIV; il n'aime que la déclaration des droits de l'homme et la librairie à deux sous.

Il ne voit pas que la révolution protestante de 1688, fille du protestantisme, mère des républiques américaines, annonciatrice de la révolution française, se lie à tout ce que les destinées modernes ont de plus grand et de plus fécond. Il s'étonne que les ressorts de cette révolution aient été souvent vils, corrompus et infâmes. Il est prêt à reprocher aux hommes de 1688 de n'être pas des hommes de 1880. Une fois l'usurpation de Guillaume admise, il ne voit pas que l'expulsion de Jacques en est la conséquence rigoureuse; il ne sent pas ce qu'il y a de fermeté, de force, de puissance, de grandeur dans cette attitude sévère de Guillaume, qui tout-à-l'heure n'avait que deux ou trois régiments de Hollandais et un hameau maritime, et qui, sans l'aide du bourreau, sans celui du canon, sans ouvrir une porte de cachot, étend sur le sceptre sa main hardie, silencieuse, vigoureuse, et remet aux Communes et à la Chambre haute le sceptre qu'il veut recevoir d'elles. Les grandes masses et les détails caractéristiques échappent également au nouvel historien aveugle. Ce que nous lui reprochons surtout, et ce qui est, à nos yeux, un tort inexcusable, un malheur irréparable, c'est d'être *commun*, de n'avoir rien de distingué dans les vues, l'esprit et la manière.

Mackintosh juge beaucoup mieux Guillaume III. Mackin-

tosh, jurisconsulte habile, casuiste de l'histoire, excelle à faire comprendre la justice ou l'injustice des actes, à comparer et à discuter les autorités. Ses figures ne sont pas assez dramatiques; il s'occupe des événements, de leur légalité et de leur influence, bien plus que des personnages et des caractères, qu'il efface et qu'il n'étudie pas. Nous voudrions trouver dans son œuvre les antécédens de Guillaume, sa vie de stathouder, la formation de son caractère; les mœurs privées de l'Angleterre à cette époque; le tableau des sectes ennemies, de leurs mouvements secrets ou patens; nous aurions besoin de savoir avec exactitude quelle action Louis XIV exerçait sur la Grande-Bretagne, et où en était la civilisation, que l'usurpation de Guillaume devait changer. Au lieu de ces documents, la portion même que Mackintosh a terminée ne présente qu'un compte rendu fort lumineux des divers incidents qui ont amené la chute de Jacques, une investigation sagace des mobiles, et l'examen comparatif des assertions mises en avant par divers historiens.

Cette méthode, toute critique, excellente pour une dissertation, est celle du juge qui s'entoure de documents, et compare entre elles les pièces du dossier. Ce n'est pas l'histoire vraie, la résurrection du temps passé, des hommes, des faits, des idées, de tout le drame de la vie. On ne doit pas s'étonner que, tout en rendant justice à Guillaume, Mackintosh n'ait pas su le faire comprendre au lecteur.

Saint-Simon, l'a peut-être mieux peint en quelques lignes, que tous les historiens anglais : il a buriné de deux ou trois traits profonds ce grand caractère, *grand politique, esprit vaste, diplomate consommé, roi sublime;* c'est ainsi qu'il le nomme.

Et c'est quelque chose de bien puissant que le témoignage

de Saint-Simon, anecdotier comme Procope, misanthrope comme Tacite, peintre de portraits comme Shakspeare. En même temps qu'il est impartial pour les autres, il est impartial pour lui-même, et livre son individualité au public avec la naïveté la plus complète. Janséniste et duc et pair, il ne tient pas à la nouvelle monarchie, à la monarchie de création, à la noblesse que Louis XIV fait de son souffle; il tient à la vieille noblesse établie, au duché-pairie et à l'arbre généalogique. Aussi noble que le roi, il maintient tous ses priviléges; il plaide, se brouille, se met mal en cour pour les défendre. Patricien au milieu des courtisans; il sait comment l'étiquette se maintient et ce qu'elle exige.

Par ces points, il touche à Louis XIV et s'entend parfaitement avec lui. Louis XIV aussi regardait l'étiquette comme le vrai fondement de sa monarchie. Il faut voir dans quelle colère le roi se met quand une femme de robe s'assied trop près d'une duchesse, et quelles sont ses invectives contre une *duchesse à brevet* qui occupe la *place* de la véritable duchesse, femme du duc et pair.

L'œil toujours fixé sur la grandeur et la splendeur de la cour, Saint-Simon n'oublie rien cependant de la misère du peuple, misère si grande, que, malgré les dragons du roi et la loyauté d'un peuple habitué à obéir, on se révolta de toutes parts. Enfin, il réserve, lui janséniste, une part d'admiration pour Guillaume III, le héros calviniste de 1688 (*)!

(*) *Journal des Débats*, janvier 1839.

§ IV.

Des accusations intentées contre la révolution de 1688 et ses auteurs. — *R. Plumer Ward.* — État des partis. — Triomphe de la bourgeoisie. — Affaissement littéraire. — Génie de Dryden.

Depuis quelque années on s'est avisé de revenir sur l'opinion unanime du grand Chatham et de Pitt, de Fox et de Burke, de Wilberforce et de Junius, de Romilly et de Mackintosh sur la révolution de 1688. L'écrivain, chargé de continuer l'histoire de ce dernier, a donné le premier mouvement à cette réaction d'ingratitude. Un membre du Parlement, M. Ward, auteur d'un roman sentimental et moral (*Tremaine*), a écrit deux volumes (*) destinés à prouver que Guillaume III était plus méchant que Tibère, que ses ministres étaient des lâches, et que l'établissement de la dynastie de Nassau et de Brunswick, complot misérable, tissu de bassesses, n'avait abouti qu'à la honte.

La réponse de l'histoire est assez claire. Depuis 1688, le mouvement d'ascension ne s'est pas arrêté. Ce mouvement a continué malgré les querelles de parti, les prétentions du trône, les folies du peuple, et tout ce que l'humanité emporte avec elle de douleurs, de vices et d'infirmités. La vie de la Grande-Bretagne, depuis cette époque, offre une conquête progressive ; on perd l'Amérique, mais on prend le Canada. Les Anglais s'emparent de l'Inde, absorbent

(*) *An Inquiry of the real Character of the revolution of* 1688... *By R. P. Ward.*

le commerce universel; leur île devient le centre lumineux de l'Europe du Nord, ose se battre contre le géant nouveau-né de la Révolution française, et soutient les coups d'un adversaire tel que Bonaparte. Il y a, dans cette époque, Burke, Pitt, Fox, Chatham, Canning, Byron, Scott, Wordsworth, Crabbe, Goldsmith, Burke, William Jones, Fielding, Richardson, Sheridan, Pope, Addison, Sterne, Swift, de Foë, que je cite pêle-mêle; toutes les espèces de gloire ou d'acquisition intellectuelle dont une nation puisse être fière. L'Angleterre, avilie sous Charles II par son vasselage, ensanglantée par la guerre civile sous Charles Ier, puérilement théologique sous Jacques Ier, esclave sous Elisabeth, fatiguée par le despotisme brutal de Henri VIII, n'a été complète et n'a déployé toutes ses ressources qu'après 1688.

La révolution de 1688 fut-elle cause de cette grandeur? Ne fut-elle qu'un simple accident?

Je ne crois pas aux accidents de l'histoire. Quant au caractère de cette révolution, il n'avait point de grandeur apparente et ne pouvait en avoir; ce n'était qu'un vaste compromis entre le trône, le peuple, le protestantisme, la haine des Stuarts, les grandes familles, le commerce, la bourgeoisie et le clergé anglican. Tous ces intérêts perdent quelque chose et s'arrangent ensemble contre l'ennemi commun, afin de ne pas tout perdre. Vous diriez la liquidation d'une banqueroute. On se fait petit, on se prive, on se gêne, on transige, on se résigne, on trafique, on se prête aux circonstances. On est hypocrite, spéculateur, agioteur, timide, et l'on exprime à demi sa pensée, sauf à retrouver plus tard ce que l'on cède; on n'est pas tout-à-fait menteur, ni tout-à-fait franc. C'est une queue de révolution, une fin d'amour, un débris de ro-

man. Après tant de fanatismes, d'enthousiasmes et de fureurs, il ne reste que le dégoût; après tant de feux d'artifice éclatants, je ne sais quelle carcasse à demi-brûlée. Vous diriez ce triste livre, *Adolphe*, par M. Benjamin Constant, où l'auteur désabusé étale le spectacle d'une passion refroidie et montre la dernière lie qui reste au fond de la coupe, lorsque la volupté est éteinte.

C'est le premier aspect de la révolution dont je parle. Le temps apporte ensuite les fruits de tous ces petits sacrifices accomplis à regret et place l'Angleterre comme sentinelle avancée du calvinisme et du Nord.

Chacun avait accompli un sacrifice pour braver l'ennemi et donner la victoire au principe protestant; il fallait que le vieux républicain acceptât un roi, que le prébendaire d'Oxford abjurât ses doctrines de légitimité divine, que la jalousie rivale inspirée par la Hollande fît silence, que l'homme de cour se résignât à l'empiétement populaire, et que le peuple mît ses destinées dans les mains de quelques lords orgueilleux. Tout le monde était mécontent; les lâches ne manquaient pas; il y avait des ambitions peu nobles; et j'avoue, avec M. Ward, ce que les premières années de l'établissement ont offert de misérable, d'équivoque ou d'absurde.

Les hommes ne font pas toujours les grandes choses avec grandeur. Certains siècles, ne valant rien par eux-mêmes, excellents pour l'avenir, sont jetés comme un engrais sur le sol de la civilisation, qu'ils paraissent déshonorer et qu'ils fécondent.

Après cent cinquante ans, la victoire protestante est accomplie; l'Angleterre ne craint plus le catholicisme; il n'y a plus ni Louis XIV ni Napoléon. Les Stuarts sont éteints; la tolérance a grandi dans tous les cœurs. Ces papistes,

qu'on regardait comme des diables d'enfer, on les plaint : on commence à les protéger en Irlande. La transaction de 1688, *quote mal taillée*, si l'on nous passe une vieille métaphore de négoce, a fait tout ce qu'elle pouvait faire. Son dernier mot est dit. On a profité d'elle ; on la calomnie et on la repousse ; c'est une ingratitude insensée.

M. Ward est surpris de découvrir que les whigs ont trop exalté les motifs généreux de la révolution de 1688 ; que Fox, le plus éloquent de ces whigs, a prêté à son parti des intentions sublimes, de pompeuses couleurs, d'impossibles vertus. Il est persuadé que Russell a conspiré, que Sidney a conspiré, que Charles II et Jacques II ont défendu leur trône moins par barbarie que par nécessité; et qui en doutait? Il reconnaît avec un naïf étonnement qu'une révolution *glorieuse* peut abonder en crimes. Plein de colère contre cette révolution de 1688, il attaque Guillaume III, le plus honnête et celui qu'on a le moins vanté, selon l'usage de l'histoire. Ces découvertes composent deux volumes qui ne prouvent rien. Les événements peuvent être grands et les hommes petits : voilà tout.

Cette passion qui décerna le titre de *glorieux* au triomphe de Guillaume, la passion anti-catholique est éteinte; aussitôt le procès change de face, la partie adverse a raison, Guillaume est un tyran, Jacques II un sage; et la convention de 1688 a dépassé ses pouvoirs. On est pris de pitié pour l'opinion publique quand on assiste à ces revirements dont les nations sont les jouets : en France, on a béni ou maudit la Ligue de 1580, et prouvé l'excellence ou l'horreur de la révocation de l'édit de Nantes.

Il faut considérer l'histoire d'une hauteur plus digne d'elle. Quand Louis XIV a signé la révocation de l'édit de Nantes, il a cédé, pour son malheur, au préjugé universel

de la France, à la voix populaire, à la rancune publique que lui-même partageait. Un monarque supérieur aux obsessions de l'opinion générale aurait contenu le protestantisme et suivi doucement le progrès de la tolérance, qui s'infiltrait peu à peu dans la société française avec la philosophie de Gassendi et de Molière. Au contraire, lorsque la bourgeoisie anglaise, représentée par un Parlement vénal et des seigneurs dépravés, a remplacé Jacques II par Guillaume III, elle a accompli un acte très-politique, très-habile et très-nécessaire. Elle a rompu décidément avec ses vieux ennemis, s'est soustraite aux influences actives et usurpatrices de Louis XIV, a préparé la liberté du commerce par la liberté du sujet, appelé à elle tous les protestants de l'Europe, saisi le premier rang parmi les défenseurs du libre examen, et assuré sa propre destinée pour un espace de deux siècles.

La vénalité des uns, la perfidie des autres, l'affaissement des âmes, la médiocrité de l'art et de la littérature à cette époque, disparaissent au milieu des magnifiques résultats qu'elle a créés. Le moraliste s'afflige de trouver l'espèce humaine faible et aveugle; les grands desseins de la Providence le consolent.

Alors en effet l'intelligence semblait perdre son rang; le plus petit pamphlet de théologie éclipsait le plus noble ouvrage. Le seul poète du temps, c'est Dryden, un orgue sonore; poète qui abuse de la versification, et qui, payé par les puissants, devient dithyrambiste, pamphétaire et satirique suivant la cour. Homme singulier qui rabaisse l'art jusqu'à la profession de l'ouvrier; fabricant d'admirables mètres, brisant, tordant, découpant, fondant, soudant, élevant en colonnes ou taillant en jouets frivoles l'idiome anglais, dont il fut incomparablement le plus des-

potique souverain ; sans conscience, sans amour, dénué de sensibilité comme d'observation ; d'une tête ardente, active, et d'un cœur froid ; laborieux et souple dans son labeur, persévérant et violent dans ses créations ; attaché à tous les partis dominants moins par bassesse que par nullité de pensée ; ne tenant pas à la vérité et n'y croyant pas ; faux dans le drame qui exige la connaissance de l'homme et la sympathie avec toutes les existences et toutes les idées ; merveilleux dans la satire et l'ode ; bon prosateur ; doué seulement des parties matérielles du talent, et qui reste à une distance infinie de Shakspeare, Milton, de Foë, et de tous les génies qui avaient du cœur.

Représentant littéraire de son époque, il avait pour compétiteurs et pour contemporains Shadwell et Nathaniel Lee, ce pauvre poète de la Cité, qui, faute de pain, devenu comparse d'un théâtre de la foire, entrait dans le corps d'un chameau de carton ou d'un dragon de toile peinte. Architectes et sculpteurs rivalisent de platitude et d'affectation. Alors on n'emploie un artiste que s'il est protestant ; son dévoûment à la glorieuse révolution lui tient lieu de mérite. Les deux hommes supérieurs de ce temps, Christophe Wren l'architecte, et Daniel de Foë le romancier, abandonnés à leurs propres forces, subissent les outrages des partis et les lésineries de l'économie bourgeoise. On a beaucoup de peine à laisser Wren terminer son chef-d'œuvre, l'église de Saint-Paul ; les magistrats avares suppriment ses appointements : il faut qu'il avance le paiement des ouvriers ; on le soupçonne de voler le Trésor, et il meurt, à peine rétribué de ses travaux ! Tout le monde sait la destinée misérable de l'auteur de *Robinson Crusoë* (*). Locke, honnête philoso-

V. « Le Dix-Huitième Siècle en Angleterre, (*seconde série, Vie et écrits de Daniel de Foë*). »

phe, ne se soutient dans une position honorable qu'en qualité de publiciste, comme secrétaire de Shaftsbury et défenseur de Guillaume. Burnet, homme de cour, historien verbeux et partial, doit sa situation à ses trames politiques et non à son talent. On ne trouve le génie de la forme que chez Dryden, artisan de beaux vers, dont nous avons esquissé le portrait; et le génie de l'observation, prosaïque, mais admirablement fine, chez de Foë. C'est enfin un temps de marasme et d'énervement; le repentir d'un débauché; le lendemain d'une double orgie; le dégoût et l'indifférence succédant à la bacchanale impudique de Charles II, à la bacchanale fanatique de Cromwell.

Voilà le temps et les hommes que Guillaume III fut appelé à dominer. M. Ward nous semble ingénu lorsqu'il s'étonne de ne pas retrouver en eux les vertus théologales. Il demande à la révolution utile, *glorieuse* dans ses suites, impure dans sa source, qu'ils ont faite et exploitée, un héroïsme complet et un désintéressement angélique!

L'auteur de l'*Essai* ne voit dans Guillaume III qu'un homme ambitieux. Ce jugement est frivole et erroné. Il commandait à la moitié de l'Europe. Chef du protestantisme, représentant d'une idée; protecteur de la Hollande, généralissime du calvinisme qui se soulevait contre Louis XIV; le Nord et sa révolte se personnifiaient dans cet homme remarquable.

Si jamais roi fut prédestiné à une mission spéciale, ce fut lui. Toute sa race avait marché sous le même étendard. A peine la trompette du calvinisme avait retenti, les Nassau s'étaient mis à la tête des guerriers de la réforme. Cette défense des intérêts protestants constituait leur héritage et leur gloire; dès qu'il se remuait quelque population calviniste ou luthérienne, elle tournait les yeux vers les princes d'Orange, fa-

mille silencieuse et active, race sombre et ferme, qui ne s'était pas alliée sans motif à l'amiral de Coligny, symbole complet des vertus et des talents de la secte. On le savait bien en France : les pays catholiques haïssaient Guillaume, en raison de son influence sur la masse protestante. La plus éloquente philippique du dix-septième siècle, ce fut le discours du grand Arnauld contre ce prince, *nouvel Absalon, nouveau Néron, nouvel Hérode.* Les bourgeois de Paris le regardaient comme une espèce de monstre proverbial, le *Pitt et Cobourg* de 1680. Tout Paris s'illumina, et l'on forma des danses et des rondes dans les carrefours, lorsque le bruit se répandit que les flots avaient détruit sa flotte et l'avaient englouti avec elle.

Ainsi placé sur la brèche, il ne s'occupa que de son jeu politique. L'homme le plus froid et le plus persévérant qu'on puisse imaginer, il ne fit pas une faute et ne laissa pas échapper une occasion. Il vit périr les frères De Witt, et ne sourcilla pas ; il vit Jacques II se perdre, et ne l'avertit point ; il aperçut le trône d'Angleterre qui penchait vers lui, et il étendit les bras pour le recueillir. Cette impassibilité souveraine était dans sa nature ; et lui était nécessaire. Que serait-il devenu sans elle ? En soutenant les de Witt, hommes honnêtes et esprits faux, il eût servi Louis XIV. En conservant le trône à Jacques II, il aurait frayé la route aux ennemis de l'Angleterre et du Nord.

§ V.

Accusations portées contre Guillaume III. — Caractère d'Algernon Sidney.

Nous ne croyons ni aux vices de Guillaume, ni au massacre de Glencoë, ni à l'assassinat des frères De Witt, commandé par lui. Il a laissé ses ennemis naturels se perdre, et les y a quelquefois aidés. Il a vu dans l'avenir la Hollande et la Grande-Bretagne réunies; la ligue protestante opposant un front d'airain aux puissances du Midi, dominées par Louis XIV; ce Nord protestant, accaparant les mers, écrasant l'Espagne, couvrant les Indes et l'Afrique de colonies; enfin, sous ce nouveau trône qu'il voulait créer, un berceau de prospérités inconnues. Il a bien prévu; et, joignant la prudence de l'action à la force du coup d'œil, il est devenu fondateur. Il a usé de toutes ses ressources et employé tous les éléments qui se trouvaient sous sa main. On se plaint de la nature immonde ou ignoble de ces éléments; était-ce sa faute?

J'ai déjà dépeint ce grand homme politique, volontiers vertueux, surtout quand la vertu était utile; juste et pacifique par nature, brave par devoir, et qui ne reculait ni devant le péril ni devant l'injustice quand il le fallait: rusé, profond et impassible; économe du sang, des biens, de la vie des hommes; économe aussi des crimes, et n'épargnant, quant à lui, ni ses veilles, ni sa vie; figure si extraordinaire qu'on l'a difficilement comprise, et que, faute de sympathie pour elle, on l'a laissée dans l'histoire comme un tableau vide que tout le monde peut remplir à son gré.

La dissertation naïvement diffuse de M. Ward renferme

quelques bonnes parties ; surtout une analyse curieuse du caractère et des actes d'Algernon Sidney. Cet homme singulier, beaucoup moins grand que singulier, passe pour un héros. Dans l'histoire, comme dans la vie, il y a des héroïsmes équivoques, des grandeurs contestables, des prétentions fausses et des charlatanismes très-heureux.

Un citoyen anglais va demander à Louis XIV la permission de soulever l'Angleterre contre le roi et de l'argent pour cet usage ; c'est Algernon. Il obtient une pension du roi de France ; Charles II l'apprend, lui donne sa grâce, c'est-à-dire la vie, et c'est Algernon encore qui conspire contre ce bienfaiteur et qui veut l'assassiner en le détrônant. Partout et de tout temps une telle conduite mérite mépris. Algernon Sidney fait toutes ces choses ; elles sont prouvées par lettres, documents, quittances, mémoires, autographes. Mais, une fois condamné à mort, il meurt bien et bravement ; il meurt comme un martyr ; l'idée à laquelle il avait foi le soutient. Son échafaud devient rayonnant et presque saint. L'ingrat, l'homme vendu, le mauvais citoyen se transfigurent, les fautes disparaissent. A la place d'un visionnaire ardent, un héros imaginaire éclot près de ce cadavre décapité, un fantôme sublime s'élève aux pieds du bourreau !

M. Ward cite une lettre du père d'Algernon, lord Leicester, vieillard respectable, qui se plaint de la dureté de son fils ; puis une lettre de son frère, lord Lisle, qui blâme le caractère intraitable de Sidney ; il cite les lettres de De Witt, dans lesquelles on voit Algernon soulever contre sa patrie les nations étrangères ; une lettre de Barillon qui dit la même chose ; et enfin la preuve, tirée des papiers de Dalrymple, que Sidney était à la solde de Louis XIV. Mais, de tous ces documents, M. Ward ne déduit aucune

conséquence ; il s'étonne de l'énigme et ne la résout pas. Un effroyable orgueil dans une âme inflexible, toute livrée aux utopies ; une négligence totale des réalités ; une immense ambition ; aucune souplesse, aucune sensibilité, aucun sacrifice de son égoïsme au bien-être des autres ; puis, devant la mort, courage, présence d'esprit, plaisir de la lutte, bravade héroïque et fierté qui se sent immortelle ; voilà Sidney !

« — Vous m'avez laissé seul, malade, désolé (lui écrit » son vieux père en 1660), dans mon château de Pen- » hurst ; vous n'êtes pas venu me dire adieu en partant » pour votre ambassade ; vous ne m'avez même envoyé » personne. Vous vous êtes contenté de m'écrire une ou » deux fois des injures pour avoir de l'argent. Je pourrais » ne pas vous écrire ; et je crois bien que vous voulez m'é- » pargner cette peine, et à vous celle de me lire. L'âge a » glacé ma main ; mes yeux sont faibles ; je peux à peine » guider ma plume. Cependant je le fais. Vous savez que » vous avez toujours durement repoussé mes conseils et » mon affection. Vous n'avez pas été mon fils ; pas même » mon ami... »

— A cette lettre touchante, Algernon répond : « Voyez » si vous croyez qu'il soit juste de me secourir : sinon, je » vous en tiens quitte. Il est certain que si votre argent » n'est dû qu'aux gens sans activité et sans courage, je ne » le mérite pas. De tels secours doivent-ils être la récom- » pense de l'importunité, ou vous épargner l'ennui d'une » sollicitation nouvelle ? S'il en est ainsi, je crois que je » vous délivrerai pour toujours de cette peine ! » — Ainsi parlait à son vieux père un homme d'âge mûr et représentant de sa nation près d'une cour étrangère. — « Mon frère » Algernon (écrit Lisle) s'est emparé en dominateur de

» tout le château; il n'a pas seulement envahi le salon, » mais les autres appartements, et je n'ai pas même la per- » mission de m'y montrer. » — C'est bien là le dur Sidney qui tue son cheval d'un coup de pistolet parce que Louis XIV lui en fait demander le prix. Pourquoi donc un si fier Romain se cache-t-il lorsqu'il voit Cromwell s'emparer du gouvernement? allons, moderne Brutus, il est temps de frapper, voici le grand jour! — En face de Cromwell usurpateur, Algernon Sidney reste paisible, enfermé dans sa solitude favorite, et compose des utopies lacédémoniennes à l'usage des écoliers! Quand on voit le même personnage prier De Witt d'armer la Hollande contre l'Angleterre; De Witt, plus sage que lui, répondre que Charles II est aimé, et qu'une insurrection partielle coûterait trop de sang inutile; Sidney accepter le pardon royal, un sauf-conduit et promettre de rester tranquille; puis, deux années après, écrire à Louis XIV en lui promettant de lui livrer l'Angleterre et de la lui soumettre « quand elle sera, dit-il, devenue un « petit État républicain sans conséquence (*an insignificant » commercial state*), on se fait une idée juste de son caractère. Certes, pour honorer une telle vie il n'a fallu rien moins qu'une telle mort (*).

(*) Journal des *Débats*, Septembre 1840.

§ VI.

James Vernon, sous-secrétaire d'État de Guillaume III.

Rien de moins éclatant, de moins gai, de moins vif, de moins *illustre* et de moins « *illustrant* » que ces *lettres illustratives* de Vernon » (*illustrative letters*), qui, écrites jour par jour, sous le règne nouveau de Guillaume III, après la révolution de 1688, remplies de détails d'affaires, hérissées de minuties, exemptes de philosophie comme de prétention, de style comme de mensonge, se présentent dans la nudité d'une correspondance de police secrète. Cette nudité en fait le mérite. Il ne s'agit point ici des apparences et des voiles extérieurs de l'histoire ; tout ce qui en fait la splendeur, tout ce qui sert d'enveloppe et de voiles aux sottises et aux folies humaines disparaît. Vous entrez dans la cuisine la plus secrète de la politique.

L'historien, en lisant la correspondacce de Vernon, rira des petites choses, et reconnaîtra celles qui sont grandes. S'arrêter aux petitesses, ce serait ressembler à l'enfant, qui, voyant rouler les mille petites bobines d'une filature, et observant les millions de petites dents des rouages, s'étonnerait du bruit que font et du résultat que donnent des choses en elle-mêmes minimes. Voilà, pourrait-il dire encore, bien de la poussière qui est sale, bien de l'huile qui est rance, bien de la fumée et de la suie ! Le mécanisme des choses humaines est inséparable

de ces détails. La machine de Watts n'en est pas moins sublime, parce que la vapeur et la fumée souillent nos vêtements. Gardons-nous de n'apercevoir au monde que les *postscenia vitæ*, comme le dit Lucrèce, le derrière des coulisses, l'arrière-boutique de nos intérêts et de nos intrigues, les obscurs réduits où se trament et se préparent les affaires même les plus importantes. Sans doute il est bon de les connaître; et plus on pénètre dans ces obscurités remplies de choses vulgaires et de peu de prix, plus on apprend à juger *quidquid agunt homines*, tout ce dont s'occupent les hommes. L'histoire, dans les temps modernes, est devenue l'étude la plus compliquée et la plus grandiose. Comme l'histoire naturelle, elle comprend les infiniment petits et les infiniment grands, les mondes et les sphères, et ne peut parvenir à l'explication du tout, que si elle fait servir les uns à la connaissance des autres.

Ces lettres sont peuplées à peu près exclusivement d'espions mâles et femelles, d'espionnages doubles et triples, qui exercent les uns sur les autres une surveillance réciproque et inconnue, de faux complots tramés pour qu'on les découvre, et autres honnêtes intrigues de même nature. Voilà ce qu'il y avait de caché sous ce trône nouveau qui faisait frémir de colère Louis XIV et ses ministres, et qui préparait deux cents années d'une incroyable prospérité pour l'Angleterre.

James Vernon, auteur de ces Lettres, qui n'ont jamais été écrites pour qu'on les publiât, était en 1688, lorsque la révolution nommée glorieuse par les Anglais éclata, un simple employé de la secrétairerie d'État; homme modeste, probe, minutieux, le vrai modèle du commis. Son esprit manquait d'éclat, de souplesse, de variété, mais non

de justesse. Il avait cette dernière qualité au plus haut degré, et la portait jusqu'à la plus rigoureuse précision. Actif d'ailleurs et toujours à son poste, il attira par cette obstination d'un labeur toujours accompli avec soin l'attention de ses chefs et la jalousie de ses confrères. Le duc de Shrewsbury jeta les yeux sur Vernon et voulut le faire nommer sous-secrétaire d'État, sans doute pour se débarrasser ainsi des travaux matériels et des obligations gênantes de cette position.

Quand il consulta sur ce sujet les amis de Vernon ou ses propres collègues, il les trouva parfaitement contraires à un tel projet. Un personnage qui n'a point de fortune et de protecteurs est l'ennemi universel de tous ceux au-dessus desquels il menace de s'élever; et cette générosité d'âme qui permet au talent et à l'honnêteté de prendre leur place, est extrêmement rare dans le monde où nous sommes. Vernon était laborieux; on le présenta comme un hypocrite. Vernon n'était pas riche; on prouva qu'il était besoigneux et sans honneur. Vernon avait de la famille; on établit victorieusement qu'il lui serait impossible de ne pas sacrifier l'État à sa femme et à ses enfants. Il se montrait fort doux et fort humble; on en conclut qu'il se mettait à sa place, et qu'il reconnaissait le premier l'infériorité de son talent. A de si bonnes raisons, il était impossible de ne pas se rendre; et le reproche d'improbité fondé sur ce que Vernon n'avait rien, planant sur l'ensemble de ces admirables arguments, Shrewsbury, en véritable homme d'État qu'il était, ne manqua pas de conclure « que l'on ne pouvait se fier à Vernon. » C'est en ces termes qu'il écrit au roi dans une lettre du 29 septembre 1689. Trois années et demie s'écoulent, et Shrewsbury, commençant à croire « que l'on peut se fier à Vernon, » l'attache spécialement

à sa personne en qualité de secrétaire particulier. Devenu membre du Parlement et membre très-utile par sa connaissance et son habitude des affaires, il fut chargé de plusieurs transactions d'un intérêt majeur, et les conduisit à bonne fin. Entre les années 1694 et 1697, Vernon avait donné les preuves les plus évidentes de sa capacité, de sa sagacité, de sa loyauté, de son activité, de son intégrité. Mais sa fortune n'avait pas grandi d'un pouce. Pourquoi l'aurait-on servi ? A quoi bon son élévation ? Quelle récompense attendre d'un service envers un personnage utile et éprouvé, qui ne tenait ni les cordons de la richesse ni ceux du crédit. Un idiot bien apparenté vaut beaucoup mieux qu'un homme d'esprit isolé. Un malhonnête homme qui s'appuie sur un groupe de serviteurs l'emporte sur la probité qui se présente seule. Aussi le pauvre Vernon dépensait-il en pure perte l'énergie de sa capacité politique en faveur de gens qui le croyaient encore bien heureux de les servir ; quand des événements singuliers firent pour lui ce que nul esprit élevé, nul cœur large, nulle âme loyale ne voulaient faire.

Shrewsbury, fatigué de la difficile politique de ce temps fort embrouillé, après avoir plusieurs fois offert vainement sa démission, insista pour que le roi l'acceptât définitivement. Vernon, son secrétaire, sans fortune, allait ainsi perdre sa place. Shrewsbury en eut pitié; notez bien que c'est là le seul sentiment qu'il témoigne en faveur de Vernon : une compassion presque humiliante. Il ne dit pas qu'il est bon et convenable de mettre à sa place et de protéger contre le sort un homme distingué, honnête, habile, qui a rendu d'éminents services. Non. Il demande pour lui, au roi, l'aumône d'une petite place aux colonies, « parce que, dit-il, il a en grande pitié la détresse de monsieur Ver-

non et sa nombreuse famille. » Shaftsbury (*), qui était un des tories ralliés, laissait, en se retirant, la place libre à lord Wharton, un des whigs que Guillaume III craignait le plus, et à lord Tankerville. Comme il y avait derrière l'un et l'autre tout un parti, le roi et Sunderland, son conseiller intime, éprouvèrent un extrême embarras. Ils ne pouvaient s'en tirer d'aucune manière; lord Tankerville était odieux aux tories; Wharton était personnellement odieux au roi. Ce fut Guillaume lui-même qui s'avisa de nommer ministre le pauvre Vernon, dont Shrewsbury avait eu si grande pitié; se débarrassant ainsi de deux sollicitations hostiles qui lui déplaisaient et l'effrayaient, et peut-être jouissant secrètement du plaisir de montrer à Shrewsbury qu'un ministre peut se remplacer. Les traits de cette nature, qui témoignent hauteur, fermeté, une sorte d'ironie grande et naïve et un extrême dédain des hommes sont nombreux dans la vie de Guillaume. Vernon, devenu secrétaire d'État, sans titre, sans pairie, sans autres émoluments que ceux de sa place, continua à servir l'État fidèlement et presque obscurément. Il sut échapper, par cette prudente humilité, à la jalousie de ses anciens collègues et aux dédains de ses nouveaux confrères.

Les lettres que Vernon écrivit à lord Shrewsbury et au roi, avant et après sa nomination, sont à la fois du plus grand intérêt quant à l'histoire, et de l'ennui le plus profond. Vernon débrouille les intrigues, va au fond de tous les assassinats tramés contre Guillaume, reconnaît et met à jour les fausses dénonciations, démasque les petites manœuvres avec un sang-froid officiel et une patience lourde qui ressemblent à la marche et aux procédés d'un

(*) Fils du comte de Shaftsbury (Ashley Cooper). V. sa vie politique, p. 1.

prévôt de salle anatomique. Il s'intéresse assez peu à ce qu'il fait; mais il le fait. Il ne se met pas en peine si les choses sont grandes ou petites. Il les éclaire. Il n'a point de vues politiques, et il agit plus utilement que s'il en avait. Ses collègues le tiennent à distance; il ne s'en formalise pas. On veut détrôner Guillaume; il ne s'en étonne point. C'est un manouvrier devenu ministre, et que Guillaume a orné d'un portefeuille pour faire voir ce que l'on pouvait faire d'un simple manouvrier. Enfin les angoisses de l'établissement de ce roi, les embarras et les épines de ses premiers commencements sont dans cette correspondance peu réjouissante, que les historiens devront consulter; ils y trouveront quelques documents précieux. (*)

(*) *Journal des Débats*, Août 1839.

ROBERT WALPOLE.



ROBERT WALPOLE,

PEINT D'APRÈS SON FILS.

(1710—1760.)

§ Ier.

Comment Horace Walpole a été amené à écrire l'histoire de son père. — Vie d'Horace. — Son caractère. — Son époque. — Caractère de son père.

La vie d'Horace Walpole, vie oisive, que tout le monde connaît, ne mérite guère d'être rappelée. Il naquit en 1712, du mariage contracté entre le célèbre Robert Walpole et la petite-fille d'un lord-maire nommé Shorter; élevé à Éton pendant que son père montait péniblement les degrés de la vie politique, il fit son tour d'Europe comme tout bon gentilhomme anglais, et revint assister en spectateur ironique et attentif, sans vouloir s'y mêler activement, au drame de la Chambre des Communes. Cette attitude d'observation dura jusqu'à sa mort, survenue en 1787, et lui valut une existence calme et détestée.

Personne n'a été plus décrié de son vivant, plus vivement attaqué par ses ennemis, plus mal défendu par ses amis : on ne pouvait souffrir son impertinence froide et son ricanement perpétuel. Envieux, inquiet et madré, s'il

déplaisait par ses vices, il blessait surtout par des qualités accusatrices de ses contemporains, et dont le contraste les forçait de rougir : désintéressement, mépris des intrigues, horreur de la friponnerie industrielle et de la spéculation hasardeuse, bon goût dans la vie privée; rien de hargneux ou d'inconvenant, rien d'exagéré ni de tendu. Il passait pour le plus *coxcomb*, le plus traître, le moins sûr dans son commerce, et il n'avait ni maîtresses, ni ambition, ni vénalité. Seulement il restait à l'écart, souriant amèrement de ce que l'on faisait autour de lui, et sans autre amusement social que le bonheur de les voir tous ridicules; on ne pardonne guère cela. Ses manchettes sont bien empesées, son jabot du meilleur goût; il salue et sourit. Le diable n'y perd rien. Avec sa frivolité apparente, Horace Walpole se fait haïr et redouter; tout dépend de l'intention. Horace, au fond, était hostile à son temps, qui le lui rendait bien. Il n'a pas l'air d'y toucher; il porte une lame bien cachée et fort douce, mais elle coupe.

Pendant qu'autour d'Horace la vie constitutionnelle de l'Angleterre se déroulait en fermentant sous l'empire des Fox, des Pitt et des Sheridan, il faisait exactement le contraire de tout ce qui l'environnait, et s'occupait de créer un musée original dans son petit château de Strawberry-Hill. Le gouvernement représentatif troublait les têtes, divisait les familles; lui, pour ses menus-plaisirs, il essayait de faire renaître la vie féodale. Personne n'a colligé les vieux tableaux et les vieux meubles avec plus d'amour et d'acharnement; et comme il fallait loger d'une façon convenable ces curiosités gothiques, Horace Walpole n'épargna aucun soin, ne négligea aucune dépense pour mettre le domaine en harmonie avec les trésors vermoulus qu'il y déposait. Ce fut le bonheur et la fatigue de toutes

ses journées et de toutes ses nuits; on ne pouvait guère témoigner plus ouvertement à ses contemporains le mépris que l'on faisait d'eux. Son roman gothique, *le Château d'Otrante*, publié en regard de *Paméla* et de *Tom Jones*, ressemblait à une mystification ou à une insulte; le principal personnage de cette œuvre était un vieux casque! Il écrivit l'histoire des *écrivains de qualité* pour se moquer des whigs et du peuple, des lettres satiriques sans nombre sur le modèle de madame de Sévigné, parce que cette idée ne venait à personne, et recueillit, sur les vivants et les morts, sur les contemporains et les ancêtres, toutes les anecdotes dont il put s'emparer.

Après avoir ainsi amusé sa vie, il fallut mourir; les papiers testamentaires du collecteur renfermaient la note suivante: « On trouvera dans ma bibliothèque de Strawberry-Hill deux malles ou boîtes en ébénisterie, une grande marquée A et une petite marquée B. Je désire qu'aussitôt après ma mort, mes exécuteurs testamentaires lient fortement et cachètent avec de la cire la grande boîte marquée A, qui doit être remise aux mains de l'honorable Hugues Conway Seymour, et gardée par lui sans être ouverte ou décachetée jusqu'à l'époque où l'un des fils de lady Waldegrave, devenu lord Waldegrave, aura vingt-cinq ans; alors seulement la boîte et tout ce qu'elle contient seront remis à ce dernier comme sa propriété. Je prie en outre l'honorable Hugues Conway Seymour de signer et de donner à lady Waldegrave, au moment où la boîte en question lui sera remise, la promesse de ne point ouvrir ou décacheter cette boîte, et de la remettre au représentant de la famille Waldegrave, lorsque ce dernier atteindra sa vingt-cinquième année. La clé de cette boîte est sur une des tablettes du cabinet vert, au château de Strawberry-Hill; je

désire qu'elle reste entre les mains de Laure, lady Waldegrave, jusqu'au moment où son fils deviendra propriétaire de la boîte. »

Dans la boîte A se trouvait déposée toute l'histoire anglaise du XVIIIe siècle. Grâce à ces précautions minutieusement caractéristiques, lord Holland, un des hommes de notre temps les plus dignes d'estime par leurs lumières et leurs qualités morales, est devenu, en 1822, l'éditeur de la première partie de ces mémoires posthumes, qui embrassent les dix dernières années du règne de George II (*).

La suite de ces Mémoires a paru (**) plus tard; la vérité de l'histoire n'arrive jamais trop tard. Il faut y joindre les *Réminiscences* du même Horace, ses délicieuses lettres, toutes semées de faits et de portraits, ses catalogues même avec la curieuse malignité de leurs notes, si l'on veut poursuivre dans son détail l'histoire secrète des règnes hanovriens, de ce que les Anglais appellent *l'ère georgienne* (*georgian era*).

Comment ces tristes rois se sont-ils maintenus avec tant de succès, au milieu de tant de mépris? Quel a été le secret de leur force? Quelles ont été la valeur et l'œuvre de leurs ministres et de leurs généraux, depuis Marlborough jusqu'au second Pitt? Si toutes ces questions ne sont pas doctrinalement résolues par Horace, s'il n'a pas cette prétention systématique dont le propre est de séduire les esprits frivoles et de leur imposer une loi qui les contente, même avec le mensonge, on trouve éparses dans tout ce qu'il a écrit des lumières bien plus importantes, des données certaines et neuves sur les caractères, les faits,

(*) *Memoirs of the last years, etc.* London, in-8°, 1828.
(**) *Mémoirs of the reign of George III.* 1845.

les mobiles, les ressorts cachés du règne des trois George.

Si l'on veut établir dans ces curieux et excellents débris un ordre que l'écrivain lui-même n'a jamais cherché, on verra se dresser sur le premier plan une figure toujours présente à notre Horace, alors même qu'il veut cacher sa préoccupation. Robert, le père d'Horace, le célèbre ou plutôt le fameux ministre, est comme l'âme des *Réminiscences;* il reparaît souvent dans la correspondance et se retrouve jusque dans cette portion des Mémoires où il est question de ses successeurs, sacrifiés sans exception à cette ombre irritée. Telle est la clé qu'il faut tenir en feuilletant les dix ou onze volumes qui contiennent les piquantes indiscrétions d'Horace ; elle ouvre à la fois la politique anglaise du XVIIIe siècle et le vrai caractère de Robert Walpole, trop excusé par son fils, trop décrié de son vivant comme après sa mort.

C'est assurément une énigme intéressante que ce ministre d'État qui, de 1715 à 1742, dirigea l'Angleterre, fonda le crédit financier du pays, et laissa la plus détestable réputation du monde. Sur son compte, l'histoire s'accorde; d'après le bruit public, c'était un misérable. Comment croire que le personnage qui guida cette difficile époque ait été si méprisable ? Le vice peut bien entrer pour quelque chose dans l'influence exercée sur les hommes, mais non pour tout. On ne les dirige point exclusivement parce que l'on est vicieux ; il faut encore être habile, ferme, courageux et même fidèle à ses amitiés ; il faut surtout donner prise à l'espérance, et ne pas la tromper toujours ; il faut grouper les égoïsmes, servir les intérêts, avoir enfin certaines parties de l'honnête homme, si on ne les a pas toutes. Comment donc penser que ce ministre qui gouverna un quart de siècle, qui régla le mouvement de transition si

dangereux entre l'établisssement nouveau de Guillaume III et la lutte avec l'Amérique, correspondît exactement avec le type bas et infâme que les contemporains nous ont légué? Ce qui est certain, c'est qu'il a donné aux finances de son pays une excellente impulsion ; il a organisé la paix, il a préparé la guerre. Ce qui est clair aussi, c'est sa constante adhérence aux doctrines de Guillaume et de Marlborough. Dans une époque diffamée, où Alberoni représente l'Espagne, et Dubois la France, pourquoi donc cet homme parvint il à être plus diffamé que tout le monde et à se soutenir plus longtemps que personne?

J'aime à consulter sur ce problême son propre fils, ou plutôt celui qui se croyait son fils, Horace, qui n'avait pas avec le ministre le moindre trait de ressemblance, et dont l'amour pour Robert était un véritable enthousiasme. Les contemporains ne pensaient pas que le fils appartînt au père ; ils expliquaient la délicatesse exquise d'Horace par la liaison intime de lord Hervey et de lady Walpole ; ils retrouvaient chez Horace l'affectation efféminée, qui, chez les Hervey, passait pour un héritage fidèlement transmis. Ils remarquaient le peu de soin et d'amour que le ministre avait montré à son fils pendant le cours de ses études. Plus tard, ils ne manquèrent pas d'observer combien le fils s'intéressait peu à la *sale politique ;* c'est ainsi qu'il la nommait (*).

Malgré tout cela, et peut-être à cause de la diversité tranchée des caractères et des humeurs, depuis le moment où Horace sortit d'Éton jusqu'à sa mort, il ne se passa guère de journées dont il ne mît de côté quelques minutes pour expliquer et justifier les actes de l'homme dont il

(*) *Dirty politics.* Letters to H. Mann, 1738.

portait le nom. Même en écrivant de la critique, des catalogues, des lettres confidentielles, des biographies, c'est toujours Robert qu'il a en vue; la nature rusée et belliqueuse de l'homme politique exerce comme une fascination sur l'homme du monde. Partout, chez lui, de page en page, vous retrouvez le ministre Robert.

Quel était-il donc ce caractère devenu symbole de la corruption politique? Un martyr? comme le veut Horace, ou un infâme? comme tous les historiens le proclament. — Non, mais un laborieux et brutal ouvrier de la chose publique; sans scrupules quand il fallait réussir, bien moins avili qu'on ne l'a cru; agissant et trafiquant dans le marché des choses politiques, comme il l'avait fait dans le domaine de son père; ambitieux, non cruel; ami des grossiers plaisirs qui le délassaient, non dépravé; cordial et bonhomme à ses heures, ne s'émouvant de rien, marchant tranquillement au succès, sans estime pour les autres, sans trop de mépris non plus, s'attachant aux réalités, et qui tiendrait un rang élevé dans l'histoire, s'il avait eu le cœur plus haut placé.

Quiconque fait dégénérer un peuple ou abaisse une littérature commet une action criminelle; Robert Walpole n'a fait ni l'un ni l'autre. Habile machiniste, les rouages qu'il devait mettre en jeu étaient souillés; il en a usé, et les a laissés se nettoyer eux-mêmes; s'il eût voulu agir autrement, il eût tout brisé. On l'a calomnié après sa mort; de son temps, on voulait l'assassiner. Comment aurait-il échappé à ces deux espèces de poignards? ce n'est pas chose facile de gouverner après les révolutions. Guillaume III fut assassiné cinq fois. Les haines vaincues, les partis battus, les regrets avides, les souvenirs impuissants sont inexorables. Entre les jacobites dépossédés et les libé-

raux extrêmes, Robert, déchiré en mille pièces et soutenu par des rois médiocres et entêtés, régna vingt-cinq ans. Il fallait assurément, pour arriver là, du caractère et du courage.

---

§ II.

Situation de l'Angleterre. — Naissance de Walpole. — Ses premières années. — Le château de Houghton.

Entrons d'abord, avec Horace, dans cette vie de son père écrite par le lourd archidiacre Coxe, comme s'il eût fait la vie d'un saint. On verra tout-à-l'heure qu'il y a bien à rabattre de la légende, mais qu'il faut aussi beaucoup y ajouter. Les grands événements sont connus et nous ne les retraçons pas; on sait que le Parlement, la bourgeoisie et l'aristocratie, réunis sous la bannière protestante, dominaient, au commencement du XVIIIe siècle, l'Angleterre, dont le catholique Jacques II s'était fait bannir. Personne n'ignore que le stathouder Guillaume III, après avoir victorieusement et tristement occupé ce trône épineux du calvinisme, le céda en mourant à la reine Anne, protestante comme lui. Les intrigues du prétendant Stuart, la division du parti whig et du parti tory, sont des faits connus de tout le monde. Ce fut dans ces circonstances que Robert, destiné à gouverner deux rois et vingt-cinq années, naquit dans un vieux manoir de campagne.

Il était, comme bien d'autres célébrités anglaises, Nor-

mand de race, et descendait en ligne directe d'un Reginald qui escorta le conquérant et vint s'établir à Walpole, dans le Lincolnshire. « On me l'a représenté, dit Horace, comme un garçon indolent qui détestait les livres et se faisait des amis au collège. » Lord Bolingbroke, son condisciple et son rival, recherchait au contraire toutes les distinctions à la fois et trouvait des ennemis; celui-ci, vif, ardent, intelligent, d'une compréhension prompte et facile, d'une ambition qui marchait à découvert et ne prenait pas la peine de se voiler, effrayait en séduisant. Ces deux hommes ne mentirent pas à leurs promesses. L'un eut plus de gloire, l'autre plus de succès; Bolingbroke brilla comme homme du monde, écrivain, orateur, chef de secte, et donna le mouvement aux philosophes du XVIIIe siècle; Walpole, souvent malade et se régénérant dans les rechutes successives d'une santé qui s'établissait par des crises, fit peu de progrès dans ses études classiques, n'y prit aucun goût, se renferma dès l'origine dans la pratique de la vie, et ne renonça jamais à son profond dédain pour les livres, ceux qui les font et ceux qui les lisent.

Dans sa jeunesse, de singulières choses se passaient à Houghton; c'était le nom du château dès Walpole. Le père de Robert, bon gentilhommme, très-noble et très-rustique, s'occupait de ventes, d'achats de chevaux, de maquignonages et de métairies, nullement de politique; honnête d'ailleurs, buveur solide, chasseur diligent, il se croyait en paradis lorsque dans la grande salle du manoir il s'attablait avec son fils pour vider les brocs d'ale, et diminuer les futailles de Xérès. Le fils était un beau grand garçon, de taille herculéenne, aux épaules larges et carrées, la figure ouverte et spirituelle, l'œil doux et pénétrant, le nez retroussé, le front bombé, le sourire intelligent et candide, de cette can-

deur narquoise si commune dans les campagnes entre gens qui sont habitués à se deviner et à s'attraper ; d'ailleurs portant bien la tête ; suzerain à ne pas s'y méprendre, parlant haut, chantant fort, grossier comme un homme bien né qui redeviendra civil quand il lui plaira. Ces détails nous en apprennent bien plus que des phrases sonores sur l'homme qui fut nommé « le corrupteur » de l'Angleterre corrompue.

Le petit-fils nous raconte les bombances de son père et de son grand-père sous les lambris noirs d'Houghton, tapissés de têtes de cerfs et de cors de chasse ; le petit-fils Horace était présent dans un coin à ces amusantes scènes. « Encore un verre ! disait le grand-père à son fils Robert. Il ne sera pas dit que tu sois témoin de l'ivresse paternelle, et que tu restes de sang-froid. Tu boiras deux verres contre moi un seul. » Père et grand-père en guêtres de cuir, courant le renard par monts et par vaux, passaient trois jours sans rentrer au château, s'arrêtant chez leurs fermiers pour y boire, et revenaient de cette excursion, trempés jusqu'aux os, le père soutenant le grand-père, mouillés de pluie et plus mouillés de vin. Tout cela se passait après la révolution de 1688, sous Guillaume-le-Hollandais, quand l'Angleterre incertaine essayait de se rasseoir et de s'affermir.

De temps en temps, Robert, qui n'oublia jamais ces bons errements, mettait la main aux affaires paternelles, stipulait un bail, achetait des terres, vendait une maison, concluait des marchés dans le manoir et à la taverne ; sa joyeuse humeur n'y perdait rien, ni son habileté non plus ; l'apprentissage se faisait, et il y resta fidèle ; bien fin dès-lors qui l'aurait attrapé. Au demeurant, il riait toujours et ne buvait guère moins ; c'était, à vingt-cinq ans, un gentil-

homme fort estimé. Quand il fallut prendre un parti, la chose fut aisée ; il se classait de lui-même. Sa position était bien celle du *williamite*, partisan de la nouvelle dynastie. Le gentilhomme campagnard dont les aïeux n'avaient donné aucun gage aux Stuarts, et qui ne comptait pas de puritain dans sa famille, n'avait d'autre drapeau à suivre que celui des whigs et de Guillaume ; c'est ce que fit Robert quand son mariage et la mort de son père lui eurent permis de manifester une opinion. Jusque-là il s'était beaucoup mêlé de fermage, de chasse, d'agriculture, et d'amours champêtres assez inconstants. Une fois marié, il ne renonça pas à cette habitude, négligea sa femme, courut le monde, ne s'inquiéta pas d'honorer ses erreurs amoureuses par la fidélité ou la délicatesse des choix, permit à lady Walpole d'en faire autant, lui donna un amant de sa main, ou le lui laissa prendre, et, se sentant la conscience en paix de ce côté, ne s'occupa désormais que de ses voluptés faciles et de son ambition très-énergique. Bolingbroke se conduisait de même ; Walpole le whig mena sans encombre la vie la plus débordée, jusqu'au moment du moins où il devint ministre. Alors on ne lui pardonna rien.

Fils cadet et devenu maître, en 1700, par la mort de son frère aîné, de la fortune et du titre paternels, il entra au parlement et s'attacha à prouver deux choses, sa capacité pour les affaires et son attachement au whiggisme. Le vieux Marlborough dans une de ses dépêches, dit « qu'il tournait la meule comme un chien, *doggedly*. « Rien ne sert mieux le succès, même chez les sots, que cette *doggedness*, cette persévérance du chien de meute qui suit sa piste, et dont les Anglais ont si bien compris le pouvoir, qu'ils en ont fait un mot expressif. Walpole n'était pas un sot ; cependant il lui fallut cinq ans d'apprentissage sur les

bancs de la Chambre, dans les comités et dans les bureaux. Du talent d'orateur comme du talent d'écrire, il faisait peu de cas ; mais personne ne marchait plus fièrement et d'un pas plus régulier avec le bataillon whig, avec Marlborough, Stanhope et les autres ; personne n'était plus assidu, ne donnait plus résolument son vote et ne se trouvait plus hardiment planté sur la brèche. Ses amis le placèrent d'abord au conseil de l'amirauté, puis le firent secrétaire de la guerre ; il lui fallait quelque chose de plus. Il n'était pas très-riche ; les alliances et les *connections* lui manquaient. Il combla ces vides par le grand moyen des hommes politiques qui veulent arriver : il appela sur lui la persécution, et l'obtint.

Le parti bourgeois et protestant auquel il appartenait de toute façon par le caractère, la position et la fortune, le whiggisme, se trouvait maître, depuis 1688, des affaires et du trône. En 1710, l'établissement de Guillaume ayant acquis déjà quelque fixité, et la révolution semblant définitivement triomphante, il se fit en faveur de l'autorité et du torysme une révulsion à laquelle on pouvait s'attendre. Elle renversa les whigs, et, parmi leurs soldats les plus dévoués, le secrétaire de la guerre, Robert Walpole, ami et protégé de lord Malborough. Un homme si assidu, qui marchait droit à la ruine de ses ennemis et au triomphe de ses amis, et qui ne s'arrêtait jamais aux phrases, avait trop de valeur pour être négligé ; il fallait compter avec lui, car il savait deux choses plus redoutables dans la vie politique que la vertu et l'éloquence : il savait *haïr* et *agir*.

On vint donc à lui, et Harley, homme conciliant, lui proposa une place dans le cabinet nouveau. Il reçut mal ces avances. Les tories, qui avaient essayé de l'attirer, vi-

rent qu'il n'y avait plus qu'à le détruire. On sait de qu'elles armes disposent les partis. L'Angleterre, un peu moins civilisée que nous, en avait de barbares et de singulières ; la Tour, le pilori, l'exil, le déshonneur, étaient suspendus alors sur la tête d'un ministre qui tombait, et l'échafaud se dressait quelquefois, ce qui rendait le jeu très-vif. Une des machines les plus redoutables, et celle que dans les grandes occasions l'on mettait en réserve contre les hommes qui semblaient dangereux, c'était l'accusation de corruption et de péculat : terrible invention, parce qu'elle ne tue pas seulement, elle flétrit et empêche de revivre. Or, les secrétaires d'État, et surtout ceux de la guerre et de la marine, avaient et ont peut-être encore, parmi leurs émoluments, quelques *perquisites* tellement passés en coutume, bien que la loi ne les avouât pas, que c'était devenu affaire convenue et légitimée par l'usage. Les gens nommés à des places ne manquaient pas d'envoyer ces *perquisites.* Un ministre déplaisait-il ? ses adversaires avaient-ils le dessus ? on prouvait qu'il était un voleur, on l'accusait de concussion. Robert Walpole fut dans ce cas. Le ministère tory lui fit un procès, le soumit au blâme public, et l'envoya prisonnier à la Tour : il ne s'en étonna ni ne s'en fâcha, mais s'en réjouit au contraire; on sait que l'audace, chez Walpole, était poussée jusqu'à l'insolence. Il avait compté sur cette apothéose, et il en usa magnifiquement. « Tous les jours, dit Horace Walpole, il y avait grand lever dans sa prison. Le duc de Malborough et la duchesse, Godolphin, Sunderland, Pulteney, n'en sortaient pas ; on ne voyait que voitures armoriées et équipages splendides dans la cour de la vieille geôle. Robert y donnait à dîner tous les jours, et les poëtes, qu'il dédaignait fort, lui envoyaient là leurs dédicaces, « Ce fut à cette occasion que l'acteur Estcourt,

l'Arnal ou le Potier de ce temps-là, vint chanter sur le théâtre une ballade dont le refrain populaire était : « *Notre bijou est à la Tour*, » et qui finissait par ces mots significatifs : « On a voulu l'acheter, notre bijou, et les lapidaires de l'état ont prétendu l'enchâsser à leur façon ; mais ils l'ont trouvé trop solide. Le temps viendra où il sortira de sa prison plus rayonnant que jamais, et où il luira sur ses ennemis et ses amis. »

On montrait encore, en 1825, le nom de Robert gravé sur la muraille de ce cachot. Au-dessous se trouvait celui du jacobite lord Landsdowne, incarcéré en 1715 pour avoir intrigué en faveur du prétendant, et qui avait accompagné le nom de Walpole de ces vers spirituels :

Les gens que la fortune a créés tout exprès
Reçoivent de Dieu même un pouvoir fantastique ;
Ils tombent pour grandir, et leur force élastique,
Plus vive, rebondit de la chute au succès.

Les commettants de Robert n'eurent rien de plus pressé que de le réélire, pour faire pièce au ministère, et il ne tarda pas à devenir, malgré sa jeunesse, le second chef du parti whigh. Lorsque la terrible duchesse de Marlborough vit mourir chez elle le ministre whig Godolphin, Robert, sorti de prison, était là, au chevet du lit, et le ministre, qui connaissait la perfide et ambitieuse nature de cette femme et ses superstitions secrètes, se retourna vers elle pour lui dire : « Je vous préviens que, si vous ne portez pas ce jeune homme de toute votre force, je reviendrai de l'autre monde pour vous reprocher votre conduite. C'est l'es-

poir de notre parti ; ne l'oubliez jamais ! »— Et il mourut. Le vieux ministre avait raison.

Cela se passait en 1714, à la fin du règne de Louis XIV, au moment où la cause protestante, soutenue par l'aristocratie anglaise, allait triompher de nouveau sur la tombe de la reine Anne. La résistance des théories absolues ne pouvait durer longtemps. Le génie de Bolingbroke et l'esprit de Swift avaient mal jugé ; dans le principe de liberté qu'ils combattaient étaient la force, la vie, l'avenir de l'Angleterre comme de l'Europe. On vit le courage des uns, l'éloquence ou l'intrigue des autres, s'anéantir dans la lutte engagée contre cet élément irrésistible du développement social. Le désappointement du misanthrope Swift fut extrême, et, joint à d'autres fautes personnelles, ne contribua pas peu à le priver de sa raison ; malgré la finesse amère de son esprit, il avait fort mal vu les choses, quand il avait embrassé la doctrine mourante de l'autorité.

Ce qui éleva Robert et le maintint, ce fut son adhésion ou plutôt son adhérence essentielle au principe de la liberté, au whiggisme, qui avait pour lui le succès et l'avenir. Vers le commencement de 1713 on trouve les noms de Swift et de Robert étrangement accolés dans une pièce de vers que son fils Horace nous a léguée :

De Somers à Walpole, en vain petits et grands,
Ennemis du bon ordre et wighs de tous les rangs,
Aux branches du pouvoir s'accrochent tous ensemble,
Rien ne bouge, tout dort; rien encore ne tremble,
Swift et ses chers tories triomphent...

Il avait tort ; tout bougea bientôt, et le whiggisme popu-

laire resta maître de la place aussitôt que la reine Anne eut fermé les yeux.

Entre 1715 et 1780, après la reine Anne, on voit surgir et fleurir dans la plus glorieuse médiocrité cette branche hanovrienne des George qui eurent Robert Walpole pour ministre. Ils règnent comme des chiffres, et n'ont qu'une valeur de position. Leurs actions sont ridicules ou exécrables, et leurs sujets s'en accommodent. Ils font de très-petites choses dans leur palais, et la nation en accomplit de très-grandes. Aussi cette histoire est-elle difficile à débrouiller; elle se compose de deux portions bien distinctes, d'un vaste mouvement et d'une basse intrigue. Le mouvement embrasse le globe et ébranle l'avenir, l'intrigue se borne à quelques individus vicieux; ces vices, ces vénalités, ces corruptions, ces extravagances constituent les éléments mêmes du mouvement général. Il est impossible d'étudier ce siècle et de le bien connaître sans pénétrer et sans comprendre les petitesses infimes de l'intrigue. Telle est l'utilité des Mémoires et des lettres posthumes d'Horace; avec lui, on sait par cœur cette époque; on voit saillir les profils, ressortir les silhouettes, et les menues bassesses de la vie humaine, se détacher avec une netteté effroyable.

Nous avons dit tout-à-l'heure quel est le but d'Horace, historien de son époque. S'il a condamné ses Mémoires à une sorte d'exhumation palimpseste, qui correspond à l'ambiguité de son caractère, il avait ses raisons; on les déroula peu à peu, comme les manuscrits d'Herculanum; successivement vous voyez paraître un fragment de George II, un commencement de George III, une demi-justification de Robert, une accusation contre Chatham, une anecdote, un fait, une lettre; un bras, une jambe,

puis le corps tout entier. Walpole craint l'avenir, et ce pauvre homme, qui n'est que cendres, voudrait encore nous cacher sa pensée ; il ne livre que par lambeaux les observations qu'il fit de son vivant, tant il a peur des hommes. D'où lui vient cette peur ? De ce qu'il a connu les choses humaines de trop bonne heure. C'est le fils d'un ministre.

Revenons à Robert et à ses maîtres, ou plutôt à ses commis royaux, George Ier et George II. Voyons un peu, grâce à Horace, comment, pendant le tiers d'une vie bien remplie, il fit marcher sous sa baguette le roi, la cour, les pairs, les communes de l'Angleterre. George Ier, le chef de cette race insignifiante qui n'empêcha point l'Angleterre de devenir maîtresse des mers, était un Stuart allemand, petit-fils de la charmante Élisabeth, reine de Bohême et fille unique du pédant Jacques Ier. Il y avait en lui quelque chose de ces deux races ; mais, s'il était entêté comme Marie Stuart et violent comme elle, il n'avait pas cet esprit romanesque qui perdit Charles Ier, Jacques II et leur grand'-mère : il était passionné à sa manière, cruel même et abominable sous des apparences de bourgeoisie sans façon. Le peuple anglais, qui s'était trop avancé pour reculer, qui voulait le protestantisme et demandait à grands cris la ruine de la monarchie de Louis XIV, se contenta de lui. Un monstre lui eût convenu, pourvu qu'il fût protestant et ennemi de la France. George Ier réunissait ces qualités ; c'était un misérable et un protestant.

Cet homme, qui avait fait assassiner Conigsmark en guet-à-pens, qui avait tenu en prison pendant vingt-cinq années sa femme Sophie de Zell (*), et qui manquait d'esprit, de loyauté, de dignité, de tact, de toutes les qualités

(*) Voir la vie de Sophie Dorothée, t. II de ces Études.

du roi et même de celles du bourgeois, n'avait pour lui qu'un mérite : il était l'ennemi né du catholicisme, de la France et de Louis XIV; il pouvait donc commander la ligue du Nord, qui avait été mise en mouvement par Cromwell, Shaftsbury et Guillaume. Entre lui et l'hérédité légitime, il y avait *cinquante sept* personnes dont les droits primaient les siens, et, s'il eût été question de peser ces droits dans la balance de la moralité, aucun n'était plus indigne que lui de monter sur le trône. Les haines qu'il satisfaisait et les craintes qu'il rassurait l'accueillirent néanmoins fort bien. Il amenait avec lui un sérail de laideurs et d'antiquités, dont Horace Walpole fait à plusieurs reprises le tableau; George était vicieux comme s'il avait eu de l'imagination, et borné comme s'il eût vécu dans la privation de tous les plaisirs. La vulgarité de son esprit n'était pas même rachetée par le sérieux de sa conduite. Ses rancunes égalaient ses colères, et ce roi d'un peuple grave se renfermait tous les soirs chez deux Allemandes, l'une très-longue, l'autre énorme, toutes deux d'un âge avancé, toutes deux ses maîtresses : la vieille duchesse de Kendal, qu'Horace Walpole appelle le *Mât-de-Cocagne*, et la comtesse de Darlington, qu'il a surnommée l'*Éléphant*. La populace de Londres entourait les voitures de ces beautés et les huait; les pamphlets, les vers satiriques, les caricatures, inondaient la cour et la ville. Un pauvre imprimeur nommé Mist, ayant publié dans son journal « que l'Angleterre était ruinée par des laiderons, » en fut pour ses deux oreilles, que la Chambre des Communes prit la peine de faire tomber.

Il faut voir dans les Mémoires d'Horace Walpole à quel point George Ier sentait sa force qui n'était que sa nullité. Lorsqu'il apprit la mort de la reine Anne, sa cousine, à la-

quelle le Parlement l'appelait à succéder comme chef de la seule branche protestante des Stuarts, un courtisan lui demanda comment il s'y prendrait pour gouverner ce peuple ingouvernable. « Je ne me donnerai pas la moindre peine, répondit-il, je laisserai faire mes ministres ; ils paieront pour moi, c'est leur affaire. » Il disait aussi : « Les tueurs de rois sont de mon côté ; je joue sur le velours. » Toute sa politique consista donc à se mettre bien avec les *tueurs* de rois, à laisser ses ministres faire, à repousser les tories, à s'abandonner aux whigs, à piller le trésor et à cultiver ses plaisirs personnels qui n'avaient rien de noble ou de distingué.

On s'agitait beaucoup en France pour le prétendant, et surtout à Paris, où se réfugia Bolingbroke, qui ne tarda pas à se trouver le centre de toutes les conspirations contre George. Le régent aimait les femmes ; on lui dépêcha une maîtresse pour le convertir aux intérêts légitimistes, et la tentative de miss Olivia Trant est un des épisodes curieux de ce temps-là. Elle fit de son mieux, perdit ses peines, et ne gagna que le très-médiocre avantage d'être admise au nombre des sultanes du régent. Cependant le nord de l'Écosse remuait ; le catholicisme anglais ne se tenait pas pour battu, et l'atelier parisien continuait son travail. Il y a là-dessus de curieuses particularités dans les lettres de Bolingbroke et dans les *Réminiscences* d'Horace ; « ils étaient plus de deux cents hommes et femmes, petits et grands, qui tiraient chacun de son côté et conspiraient à qui mieux mieux. Pas un de nos secrets qui ne fût à l'instant même connu de lord Stair et de la cour de France. De subordination, d'ordre, de discipline, il n'en était pas question. Ceux qui savaient lire montraient des lettres, et ceux qui ne le savaient pas faisaient semblant. Point de

plan arrêté, de but fixe, d'idée nette. Chacun allait et venait, entretenait des correspondances, se croyait un grand personnage, parlait bas à l'oreille du voisin, et ne doutait pas du succès. Il n'y avait pas une face irlandaise qui, dans son activité physionomique, ne portât la grimace du triomphe. Personne n'imaginait qu'une dynastie hanovrienne viendrait à bout de l'Angleterre et de tant d'intérêts combinés. »

---

§ III.

Walpole, ministre. — Il donne sa démission. — Fureur du jeu. — Il dénonce l'agiotage, l'accuse et en profite. — Il reprend le ministère et gouverne le roi.

Telles furent les circonstances qui escortèrent l'accession de Robert Walpole au pouvoir. En sa qualité de whig déterminé, de martyr politique et d'excellent *debater*, il fut nommé d'abord payeur-général, puis chancelier de l'échiquier et premier ministre *(first lord of the treasury)* : il touchait le terme de son ambition ; mais l'armée qui marchait sous ses ordres ne lui paraissait pas assez disciplinée, assez unie. Il savait combien de force on acquiert par la résistance, et que le grand défaut de l'espèce humaine, qui n'est pas la bravoure, lui donne toujours du respect pour qui lui résiste. Aussi, dès l'année 1717, le voit-on remettre aux mains du roi les sceaux de grand-chancelier, et la scène que rapporte Horace Walpole, d'après une lettre autographe de son oncle, frère cadet de Robert, mérite tout-à-fait d'être rapportée.

« Au premier symptôme d'indiscipline, mon père remit entre les mains de George le bâton du commandement, comptant bien le reprendre lorsque sa troupe serait revenue au devoir. La scène fut violente et longue. Perdre Robert Walpole, c'était, pour le monarque, perdre le bouclier et la lance. On se fâcha ; les sceaux que le ministre s'obstinait à ne pas garder furent replacés « dans le chapeau de Walpole, » de la main même du monarque ; le réfractaire sortit du cabinet royal, le visage ardent, des larmes dans les yeux, et parfaitement hors de lui-même. » Il avait violemment arraché le droit de donner sa démission, le droit d'être maître.

« Le roi l'envoya chercher le lendemain, le pria, le supplia, mais sans succès. Robert ne revenait guère sur un parti pris, et cet homme dont on a voulu faire un fourbe, avait autant de volonté que de ruse. Peu de jours auparavant, un jacobite qu'il avait reçu secrètement chez lui se leva tout-à-coup, et, mettant la main dans son gilet, lui dit :

« — Je ne sais pas pourquoi je ne vous tue pas.

« — Parce que je suis plus jeune et plus fort que vous, » lui répondit Walpole en se levant aussi.

Ils se rassirent et causèrent tranquillement.

Jusqu'en 1720, les partisans du prétendant continuèrent de s'agiter, vainement soutenus par les intrigues de Bolingbroke et la courageuse loyauté des clans écossais. Les femmes prirent une grande part à ces mouvements, et achevèrent de compromettre la cause des Stuarts, ou plutôt la ruinèrent. Elles entouraient Bolingbroke à Paris, et leur sérail tâchait de circonvenir le régent, homme trop habile pour se laisser duper, trop rompu aux voluptés pour leur céder ses intérêts. « Elles me tourmentent toute la journée, disait le régent, et ne me laissent pas de repos la nuit.

Faites dire à Bolingbroke qu'il n'emploie plus ces diplomates-là. » Bolingbroke, homme plus spirituel et plus ardent qu'il ne convient en de telles affaires, corrigea une faute par une faute, rompit violemment avec ces dames, et s'en fit des ennemies mortelles.

Cependant, aux Communes d'Angleterre, Robert Walpole, qui n'était plus ministre, était devenu pour ses anciens collègues un adversaire dangereux; il avait trouvé contre eux un mot, un de ces mots qui frappent à mort; il les avait nommés *le ministère allemand.* Tantôt donnant la main aux jacobites, sans toutefois se compromettre avec eux, tantôt se plaçant sous la protection du prince de Galles et le raccommodant avec son père, recrutant des amis personnels, et usant surtout de ces services d'argent qui donnent tant d'autorité et permettent de dominer les positions; — il eut le mérite de proposer de bons bills de finances, donne l'idée de la caisse d'amortissement, et s'opposa aux spéculations aléatoires et à l'agiotage ruineux, dont la fièvre dévorait l'Angleterre comme la France, et qui absorbaient les capitaux des deux pays.

Ce qui est caractéristique, et ce que notre Horace dissimule de son mieux, c'est que Robert, tout en foudroyant la déception publique, en profita sans scrupule. Quand la compagnie de la mer du Sud fonda ses actions chimériques, sur le modèle de nos actions du Mississipi, Robert prit la parole pour en signaler le danger et l'erreur, acheta pour cent mille écus de ces actions à 130, les revendit à 300, réalisa ce bénéfice énorme, et revint ensuite à la Chambre triompher à la fois de ses prédictions réalisées et du bénéfice qu'il venait d'obtenir. Une partie des grands capitalistes étaient ruinés, le crédit était détruit, le commerce souffrait. On voulut alors châtier les ministres whigs

qui avaient prêté la main aux agioteurs. « Il se fit, dit Horace, une phalange compacte de jacobites, de tories et de whigs, qui hurlaient à qui mieux mieux, et marchaient à la destruction du trône et peut-être du pays, si Robert Walpole ne s'était mis en travers. » Il offrit le seul remède possible, qui consistait à rendre force au crédit par un sacrifice, et à convoquer la banque et la compagnie des Indes orientales au secours des capitalistes et des actionnaires; mais trop d'intérêts saignaient encore, trop de fraudes avaient été commises, et surtout trop de folles espérances s'étaient éveillées, pour que la vengeance bourgeoise n'eût pas son cours. Agioteurs subalternes, directeurs de la compagnie de la mer du Sud, ministres, secrétaires d'état, membres des Communes, furent mis en cause, la plupart convaincus de deux crimes souvent alliés, de fraude et de duperie, et Sunderland, le premier ministre, à peine absous et devenu profondément odieux, se hâta d'abdiquer le pouvoir. Robert s'y attendait; il avait prévu la chute de son ancien ami et de son adversaire, se garda bien de l'attaquer, le défendit avec une générosité prudente, et l'aida tranquillement à tomber.

Ces manéges, ces fraudes, ces intrigues, avaient occupé l'année 1720. Ce fut en 1721 que Walpole remplaça Sunderland, et que le pouvoir, si bien gagné par la résistance, le refus, la persévérance de Robert, lui arriva enfin. Maître du whiggisme, dont il disposait à son gré, premier ministre du trône protestant et de la bourgeoisie aristocratique, il commença son rôle, qui consista non pas à payer des consciences et à solder des vénalités, mais d'abord à calmer la terreur panique des capitalistes, ensuite à protéger le commerce, à rassurer les capitaux, à rallier des intérêts autour du parti whig. Le roi, qui ne savait, comme le dit un

jour Shippen dans les Communes, ni la langue ni la constitution de l'Angleterre, laissait agir Robert, qui le mena par ses craintes et ses intérêts. « Le roi, disait son ministre, ne parlait pas anglais, je ne parlais ni français ni allemand ; je remis mon latin à neuf comme je pus, et nous gouvernâmes l'Angleterre avec du latin de cuisine. »

Il s'agissait de mener une nation qui méprisait et exécrait son roi, et un roi qui abhorrait et méprisait son peuple. « George Ier, écrit le comte de Broglie au roi de France (*), ne reçoit ni Anglais ni Anglaises. Il déteste toute la nation, qui n'est pas en reste avec lui. Pas un des serviteurs qui approchent de sa personne n'est Anglais. Il regarde le pays comme une possession temporaire, dont il faut tirer parti tant qu'elle dure, mais non point comme un héritage appartenant à lui et à sa famille. Il ne veut pas se commettre le moins du monde avec son Parlement, et abandonne à Walpole le soin de toutes ces choses. Il aime mieux que cette responsabilité tombe sur la tête du ministre que sur la sienne. »

Quelques-unes des lettres contenues dans les derniers recueils de la vaste correspondance d'Horace Walpole représentent fort bien la bizarrerie de la situation. « Le roi, dit l'une d'elles, se grise de bière avec l'honorable Mât-de-Cocagne, pendant que Robert, à trois heures du matin, debout devant la Chambre des Communes, rejette les Stuarts à deux cents lieues. » Il lui fallait se démêler comme il pouvait, au milieu de cette cour vénale et allemande, où l'Éléphant et le Mât-de-Cocagne dominaient tour à tour, et où le roi ne valait pas mieux que ses subordonnés. Un comte Bernsdorf, un baron Bothmar, un Ro-

(*) Juillet 1721.

berthon, pillaient à qui mieux mieux, du consentement du roi lui-même. On jugera cette cour par une seule anecdote qu'Horace a insérée dans ses *Réminiscences.* « Pourquoi me demandez-vous votre congé? disait George à un chef de cuisine qui voulait retourner dans son pays. — Sire, on vole trop ici. Dans votre électorat, nous étions si économes! — Bah! bah! reprit George, c'est l'argent des Anglais; vole comme les autres... » Puis se reprenant avec de grands éclats de rire: « Fais ta part, va! ne te gêne pas. »

On comprend qu'un ministre dont les premières armes se sont faites en tel lieu, n'ait pas pu garder, et surtout n'ait point semblé garder une pureté immaculée; il s'en embarrassait assez peu. Il sentait que toute sa puissance serait dans l'obéissance de son parti, et il commença la double manœuvre qui lui réussit vingt ans de suite: flatter le roi et se faire obéir de son parti.

---

§ IV.

George II. — Comment Walpole exerce le pouvoir. — Caractère de la reine Caroline.

En effet, l'athlète unique de cette royauté représentée par un si triste roi, c'était Robert Walpole, et personne ne s'y trompait. Il s'était voué corps et âme au succès du combat.

On essaya plusieurs fois de l'assassiner. Un jour, Robert montait les marches de la Chambre des Communes; la foule se pressa et se serra contre lui pour l'étouffer;

comme il résistait fort bien, grâce à la corpulence musculeuse qui le distinguait, un des hommes de l'émeute voulut l'étrangler dans son manteau, dont les attaches cédèrent à la violence du mouvement et se brisèrent. Non-seulement il survécut à ces épreuves et traversa cette époque, mais il en régla les mouvements, dirigea le gouvernail de la dynastie hanovrienne, rétablit le commerce, et donna la prépondérance à son parti. Si Robert Walpole n'était pas d'un extrême scrupule dans la vie privée, il avait la fidélité politique; ses mœurs irrégulières ressemblaient fort à celles de Shaftsbury, de Bolingbroke et plus tard de Fox; mais je ne doute pas de sa conscience d'homme d'État; je le crois complètement et naturellement whig, ainsi qu'il était naturel chez un seigneur campagnard qui ne devait rien aux rois précédents, et dont toute l'espérance se concentrait dans une intime association avec le régime nouveau. Ses rustiques habitudes le constituaient d'avance whig de la meilleure espèce.

Voilà ce que comprenaient fort bien ses alliés et ses amis; ils le portaient dans leur cœur et le couvaient de leur pensée; et lui les défendait avec constance, prévoyance, habileté, contre leurs adversaires.

Ces derniers n'étaient point méprisables. De 1721 à 1727, il eut à déjouer ou à renverser trois hommes; le plus éloquent, le plus intrigant et le plus spirituel de ses contemporains : l'évêque Atterbury, qui conspirait ouvertement; son rival Bolingbroke, de retour en Angleterre et qui voulait le supplanter; enfin, le doyen Swift, qui ameuta l'Irlande contre le ministre. On ne se tire pas mieux d'un triple danger; Robert ne tua personne. Il exila Atterbury, sauva de la dégradation et du bannissement Bolingbroke, condamné à mort, qu'il exila du pouvoir en lui donnant la

vie, et laissa Swift jouer l'O'Connell en pure perte. Atterbury alla en France écrire et parler contre Robert; Bolingbroke passa dix années à déchirer son rival; et Swift expira en le maudissant..

Robert, vainqueur, subit en riant les attaques de ces trois plumes enragées; le *Craftsman* de Bolingbroke, le *Drapier* de Swift, les lettres particulières d'Atterbury, décidèrent de sa réputation définitive. Il les valait tous en moralité, ce qui est peu de chose, et les battait en fait de tactique, ce qui est beaucoup. L'unique imprudence de sa vie, fut de compter pour trop peu le redoutable talent d'écrire. Son règne se renfermait dans le présent; il avait assez à faire de se démêler au milieu de tant d'intrigues et d'y régner.

George Ier meurt en 1727. Un nouveau monarque ouvre à Walpole une nouvelle carrière. La merveille de sa conduite politique et le chef-d'œuvre de sa ruse, c'est qu'il resta premier ministre à la mort de George Ier. Il avait réussi auprès de ce dernier roi par la flatterie, auprès des Communes par la captation, auprès des jacobites par la terreur. Il s'agissait de se maintenir sous George II, qui exécrait George Ier son père, et qui n'eut rien de plus pressé que de renverser ce qu'avait fait son prédécesseur. Tout le monde désertait Robert comme un homme qui va périr. « Vous voyez bien, disait-il à son secrétaire Coxe, la porte de mon hôtel : il n'y a pas une voiture aujourd'hui; demain, la cour sera remplie d'équipages. » La prédiction s'accomplit.

Tout le détail de la comédie qui conserva le pouvoir à Robert dans ce moment de crise, et qui déjoua ses ennemis, se développe avec beaucoup de verve dans les documents laissés par son fils. Comment rester en place?



George II s'était épris d'admiration pour un nommé Compton, la sottise et l'exactitude même ; ces qualités séduisaient le monarque, habitué à ne rien faire que par poids et mesure, et qui entrait chaque soir à neuf heures sonnantes chez sa maîtresse, dit Horace, « ni plus tôt ni plus tard, se promenant dans le corridor, la montre à la main, en attendant que le dernier coup de neuf heures eût sonné. »

George II voulait Compton pour ministre. La reine Caroline, femme supérieure, fut l'instrument de Walpole qui lui avait promis de faire porter par les Communes sa liste civile à cent mille livres sterling, au lieu de cinquante. Il réussit ; la reine fut à lui, et comme le roi était à elle, Robert resta maître du royaume. L'intrigue du drame demandait au surplus toute l'habileté de ce Robert qui en était l'auteur et l'acteur. George II, dont son détestable père avait si bien dit : « Il est fougueux, mais il se bat bien, » valait un peu mieux que George Ier ; il avait de la bravoure militaire, un bon sens court, des manières brusques, dures et farouches, et des vices ridicules, entre autres une avarice burlesque, et ce qui le rejetait plus bas encore, c'est qu'il était un peu voleur. Il mit dans sa poche, au grand étonnement du conseil d'État assemblé, le testament de son père (*), et paya ainsi tous les legs que ce dernier avait jugé à propos de faire. Ce fut son unique solde de compte, à propos de quoi Frédéric-le-Grand lui écrivit « qu'il méritait les galères. »

Une rencontre fut arrêtée entre les deux monarques ; on eut grand'peine à empêcher cette scène comique.

Il jouait le Lovelace ; amoureux de sa femme, et cachant

(*) V. le XVIIIe siècle en Angleterre, (*seconde série. Le comte de Chesterfield.*

cet amour, il payait des maîtresses qu'il détestait, et tenait à certains vices de gentilhomme qui, fort inutiles à son bien-être, lui semblaient essentiels à son honneur. Caroline Wilhelmine, très-distinguée par le bon sens, la beauté et le caractère, voyait sans crainte ces rivales que George II lui donnait pour sa considération seulement, et afin de ne pas tomber trop au-dessous de Louis XIV et du régent. L'épouse était belle et jolie, spirituelle et fière : les associées illégitimes n'avaient rien de tout cela; mais, selon l'humeur du roi, le bon ton était satisfait : ce fut, par parenthèse, le type de Destouches dans son *Philosophe marié*, comédie absurde comme son modèle; Destouches était notre envoyé près de cette cour.

La reine Caroline, dont la santé était faible et le tempérament froid, s'arrangeait de cet état de choses, dominait à la fois sans en avoir l'air le mari et les sultanes, correspondait avec Leibnitz, recevait Newton, s'entretenait avec Clarke, envoyait une pension au poète Savage, se faisait adorer du peuple, et rachetait, par la décence aimable de sa cour personnelle, les brutalités prétentieuses de ce sergent aux gardes que l'Angleterre soutenait sur le trône des Tudors et des Stuarts. Élevée à la cour de Berlin, elle avait quelques-unes des qualités de Frédéric-le-Grand sans avoir ses vices. C'était elle qui disait à son mari : « La plus belle couronne du monde est celle qui a pour sujets Leibnitz en Hanovre et Newton en Angleterre. » Son portrait en pied, qui se trouve à Windsor, offre le vrai type de la beauté allemande : la taille élevée et d'un développement puissant, le front haut, calme et rêveur, l'œil pensif et profond, le profil droit et noble, les lignes de la bouche délicates et les lèvres épaisses. Tout ce qui l'approchait l'aimait, surtout le roi, qui faisait de son mieux pour ca-

cher sa tendresse ; il y réussissait assez pour faire illusion à tous les courtisans. Quant à la reine, en face de ce mari peu digne d'elle, elle était l'humilité même, sachant bien que le roi ne lui pardonnerait pas l'infériorité où elle le rejetait, et qu'il lui était indispensable de dissimuler sa propre valeur.

L'admirable, c'est que Robert avait seul clé de la situation. Tous les finassiers de la cour se précipitaient aux pieds des sultanes et délaissaient la reine ; on courait chez lady Yarmouth et chez mistriss Brett; on ne se doutait pas que George ne se souciait guère de ces favorites, et que d'elles il n'y avait rien à obtenir ou à espérer. Le flot des ambitions allait ainsi frapper sur un écueil pour s'y briser. Ce ne furent pas seulement les gens de la tourbe, mais les maîtres, qui s'y trompèrent ; Chesterfield y fut pris, ainsi que Gay le poète et Swift le misanthrope. L'un voulait un portefeuille, l'autre une pension, le troisième un évêché. Pendant que Robert Walpole allait tout seul passer chez la reine délaissée des soirées de causerie qui assuraient son crédit, les autres perdaient leur temps chez les maîtresses et rendaient leurs sollicitations inutiles. Cette *journée des dupes* dura sept années entières sans que personne s'en aperçût, si ce n'est la reine et Robert Walpole. Swift, vaincu de toutes parts, battu par le ministre et dupe de sa propre finesse, se renferma dans son doyenné, où la fureur le conduisit à l'idiotisme ; Gay écrivit l'opéra du *Mendiant* pour se venger, et Chesterfield usa de son droit de pairie pour attaquer le Hanovre, le trône et le ministère avec une virulence qui lui rapporta vingt mille livres sterling, comptés par Robert ; car Chesterfield savait l'histoire du testament mis dans la poche, et il menaçait de la dire tout haut.

Caroline dont le caractère était noble ne se fût point rapprochée intimement de l'homme dont Bolingbroke et Swift ont avili le portrait; et ce qu'il faut croire, c'est que Robert valait un peu mieux que ses rivaux mécontents ne l'ont prétendu. Bientôt cependant on joua un jeu plus serré. La reine et le ministre s'entendaient si bien, que toutes les volontés de l'une s'exécutaient par l'entremise de l'autre, les obstacles que ce dernier rencontrait s'aplanissaient sous la main de la reine. Il faut voir cette situation clairement expliquée dans les *Réminiscences* d'Horace Walpole :

« La reine entrait chez son mari, et, quand elle y apercevait sir Robert, elle faisait la révérence et se retirait humblement. Le roi la suppliait de rester; elle prenait un siége, semblait ne faire aucune attention aux affaires qui se traitaient et s'occupait de toute autre chose. Quelquefois George II lui demandait son avis : — Je n'entends rien à la politique,—s'écriait-elle. Cette modestie ravissait le soldat George, qui ne craignait rien tant que d'être mené; crainte commune à tous les faibles. Le roi insistait, et, sur certains signes convenus d'avance entre elle et mon père, elle parlait ou se taisait, s'avançait ou s'arrêtait, se tenait sur la réserve ou hasardait son opinion; tout cela était si bien concerté, que ni le roi ni les assistants, quand par hasard il y en avait, ne devinèrent jamais la scène arrangée entre la reine et le ministre. Mon père jouait avec son chapeau, prenait son épée, tirait son mouchoir, plissait son jabot; chacun des détails de cette télégraphie avait un sens précis. En général, les matières discutées par le roi et le ministre avaient été la veille même, passées en revue et coulées à fond par la reine et sir Robert; mais ce qui m'amuse infiniment, continue Horace, c'est la bonhomie des contemporains et

des historiens, qui ont été dupes comme le roi. Ils ont imaginé que la reine ne se mêlait jamais des affaires de l'État; le fait est, qu'elle menait l'Angleterre, de concert avec mon père. »

Robert Walpole, triompha sur toute la ligne, de 1727 à 1737. Bolingbroke, vaincu par l'humiliation, se retira encore en France ; la majorité n'abandonna point sir Robert; la caisse d'amortissement fut établie, toute guerre étrangère éludée, et le commerce prospéra. D'accord avec le pacifique cardinal Fleury, qui gouvernait la France, il maintint le repos de l'Europe, et cette paix, si favorable au développement industriel et maritime de l'Angleterre, fût une duperie pour la France; Robert préparait la prospérité du commerce anglais; Fleury endormait la décadence de sa monarchie.

Cet homme, qui gouvernait la reine et le roi, qui avait l'intuition du bon sens, et qui devinait les choses avec une grande sûreté d'à-propos, gouvernait aussi les Communes. Ce n'était pas toujours par des ressorts bien purs; il s'adressait d'abord à l'intérêt, ensuite à l'amour-propre.

Son fils raconte, sur ses moyens de succès et sa captation perpétuelle des hommes, une foule de traits délicieux qui rempliraient un volume. Les consciences qu'on l'accusait de sédnire venaient à lui pour être séduites ; devait-il les décourager? Cette question morale a bien sa valeur. Il proposait un jour à Bubb Doddington, qui avait déjà fait six conversions d'un parti à l'autre, *selon l'occasion et la nécessité*, d'en exécuter une septième, ne lui laissant pas ignorer qu'une place agréable récompenserait son dévoûment. — « Ah ! s'écria lord Melcombe (Bubb Doddington), fi donc ! quelle horreur ! Vous m'avez toujours aimé et distingué ; je dînai chez votre frère avant-hier ; vous m'a-

vez souri l'autre jour, je vous ai les obligations les plus grandes; il est naturel, il est juste, il est nécessaire que je vous rende le service que vous réclamez : je le ferai par reconnaissance, sans aucun intérêt. » Et il continua ainsi pendant une bonne demi-heure. Le patient Robert l'écoutait sans prononcer un mot. Il se contenta de le saluer en lui disant : « A la bonne heure! nous nous comprenons. »

Ils se comprenaient; mais on aurait tort de croire qu'il usât souvent de ces séductions grossières. Il démêlait les nécessités et les tendances des familles, détachait du prétendant tous ceux que l'ambition ou la fortune pouvait en détacher, satisfaisait les gens de cour par des places, et les gens de commerce par le calme des relations extérieures. En 1737, la reine, son alliée secrète, mourut, et ses dernières paroles furent adressées à Robert : « Je vous recommande le roi, lui dit-elle. »

---

§ V.

Chute de Robert Walpole. — Sa retraite.

George II était trop faible pour se laisser protéger longtemps, et le système pacifique de Robert, ayant augmenté les forces du pays, donnait aux citoyens le désir et le besoin d'user de ces forces pour la conquête. De 1737 à 1742, le ministre ne fit que se défendre pied à pied contre une opposition dont la masse devenait chaque jour plus redoutable. Il résista autant qu'il le put, et ne tomba qu'au dernier moment; encore fallut-il une combinaison

11*

inouïe de tous ses adversaires pour le renverser ; on peut lire chez Horace la description du combat. « Ils amenèrent, dit-il, jusqu'à leurs blessés et leurs morts. Des voix agonisantes prononcèrent le vote fatal. On comptait parmi les votants un paralytique, deux sourds et un aveugle, sans compter les membres à béquilles, assez nombreux. On voyait la flanelle de sir William Gordon passer sous sa perruque, et son emplâtre à la nuque se révéler par divers signes. Il n'y avait pas un mois que sir Robert avait nommé son fils à une belle place. » On ne parvint, toutefois, à tuer son ministère que par degrés. La majorité s'en alla décroissant, et toujours la parole énergique de Robert, qui ne parlait pas en homme disert, mais qui s'adressait aux passions et aux intérêts avec une force et une netteté insicives, suspendait le moment fatal. A la fin de 1741, il avait compté des majorités de dix et de sept voix. Sa robuste constitution s'affaissait un peu sous la continuité de l'orage. « Il ne dort plus, dit Horace en 1742; autrefois ses rideaux n'étaient pas tirés qu'il ronflait comme un bienheureux. A peine à table, c'était le convive le plus gai, le plus brillant, le moins ministre du monde ; maintenant il reste en face de son assiette, l'œil fixé et ne disant rien. » Robert avait l'habitude du pouvoir, la soif de le garder, et le pressentiment d'une chute, rendue inévitable par la durée même de son empire. Depuis longtemps ses précautions étaient prises, sa fortune achevée, et tout en donnant la stabilité à la dynastie hanovrienne, il s'était fait des amis parmi les jacobites et les tories.

Un jour, par exemple, sur la sollicitation de Shippen, chef du petit noyau jacobite de la Chambre, il consentit à sauver la vie à un homme qui avait conspiré ; « mais, ajouta-t-il, c'est à condition que vous voterez pour moi, si

jamais il est question d'un bill qui me soit personnel. » Shippen le promit et tint sa parole. Grâce à cette prudente manœuvre de vingt-cinq ans, nul ministre dans sa chute ne conserva plus d'amis personnels que cet homme, que l'histoire a traité avec tant de mépris.

Il se retira dans son domaine de Houghton, où il mena la même vie que dans sa jeunesse. Courir les champs et les bois n'était plus possible : il était vieux, et il s'ennuyait fort. L'étude et la lecture ne lui venaient point en aide ; il détestait l'une et l'autre. « Je voudrais bien, comme vous, aimer à lire, disait-il à son fils : mes heures me sembleraient moins pesantes ; mais, à mon vif regret, je n'y prends aucun plaisir. » Le grand machiniste n'avait plus sous la main les ressorts qu'il était habitué à faire mouvoir Tous les ans, pour exorciser l'ennui, il réunissait dans son domaine, à l'époque des chasses, le plus de foule possible, et faisait une dépense extraordinaire. « Trois ou quatre mille livres sterling y passaient, dit son fils. C'était un bruit à ne pas s'entendre, un désordre à ne pas se reconnaître, de vraies bacchanales. A vingt milles à la ronde, les puritains et les gens sévères quittaient la place. Quant à mon père, ses journées n'étaient plus qu'un long éclat de rire. Il n'admettait à ces orgies que de bons vivants dans toute la force du terme ; il en bannissait surtout poètes et gens de lettres, qu'il appelait les « frêlons et les guêpes littéraires. »

Il soutenait que ces gens-là n'étaient bons à rien, et rappelait la nullité administrative d'Addisson, l'étourderie notoire de Steele, les insuccès diplomatiques de Prior. Un jour il nomma Congreve commissaire de l'octroi, en ajoutant : « Vous verrez qu'il n'entend rien aux affaires. » Il offrit cependant une pension à Pope, qui la refusa, et

vingt louis à Savage, qui les renvoya. Son unique protégé de cette classe fut le triste Young, qui lui jetait d'incroyables flatteries à la tête. Cependant Walpole lisait les Satyres et les Épîtres latines d'Horace, auquel il trouvait du bon sens.

Le succès de Robert Walpole fut tout entier dans cette qualité, le bon sens. Par elle, il triompha de Bolingbroke, se moqua des puritains, et dupa les jacobites. Personne mieux que Robert ne savait quand et comment il fallait agir, ce qu'il fallait faire, où l'on devait s'arrêter. Il comprit sa mission et son œuvre, qui étaient de réglementer, de pacifier, de coordonner, de grouper les partis, de recruter des alliés et de temporiser, pour que l'établissement de Guillaume eût le temps de s'asseoir. Ce n'était pas une œuvre généreuse ni grandiose; telle quelle, il s'en chargea. Il n'eut crainte ni de l'éclat météorique de Bolingbroke, ni des menaces des calvinistes; plus tard, quand Chatham parut, il se retira; sa mission était accomplie. A l'aspect de celui qui venait contenter un besoin moral de la nation, enrichie et affermie, le besoin de gloire, il reconnut son dernier moment, se retira en murmurant, mais pour toujours, et n'engagea plus le combat.

Il est évident qu'il était parfaitement d'accord avec le centre de la nation, avec la bourgeoisie commerçante, l'aristocratie whig et le peuple industriel. Contre lui s'élevaient les passions extrêmes, l'intérêt et la générosité jacobites, l'utopie et l'idéal de la république calviniste, les deux points opposés et violents du monde anglais. Les indifférents, les flottants, les corrompus, comme il y en a tant lorsque les troubles des révolutions laissent leur écume sur le rivage, demandaient à être achetés ou ralliés; Robert leur donna ce plaisir. Le commerce voulait du calme; le

flot des cinquante dernières années grondait encore d'une sourde colère, bien qu'il allât en s'affaissant. La moindre violence pouvait réveiller ce qui s'assoupissait, le moindre éclat déchirer de tristes voiles et révéler des plaies récentes. Robert fut le garde-malade vigilant de cette société meurtrie, saignante, flétrie et vigoureuse.

Loin de donner Robert pour un génie noble et pur, je le regarde comme un homme de son temps, c'est-à-dire comme un personnage mêlé, très-impur et singulièrement caractéristique, d'une sagacité et d'une fermeté extrêmes. Les apologies même de son fils Horace le montrent sous cet aspect; on le retrouve tel dans les papiers de lord Marlborough, qui viennent d'être publiés; dans sa vie écrite par Coxe, et dans les fragments de sa correspondance avec Hill. Homme d'affaires, il est infatigable comme un avoué qui veut gagner sa cause. Il capte les juges, chicane sur les détails, prend mille précautions, s'entoure de ruses et en vient toujours à ses fins, je n'ose pas dire à son honneur. En fait de whiggisme, d'audace et de tactique parlementaire, son maître était ce Churchill, premier lord Marlborough, dont nous Français avons fait un nom comique, pour effacer sans doute la trace de ses victoires.

Ces trois hommes, Walpole, Chatham et Pitt, ont fait plus de mal à la France que vingt contagions et dix tremblements de terre; ils ont cherché de toute leur puissance la grandeur de leur pays, qui doit leur pardonner. Voici quelle a été la route suivie par quatre ouvriers politiques de l'agrandissement anglais pendant le XVIIIe siècle : Marlborough se chargea de la victoire armée sur l'étranger; Walpole, de l'apaisement des partis intérieurs; Chatham, des satisfactions à donner à l'orgueil national;

— et le second Pitt, réunissant tous ces éléments pour lutter contre l'Europe, a repoussé la révolution.

Le second de ces ouvriers, Robert Walpole, a dû être sacrifié; il avait pris dans le travail une part assez peu noble, mais utile à la grandeur qu'il servait. Hanovrien, whig et protestant, il défendait cette famille allemande qui n'avait pas les qualités douces et mâles de la patrie, et qui, aux ridicules et aux prétentions du vice civilisé, joignait quelques traces de barbarie. Rien ne m'a semblé plus curieux que de suivre les détails de la vie de Robert; dans les œuvres et lettres que son fils Horace laissa tomber de sa plume de gentilhomme.

Le portrait de Robert Walpole se trouve à Cambridge. A voir cette figure de bonhomme madré, ce petit nez peu héroïque, cet œil fin et brillant, ces plis qui se prolongent à la commissure des paupières, ce double menton de gastronome, ces lèvres riantes et qui se relèvent des coins, ce caractère de tête sans élévation, cette tenue sans prétention comme sans timidité, l'on reconnaît le rustique et spirituel fils du seigneur-fermier de Houghton, celui que l'on appela le *maquignon des consciences*, et qui trouva de grandes facilités à ce commerce, puisqu'il a tenu l'Angleterre dans ses mains pendant un quart de siècle. George Ier, George II, ne sont que des draperies; le vrai pouvoir, c'est Walpole.

Sa prépondérance a été expliquée par l'habileté de sa corruption; mais ne corrompt pas qui veut : les exigences s'accroissent à mesure des prodigalités d'un ministre. Comment satisfaire tout le monde? Les trésors de Golconde n'y suffiraient pas? L'espèce humaine n'est pas si facile à séduire.

Walpole a réussi, comme tous les hommes politiques qui ont réussi, à force d'énergie, de finesse et d'analogie avec son siècle. C'est ce que prouvent les écrits significatifs d'Horace Walpole, lettres, mémoires, qui n'ont paru qu'après sa mort, à de si longues distances; et l'on voit comment s'explique cette résolution étrangement posthume. En excusant Robert Walpole, il accusait ses contemporains; les familles de ces derniers ne l'auraient pas souffert; la fameuse boîte conserva son dépôt intact pendant soixante années. Horace Walpole a donc masqué ses batteries. Au lieu de défendre Robert, il a exposé l'histoire contemporaine avant, pendant et après le ministère paternel, et il l'a exposée avec détail, dans la plus minutieuse et la plus stricte peinture. Alors même qu'il n'a pas l'air de vouloir toucher le but, il y vise. Le nom de Robert était devenu le type de l'infamie politique, le bouc émissaire, la risée odieuse; mais quels étaient en réalité ceux qui pensaient et parlaient ainsi? Horace nous renseigne à cet égard, et nous prouve que ces braves gens ne valaient pas mieux ou valaient moins que son père.

Pour nous, qui sommes tout-à-fait des amis d'Horace, et qui estimons assez peu Robert, nous comprenons la valeur de ce dernier; — non que la corruption et le vice politique nous plaisent le moins du monde, mais parce que, de tous les domaines, celui qui s'accommode le plus mal de l'absolu et de l'idéal, c'est la politique. M. de Robespierre nourrissait d'excellentes idées sur la vertu, qui n'ont fait aucun bien à notre pays, et le cardinal de Richelieu, qui avait ses peccadilles sanglantes ou perfides, ainsi que le bon Henri IV, dont les péchés étaient plus véniels, ont contribué à la splendeur nationale. La politique, c'est le succès;

quand il s'accommode de la vertu, à la bonne heure; souvent il s'en passe.

Nous sommes parvenus au moment de la chute de Robert. Robert tombe après avoir épuisé toute la somme de pouvoir qu'un ministre peut porter. Entre 1715 et 1742, le jacobitisme avait été battu et reculait découragé; les institutions philanthropiques et économiques avaient prospéré, le parti whig, que Walpole avait fait monter au pouvoir; s'était constitué définitivement. La Grande-Bretagne se trouvait placée à la tête de la ligue septentrionale, dont le mouvement suivait sa loi. Assurément on ne peut attribuer à Robert Walpole toute cette impulsion qui venait de loin (*) et que Guillaume III avait activée; l'honneur de l'avoir soutenue, protégée et affermi lui appartient.

---

§ VI.

Suite des Mémoires de Walpole. — Ministère de Chatham. — George III.

A peine Robert Walpole s'est-il retiré dans son domaine pour y mourir, sous le titre de comte d'Orford, les espérances du torisme se relèvent, Bolingbroke revient intriguer à Londres, les jacobites reprennent des forces, et le jeune prétendant prépare son invasion. De 1717 à 1720, c'est-à-dire pendant la demi-retraite de Robert on avait vu

(*) V. plus haut la vie du comte de Shaftsbu , p. 1.

des exécutions sanglantes frapper les tentatives jacobites; de 1742 à 1750, après la retraite définitive du ministre, les mêmes tentatives appelèrent les mêmes vengeances.

Ce ne fut qu'en 1756 que le premier Pitt (lord Chatham) parut sur la scène, non plus seulement comme l'adversaire violent de Robert et de ses successeurs; mais comme principal ministre. Rien de plus amusant et de plus singulier que le portrait de cet homme d'État tracé par le fils de son ennemi. Horace non-seulement ne lui rend pas justice, mais le dépouille de tout mérite, même d'éloquence, et rabaisse autant qu'il le peut, en face de Robert, homme de la paix et des finances rétablies, Chatham l'homme de la guerre et de la gloire. Les circonstances avaient changé. Arrivé au pouvoir après Walpole, Chatham, homme d'État supérieur, mais bien plus rusé qu'on ne l'a dit, exploita l'orgueil britannique, que Walpole avait blessé, tout en servant l'intérêt national. Aux yeux d'Horace, le grand Chatham n'est qu'un acteur habile : « Maître dans tous les arts de la dissimulation, esclave de ses passions, et simulant même l'extravagance pour réussir. » Que Chatham ait joué la comédie, comme Napoléon, ou Louis XIV, comme Richelieu ou Franklin, je n'en doute pas; monarchiques et républicaines, les masses n'adoptent que ceux qui les dupent; mais croire aux imputations de Walpole contre Chatham, nous nous en garderions bien : il avait trop d'intérêt à la calomnie.

George III qui monta sur le trône en 1760, fut frappé, dès l'année 1765, d'une première atteinte de fièvre cérébrale, soigneusement dissimulée, et qui, après avoir reparu à diverses époques, devint en 1788 une aliénation constatée, et en 1810 éteignit complètement sa raison. C'était un roi honnête et borné, frugal et simple, à qui la situation par-

ticulière de sa santé laissa peu de liberté d'action. Aussi les intrigues ministérielles et les mouvements secrets des Communes redoublèrent-ils d'activité sous cette royauté nominale. Horace n'a pas perdu la trace d'une seule de ces agitations. Ses Mémoires et ses lettres contiennent, sous une forme épigrammatique et plus minutieuse encore que pour les règnes de George Ier et de George II, l'explication définitive de celui de George III.

Le dernier de ces trois monarques, sans élégance et sans grandeur, intéresse peu l'esprit ; il y a de la probité dans son entêtement, de l'économie dans sa taquinerie, de la fermeté dans ses vues étroites. Ce règne renferme toutefois les conquêtes de Clive, les provinces canadiennes arrachées à la France, l'Amérique septentrionale détachée de l'Angleterre, les fougues du terrible Junius et les ébats du Thersite Wilkes ; — sans compter les essais de la machine à vapeur et du *mulljenny*, essais plus notables encore. Horace Walpole nous fait assister à tout cela ; il met en relief les petits détails des personnages ; quelque peu importants qu'ils aient été, vous les retrouvez vivants, comme chez Saint-Simon ; l'histoire politique, féconde en caractères et en intrigues d'ordre secondaire, reparaît chez lui avec toute sa variété microscopique.

L'histoire des assemblées délibérantes est pleine de noms qui ont fait leur petit bruit et qui ne sont plus rien. La nature même, la valeur, l'intensité de ce bruit ont disparu ; c'est un bruit expiré, voilà tout. Le charme attaché aux écrits posthumes d'Horace Walpole, c'est de réveiller brillamment ces noms et d'en faire des hommes. Le colonel Barré, Shelburne, Bubb Doddington, les héros de Junius, les auditeurs de Burke reparaissent. Celui-ci était médiocre, mais il connaissait les précédents de la chambre ; celui-là

était vénal, mais il avait la voix forte et imposait silence aux ouragans des Communes; ce troisième passait pour ridicule, mais le ridicule l'avait bronzé, et il allait toujours devant lui, le front haut. A la bonne heure! les choses s'expliquent, les caractères se découpent; nous voyons comment se fait l'histoire, de quels éléments la vie représentative se compose et se complique. Sans ces curieux documents, nous ne saurions guère ce que c'était alors qu'une séance de la Chambre des Communes : Horace nous l'apprend. Détachons seulement une scène tumultueuse de l'an 1763. On venait de déclarer le démagogue Wilkes indigne de siéger à la chambre, comme flétri pour avoir publié un livre obscène. Voici la séance du lendemain.

« Le 24 novembre 1763, Wilkes fit remettre à la Chambre une protestation écrite contre les mesures prises à son égard, et promit sur l'honneur de venir occuper sa place. Grenville demanda l'ordre du jour. Rigby dit que Wilkes ne s'en serait pas avisé, s'il avait su ce qui s'était passé la veille à la Chambre. Hussey, avoué de la reine, homme sans tache, sans ambition, sans avidité, aimable dans la vie privée et d'une éloquence pathétique, prit la parole en faveur des priviléges de la Chambre. York, avocat habile et subtil, se trouvant fort embarrassé, entre le mécontentement que lui inspirait la cour et le besoin de la servir, se rejeta sur les distinctions légales et sur les chicanes de procédures, qui lui valurent des applaudissements unanimes. Pitt déclama deux autres heures sur l'audace des serviteurs de la couronne et le mépris qu'ils faisaient du Parlement; à force de déclamer, il s'échauffa tant qu'il se trouva mal. Le plus ancien membre de la Chambre, sir John Rushout, avait été jadis poursuivi et accusé de parjure en matière électorale par ses ennemis politiques, qui voulaient se défaire de

lui. C'était un gentilhomme campagnard fort colère, qui avait été acquitté et qui méritait de l'être. Son ancien ennemi Norton eut la mauvaise pensée de rappeler cette vieille affaire, et sir John en prit occasion de raconter toute l'histoire, qui faisait peu d'honneur à l'avoué Norton. Il finit par ces mots : « j'en appelle, pour la vérité des faits, à cet *honnête gentilhomme,* et je lui demande pardon si je ne l'appelle pas par son nom. » Il se fit une grande huée qui força l'avoué de se rasseoir en rougissant.

« Ce n'était encore que l'intermède, et tout ce tapage était décent et calme auprès de ce qui suivit. Rigby se mit à attaquer furieusement le frère de James Grenville, Temple, qu'il accusa, de se montrer au balcon des tavernes, démagogue de la pairie, afin d'exciter le peuple, faisant de son cordon bleu un signe de ralliement pour l'émeute. Alors Grenville se leva et défendit son frère dans le même style, vomissant un torrent d'invectives avec des gestes furieux et une facilité de langage qui surprenait tout le monde ; car on savait que, dans les cas ordinaires, cet instigateur de Wilkes pouvait à peine prononcer deux paroles de suite. Il rappela à Rigby sa rapacité et son ignorance, s'etonnant qu'on eût pu confier à un homme aussi profondément ignare la maîtrise des rôles d'Irlande, et rappelant sa fuite honteuse, lorsque la populace irlandaise le poursuivait comme déprédateur. La scène était curieuse. Le banc sur lequel était assis Grenville dominait celui de Rigby, et les gestes menaçants de l'orateur paraissaient écraser son adversaire ; Rigby baissait les épaules et la tête pour échapper aux demonstrations d'une éloquence effrénée. Le président s'interposa le plus tard qu'il put, et Rigby, se levant, répondit avec beaucoup de sang-froid

« que la maîtrise des rôles étant une sinécure, un ignorant tel que lui pouvait très-bien remplir cet office. »

C'est surtout le ridicule qui n'échappe jamais à Horace Walpole. Il peint de délicieuses couleurs l'homme aux variations constitutionnelles, Bubb Doddington ou lord Melcombe, singulier personnage, fils naturel, mais trop naturel, du gouvernement constitutionnel et représentatif. Sa singularité consiste à n'avoir pas plus aperçu les vices de son temps que Brantôme ne voyait les vices du sien, d'avoir été parfaitement bas avec orgueil, vénal en sûreté de conscience, et d'avoir inscrit jour par jour ses turpitudes comme des trophées. On croit voir, en lisant Horace, ce gros homme tout joufflu aux trois mentons superposés, aux quarante habits, roses, rouges, violets, pistache et vert-pomme, vendant des places, achetant des votes, retenant sa commission sur chaque marché, se pavanant et se prélassant dans son trafic et dans son velours, écrivant tous les soirs le résultat de son commerce électoral et le transmettant à la postérité, *ne varietur.* C'était lui qui employait ses vieux habits de brocard à faire des tapis de pied, « si bien, dit Horace, que je reconnus à leur forme et à leurs boutons les poches de six habits de cour au bas de son lit de parade, qui était de damas jaune, surmonté de plumes d'autruche, teintes en vert. » C'était encore lui qui avait fait bâtir au premier étage une galerie à colonnes si lourdes, que la galerie descendit un jour au rez-de-chaussée.

Il y a foule de ces personnages dans les livres d'Horace, entre autres le colonel Barré, l'enfant perdu de la Chambre basse, celui qui se chargeait des exécutions périlleuses et des propositions extravagantes, sans compter Townshend et Saville, et tous les célèbres du temps. Combien rapidement

se fanent et tombent les renommées politiques ! Marquis de Rockingham, ducs de Newcastle, lords Butes, lords Shelburne, et tant d'autres, qui de leur temps envahissaient la renommée, on les retrouve chez Horace Walpole sous forme de momies, enveloppés de leurs vieilles intrigues comme de bandelettes fanées, qui exhalent, à mesure qu'on les déronle, une saveur de tombeau.

Quelques maîtres-esprits, comme Chatham et Burke, lèvent leurs fronts vivants au milieu de ces ombres. C'est qu'ils ont pensé à l'avenir, et malgré leurs fautes (quel homme d'État n'en commet pas ?), ils ont eu le caractère du génie et le génie du caractère.

Horace Walpole est injuste pour ces deux hommes ; comme ils éclipsent son idole Robert, et que l'nn par la volonté, la suite et la fierté, l'autre par le développement éloquent de ses théories philosophiques, s'élèvent à des hauteurs que Robert n'atteindra jamais dans l'histoire, Horace fait de son mieux pour les amoindrir. « Un nouvel orateur apparut, dit-il ; c'était Burke (*), Irlandais, d'nne famille catholique, et marié à une personne de cette communion. Quelques ouvrages, entre autres un *Essai sur le Sublime et le Beau*, l'avaient fait connaître ; son peu de fortnne l'avait déprimé, et son revenu le plus clair lui venait des libraires. Lord Rockingham, devenu premier ministre, fit de Burke son secrétaire, et bientôt l'adversaire de Rockingham, Charles Grenville, l'orateur aux discours sans fin, se trouva harcelé de la manière la plus vive, soumis à la plus ingénieuse critique, et réfuté de main de maître. Burke écrivait avec la même facilité que Grenville parlait ; de son imagination tombaient à torrens, métaphores, allusions, images, idées brillamment exprimées et cepen-

(*) V. plus bas la vie politique de Burke, p. 214.

dant correctes. Cette imagination cueillait partout des fleurs; elle en eût emprunté dans l'occasion aux métamorphoses d'Ovide. Il avait de l'esprit, apprêté, mais toujours prêt; du jugement, moins souvent; comme il voulait briller sans cesse et cherchait peu la concision, il paraissait n'avoir d'autre but que d'être applaudi. Son instruction était immense; l'amour-propre en tenait la clé. Quelle que pût être son ambition réelle, il semblait moins s'embarrasser du résultat des votes que chercher la gloire d'avoir bien dit. Cette sorte d'éloquence le contentait et faisait plaisir à son parti; la Chambre finit par se fatiguer de cette série de dissertations. Burke était entré tard dans la vie publique, et il avait trop d'estime de lui-même pour s'amuser à étudier des hommes dont la capacité lui semblait inférieure à la sienne : aussi joua-t-il un rôle peu important dans la politique réelle; c'est ce qui arrive en général à ceux qui ont exercé longtemps une profession ou vécu de la vie du cabinet. Ils croient pouvoir juger des hommes par les livres et les mener aisément. D'ailleurs un parvenu doit être plus modeste qu'avant sa grandeur; on tolère moins aisément l'insolence d'un inférieur qui s'est élevé que celle de l'homme qui a gardé sa position première. »

Cela est injuste et inacceptable et sent son gentilhomme dégoûté. Un plus aimable portrait est celui du résurrecteur de la vie chevaleresque en 1783. Vers la fin du XVIIIe siècle, on vit un jeune lord détruire son château, le reconstruire, lui donner des créneaux, des tourelles, des machicoulis, fortifier ses tours à la façon du XIIe siècle, et armer sa valetaille exactement comme les archers du roi Jean étaient armés. Il ne se contenta pas de cet essai bizarre. Il formula le plan d'une association féodale, qu'il fit imprimer et distribuer parmi ses pairs. L'Angleterre, selon lui, marchait à

la ruine en s'éloignant du régime chevaleresque et sa grandeur politique dépendait d'un retour intégral vers les institutions du moyen-âge. Il se nommait le duc d'Egmont, et le ministre était sur le point de lui accorder la permission de fonder un petit royaume féodal au centre du l'île Saint-Jean, quand le général Conway entra dans la salle du conseil, prit sur la table le plan que l'enthousiaste avait soumis à l'inattention du ministre, et fit ressortir le ridicule du projet.

Horace Walpole avait une des meilleures originalités de style, l'originalité simple. Il n'essayait point de jeter sur le mot la couleur qui manquait à son esprit; sa phrase jaillissait nue et fine, souple et aiguë, comme son idée. Que de théories n'a-t-on pas faites sur le style! Il n'y en a qu'une bonne, avoir le style de sa pensée, celui qui répond à l'intimité de l'être qui écrit. Les lettres de Walpole, vives, prestes, rédigeés sous l'impression du moment, sont la plus délicieuse lecture du monde. Ses Mémoires historiques n'ont pas moins de valeur, malgré la simplicité ou plutôt à cause de la simplicité et de la facilité du ton. C'est une plume qui ne brille que par le tranchant, comme une bonne lame, et qui dissèque merveilleusement l'époque entière. Vous avez toutes les minuties d'une société, non pas comme chez Dangeau et Pepys, sans discernement et sans choix, mais en pleine connaissance de cause, avec un jugement et un tact très-délicat, avec une sévérité qui n'est que l'exercice d'une sagacité naïve.

On ne peut confondre sa plume avec celle d'aucun autre. Ces tristes et monotones styles des écrivains pédantesques passent devant nous comme des ombres, qui toutes ont la même couleur, car elles n'en ont pas. Du temps d'Horace Walpole, cette analogie du moule, cette formule

universelle, ce convenu de l'expression, existaient déjà, et il a su se soustraire à une influence très-puissante dans les pays populaires; là on a peur d'offenser les autres en se montrant original; le dernier degré du lieu-commun règne aux États-Unis, et il me paraît que l'Europe du XIXe siècle se rapproche de ce grand modèle. Presque tout le monde en Amérique écrit de même encre, comme si toutes les âmes et tous les esprits étaient au même niveau, comme si la partie officielle du *Moniteur* était le beau type du style. Horace Walpole, n'imite pas la phrase étirée de Mallet, Hawkesworth, Thomson et même Chesterfield. Il n'est pas fleuri à outrance, comme Burke; il ne danse pas la sarabande des idées, comme Sterne. Son style est clair, rapide, et limpide.

J'ai assez nettement indiqué les mérites et les lacunes de ces Mémoires; les vues d'ensemble ne s'y trouvent pas, et la moralité n'en est pas assez élevée ni assez sévère; le souvenir de Robert Walpole inspire à son fils un dénigrement universel dont il faut repousser l'influence. Horace se révolte contre les infamies et les puérilités du temps où il vit, sans se rendre un compte assez juste de ce que le mouvement général a de grandiose. Il ne se souvient pas qu'il y a plusieurs manières d'envisager et de diriger la politique : ou transformer les hommes et les conduire vers un idéal de vertu, ce que le législateur de Sparte et la plupart des directeurs de monastères ont essayé; — ou les accepter tels que Dieu les a faits; et de cet amas de vices, de crimes, de fautes, de folies, forcer la grandeur d'un peuple de jaillir. Après l'échafaud de Charles I[er] et les bassesses de Charles II, il s'était accumulé dans la nation anglaise un résidu énorme de cruautés et de perfidies; le dégoût avait suivi l'orgie; comme le principe énergique sub-

sistait, la nation marchait à la grandeur à travers ses propres vices.

Telle est l'histoire bizarre des Parlements anglais; — si tumultueux, si inquiets, si misérablement lâches, entre 1682 et 1790, sous Guillaume III; si corrompus sous la reine Anne et les George. Horace Walpole les a trop méprisés; il était naturel qu'un esprit délicat eût peu de goût pour ces petitesses et ces turpitudes : on n'aime guère à plonger des mains blanches dans l'huile dont les machines sont enduites, dans la suie et la poussière de l'atelier; ainsi cependant vont les choses humaines. Les délicats et les exquis devraient vivre à l'ombre de leurs draperies et sous le feuillage harmonieux de leurs bocages; Horace était un délicat et un exquis.

De fort bonne heure, Horace avait été plongé dans cette vie qu'il avait trouvée indigne de sa grâce et de son élégance raffinée. Il portait le nom de Robert Walpole, un des grands meneurs de cette époque. Tout retentissait de l'infamie de Robert, et Horace, son fils, s'étonna de reconnaître que ceux qui médisaient du ministre ne valaient pas mieux que lui; alors il se mit à faire ses Mémoires, l'histoire secrète de son temps.

Il faudrait bien se garder, en le lisant, de saisir au vol quelques rapprochements factices, et d'instituer, comme on l'a voulu trop souvent, une comparaison soutenue et constante avec la France moderne; les éléments de notre société et ceux de la société anglaise sont différents, ou plutôt contraires; quiconque voudra placer l'une en regard de l'autre se trompera profondément. Nous n'avons pas de tories et nous n'avons pas de whigs; nous ne sommes pas divisés en deux grands partis du pouvoir et

de la liberté. L'aristocratie ne s'est point répartie à peu près également entre ces deux zones, dont l'une penche vers l'autorité, l'autre vers l'indépendance. Nos nuances sont bien autrement dangereuses, quoique plus fines et plus délicates : La France de 1840, l'avenir et le passé, voilà nos partis : le passé qui se maintient, l'avenir qui se fait jour, et le présent qui oscille entre les deux, c'est-à-dire que nous n'avons point de partis, à proprement parler.

C'était bien autre chose sous Guillaume, la reine Anne et les trois George. Il y avait alors un torysme et un whiggisme, tous deux fort prononcés. Bolingbroke réclamait la centralisation énergique du pouvoir ; Harley tendait vers le même but, un peu moins vivement que lui. Godolphin, au contraire, et Marlborourgh voulaient beaucoup moins d'autorité pour le trône et un accès facile donné aux puritains, aux calvinistes ambitieux et aux gens de talents. Les tories, en définitive, n'étaient pas trop hostiles aux Stuarts ; les whigs ne juraient que par Guillaume et le nouvel établissement. Les premiers étaient assez indifférents en matière de dogme et auraient volontiers fait un peu de place aux catholiques ; les autres se renfermaient dans le protestantisme populaire et avaient ainsi prise sur les masses. On voit d'un coup-d'œil pourquoi le parti whig a été sans cesse en grandissant et le parti tory en diminuant. Le premier portait en lui un fonds national qui le faisait fructifier et fleurir.

Les Mémoires de Walpole, malgré leur partialité, resteront le document le plus précieux pour l'histoire de cette époque. Bien des pages sont minutieuses ou insignifiantes ; mais après avoir secoué la petite poussière brillante des

anecdotes, on voit surgir de féconds résultats. On reconnaît par exemple que le sentiment national, de 1700 à 1780, en Angleterre, c'est la ligue du Nord, à la tête de laquelle se met la Grande-Bretagne, qui sacrifie tout à cela. Pourvu que l'on se venge de Louis XIV et du Midi, on est content; cette vengeance s'achète par tous les vices et toutes les folies. George Ier est couvert de mépris; George II, quoique brave, se montre ridicule. George III, meilleur que les deux autres, ne se détache par aucune supériorité brillante. Ces princes n'ont pas même le mérite d'être Anglais; leur Parlement et leur peuple ne tiennent en rien à eux. On exècre le premier, on rit du second, le troisième est toléré. Cependant les affaires marchent, tout prospère, tandis que Louis XV avec tant d'esprit, Louis XVI avec tant de vertus, aboutissent à la révolution française.

Feuilletez avec soin les dépêches de Marlborough, général de Guillaume et les Mémoires secrets de Walpole, vous verrez que la famille des George et les débats parlementaires sont bien peu de chose dans tout cela. Il s'agit du mouvement total de l'Europe, du Nord qui s'élève et du Midi qui s'abaisse. Les rois de la dynastie hanovrienne ont beau faire des fautes, des sottises, même des crimes, ils sont protestants et septentrionaux; ils servent de couronnement et d'ornement visible à la machine constitutionnelle, et cela suffit; ils dépendent de l'Angleterre, qui d'un seul coup d'épaule peut les renvoyer à leur électorat. Plus la France les méprise et les dédaigne, plus l'Angleterre les garde avec soin. Elle voit sa sûreté dans cette situation; tout ce qu'elle craint, c'est un rapprochement de la France et du trône anglais. Cette ascension septentrionale était si réelle, si profonde, si vive que la France révolutionnaire et républicaine n'a pas pu se réconcilier avec l'Angleterre cons-

titutionnelle; celle-ci a vu dans la république nouveau-née, non une amie, mais une ennemie devenue plus redoutable. C'est le secret de toute la situation et de la guerre qui a divisé l'Europe pendant vingt-cinq ans.

Telles sont les grandes masses qu'Horace Walpole n'a pas indiquées, qui résultent de l'histoire secrète et microscopique dont il a donné les détails trop épigrammatiques de temps à autre, mais si piquants. « La postérité que j'amuserai, dit Horace dans une de ses lettres à Horace Mann, me condamnera tout en satisfaisant sa curiosité. » Pas du tout; c'est peut-être la meilleure œuvre de sa vie. On lui sait gré d'avoir laissé des révélations neuves sur une partie mal connue des annales britanniques, sur les règnes de ces souverains nuls qui ont présidé à de magnifiques destinées, George Ier, George II et George III.

Ne proscrivez pas l'histoire secrète, ne flétrissez pas cet honnête sentiment qui met en verve la plume de Saint-Simon et le stylet de Tacite. Pendant une nuit d'été, quand Néron tuait sa mère, Tacite écrivait. Plus tard, Bysance admirait sur le théâtre public l'actrice nue qui devait être son impératrice, et qui gagna le trône à la révélation de ses dons naturels; tout le monde se taisait, même les évêques, et Procope, tapi sous ses rideaux, écrivait. Dans un temps et un pays plus calmes et plus aimables, une maison de campagne ignorée cachait Saint-Simon, lorsque, pendant les dernières années de Louis XIV et sous la régence, il livrait à l'avenir le monarque et ses ministres, la ville et la cour, et traçait mille portraits burinés avec du feu. Accuser de tels peintres, c'est vouloir que la violence et la ruse, si aisément maîtresses du présent, étendent leur pouvoir sur l'avenir. Bénissez donc cette

intervention de la sagacité honnête, afin que Chamillard ne passe pas définitivement pour un bon ministre, et Tartuffe pour un honnête homme (*).

(*) Revue des *Deux-Mondes*, Mai 1845.

EDMOND BURKE.

DOCUMENTS BIBLIOGRAPHIQUES SUR EDMOND BURKE

ET SON ÉPOQUE.

Consulter : — Burke's complete Works, 8 vol.

Prior's life of Burke.

Letters of S. Romilly.

Glover's Memoirs.

— Annual Register, an 1780 — 95.

N. B. — Je dois expliquer la juxta-position des deux études suivantes relatives au même personnage. Le caractère et le talent d'Edmond Burke ont été pour ma jeunesse l'objet d'une admiration vive et d'un grand enthousiasme. *L'Essai sur le Sublime et le Beau*, ouvrage d'une métaphysique médiocre et peu profonde, m'apprit l'anglais dans la solitude champêtre où ma vie s'écoula entre ma douzième et quatorzième année; je fis de son style et de son éloquence pendant mon séjour en Angleterre, une étude spéciale. En 1838, à Londres, mon attention s'étant de nouveau portée sur les œuvres politiques d'Edmond Burke, je consacrai à l'étude de cette vie pure et de ce talent élevé un travail que je place ici, p. 213, tel que je l'ai composé, bien que certains jugements me semblent aujourd'hui mériter révision.

En 1846, les *Lettres particulières* de Burke, publiées par les derniers membres de sa famille, m'ont donné occasion de revenir sur cette étude, d'opérer la révision nécessaire, de rectifier certains jugements, et de mieux expliquer la position anormale de Burke dans son siècle et dans son pays; c'est la seconde de ces deux études.

EDMOND BURKE.

(1750 — 1780.)

§ Ier.

Vrai caractère d'Edmond Burke. — Son origine. — Race Irlandaise. — Sa jeunesse. — Situation du pays.

Le génie de Burke n'est pas celui de l'homme d'État, mais le type de l'éloquence politique. Ami tour-à-tour des Fox, des Pitt, des Windham, des Sheridan, il est l'un d'eux, et cependant il s'isole. Cette belle société britannique du XVIIIe siècle le voit passer au milieu de ses luttes acharnées, fier, doux et étrange; à peu près comme Montesquieu traversa l'école philosophique de la France.

Voltaire, d'Alembert, Diderot, tous les chefs et les meneurs de la destruction moderne, ont nié Montesquieu. Fox et ses amis disaient : « Allons dîner! Burke va parler! » — Et tous les bancs de la Chambre se dégarnissaient comme par miracle. A qui donc s'adressait Burke? A l'Europe et à l'avenir. Aujourd'hui nous relisons avec

étonnement les quarante volumes d'éloquence tombée des lèvres fécondes de Fox et du second Pitt : nous y cherchons vainement la trace et l'étincelle de cette flamme qui embrasa le Parlement. Nous n'y trouvons que redites, lieux-communs, déclamations, matière inerte et morte, qui jadis fut le tonnerre. Près de ces foudres éteintes, voici Burke : la méditation et l'imagination, l'histoire et la prophétie, le drame et la législation. Il est le maître, aujourd'hui qu'il est mort. C'est encore dans ses discours qu'il faut voir l'Amérique se soulever, l'Angleterre escamoter l'Inde, la révolution française éclater, Pitt et Bonaparte s'éteindre dans leur mortelle lutte. L'étendue de son coup-d'œil, la pénétration de sa prudence, l'élévation de sa sagesse, la profondeur de sa science et la force de sa probité vivifient même les querelles de parti, auxquelles il se mêle. L'avenir est sous sa loi. Le présent lui échappait.

En effet, lié avec Reynolds, Johnson, Goldsmith, Fox, Pitt, Sheridan, estimé, considéré, recevant les lettres de félicitation de tous les rois et de tous les princes, il ne peut atteindre le ministère ; il n'a pas d'influence ; il garde sa réputation, ce qui est un grand honneur pour l'Angleterre ; mais il manque de pouvoir. A force de généraliser les principes, le chercher le vrai, d'aimer le juste, il embarrasse souvent le parti qu'il sert. Vous le voyez ; un talent lui manque ; ce n'est pas là le véritable homme politique. Il ne marche pas au succès, comme Satan traversant l'espace ; renversant tout, brisant tout, se faisant route à travers le mensonge et la ruse, *through bog and fen*, par force et par artifice. Il n'a pas cette éloquence de l'improvisation, qui triomphe au milieu de l'âpreté frauduleuse des intérêts ennemis, qui s'arme d'à-propos, qui déjoue l'intrigue, qui absorbe l'attention, qui profite de tout, qui

tonne, murmure, s'apaise, s'assouplit, s'assoupit, et se fait place, de gré ou de force, dans la brutalité même des passions émues. Grand pouvoir ! Ce fut celui de Mirabeau, celui de Fox. Souveraine née des assemblées politiques, cette parole vivante et foudroyante va chercher dans leurs repaires l'émotion d'aujourd'hui et l'intérêt du lendemain. Ces gens frappent en maîtres sur le clavier des passions humaines : basses, espérances, regrets, désirs, calculs, ignominies, vertus ; hélas ! plus de petitesses que de grandeurs ! Ils ont sous leur main toutes ces âmes ambitieuses, hardies, indécises, vénales, mobiles, ignorantes, captieuses ; et ils en font ce qu'ils veulent. Sheridan est le poète comique du genre ; Wilkes, tribun populaire, se jette en dehors de la loi et ne remue que la fange ; Fox met en œuvre les passions nobles, l'apparence ou la réalité du patriotisme : il soulève la tempête populaire ; William Pitt se charge de l'apaiser. La valeur historique de Burke est plus grande peut-être ; sa supériorité d'écrivain incontestable. Il plane, il juge, il résume, il approfondit. Dans l'escrime parlementaire, l'ardeur d'une attaque sans scrupule, l'audace des déguisements, l'adresse des évolutions, le coup mortel, la botte secrète, la perfidie calculée, le triomphe de l'à-propos, la flatterie des vanités qui se rallient, l'art d'effrayer l'ennemi par la clameur et la violence, appartiennent à d'autres.

Esquissons l'histoire de ce grand philosophe du Parlement anglais. Né à Dublin en 1730, élevé chez un quaker, il vint à Londres, vers 1753, pauvre candidat d'une fortune inconnue et d'une gloire espérée. Il fallait vivre. Cette aristocratie anglaise, objet de tant de calomnies, savait faire place à tous les talents : témoins Crabbe et Walter Scott, Sheridan et Swift, Addison et Burke, Canning et

Southcy. Le principe de la supériorité intellectuelle, — blessant pour les jalousies de la démocratie, — s'allie naturellement aux idées de la hiérarchie et de la discipline. Burke, étudiant en droit, adressa des articles aux revues, et fut assez mal payé. Un jour qu'il s'asseyait, triste, sur un banc du parc Saint-James, et qu'il s'abandonnait à ce découragement dont les plus fortes âmes subissent l'atteinte; un quaker vint à lui, se plaça près de lui, regarda ce jeune homme vêtu simplement, se mit à causer avec Burke, se prit d'une amitié profonde pour l'inconnu, le questionna sur son nom, sa famille, son avenir; l'emmena chez lui, le logea, l'encouragea, seconda ses efforts, aida ses travaux, lui donna ses amis, le maria enfin à une jeune catholique, fille du docteur Nugent, et le jeta dans ce monde supérieur pour lequel semblait né Burke, homme de mœurs douces et d'un esprit aimable.

Il appartenait à cette race irlandaise, dont la nuance se fait toujours reconnaître dans le cours de la civilisation britannique; race ardente, spirituelle, brillante, hardie, d'une imagination orientale et d'une audace aventureuse. C'est un groupe assez glorieux et resplendissant que celui de Sterne, Swift, Sheridan, Burke, Thomas Moore, Curran, Grattan, O'Connell. Les historiens n'ont pas assez remarqué la permanence de ce caractère national, veine d'or bizarre qui sillonne toutes les annales de la société anglaise. L'Irlandais n'agit pas, n'écrit pas, ne parle pas comme l'Écossais et le Saxon : il se détache et se distingue par la témérité du fait et de l'expression, par la poésie des images, la vivacité du sentiment et la facilité de l'émotion. Il aime le caprice et l'inattendu. Son ironie a plus d'éclat; son éloquence plus de rapidité; son intrigue plus de hardiesse, et sa philosophie même

plus d'étourderie. Burke, le raisonneur par excellence, homme grave, formé par une éducation sévère, et dont l'adversité avait trempé l'âme, ne devait point perdre le caractère national. On le verra bientôt transformer en poésie les plus austères résultats de l'expérience politique. Son imagination prêtera des ailes de feu aux maximes du publiciste, et ce mélange formera son caractère spécial.

---

§ II.

Essai sur le Sublime et le Beau. — Burke entre aux Communes. — Situation du pays. — Chatham et Rockingham. — Émancipation de l'Amérique.

Le premier usage que Burke fait de son indépendance est tout littéraire. Il étudie la Bible, pour se former à l'éloquence. Il ouvre Homère, puis Milton. Il vit avec ces ombres. Il les consulte sur le secret d'émouvoir les hommes. Elles lui répondent que notre espèce est faible, et que pour l'émouvoir profondément, il faut la ramener à la conscience redoutable de sa nullité et de son impuissance. Voilà tout son ouvrage, intitulé *Essai sur le Sublime et le Beau.*

La création du *Registre annuel (Annual Register)*, dont Burke rédigea seul la partie historique et politique, acheva de le signaler à l'attention publique. Il avait trente ans. Ses amis intimes étaient Reynolds, Hamilton et Samuel Johnson. Il avait pris sa place, comme écrivain, comme savant, comme publiciste. L'avenir s'ouvrait à lui;

ses armes étaient prêtes ; il n'avait donné de gages à aucun parti, et tous les partis pouvaient l'accepter.

L'Angleterre elle-même semblait attendre un grand renouvellement de ses destinées. Calcutta, prise en 1757, avait annoncé la naissance phénoménale de l'Inde anglaise. Quebec, pris en 1759, venait d'ajouter le Canada aux possessions anglo-américaines. La France s'en allait, doucement perdue et livrée aux vices d'une mauvaise gestion financière et d'une civilisation dépravée. La cause des Stuarts, après avoir teint de sang les échafauds et les champs de bataille, semblait à jamais perdue. La révolution de 1688 portait ses fruits : règne de l'église anglicane, intrigues parlementaires, développement du commerce, extension de l'industrie, liberté du discours, ardeur des ambitions, vénalité des chefs, opulence de la bourgeoisie. Un grand événement, le ministère du premier Chatham avait brisé la vieille aristocratie du cabinet ; en couvrant ses confères de son égide, en les cachant sous son étendard, cet homme extraordinaire avait tout vaincu, même ceux qu'il entraînait malgré leur haine, et son roi qu'il ne pouvait gagner, et qu'il effrayait. Chatham était le premier ministre quand George II mourut, en 1760.

A la même époque, Burke partit pour l'Irlande avec son ami Hamilton, secrétaire du vice-roi, lord Halifax. A son retour, en 1765, il fut présenté au marquis de Rockingham, devenu chef du ministère, et qui le choisit pour secrétaire particulier. Chatham trop arrogant, n'avait pas pu trouver de collègue assez humble pour le subir. Il était tombé. Son successeur Bute, Écossais, ami du roi, et très-lié avec la mère du roi, fut précipité par ces trois motifs. A Bute succéda une nuée de ministres, dont le rapide passage discrédita le gouvernement. Enfin, Rockingham ob-

tint le portefeuille, et signala son avénement par l'adoption de Burke auquel il donna une jolie maison de campagne près de Beaconsfield, cadeau déguisé sous la forme d'un prêt (*). Burke entra au Parlement, comme membre pour le bourg de Wendover; et sa vie politique commença.

Rockingham, dont Burke était l'ami, l'élève, la créature et le défenseur, représentait une classe d'hommes politiques, longtemps utiles au trône, et qui commençait à l'effrayer. Après la révolution de 1688, la couronne avait appelé à elle les grandes familles et leur avait confié l'exercice du pouvoir : en s'affermissant, elle s'était plainte de les trouver peu dociles; il lui fallait de nouveaux instruments, qui obéissent au lieu d'agir. George II avait subi avec colère la supériorité de Chatham; George III, contre lequel les colonies américaines levaient la tête, trouvait le marquis de Rockingham trop favorable aux rebelles. North devint ministre; et Burke, suivant la disgrâce de son protecteur, alla se ranger sous cette bannière qui seule donne au talent toute son énergie, celle de l'opposition. Les débats de la Chambre des Communes s'étaient abaissés, sous le règne de Walpole, jusqu'aux subtilités de la personnalité taquine. Dans les annales parlementaires, trois noms seulement avaient laissé une grande trace d'éloquence; Shaftsbury (**), brutal, véhément, ironique, entraînant, né dans la guerre civile et fait pour elle; Bolingbroke, habile sophiste, enveloppant les questions d'une faconde lumineuse; et Chatham, improvisateur ardent, inégal, passionné, mais

(*) V. plus bas de nouveaux détails plus extacts, extraits des lettres de Burke et des archives de sa famille. (*Correspondance particulière de Burke*).

(**) V. plus haut la vie politique de Shaftsbury.



sûr du succès. Burke créa une nouvelle éloquence. Remontant aux principes, cherchant la philosophie de la politique, passant de l'abstraction métaphysique à l'application réelle, il occupa seul la scène, jusqu'au moment où Fox et Pitt s'en emparèrent violemment. De 1770 à 1789, un temps d'arrêt solennel permit à la voix de Burke, grave comme l'histoire, de se faire entendre et de dominer. Elle fut étouffée ensuite au milieu des clameurs de la révolution française.

Laisser le pouvoir aux mains des grandes familles whigs; apaiser les mécontentements de l'Amérique Septentrionale, en révoquant la taxe sur le timbre, sans renoncer au droit de taxe; repousser les empiétements de la démocratie d'une part et du favoritisme de l'autre; tel fut le texte de cette première époque de sa vie. Il le développa dans son beau pamphlet sur le *Mécontentement public et sur ses causes* (*).

La sagesse de Burke convenable aux temps calmes, conservait le passé, assurait le présent, ne sacrifiait rien à la chimère, se gardait d'escompter l'avenir, croyait beaucoup à l'expérience, peu aux vertus humaines, moins encore aux utopies; d'un bon sens rare; exempte de lieu commun; nullement servile envers le roi; elle n'était agenouillée ni devant le peuple ni devant le trône. Ainsi pensaient et gouvernaient les whigs de 1688. On les attaquait de deux côtés : la bourgeoisie démocratique et le pouvoir royal frappaient de coups simultanés cette aristocratie politique, qui se défend encore aujourd'hui, tant elle a eu de force. Le ministre North représentait le trône; intelligence aveugle et sourde, caricature que Junius fut heureux de rencontrer et de marquer de son fer rouge. Wilkes se leva pour

(*) V. plus bas « Correspondance d'Edmond Burke. »

la bourgeoisie ; celui-ci mérite un portrait. Son esprit était faux. Il était borgne. Il n'avait pas de fortune, de considération, d'amis, de crédit, de talent ; son impudence remplaçait tout. Front d'airain, âme hideuse comme sa figure, c'était le vrai *Cléon* d'Aristophane, celui qui disait à chacun de ses rivaux, dans ce passage de la comédie antique : « Va, je crierai plus que toi! je hurlerai plus que toi! » je te vaincrai, je te calomnierai, je t'écraserai... Peuple, » voici des oracles pour toi!... Peuple, voici un escabeau » pour cette sainte personne qui s'est battue à Mara- » thon... peuple, voici un coussin pour ce beau corps qui » s'est battu aux Thermopyles!... Je t'aime, peuple! et » j'arracherai les prunelles à tes ennemis! »

Burke et tout le Chœur des hommes sages répondaient, comme chez Aristophane : « Ce pauvre peuple! on le croit » tyran; on le vénère, on le craint; mais le premier venu » qui le flatte, en fait ce qu'il veut; et voilà le vieillard » charmé, bouche béante, et l'esprit absent! »

Les institutions représentatives, en développant les mauvaises semences du gouvernement populaire, les corrigent par le développement et la lutte des autres éléments politiques. Le règne de Wilkes fut combattu, ne dura pas dix ans, et ne put lui assurer l'entrée des Communes. Embarras pour le pouvoir ; étendard pour l'opposition ; gênant pour la Chambre basse qu'il envahissait périodiquement, pour en être repoussé par un arrêt périodique ; Wilkes était après tout, un symptôme, un ennui, une menace plutôt qu'un danger. L'usurpation royale, représentée par North, ne pouvait aller bien loin : entre ces deux ennemis, qui le harcelaient, la force sociale se concentrait dans le Parlement, corps vigoureux, dont les muscles se raidissaient pour la lutte, dont le sang circulait avec une liberté

non fébrile ; et qui se préparait à soutenir, pendant vingt ans, le choc de l'Europe, ébranlée par la révolution de France, et soulevée contre l'Angleterre par Napoléon. Où retrouvera-t-on une scène pareille? Elle commence en 1770, et s'arrête en 1815 ; on voit briller dans la première phase, Burke, Franklin, Washington ; dans la seconde, Mirabeau, Pitt, Fox, Sheridan; dans la troisième, Napoléon seul, qui absorbe la gloire, et meurt dévoré par elle.

Ce vaste débat s'annonçait par les mouvements de l'Amérique. Burke y avait déjà pris part, sous le ministère Rockingham, lorsqu'il s'était prononcé en faveur des colonies; New-York le choisit pour agent, en 1770. Il vit que la politique du temps était dans la question américaine, et se livra tout entier à cet intérêt; embrassant la défense des Américains et demandant la destruction du monopole, il montra la nécessité de sacrifier le pouvoir, afin de conserver l'influence. Burke avait raison. Le moment était venu, où les colons, fils des républicains, le sang des puritains de Cromwell, les disciples de Calvin et de Knox, enrichis par le travail, aguerris par la colonisation, endurcis par les épreuves, éloignés de leurs maîtres, sans sympathie pour l'institution monarchique, devaient se proclamer indépendants. Ils savaient leur force, et les ressources de leurs immenses solitudes; Washington avait servi dans l'armée anglaise, et défendu contre les troupes de France cette chaîne de forteresses qui s'étend de Quebec aux Alleghanis. On avait conservé en Amérique la vieille simplicité des mœurs puritaines, la foi religieuse, l'enthousiasme sévère; on les appuyait de richesse, d'audace, de force orgueilleuse. L'Angleterre n'avait plus qu'à se résigner. Burke repoussa donc la *taxe du thé*, comme il avait repoussé la *taxe du timbre ;* deux prétextes frivoles d'insurrection, s'il

y avait rien de frivole dans une insurrection sérieuse.

Le jour où Burke prononça son premier discours, il se fit dans la Chambre un de ces mouvements qui annoncent un astre nouveau. L'astre s'est levé; il faut le suivre. Un murmure d'étonnement partit de la galerie; on rappela les membres qui s'étaient attroupés dans un club voisin.

« Quel homme avons-nous-là? » s'écria lord Townshend.

En Angleterre, on ne s'y trompe guère quand un orateur éclot; là, il n'y a pas de tribune, pas de tréteau pour l'orateur, pas d'appareil pour l'acteur; et l'éloquence des affaires vient vous frapper comme une puissance réelle, non comme un jeu théâtral. C'est l'action nue de la parole animée, puisant dans son propre fonds des ressources et des moyens; se fiant à sa vigueur propre, et non à la parure de la rhétorique; moins artiste et plus bourgeoise; tenant moins du danseur que du lutteur. En fait d'escrime parlementaire, les peuples ingénieux préféreront la tribune française, les peuples sérieux adopteront le mode britannique: une chambre simple, un tapis vert, un homme debout, ses ennemis qui l'écoutent, ses amis qui le soutiennent, l'Europe qui attend.

Burke est donc devenu nécessaire. Le Parlement une fois dissous, Malton le réélit; mais Bristol, grande cité marchande dont la destinée s'élève, veut l'obtenir pour représentant.

L'histoire du Parlement anglais, écrite par Hallam, sous le point de vue de la législation, n'a été faite par personne, sur un plan vaste, mêlé de drame, d'histoire et même, comme on l'a vu tout-à-l'heure, de comédie. Les documents abondent. Une telle histoire comprendrait les plus grandes questions modernes que le Parlement a soulevées,

secouées et vidées; questions devenues passion, drame, et enseignement. La session suivante, remplie par la révolte américaine, fournit à Burke des occasions d'éclat; toutes ses batailles, il les gagna; et la déclaration définitive de l'indépendance des États-Unis justifia ses prédictions. Franklin s'était lié intimement avec cet orateur qui, pour les Américains, valait plus qu'une armée. On a imprimé plusieurs conversations de ces deux personnages; elles sont curieuses par le contraste du caractère chevaleresque et brillant qui signale la sagesse même de Burke, et de la jalousie intime, de la rivalité peu généreuse, révélée par les discours de Franklin (*), philosophe trop vanté. La naïveté de Franklin pourrait bien être de la diplomatie; son patriotisme, de la haine; sa prudence, de l'égoïsme; parmi les vertus, il nous semble avoir choisi les moins périlleuses. Franklin ne cessait de témoigner à Burke le regret et le chagrin qu'une scission entre les deux pays lui ferait éprouver: vaines protestations; l'envie, le mécontement et la haine, se trahissaient par des explosions inattendues: — « Votre conseil vient de m'examiner, disait-il; c'est une humiliation que votre *grand* roi me paiera; je le ferai *petit.* » — Quand on lui montra la source de la Tamise: « Voilà un ruisseau, s'écria-t-il, qui prétend dominer l'Ohio et le Meschacebé! Il y perdra sa peine! » Ce n'était pas le ton d'un ami de la paix; la paix ne fut pas signée; et Burke, après avoir servi la liberté des colonies, s'affligea de les voir à jamais détachées de la métropole: cette inconséquence généreuse était partagée par les plus grands esprits du temps. Il était juste d'émanciper une nation virile; l'émanciper, c'était renoncer à sa tutelle. Le patriotisme contrariait l'équité. Tous les ménagements conseillés par Burke n'au-

(*) V. plus bas la vie politique de Franklin.

raient pas empêché les Américains de devenir leurs propres maîtres. Ils le devinrent, et, de tous ces débats inutiles, il ne resta que les discours de Burke, toujours sensés, souvent sublimes; féconds en maximes admirables, en résultats politiques, en tableaux d'un vif éclat, et en prophéties réalisées.

Rien n'est plus vigoureux et plus simple, que cette manière, dont Burke a donné le premier modèle; c'est la perfection du genre. Le rhéteur disparaît; la phrase est nette; la pensée, même abstraite, se détache avec une rapidité incisive, et frappe toutes les intelligences. L'argumentation repose sur le fait et s'élève à la théorie. L'auditeur saisit l'image, cède au raisonnement, et applaudit; le lecteur, trouvant l'histoire agrandie, la politique élevée à l'état de science, dépose le livre et médite. Jusqu'à l'époque de Burke, les sténographes n'avaient pas pris note des discours prononcés par les membres du Parlement. Le public n'était curieux que des résultats, et ne demandait pas une éloquence solide à la rapide violence de ces luttes improvisées. Les premiers discours de Burke causèrent une surprise, qu'il perpétua et renouvela pendant toute la session: le Parlement, après trois cents ans d'existence orageuse, avait créé son orateur philosophe. On voulut recueillir et l'on recueillit ces chefs-d'œuvre, dont la perte serait irréparable, et qui remplissent deux volumes. Un jour que le Parlement se réunit en comité secret (*the gallery being cleared*), Burke se leva et demanda la paix avec l'Amérique; la paix, au nom de l'humanité outragée; la paix, au nom des effroyables barbaries commises par les sauvages, alliés des Anglais. La sensation produite par l'orateur fut profonde.

Avec la guerre d'Amérique, se termine sa première

phrase parlementaire. La grandeur de l'orateur et la perspicacité du penseur, ont reçu leur récompense. Tous les principes soutenus par Burke sont justes; toutes ses vues, exactes. Il a deviné l'état de l'Amérique Septentrionale; compris la situation de cette fédération prête à éclore; réprimé l'impuissance arrogante de la métropole; jeté les éléments du code international, entre une colonie qui sort de tutelle et sa mère qui veut prolonger le servage; il a combattu les favoris et les tribuns du peuple, et défendu vigoureusement ces bases de 1688, sur lesquelles s'est élevée la force de l'Angleterre, pendant cent cinquante années. Attaché au parti Rockingham, enchaîné par la gratitude; il s'est montré le champion infatigable des aristocrates whigs, des familles patriciennes et libérales, voulant conserver, pour le pays la liberté, pour elles-mêmes la gestion des affaires. Il a fait flotter au-dessus de son armée cette « bannière d'éloquence (*), météore qui sillonne le ciel politique. » Mais de ce drapeau il n'a pas fait une arme; rien n'est conquis, rien n'est changé. Cette sagesse éloquente a ébranlé les âmes; et North est toujours ministre. Attendez la présence d'un combattant moins scrupuleux, d'un lutteur plus acharné, d'une passion moins idéale. Laissez paraître le turbulent Fox, avec ses vices, et son âme trempée dans les mêmes eaux que celles de Mirabeau et de Danton. Ce sont là les hommes qui remuent les empires. Quant au génie de Burke, plus rare et moins actif, il éclaire leur route; il jette sur leurs mouvements, sur les traces de leur passage, ruines, destructions, rénovations, fusions, altérations, mélanges, une clarté lugubre presque religieuse, tant elle est tragique.

(*) Lord Byron.

§ III.

Procès de Warren Hastings. — Neuf années d'Edmond Burke.

L'Angleterre avait cru beaucoup perdre en perdant l'Amérique. Cette perte fut un bénéfice. Quelques années encore, et la Grande-Bretagne n'aurait su que faire de sa gigantesque protégée. Refoulée sur elle-même, la métropole concentra ses forces, oublia cette colonie qu'elle croyait ingrate et qui n'était qu'émancipée; observa de près ses ennemis d'Europe, nouveaux et dangereux ennemis; plaça sur toutes les côtes et tous les promontoires du monde, ses vedettes commerciales, et laissa la fédération nouvelle des États-Unis tracer en paix le sillon d'or qu'elle a creusé depuis 1786. En face de l'Angleterre une puissance hostile se dressait; la philosophie française, alliée à la révolution de l'Amérique. Elle allait bientôt ébranler le trône de France, puis tous les trônes. Une agitation secrète et sourde se faisait sentir à travers le monde; le calme même semblait plein de menaces; c'était le repos d'expectative douloureuse et de terreur mate qui précède les colères du ciel et les révolutions de la politique. Le lien moral de l'Angleterre, la chaîne religieuse qui maintenait encore le faisceau de 1688; l'esprit puritain se trouvait attaqué par la philosophie de la France, qui frappait du même coup le principe créateur de 1688, l'Aristocratie. Un combat allait donc commencer, qui a duré de 1789 à 1815, et qui n'est pas fini; c'est la lutte de 1688 contre 1880; la résistance de l'aristocratie

anglicane contre le principe de liberté religieuse et civile; d'un passé, vivant et puissant, contre un avenir inévitable; de Pitt, si l'on veut, contre Mirabeau, Robespierre et Napoléon; du pouvoir régulier et pondéré contre la triple incarnation de la révolte par le talent, l'assassinat et le glaive. J'ai nommé Pitt, d'un côté; d'un autre, Mirabeau, Robespierre, Bonaparte : toutes les passions de l'histoire se résument en effet dans des groupes de noms propres, que la foule aperçoit et qui la guident.

Entre l'indépendance des États-Unis et la révolution française, se place un grand fait : c'est l'Inde devenue anglaise, conquête sans éclat; usurpation qui ressemble à un escamotage; triomphe inaperçu de la civilisation européenne sur la décadence asiatique; revanche prise par le nord sur le midi, jadis dominateur; premier coup décisif de cette bataille commerciale, livrée au monde par les Anglais. Il y a maintenant, au fond d'un sérail, dans un coin de l'Hindoustan, un homme ignoré, couvert de perles et de soie, qui se dit empereur, que l'on sert à genoux et qui a des ministres; chaque soir, un colonel anglais ferme lui-même les portes du palais, en met la clé dans sa poche et laisse l'empereur enfermé : ce triste captif, entouré de ses inutiles Cipayes, de ses enfants dégénérés et de cette vaine pompe, représente bien l'Asie moderne. Il se promène, fume, rêve et abandonne à ses geôliers l'administration de ce qu'il nomme son empire. Partout, sur un espace de territoire aussi vaste que notre Europe, cent millions d'hommes reçoivent la loi de l'Angleterre. Calcutta, la ville des palais, est plus anglaise qu'orientale; tous les fils de famille ruinés vont y chercher une opulence rapide; les Mackintosh, les William Jones, les Macaulay, talents sans fortune, y passent dix années et reviennent armés de ce le-

vier d'or sans lequel le génie n'est qu'un esclave douloureux. Toutes les populations de l'Inde, tributaires du commerce anglais, paient cher ses produits, travaillent pour lui à bon marché, et ne demandent aux maîtres que la permission de vivre. Le jury, fruit perfectionné de la législation teutonique, commence à fleurir dans l'Hindoustan; le sang breton et le sang brahmanique, mêlés dans d'étranges et d'inévitables alliances, forment une nation nouvelle, fruit de l'extrême Nord et de l'extrême Orient. La communication de la pensée par les journaux devient habitude ; enfin la race énergique absorbe, écrase, exploite, efface la race amollie qu'elle gouverne; c'est l'histoire de toutes les conquêtes.

Celle-ci s'est opérée par fraude, violence, trahison, corruption, prudence, prévoyance, vigilance, industrie, persévérance, fermeté, mépris du sang humain et respect des intérêts ; comme toutes les conquêtes durables. A la tête de ses instruments, et le premier de tous, le plus habile, le plus fort le plus sagace, vous voyez un contemporain de Burke. Fils obscur d'un ministre protestant du comté d'Oxford, Warren Hastings va chercher fortune à Bombay. En 1750, commis dans les bureaux de la Compagnie, il s'occupe moins de s'enrichir que de s'instruire. Il revient à Londres, donne des leçons particulières de langues orientales, et essaie de faire créer à Oxford une chaire de littérature persane. Il échoue. Si cette humble ambition eût été satisfaite, il n'eût jamais été vice-roi de l'Inde. Voyant qu'il n'a rien à faire dans son pays, il retourne à Madras, devient le second des membres du conseil; trois ans se passent, il est président ; encore trois années, il est gouverneur - général. C'était bien calculer. Les idiômes de l'Orient et la connaissance de ses mœurs pouvaient seuls lui

ouvrir les portes du conseil ; une fois là, sa route s'aplanissait ; il dominait tout par la force du caractère, la suite des plans, la pénétration, la finesse et la cruauté. Il avait à créer et à détruire, à déjouer et à combattre, à corrompre et à épouvanter ; il jetait les fondements d'un empire et la terreur de cet empire. Il établissait un pouvoir commercial, au milieu de princes barbares, de rivalités jalouses et de suzerainetés usurpatrices. Les uns lui offraient de l'or pour anéantir leurs ennemis ; les autres, paraissant le servir, essayaient de le perdre. Il avait peu de troupes, comparativement à la population du pays ; peu de ressources, quant à la conquête qu'il tentait. Il ne procédait pas franchement, mais par ruse ; et ce noyau britannique, en apparence livré aux soins du négoce, pouvait être écrasé en quelques heures. Il prit son parti. C'était un homme politique, l'homme de l'exécution, du résultat et du succès. Il fut le Louis XI de l'Asie, tua les uns, emprisonna les autres ; marcha, comme Richelieu, sur les têtes coupées, au milieu des sacs de roupies extorquées aux races indigènes ; servit les haines mutuelles ; divisa pour régner ; ménagea les vieux préjugés ; respecta les antiques mœurs ; ne confondit jamais le crime inutile et le crime utile ; ruina les forteresses, dévasta les provinces rebelles, soudoya les hommes puissants, et finit par tisser et fabriquer autour de la péninsule hindoustanique un réseau tellement solide, qu'elle n'a pas brisé, au moment où nous écrivons, une seule maille de ce filet qui l'enveloppe.

Que l'on ne s'étonne pas si j'ose dire ainsi le dernier mot de la conquête anglaise, ou du moins qu'on me le pardonne. Il n'y a que les temps de mollesses triomphantes et de lâchetés sophistiques, où le rude éclat de la vérité a quel-

que chose d'inattendu qui effraie. Elle épouvantait ainsi les Byzantins, rois de l'industrie, rois du sophisme, et qui trouvaient de merveilleuses raisons pour leurs vices bâtards et leurs vertus équivoques.

L'historien ne fait pas l'histoire ; elle se fait toute seule. Elle éclaire les annalistes, tristes greffiers des infamies justifiées par le succès et des oppressions transformées en droits. Chaque année qui s'écoulait apportait à la cour de Saint-James une nouvelle conquête, œuvre de Hastings, achevée par quels moyens, Dieu le sait! Une nation venait d'être décimée ; une province devenait anglaise. Un prince périssait en prison ; les Anglais héritaient de sa couronne. Un autre cédait sa capitale, à condition d'être vengé d'un frère ; on le vengeait et on le perdait. Les trésors affluaient dans les caisses britanniques ; et les fils des rois anciens demandaient l'aumône; ce commis anglais, devenu monarque oriental, rassemblant dans sa main les débris de tous les sceptres, s'asseyait sur les fragments de tous les trônes. Devant ce triomphe, les ministères se taisaient ; le succès répond à tout; la nation ne trouvait pas de jugements sévères contre l'agent heureux de son commerce et le créateur de son nouvel empire. De temps à autre, il s'élevait du côté de l'Inde une odeur de sang et d'exactions, un cri de colère et de souffrance, une malédiction chargée des nuages de la peste et des clameurs de la famine. On prêtait l'oreille. Les amis de l'humanité gémissaient ; les hommes religieux se prosternaient ; les poètes, ces grands-prêtres du cœur humain, poussaient avec Cowper le cri de douleur inutile et sublime, qui va d'écho en écho, à travers l'histoire, d'Homère à Eschyle, d'Eschyle à Dante, et de Dante à Byron, accuser l'injustice éternelle de l'humanité : « Ah! (s'écriait Cowper, en de beaux vers qui reprodui-

sent l'indignation de Burke ; Cowper, le précurseur de Wordsworth et de Byron (*).

« Ah! j'irai demander une grotte profonde
» A ces bois primitifs, contemporains du monde,
» Que le pied des humains n'a pas encor souillés,
» Que le sang des vaincus n'a pas encor mouillés !
» — Cachez-moi ! Voilez-moi ! — que l'odeur du carnage
» Ne parvienne jamais jusqu'à mon toit sauvage !
» Oubliez-moi, mortels ! — Ne me fatiguez plus
» Des cris de vos vainqueurs, des pleurs de vos vaincus !
» Voyez ; l'Inde captive et l'Amérique pleurent ;
» Vous demandez partout de l'or ! — Les faibles meurent
» En vous donnant cet or qui seul vous assouvit !
» Sur ses lingots sanglants le conquérant survit.
» Christianisme éteint ! fraternité brisée !
» Fantômes douloureux qui troublez ma pensée !
» Dans le bruit des cités vous obsédez mes pas !
» Au fond de mes déserts ne me poursuivez pas !

C'est la misanthropie de Jean-Jacques, moins l'orgueil égoïste, avec la résignation chrétienne de plus ; c'est l'accent funeste de Werther, moins le découragement du suicide prochain ; c'est la première vibration du glas mortuaire que Schiller, Gœthe et Byron ont fait retentir sur le lit funèbre des monarchies expirantes. Ce caractère va se retrouver dans les paroles de Burke ; on verra l'argumentation politique emprunter les couleurs élégiaques de la philosophie morale; quelle contradiction !

Vous tonnez contre les usurpations de Hastings !

(*) *The Task.*

mais ces usurpations constituent la force de votre pays! Contre ses exactions? elles remplissent vos coffres! Contre ses barbaries? elles anéantissent vos ennemis! Contre ses oppressions? elles établissent votre pouvoir. Par la même généreuse inconséquence, vous avez récemment blâmé la guerre de la métropole contre l'Amérique et blâmé la révolte de Américains. Ne voyez-vous pas que le mariage du juste et de l'injuste, du droit et du fait, du bien et du mal est impossible, ô philosophe! Il faut que l'Angleterre renonce à l'Amérique ou qu'elle la combatte; qu'elle renonce à l'Hindoustan ou qu'elle l'absorbe.

Burke choisit le parti de la morale et de la justice. Il oublie qu'il est Anglais et attaque Warren Hastings; il est le défenseur de l'Inde, l'avocat d'un monde. Poésie, terreur, indignation, pitié, toutes les Muses de la parole se lèvent autour de lui et l'inspirent. Il est de bonne foi d'ailleurs; à ces accusations intéressées, répétées par les ennemis du ministère et les ambitions mécontentes, il prête le double poids de la conscience et du génie.

Depuis longtemps l'opposition flétrissait le nom d'Hastings. On n'avait pas à lui reprocher une faute, mais des crimes. Ces crimes lointains ébranlaient tous les ministres et n'ébranlaient point Hastings. Lui, tranquille et dédaigneux, répondait par des tonnes d'or, et continuait. La Compagnie des Indes le défendait contre les ombrages des ministres; les ministres le protégeaient contre les capricieuses volontés de la Compagnie. Chaque nouvelle extorsion, chaque ville ruinée, chaque prince réduit à l'impuissance, tous ces actes d'usurpation, toutes ces ruses appuyées de tyrannie, toutes ces violences aidées de fraude, venaient retentir tragiquement en Angleterre. L'opposition, qui les commentait, avait soin de taire les nécessités d'une po-

sition exceptionnelle. Warren Hastings se présentait à l'imagination publique comme un monstre inexplicable et gigantesque, objet d'étonnement plus que de haine; inspirant l'admiration, l'effroi, la curiosité, la colère et la reconnaissance; rien de plus dramatique. Cet homme extraordinaire dénoua la situation par un acte digne de lui et vint se remettre entre les mains de ses ennemis, et voulut être jugé. Alors l'opposition marcha comme un seul homme. En tête de l'armée, on vit marcher comme deux athlètes, l'Esprit et l'Éloquence de l'Angleterre; — la satire et l'indignation; — Sheridan et Burke; — tous deux Irlandais, l'un portant les flèches, l'autre la foudre.

Ces deux hommes ne se ressemblaient en rien. Le grand acte politique de la vie de Sheridan est une comédie; le grand drame de la vie de Burke est un plaidoyer. Sheridan prend tout en ironie, même la vertu et la mort; Burke prend tout au sérieux, même Sheridan. L'un a la mobilité, l'autre l'ardeur irlandaises; et, chose remarquable, de ces deux noms disparates, l'un n'éclipse pas l'autre.

Si les efforts de Burke l'emportent en persévérance, en vigueur, en puissance, sur les saillies irrégulières de son collègue; si la moralité de ces deux hommes est très-diverse, leur génie reste à peu près rival. Sheridan vise plus juste que Burke; il frappe au cœur le vice de l'Angleterre nouvelle. Comme Fielding, il découvre dans une société fondée sur le pouvoir des mœurs, l'hypocrisie, excès du principe moral, prête à l'étouffer en l'embrassant. Ni Fielding, ni Sheridan ne seront compris, si l'on ne voit qu'une fiction amusante dans *Tom Jones* et une comédie d'intrigue dans *School for Scandal*. Il y a dans ces deux chefs-d'œuvre lutte contre la société; cette lutte que tous

les esprits supérieurs et toutes les âmes fortes ont soutenue; lutte que l'on ne doit pas flétrir en la traitant de dénigrement et de misanthropie ; lutte qui passera pour glorieuse et nécessaire, tant que les peuples n'auront pas subi l'affaiblissement moral du Bas-Empire, cet amollissement de tous les cœurs, cette lâcheté fatale qui n'est pas même le vice, qui détrempe les courages, rend odieuses les capacités, et répand dans une nation avilie la peur universelle de tout ce qui ressemble à la bravoure. Le débauché, l'ivrogne, le fantasque Sheridan fut courageux à son heure. Il osa dire à la société puritaine ce que Molière avait dit à la société catholique. — Joseph Surface (*), ce séducteur de l'opinion publique, portrait plus achevé que Blifil, parce qu'il est moins odieux, représente l'hypocrisie civilisée, raffinée, raisonneuse, sociale et aimable. Tout pour la forme, tout pour les convenances; vertu, dévoûment, réalité des sacrifices, vraie grandeur, héroïsme sincère, pâture des niais. Assez de religion pour contenter les hommes pieux ; assez d'exactitude pour plaire aux habitudes du commerce ; une politesse obséquieuse, un rigorisme apparent, une âme froide, un extrême attachement pour les formes, un air de probité mondaine ; un protocole de philanthropie creuse ; au fond, l'égoïsme le plus ardent, le plus tenace ; voilà *Joseph Surface*, le Tartufe créé par Sheridan.

C'était là qu'une partie de l'Angleterre en était arrivée, malgré sa grandeur ; voilà où l'avaient conduite la religion du négoce, l'âpreté de l'industrie et la haine des mœurs légères attribuées aux royalistes de Charles II. Ce monstre de la tartuferie philanthropique et dévote apparut, dans sa

(*) Personnage principal de *School for Scandal.*

laideur primitive, à Butler, quand il fit le portrait de son Hudibras; se cacha et disparut sous Charles II; perdit sous Guillaume III quelques-uns de ses vices et tous ses ridicules; se civilisa sous la reine Anne; et, pendant le règne des George, ne fut plus reconnaissable. Alors, bon négociant, quaker respectable, prédicateur, homme public, homme du monde; — Fielding et Sheridan l'arrêtèrent au milieu de son succès.

Deux grands écrivains, Daniel De Foë (*) et Richardson avaient involontairement contribué au triomphe de l'hypocrisie; à force de vanter les vertus, les auteurs de *Robinson* et de *Clarisse* avaient encouragé ses fausses vertus. Contre De Foë et Richardson se levèrent Fielding et Sheridan. Ces luttes morales que les histoires politiques et les cours de littérature ne signalent pas, ont plus d'importance que le siége d'une ville, ou les disputes de Voltaire contre Fréron, de Pope contre Dennis.

Les mœurs demi-puritaines et sérieuses, qui depuis la révolution de 1688, se mêlant au commerce et à la politique, dominaient la société, avaient Sheridan pour antagoniste principal. Elles ne déplaisaient point à Burke, esprit grave, élève d'un quaker et attaché aux vieilles coutumes. Tous deux appartenaient à l'opposition et attaquaient Waren Hastings. Sheridan, né pour l'épigramme, intelligence incisive, esprit tout en saillie; Burke, homme profond et méditatif: deux ennemis redoutables.

Burke faisait la guerre à l'iniquité politique; Sheridan, à la fraude et à l'hypocrisie commerciales.

Tous deux luttaient corps à corps avec le pouvoir. Les

(*) V. le XVIII[e] siècle en Angleterre. (*Secqnde série, Daniel De Foë.*)

traits lancés par l'auteur comique restèrent enfoncés au flanc de la société anglaise ; les étreintes de Burke furent moins sensibles. On vit, pendant neuf années, quelque chose d'extraordinaire ; un procès auquel toute l'Angleterre s'intéressait, et qui ne pouvait se terminer ; un cabinet battu en brèche par l'esprit et le génie, et se soutenant contre cette force coalisée ; un conquérant mis en cause par ceux au profit desquels la conquête s'était accomplie ; et neuf années de solennelle torture terminées par l'acquittement solennel de Warren Hastings. Jamais la Thémis britannique ne s'était revêtue de tant de pompe, de terreur et de majesté. Sous les arceaux de Westminster comparaissait, devant la pairie, la magistrature et le peuple, un symbole voilé, une mystérieuse figure, l'Inde sanglante, éplorée, conduite par Sheridan et Burke. L'accusé, c'était plus qu'un roi ; cet homme naguère simple commis, devenu juge, général, administrateur, chef suprême, despote d'Asie, grand financier, guerrier habile, administrateur admirable, avait doté l'Angleterre d'un empire dans le présent, d'une force incalculable dans l'avenir ; et l'Angleterre l'accusait. On retrouvera difficilement une telle victime et un tel tribunal. L'orgueil national, plutôt que l'embarras du procès, prolongea les débats pendant neuf ans. Il était donné à l'Angleterre d'appeler à sa barre un monde oriental, l'Inde ; après avoir lutté contre un monde occidental, l'Amérique. L'orateur de ces deux causes fut Burke ; un homme vraiment politique n'eût pas accepté de telles causes.

Burke faisait le procès à l'Angleterre elle-même ; il accusait, non la tyrannie de North, mais l'ambition anglaise ; non l'usurpation de Hastings, mais celle de l'Angleterre. Il était illogique en défendant l'Amérique comme en défendant

l'Inde. Aussi ces deux incidents, qui parurent autrefois gigantesques, sont-ils tombés en cendres; la défense des colonies américaines, inutile quant au mouvement historique, n'existe plus que dans les discours de Burke; et l'accusation intentée contre Warren Hastings, perdue dans un flot d'événements plus significatifs, a laissé comme trace de son passage ce monument d'éloquence, élevé par l'orateur à si grands frais.

C'était en 1785. Fox avait pris la haute main de l'opposition; aussi hasardeux que Rockingham avait été timide, il effrayait de sa politique passionnée les hommes qui, comme Burke, prétendaient joindre aux réformes d'avenir la religion historique du passé. Wilkes continuait sa taquinerie injurieuse; bravoure facile, qui plaît aux esprits vulgaires parce qu'elle est quotidienne et puérile. Au milieu des questions qui s'agitaient, Burke, le philosophe et le penseur, eut soin de choisir celles qui s'éloignaient le plus de cette lutte mesquine: il conservait ainsi sa position dans l'armée d'attaque; développait la force propre de son talent; ne compromettait pas sa conscience, et laissant à Fox le commandement actif, à Wilkes la guerre d'escarmouche, apparaissait comme le hérault de l'humanité, l'orateur presque sacré, le vengeur des intérêts éternels. Quand les événements se dessinèrent ensuite, lorsqu'il fallut prendre parti entre l'histoire et la spéculation, entre la confiance au passé et l'espoir dans l'avenir, entre l'établissement monarchique et la formation républicaine; Burke se trouva libre de tout engagement envers les nouvelles théories. Il put leur jeter le défi. Ce sera la troisième phase de sa vie; bientôt nous le verrons saisir au corps la révolution française; et la maudire, ne pouvant la vaincre.

Le procès d'Hastings fut, de la part de l'opposition, une

attaque désespérée contre le ministère. On y avait préludé par l'enquête sur le nabab d'Arcot, et le fameux bill sur les affaires de l'Inde : trois chaînons du même système. Il s'agissait d'incriminer la conquête asiatique et de détruire le pouvoir anglais dans l'Inde ; ce plan était absurde, si les partis trouvaient absurde rien de ce qui leur promet le pouvoir.

Fox, créateur de ce plan, fut bientôt châtié ; le bill, rejeté, entraîna dans sa ruine l'administration qu'il avait un moment dirigée. Burke continua l'attaque, et se chargea de toutes les affaires indiennes. Il y avait quelque chose d'oriental dans cette imagination irlandaise. Dans le dossier relatif aux affaires de l'Hindoustan, son coup-d'œil émerveillé contempla une longue perspective de splendeurs brahmaniques, d'exactions colossales, de temples ruinés et de spoliations gigantesques. Distance, espace, intérêt, souvenirs, crimes, vertus, oppression, misère ; tout, dans ce procès d'Hastings, sortait des limites européennes et des proportions connues. Non-seulement Hastings, pauvre commis, était devenu Satrape ; mais des hommes, qui n'avaient pour mérites que la patience, la ruse et l'avidité, debout sur les millions que le négoce indien leur avait fournis, bravaient les lois et défiaient Burke. C'étaient Atkinson, sir Elijah Impey, Paul Benfield, noms aujourd'hui perdus.

La révolte du sentiment moral animait, chez Burke, les préjugés de l'orateur et les engagements de l'homme de parti. Il souleva la masse des documents officiels, se perdit dans les chiffres, pâlit sur les enquêtes, passa neuf années à en extraire le poison et le crime, ébranla toute l'Angleterre, émut toutes les âmes. Fox cependant, occupé à foudroyer Pitt et à saisir l'à-propos parlementaire, riait de

l'obstiné labeur de son collègue et le laissait épuiser sa vigueur en efforts d'éloquence qui devaient se briser contre les faits.

Quant à Sheridan, incapable de suite et de persévérance, il choisit un ou deux points d'attaques, fit brillamment ses sorties, puis étendu entre les actrices de son choix et le vin de Madère qu'il préférait aux actrices, il oublia bientôt cette prise d'armes insolite en faveur de la morale et de la vertu.

---

§ IV.

La révolution française. — Burke lutte contre elle. — Situation opposée de l'Angleterre et de la France. — Dernières années de Burke.

Lorsque Warren Hastings s'entendit traiter par Burke de scélérat et d'infâme, cet homme, qui n'avait pas cru mal faire, s'étonna profondément. Il écrivait à l'un de ses amis : « Pendant la première demi-heure, je restai stupé» fait, bouche béante et l'œil fixé sur l'orateur, me deman» dant si je n'étais pas un monstre ; je croyais rêver. Enfin » je descendis au fond de ma conscience, et j'y trouvai de » la force. » La conscience de l'honnête homme s'était éveillée et appelait à son secours l'autre conscience, celle de l'homme public.

Pendant une guerre de neuf années, toujours Burke

foudroye son ennemi par les principes; toujours Hastings lui répond par la nécessité : « Qu'il périsse! s'écrie Burke;
» il a spolié l'Inde ! » — « A votre profit, en votre nom!
» répond Hastings. » — « Il a versé le sang! » — « Pour
» vous enrichir ! » — « Il a trompé les peuples ! » — « Pour
» vous les soumettre! » — « C'est un tyran ! » — « Et vous
» un déclamateur ! »

Ces déclamations de Burke appartiennent à l'histoire et à la poésie et redisent les annales de l'Hindoustan, de ses usurpateurs et de ses souffrances; œuvre de postérité, comme la plupart des travaux de Burke. On y voit naître et s'accroître le pouvoir de la Compagnie des Indes « cette seconde Angleterre sans roi; cette nation de millionnaires; ce séminaire de nababs; cette oligarchie sans peuple; confédération de jeunes cupidités et de vieilles avarices; » on suit la marche de cette puissance, agissant sur des races sans force, sans chefs et sans lumière. Le lecteur, après avoir pénétré sous la tente et dans le palais de Gengiskan, de Thomas-Kouli-Kan, de Tamerlan, se trouve au milieu des comptoirs anglais de Madras, qui deviennent autant de trônes.

L'anathème de Burke se prolonge; pendant neuf années il ne se lasse point. L'Angleterre ne peut se résoudre à flétrir celui dont le crime est d'avoir volé un empire au profit de l'Angleterre. Burke se retire, harassé de la lutte; les Communes lui votent des remerciements. Hastings reste caché dans son château du Worcestershire. La solennité de l'acquittement ne le console pas : je ne sais en effet si jamais homme d'État paya le succès par un supplice plus atroce et plus long. Il a dépensé pour soutenir ce procès presque toute sa fortune; la Compagnie des Indes lui fait accepter une pension; le roi l'admet dans son conseil;

mais il ne veut pas y entrer ; il s'ensevelit dans la retraite, où il meurt plein de dégoût et d'ennui.

Voilà le second acte de la vie de Burke ; effort dont la moralité est incontestable, dont le but a de la grandeur, dont l'énergie et la persévérance étonnent ; mais dont l'intention est impolitique, nous l'avons déjà dit.

Pendant que la société anglaise, reconstruite par la révolution de 1688, poursuivait sa marche de victoire ; enlaçait l'Hindoustan, s'assurait du Canada, civilisait l'Écosse, s'enrichissait des produits de l'Irlande ; trafiquait avec la Chine et s'enorgueillissait des gloires diverses dont le mouvement et la lutte se concentraient à Londres ; la société française, lancée sur une pente, roulait vers le gouffre qui allait ensevelir sa monarchie. L'Angleterre, sous Guillaume III, avait acheté sa force par un compromis qui lui avait coûté ; elle avait, depuis un siècle, modéré l'âpreté des puritains, tenu la cour dans un demi-esclavage, violenté les catholiques, forcé les anglicans à tolérer les sectes ennemies ; les haines avaient rogné leurs griffes, et s'étaient contentées de rugir. On avait sacrifié les passions de chacun à l'intérêt de tous ; non les passions mêmes, dans leur intégrité, mais quelque chose de chaque passion. La douleur et l'angoisse de cette gêne furent le prix payé pour obtenir la pondération du gouvernement, l'opulence de la nation, la fondation d'un empire et la suprématie des mers. On ne saurait imaginer combien ce monde anglais, sous son apparence de régularité et d'éclat, renfermait de fureurs qui se contenaient et de rages silencieuses, asservies à la nécessité du repos. Je ne parle pas des catholiques, frappés d'interdiction ; des Irlandais, à peu près Ilotes ; des Écossais, regrettant leur indépendance ; des Jacobites, qui ne cessaient pas de conspirer : ceux-là ne cachaient pas

leur mécontentement. Mais, parmi les vainqueurs même de 1688, Oxford regrettait sa prépondérance; le trône, sa prérogative; les dissidents abhorraient la domination des prélats; la Chambre des pairs portait ombrage aux Communes; et la démocratie se cachait, en grondant, au fond de quelques chapelles de sectaires. Ainsi l'Angleterre passait sa vie à triompher d'elle-même (*).

Se vaincre, c'est assurer sa puissance : les peuples comme les individus sont grands ainsi.

Les historiens du fait brutal, les annalistes de la matière, les statisticiens et les géomètres de la politique; les chimistes qui vont expérimentant sur le cadavre des nations; tous ceux qui veulent créer une histoire sans moralité, fille d'un monde sans Dieu, reconnaîtront-ils enfin que c'est là le secret de la grandeur politique; qu'il faut une morale universelle, corrigeant les vices de chacun ; un sacrifice imposé, un dévoûment nécessaire ; une abnégation de la volonté, de la haine, du caprice, du désir, du souvenir ; une communauté d'intérêts et d'efforts, âme du corps social ; enfin, une vertu publique, expiation des iniquités dont les annales humaines se composent ?

La France n'en était pas là. Il lui avait toujours été plus facile de se montrer généreuse que paisible, héroïque que juste. Les grandes actions lui coûtaient peu; l'équité lui semblait mesquine. Mal constituée dès l'origine, elle avait corrigé le défaut de son berceau romain, gaulois, germanique, suspendu entre la liberté et la servitude, par cette facilité à tout comprendre et à tout oser, qui ne lui permettait ni de languir dans une position fausse, ni de subir

(*) V. plus haut, *Guillaume III et la révolution de* 1688.

toutes les conséquences d'un vice. Sa vie de peuple est une série d'élans sublimes et de généreuses inconséquences. Elle avait adoré les rois et maudit les rois; la noblesse avait écrasé la bourgeoisie, et la bourgeoisie, sous Charles VI, avait été mise en lambeaux par le bas peuple : les protestants avaient levé l'étendard contre la monarchie; Louis XIV avait effacé des listes civiques la race protestante. Valeur, bonté, dons de l'esprit, pardons faciles; toutes les qualités qui brillent chez ce peuple n'avaient pas réussi à lui donner une constitution; on n'avait point fixé la place, les devoirs et le jeu des Parlements, des nobles, de la couronne, du clergé. Vous pouvez y voir démocratie, despotisme, théocratie; là où tout est flottant, l'œil invente ce qu'il croit observer. L'incertitude des institutions, aggravée par la flexibilité des caractères, n'était relevée que par les exploits et les dévoûments dont notre histoire étincelle; la grandeur de la nation éclatait lorsque ses qualités concentrées et sa mobilité fixée par la main d'un chef digne d'elle, se trouvaient lancées, comme une masse ardente, vers l'obstace et vers la gloire. Le monde en retentissait. Mais bientôt, lorsqu'elle cessait d'être une et d'obéir à l'impulsion, elle se dissolvait d'elle-même, incapable de se donnner les qualités médiocres qui suffisent à la paix. Faible et impuissante après le domination romaine; nulle sous les rois fainéants qui laissaient libre carrière à l'anarchie suzeraine; féroce sous les Armagnacs, passionnée et misérable pendant la Ligue, turbulente et fantasque pendant la Fronde : dissolue sous la régence de Louis XV, vous la retrouvez merveilleuse sous Saint Louis, Charlemagne, Henri IV, Louis XIV et Napoléon. Elle doit même de la grandeur à ce mauvais homme qui s'appela Louis XI, parce qu'elle lui doit l'Unité : l'Unité, premier besoin de la

France, son bouclier, sa force, le correctif de tous ses dangers et de tous ses excès. La bravoure et l'esprit, nos deux qualités dominantes, ne tendent-elles pas à détruire? Les renfermer et les asseoir dans l'Unité, n'est-ce pas constituer la plus énergique et la plus active des sociétés humaines? Lorsque récemment la démocratie vint trôner sur les ruines de la monarchie, ne se vit-elle pas contrainte de démentir ses principes et de ramener à coups de hache la société française vers l'unité despotique? Cette résurrection de l'unité sous un nom nouveau, n'ébranla-t-elle pas le monde? Je n'approuve ici ni le pouvoir d'un seul, ni le pouvoir de tous; je prête l'oreille à l'histoire. Que le commentaire intéressé de l'avenir serve de pâture à ceux qui l'exploitent; les leçons du passé me suffisent. A ces faits incontestables, que répondront les théories?

La révolution française fut donc le dénoûment tardif d'une multitude d'iniquités partielles. Dans un État mal réglé, comme dans un mauvais ménage, tout le monde s'accuse, et le blâme que personne n'accepte est mérité par tous. Pas une fraction de notre société qui n'eût à se plaindre, en 1789.

Le trône était en souffrance, la philosophie voltairienne le dépouillait déjà de son antique honneur. La partie ultramontaine du clergé restait blessée par la constitution gallicane. Le clergé gallican luttait contre la défaveur publique. La noblesse, réduite par Louis XIV aux pompes de la cour et aux périls du champ de bataille, sentait bien qu'elle n'était plus que l'ombre de la chevalerie. Les Parlements ne s'accoutumaient pas au régime que le grand roi leur avait imposé. Chacun, se trouvant mal à l'aise, voulait changer de place. On ne s'apprêtait point à faire des concessions, mais à en exiger; ni à se sacrifier aux autres,

mais à sacrifier les autres à soi. Le lien moral, le lien religieux, se dissolvant à la fois, abandonnaient tous les caractères et toutes les classes à la pente de leur égoïsme ; un roman de liberté, un enthousiasme de nouveauté, une passion d'avenir, ingénieuse et ardente, couvraient de flammes magiques le berceau de nos troubles. Quand les embarras financiers eurent fait éclater le mécontentement universel, un élan d'espérance le suivit aussitôt ; on vit rayonner une aurore boréale, sur cette agonie qui paraissait une naissance. Toutes les sagesses y furent trompées : Turgot, Necker, Malesherbes, Franklin, Louis XVI lui-même, crurent à un avenir régénéré et prochain, tant on était mécontent de son sort, tant on avait besoin d'un changement.

A peine les États-Généraux furent-ils convoqués, à peine les gardes françaises eurent-ils fait passer du côté du peuple la puissance des épées ; Burke s'écria que la France était perdue. Dans cette exaltation que d'autres admiraient, il cherchait la justice, et, ne la trouvant pas, il niait l'avenir. La justice ! elle était impossible. Les torts dataient de loin ; et il y avait d'incurables blessures. Sieyes, l'esprit le plus profond de cette génération puissante, avait résumé la révolution en un axiome : *Qu'est-ce que le tiers-état?* — Ce qui voulait dire : *le pouvoir est aux masses ;* — et un mot sublime, dicté par l'intérêt personnel : *Vous voulez être libres, et ne savez pas être justes !* — explication de tous les avortements dont nous avons été victimes.

Burke vivait au sommet de la société anglaise ; il savait qu'elle n'eût pas subsisté une année sans le jeu régulier des pouvoirs, sans la puissance du lien moral, sans le sacrifice des passions personnelles et des théories philosophiques à la pratique de la constitution, à l'exercice journalier de la li-

berté. Champion souvent imprudent de cette moralité politique, il l'avait défendue, aux risques d'attaquer même les intérêts de son pays; et si l'on peut lui adresser un reproche, c'est d'avoir trop exigé de la faiblesse humaine, de ne s'être pas contenté de l'ordre extérieur maintenu par la société anglaise, de lui avoir demandé ces vertus d'abnégation peu conciliables avec la politique du succès. Quelle dut être sa terreur lorsque la France poussa le cri de vengeance, et dit que cette vengeance lui servirait désormais de loi! La France rompait avec le passé, niait l'expérience, ne reconnaissait de valeur qu'aux principes abstraits, et remontait aux théories primordiales; oubliant que les théories n'ont jamais rien créé. Ne calomnions pas nos pères : de nobles séductions se mêlaient à ces fantômes, et un effroyable malaise en autorisait l'adoption.

L'Anglais Burke qui jugeait leurs actes d'après la constitution anglaise, était clairvoyant et aveugle, sévère et injuste, vrai et inexact. Les mouvements convulsifs de la France portaient ce caractère de fièvre, de destruction et d'iniquité qu'il signalait; mais c'était la juger durement, de ne pas voir ce qu'elle avait souffert, et ce qu'elle gardait de sentiments nobles et de hautes pensées dans ses agitations. L'utopie républicaine était impossible; mais cette crise annonçait une phase nouvelle dans le développement des civilisations. Les monarchies s'en allaient, et avec elle l'élégance chevaleresque et la fidélité héroïque; mais, dans le nouveau sol, labouré par des révolutions inattendues, devaient germer des vertus d'un ordre nouveau. Tout ce que Burke a écrit sur la révolution française; cette mélodie funèbre qui pleure la société morte; cette prophétie qui embrasse un demi-siècle, est incomplète et sublime. Il a vu admirablement son époque et prévu cin-

quante années, qui devaient la suivre : rien de plus.

L'Angleterre pouvait être entraînée vers les idées de la France par ses éléments démocratiques, ses nombreux dissidents, l'exemple des États-Unis; enfin par une opposition formidable, à la tête de laquelle se trouvait Fox. Wilkes dont nous avons esquissé la double laideur; Horne Tooke, médiocrité ambitieuse; Sheridan, ambition étourdie; Thomas Payne, dialecticien et pamphlétaire athée; Price et Priestley, personnages dont nous parlerons bientôt; grossissaient les rangs de cette opposition, à laquelle se joignait un seigneur amoureux de bruit, d'argent et de pouvoir, lord Bedford. On y voyait aussi quelques talents jeunes, Erskine et Mackintosh, avanturiers de la plume et du barreau, qui n'avaient pas encore conquis leur place. Tous, préconisant la révolution française, provoquaient l'Angleterre à l'imiter. Ils montraient au peuple la liberté florissante, le commerce actif, la paix heureuse, couvrant de leurs feuillages et de leurs fruits la France et l'Europe vivifiées par l'orage de 1789. Les organes parlementaires de cette opinion, Fox et Sheridan ne reculaient pas devant les conséquences qu'elle entraînait. Le poète satirique Wolcott, qui s'était donné le nom de Pindare, comme Sancho pourrait prendre celui de Don Quichotte, passait sa vie à chansonner la cour. L'esprit de la révolution enflammait les Démosthènes des clubs. Les caricatures populaires versaient le ridicule sur l'aristocratie de 1688. Pitt faisait tête à l'ouragan et réunissait ses forces, pour lutter contre le flot, le vent et le tonnerre. C'était sur Pitt que Mirabeau mourant arrêtait son regard sagace. — « Cet homme, disait-il en parlant du fils de Chatham, est le *ministre des préparatifs.* » — Je le crois bien : il préparait sa défense. Représentant de 1688, il maintenait, sou-

tenait et contenait. Son devoir était de préparer, de suspendre, d'arrêter; non de précipiter.

Que fera Burke? membre de l'opposition; vieil ami de Sheridan et de Fox; placé aux premiers rangs des whigs; il voit ses compagnons d'armes tendre la main à la révolution française. Renoncera-t-il à ses opinions anciennes? Non, il brisera ses anciennes amitiés.

La retraite de Burke, nommée défection par les Whigs, accueillie avec enthousiasme par Pitt et les Tories, fit événement en Angleterre. Fox se laissait emporter vers la démocratie; Burke voulait demeurer dans les termes du whiggisme anglais de 1688. Burke était plus fidèle à ses doctrines que Fox et Sheridan ne l'étaient aux leurs. Mais, dans les choses politiques, tous les germes cachés se développent par le seul mouvement du temps et des affaires. Ce gouvernement parlementaire, qui secoue avec tant de violence et de confusion les hommes et les opinions, finit toujours par montrer le fond même des opinions et des hommes. Ainsi se détachèrent, en se dessinant avec netteté aux regards publics, Sheridan, l'homme de plaisir, ambitieux par besoin; Fox, le tribun populaire, maître de lui par le sang-froid et maître des autres par la violence; enfin Burke, le moraliste.

La guerre déclarée par Burke à la démocratie ne se termina qu'avec sa vie. Nous ne connaissons guère, en France, de ses écrits sur la révolution, que le volume de *Réflexions* commenté par Lally-Tolendal. On doit y joindre la *Lettre à un membre de l'assemblée nationale;* l'*Appel des whigs modernes aux anciens whigs;* la *Lettre sur le duc de Bedford,* et les *Méditations sur une paix régicide.* Le don de prophétie, conquis par la sagacité philosophique; l'induction remplaçant la divination; les suites d'un événement toujours calculées d'après les causes qui l'ont

fait naître; la certitude du jugement s'emparant des faits qui ne sont pas nés et en supputant les orbites, comme l'astronome ceux des planètes : voilà les mérites fondamentaux de ce travail auquel Burke a soumis la révolution française. Mais, s'il indiquait avec une netteté et une précision inouïes l'avenir prochain réservé aux fautes des hommes, il n'était pas juste, quant à l'appréciation des motifs, il ne pénétrait pas loin dans l'avenir. Accusateur public de la révolution française, il la traitait comme il avait traité Hastings et Cornwallis, avec la rigueur d'une équité métaphysique; il oubliait ce qu'il faut accorder aux antécédents, aux irritations, aux vengeances, aux passions, aux vertus mal employées. Il soumettait notre civilisation agonisante aux aphorismes de la spéculation abstraite; et les passions, à l'injuste justice d'une philosophie sans passions. Cette société qui avait la fièvre, le délire et le transport; que la débauche avait énervée; que l'ancienne ardeur de son sang achevait de perdre; qui se retournait dans son lit comme un triste malade; qui prenait le glaive et employait le feu pour déchirer ses membres; il la jugeait comme on juge un homme en santé, dont tous les actes sont dirigés par une raison saine et exécutés par des organes vigoureux.

Quant à la France, il avait tort. Garantir sa patrie de cette ardeur contagieuse et de cette fièvre enthousiaste, lui semblait un devoir; Burke le remplit avec courage, puissance et acharnement.

Il lutta seul contre une armée de tribuns, qui avaient levé l'étendard démocratique; hommes médiocres qui s'étaient emparés des circonstances et de l'opinion; aujourd'hui inconnus, après l'éclat d'une popularité éphémère. L'un, Thomas Payne, né en Amérique, avait aimé son

pays tant qu'il y avait trouvé la révolte et la guerre; dès que les États-Unis eurent constitué l'ordre, il les quitta pour la France où les éléments de désordre faisaient éclater leur violence. Esprit faux et rigoureux qui faisait de la dialectique avec colère, poussait les abstractions jusqu'à l'absurde, et, redigeant au milieu des orgies les théorèmes de sa géométrie politique, se trouvait d'accord avec l'aigre logique de Robespierre et le Code athée du baron d'Holbach. Devenu citoyen français, il entretenait une correspondance active avec Burke qu'il avait connu, en qualité de mécanicien et d'ingénieur, et qu'il essayait de convertir à ses doctrines. Priestley, livré, comme Thomas Payne, à des études physiques, s'élevait au-dessus de lui pour la moralité et le talent : c'était une ambition sans bornes et une envie profonde contre toutes les supériorités. Price, qui ne manquait pas de mérite comme statisticien et comme financier, marchait à côté de Priestley. Ce vieillard, né dans le pays de Galles, avait longtemps prêché l'arianisme dans l'obscurité d'une chapelle dissidente; délaissé et pauvre, il se ranimait dans sa vieillesse pour faire retentir, du haut de la chaire, la trompette démagogique, et saluer l'aurore de la révolution française, colonne de feu qui devait guider tous les peuples vers la liberté. Le progrès des sciences matérielles et physiques, l'orgueil blessé, la jalousie, le mécontentement des positions secondaires, poussaient toutes ces intelligences et toutes ces passions vers la révolte : leur mobile était le même qui précipitait Marat et Robespierre. Dans ces rangs, pas un seul esprit de premier ordre, excepté Mirabeau, qui, après avoir accompli la vengeance de sa colère, revint spontanément aux idées souveraines de fondation et d'ordre. Presque tous, avocats dédaignés, médecins sans crédit, naturalistes occupés d'expé-

riences secondaires; mathématiciens qui groupaient les sociétés comme des chiffres; ils avaient, contre le vrai génie, la haine des demi-génies; contre la propriété, la haine de la cupidité pauvre; contre l'esprit d'ordre, la haine inspirée par le besoin de détruire. En Angleterre, ils ne pouvaient donner pour excuse le délabrement des finances, la gestion fatale des affaires et le malaise universel. En France, l'édifice disjoint, ébranlé par ceux mêmes qui devaient le soutenir, croulait sur les têtes des habitants; était-ce un crime d'achever la ruine?

Mais la constitution britannique fonctionnait vigoureusement : elle allait avoir besoin de toutes ses forces pour résister à sa vieille ennemie, la France, à sa nouvelle ennemie, la démocratie. La religion y était encore la loi suprême, et la Loi y était encore une religion. Pendant que les passions se déchaînaient dans l'arène anglaise, on voyait debout, au milieu du cirque, les deux bases solides, la Religion et la Loi. En France, la religion se trouvait blessée et la loi détruite. Les vraies racines des constitutions plongent dans les âmes; les esprits sérieux savent que le lien réel des nations est moral, non matériel, et que le mécanisme des meilleures lois reste impuissant s'il agit sur des éléments dépravés ou amollis. Cette distinction entre les nécessités de la France et la situation de l'Angleterre, Burke ne l'établit point.

« Vous parlez des *droits* de l'homme, dites-vous; mais ses droits sont le corollaire de ses devoirs. Quelle société fut jamais fondée sur des droits? L'espèce humaine aime la tyrannie; dès qu'elle le peut, elle usurpe. En l'entretenant de ce qu'elle peut exiger, vous la poussez à l'usurpation. C'est d'une multitude de concessions individuelles que se compose l'indépendance publique. La liberté est une

fiction ; nous ne sommes pas même libres de naître et de mourir. Réglez l'état social, corrigez les abus. Mais songez que ce retour prétendu à l'état de nature est le retour au règne de la force et à la plus brutale des tyrannies. Vous abjurez le passé ? Insensés que vous êtes ! il reste dans le présent ! il y reste malgré vous ; car les choses d'aujourd'hui n'existent que comme résultat des choses d'hier. Vous détruisez ainsi les éléments de votre vie ; et par quoi les remplacez-vous ? Par le néant et la chimère. Vous voulez recommencer votre existence de nation : et vous mettez ce cadavre en lambeaux dans l'espoir de le guérir ! Le premier remède du corps politique, c'est la justice ; le second, c'est la patience !

Dans le vif sentiment de vos souffrances, vous marchez à la régénération par la violence et la fureur : c'est marcher à la mort. Vous portez atteinte à la propriété ; le titre primitif de cette propriété est injuste, dites-vous ? Quand même cela serait, vous êtes iniques. La prescription constitue le seul titre réel de la propriété humaine.

La terre appartient à tous les hommes ; et le partage du sol, fiction de la sagesse des siècles, maintient les sociétés. A travers des flots de sang, vous vous dirigez vers une loi agraire, que vous ne pourrez pas accomplir. Lorsque vous vous serez épuisés et décimés, vous tomberez de lassitude, entre les mains du premier ambitieux, qui aura la force : la force, c'est le seul dieu dont vous préparez l'avénement ; la force du glaive d'abord, celle de l'or ensuite. »

A mesure que le philosophe rendait ses oracles, chacune des prédictions s'accomplissait. Quelle vénération et quel étonnement devait-il inspirer à l'Angleterre, lorsque le lendemain ratifiait la prophétie de la veille ? Lorsque chacune

de ses pages, histoire écrite d'avance, se réalisait aux yeux de l'Europe ! On avait dit que le renversement du trône était impossible. Ce trône tombe en 1792. On avait dit que les massacres étaient impossibles ; le sang coula. On avait dit que la liberté serait conquise pour la France ; Napoléon parut. Il prédit encore que la France, dégoûtée d'expériences politiques et de conquêtes inutiles, tomberait à genoux devant la puissance matérielle de l'or : ceux qui vivent et qui réfléchissent savent si Burke s'est trompé.

A-t-il tenu compte des enthousiasmes généreux, des dévoûments, des misères populaires, des vengeances accumulées ? A-t-il aperçu, au milieu de ce chaos, les héroïsmes de nos pères, les grandes actions de tous les partis, les déceptions des nobles cœurs ? A-t-il vu l'avenir meilleur ? Non.

A sa voix la société anglaise s'arrêta ; le combat de la Grande-Bretagne contre la France et des institutions de 1688 contre la démocratie devint populaire. Il y eut dans les destinées britanniques trente nouvelles années de lutte qui sauvèrent l'aristocratie et le trône d'Hanovre.

Il mourut en 1797. Ses six dernières années furent consacrées au développement de sa prophétie : époque mémorable de sa carrière.

Du fond de sa retraite de Beaconsfield, il jetait ses prédictions au milieu de l'Europe étonnée. Les discussions des Communes ne lui inspiraient plus d'intérêt ; il ne voulut y prendre part qu'une seule fois, pour réclamer l'émancipation des catholiques irlandais. Sa *Lettre à sir Hercule Langrishe* contient le développement de ses idées sur cette matière importante.

On y voit encore régner le principe fondamental de sa philosophie pratique : corriger le passé, mais non le détruire ; élargir les routes de la liberté, sans renverser le pouvoir et l'ordre ; essayer la conciliation du succès et de la morale, du juste et de l'utile.

Dans cette intelligence profonde, le sentiment de la nécessité ne vibrait pas aussi puissamment que celui de la justice. De là ses erreurs d'homme d'État ; de là aussi son éloquence. Membre de l'opposition, il n'avait jamais voulu suivre Fox et Sheridan dans les iniquités partielles que réclamaient les escarmouches de la polémique intérieure. Méprisant les agitateurs de second ordre, qui exploitent le mensonge et vivent de passions ; il s'en était éloigné par la nature même des luttes qu'il avait soutenues : l'Inde et l'Amérique lui avaient offert deux vastes asiles, et ces questions étrangères l'avaient soustrait à la mêlée des Communes. En 1787, il eut le courage de ses opinions : sa rupture avec Fox fut l'acte solennel de sa vie, et ne lui donna ni pouvoir ni parti.

Cette persistance dans la même opinion, cet attachement aux institutions fondées par les whigs de 1688, cette répugnance pour les démagogues, ce respect de la liberté constitutionnelle, cette moralité politique poussée jusqu'au scrupule, caractérisent les actes, les discours, les paroles de Burke. En 1778, lorsque la prérogative triomphait, appuyée sur le favori North, Burke frappait la prérogative. En 1789, quand les Communes semblaient agitées d'une velléité démocratique, Burke les repoussait vers la prérogative. Ennemi de tout ce qui ébranlait cette constitution, il dut paraître aux uns séditieux, aux autres transfuge.

Ainsi Burke n'est pas un homme d'État, c'est un moraliste éloquent. Dans la pratique des affaires, il ne considérait que la moralité ; exerçant tantôt une justice sauvage et extrême, comme dans ses pamphlets contre la révolution française ; tantôt une justice rigoureuse, comme dans son attaque contre Hastings. Nous voici loin de Cromwell, de Shaftsbury, d'Élisabeth et de Richelieu. Ce n'était point le rôle de Burke (*).

(*) *France et Europe*, Juin-août 1838.

CORRESPONDANCE PARTICULIÈRE D'EDMOND BURKE (*).

---

§ Ier.

Nouveaux détails sur sa jeunesse, sa maturité et ses travaux. (**) — Résumé.

En juillet 1838, lord Melbourne disait à la Chambre des lords d'Angleterre « que de tous les excentriques modernes, M. Burke lui semblait un des plus étranges, que ses vues étaient impraticables et ses idées chimériques ; qu'il n'y avait dans ses jugements et dans ses paroles qu'exagération et extravagance ; qu'il n'admettait rien de modéré, point de modifications, point de transactions ; enfin, que son caractère, comme ses théories, se composait de violences contradictoires et inadmissibles. »

(*) *Correspondence of the right honourable Edmund Burke*, between the year 1744 and the period of his decease, in 1797. — London, 4 vol. 1844.

(**) Les parties de la biographie de Burke, mal éclairées par le travail précédent, reçoivent plus de jour et un jour plus vrai de celui qui va suivre. J'ai cru convenable de ne rien changer à ces deux études écrites à des époques différentes, et qui peuvent se compléter l'une l'autre.

Plusieurs années auparavant, le philosophe et poète Coleridge, dans sa *Biographia litteraria*, avait imprimé ce qui suit : « Personne ne fut jamais plus droit, plus vrai, plus ferme, plus conséquent à lui-même, d'un bon sens plus pratique et d'un génie plus sévèrement logique qu'Edmond Burke. Il ne s'est jamais démenti, il n'a jamais varié. C'est le modèle des hommes politiques. »

En réponse à cette assertion positive, venue de l'une des grandes autorités de l'époque, le brillant et spirituel Hazlitt prit la parole; il soutint que « Burke, intelligence subtile, mais non vigoureuse, casuiste éhonté de la politique, avocat habile et violent, manqua toujours de conscience et d'honnêteté, et que son ardeur belliqueuse s'accrut en raison de la légèreté de sa pensée et de son manque total de sincérité (*). »

Lord Brougham et le professeur écossais Wilson s'engagèrent, à leur tour, dans ce débat contradictoire, et prouvèrent, le premier avec beaucoup de verve, d'esprit et de chaleur, que Burke, écrivain de premier ordre et citoyen honnête, fut un politique inconséquent (**) ; » le second, que « le salut de l'Angleterre est essentiellement attaché aux théories de Burke, théories dont il ne s'est jamais départi, et qu'il a exprimées avec une éloquence puissante, une perfection de logique rigoureuse et une simplicité sans égale. »

Jugé diversement par tous les partis, il est évident que le grand écrivain et le philosophe dont nous parlons attend aujourd'hui encore son jugement définitif.

La correspondance particulière de Burke, imprimée

(*) *Mélanges et Reliques de W. Hazlitt.*

(**) *Statesmen of the Georgian Era.*

cinquante ans après sa mort, ne renferme ni anecdotes sur lui, ni détails fins et nouveaux sur la société de son temps. Elle n'en est pas moins précieuse. Ceux qui jusqu'à présent n'ont pas bien compris la situation de Burke en Angleterre, et la singulière part qu'il a eue, entre 1770 et 1795, au mouvement des affaires de l'Europe, trouveront ici la complète explication des obscurités de son caractère et des points énigmatiques de sa vie. L'hostilité de ce roturier contre la révolution française, l'attachement de cet Irlandais pour l'Angleterre, l'impuissance de ce grand écrivain politique à devenir chef de parti, l'admiration qu'inspirait à tous un orateur que personne n'écoutait, le feu qu'il a jeté dans certaines âmes, sans grouper les intérêts ou trancher les questions, le divergence des opinions à son égard, — anomalies extraordinaires que l'Angleterre du XVIII[e] siècle pouvait seule développer, — sembleront, à qui étudiera ces quatre volumes, les faits naturels d'une position exceptionnelle et d'un caractère unique.

Il est vrai que ce résultat exige une lecture attentive et courageuse; les deux mille et quelques pages qu'il faut dévorer n'offrent ni passion, ni variété, ni incidents, rien de ce qui sollicite et satisfait la curiosité vulgaire. Les situations ont changé, le point de vue n'est plus le même, l'émotion s'est refroidie ou portée ailleurs, la fureur de Burke contre les révolutionnaires ne trouve plus d'écho; par l'enroulement compassé de ses draperies, par les belles broderies de son style et la majesté éclatante de ses fleurs, n'étant jamais familier, même dans ses lettres intimes, il rappelle un peu trop la lourde manière de M. Thomas et de M. Necker. La sympathie n'ose pas naître, une existence si gravement respectueuse envers elle-même vous glace. On lui voudrait plus de naïveté, de caprice, de sim-

plicité, de naturel, sauf à perdre un peu de l'éloquence, du sérieux et de la vertu qui jamais ne le quittent.

Sous ces derniers rapports, il a peu d'égaux; la lecture de ses lettres, découvrant le fond de sa vie privée, augmente la vénération pour cet homme rare. Sans fortune et sans nom, d'une probité rigide et scrupuleuse, d'une sévérité de mœurs qui rend le succès plus difficile, amoureux de l'étude qui condamne à la retraite, nul n'a pesé d'un plus grand poids dans l'estime publique. Pitt, longtemps maître de l'État, Fox, chef de l'opposition, n'ont point éclipsé le philosophe. Sa voix a été une autorité, son opinion une puissance; seul il a constitué son propre parti. Les diverses armées se sont plutôt approprié les vues de Burke qu'il ne s'est livré à elles. En avouant ses erreurs politiques, nées d'un double excès de grandeur morale et de fécondité intellectuelle, nous ne le jugerons pas comme un chef de parti; il s'est isolé, héros religieux et grand-prêtre d'une moralité souvent inapplicable aux intérêts du monde.

Edmond Burke, Français-Normand d'origine, Irlandais de naissance, catholique par ses alliances et ses parentés, était surtout quaker par l'éducation, les penchants et les amitiés de sa jeunesse. Le nom véritable et antique de la famille était *Bourg*, transformé en *Bourke*, *Burke* et *Burg*, dans diverses branches. Un petit héritage de 300 livres sterling constituait tout son patrimoine. Attorney de la ville de Cork, son père avait exercé, avec assez de succès pour élever ses trois fils, cette profession qui tient de l'avocat, de l'homme d'affaires et de l'avoué; marié à une fille de race irlandaise, sa petite fortune provinciale lui donnait peu de relations avec Londres et l'écartait de tous les détenteurs du pouvoir. Edmond, son second

fils, était né sous le règne de Robert Walpole, à Dublin, en 1727 ou 28; lui-même hésitait sur la date précise de son baptême.

Du sein de cette obscurité si cachée, élever Burke au premier rang des hommes de son pays, tel est le problème que la destinée eut à résoudre; on ne pouvait l'imaginer plus compliqué ni plus étrange. Burke n'avait rien d'anglais. Il était pauvre et sans crédit, Irlandais, roturier, neveu de catholiques et élève des quakers. Alors tout se faisait par l'aristocratie et la richesse, l'Irlande ne comptait pour rien, le catholicisme n'osait pas lever la tête; enfin le quakerisme, secte dissidente, tolérée par les lois, estimée pour sa probité, ne se mêlait pas à des intérêts actifs, entachés de cupidité, de bassesse, de cruauté, comme il arrive après les révolutions. Il ne répudia aucun des caractères de son berceau, et n'ayant pour point de départ que des négations, pour perspective que des obstacles, il en fit ses moyens de gloire et ses leviers de succès.

Mis en pension par son père chez Abraham Shackleton, excellent quaker, Edmond y reçut une éducation religieuse et mystique, dont l'impression ne s'effaça plus. Au moment où il quitta Ballytore et l'école d'Abraham, pour faire à Dublin ses études classiques, Edmond Burke, tout imprégné de sentiments austères et tendres, ne savait pas même l'anglais. Destiné à être l'un des plus brillants écrivains de son pays, il entasse alors dans ce qu'il écrit les barbarismes et les idiotismes irlandais; on lit dans ses lettres des choses incroyables en fait d'ignorance: *like you it* pour *do you like it*, et, ce qui est pis, *I will* (pour *I shall*) *find it very difficult to be commonly virtuous*, tournure condamnée par les grammairiens anglais comme j'*avions*

et j'*étions* par les nôtres. Les premières lettres que Burke, à seize et à dix-huit ans, adresse à son condisciple le petit quaker Édouard Shackleton, qui en a dix-huit et vingt, sont des modèles de cacographie ; elles en offrent néanmoins le vif attrait d'une amitié pure et austère entre deux jeunes hommes qui, se destinant à des professions différentes, contemplent avec un sérieux poétique le monde et l'avenir ouverts devant eux.

L'un et l'autre sont livrés à cette noble hallucination de l'idéal et de la vertu, la plus belle passion des jeunes années. Si le sublime rêve n'a point de place dans la jeunesse de Pitt et de Robert Walpole, de Richelieu et de César, outils de gouvernement et de pouvoir, instruments de fer et d'acier, trempés pour conduire, mutiler et réduire l'humanité, il jette une douce lumière sur les premières années des moralistes et des poètes. Cicéron, Pascal, Cervantes, pour choisir nos exemples dans les nations les plus diverses et les temps les plus dissemblables, ont brûlé de cette flamme périlleuse, et Napoléon, dans sa jeunesse, l'a subie et partagée ; c'est le côté poétique de ce grand homme, c'est peut-être aussi par là que s'est perdue dans l'enivrement de l'espoir cette grandeur excessive.

Souvenons-nous donc qu'il y a deux races d'hommes supérieurs et même de philosophes. Ceux-ci croient à l'idéal, ceux-là n'admettent que le visible. Les idéalistes méprisent les hommes positifs ; en revanche, ceux qui, dans la jeunesse, n'ont pas, comme Napoléon, Burke et Dante, poursuivi l'immense idéal, qui n'ont jamais été aux prises avec la folie de la sagesse et celle de l'espérance, qui n'ont pas désiré plus, voulu plus, espéré mieux que ce monde ne peut donner ; ceux-là, injustes, prennent en

pitié les âmes impatientes des limites et du réel. Burke l'idéaliste offre une étude psychologique qui ne se reproduira peut-être jamais ; il a porté dans un monde les qualités du monde opposé, dans le royaume des faits la poésie, dans le domaine positif la théorie exaltée ; c'est ce caractère propre qui le détache et le distingue, c'est sa parure, son honneur, — et aussi sa faiblesse.

On le destine à la profession paternelle ; la Bible, Homère, Tacite, Thucydide, lui plaisent bien davantage. Il les étudie, non pas avec patience, mais, il le dit lui-même, « avec fureur (*). » Il passe de la fièvre poétique à la fièvre oratoire ; l'ardeur de la jeunesse se concentre dans sa pensée, et s'exalte encore de sa sobriété chaste et de sa sévérité puritaine. Les longues préparations de cette vie politique et littéraire, qui durent jusqu'à l'époque de ses relations avec Rockingham, sont marquées par mille indices de prudence personnelle, d'activité intellectuelle et d'ardeur bien réglée. Entre vingt-cinq et vingt-huit ans, faisant ses études de droit à Londres, il va passer à la campagne tout le temps dont il peut disposer ; solitaire et tour-à-tour habitant des petits villages de Turlaine, de Marstoke et des hameaux les plus obscurs, il y apporte ses livres, il y reste profondément caché. On voit bien que c'est un de ces esprits rares et contenus dans leur impétuosité secrète, friands de solitude et de liberté rêveuse, à qui leur imagination suffit comme foyer et comme clarté : — le vrai tempérament du poète. Rien n'est plus intéressant que cette lettre (**) où il décrit la curiosité des gens de village : « Est-ce un contrebandier, un auteur,

(*) Tome I, p. 21.
(**) *Ibid.*, p. 27.

un mauvais sujet qui se cache, un espion de l'Espagne ? il ne ressemble à personne. » Et là-dessus, préludant à cette vive sagacité qui ne le quittera plus, il déclare que le plus grand crime aux yeux des hommes, c'est de ne pas leur ressembler. Aussi se hâte-t-il de rejeter cette habitude rêveuse et d'abjurer cette volupté trop attirante de la solitude. Il a besoin des hommes ; il le sait, il le sent, et leur estime, qui s'acquiert à si peu de frais, seperd si aisément !

Ce fut pendant cette première époque solitaire de sa vie qu'il prépara le traité métaphysique (*Essay on the Sublime and Beautiful*), auquel il dut l'éclat imprévu de sa réputation naissante. Le poète y domine le philosophe ; le sentiment du beau et du grand y règne en maître, et le style a de la force et de la majesté ; les causes abstraites n'y sont ni approfondies ni suffisamment analysées. Un écrivain se révélait à l'Angleterre. Bientôt, de retour à Londres, il devient collaborateur de plusieurs *Revues* et rédacteur politique de l'*Annual-Register* ; ces travaux lui rapportaient peu. Il allait le soir se placer, rêveur, sur un des bancs du parc Saint-James, et là il méditait (*), Son attitude était fort simple, et son costume rappelait l'austérité de la secte quaker, dont les conseils l'avaient formé. Un soir, un membre de cette secte vint s'asseoir près de lui et le questionna sur son nom, sa famille, son avenir, et se prit d'amitié pour lui. Ce bon quaker l'introduisit chez le docteur Nugent, dont il épousa la fille, et qui commença sa fortune.

C'était en 1760. Chatham était premier ministre, effrayait le roi, imposait aux whigs, et forçait les tories au

(*) Anecdotes d'Almon.

silence. Un homme assez puissant, attaché à ce ministère, Gérard Hamilton, secrétaire du lord-lieutenant d'Irlande, jette les yeux sur Edmond Burke, jeune homme grave, ardent, noblement et sérieusement ambitieux, qui lui semble excellent à employer ou plutôt à exploiter. C'est un danger couru, dans la jeunesse, par tous les hommes de talent; ils trouvent quelque habile qui les devine et veut accaparer leur force. Celui-ci espérait s'affilier et absorber à son profit la vie entière du jeune Irlandais, qu'il emmena en Irlande, qui l'aida de sa plume, de son activité, de ses conseils, et qui, ne tardant pas à comprendre l'inféodation à laquelle on espérait le soumettre, repoussa la chaîne dont on voulait le charger. « Hamilton, dit-il à son ami, veut faire de moi une pièce de son mobilier, contre toute justice et aussi contre toute prudence. Il veut un esclave, objet inutile à qui le possède. Il refuse un ami fidèle, acquisition qui a de la valeur. Je lui pardonne cette erreur grave; la sagacité pratique ne lui manque pas, mais la sympathie lui est absolument inconnue, et, quant à moi, j'ai assez d'estime de moi-même pour ne pas devenir une des bêtes de somme de son écurie (*). » Hamilton lui avait fait obtenir une pension sur le trésor d'Irlande, pension qui montait à 300 livres sterling. Burke, il est vrai, avait eu soin de stipuler d'avance en faveur de sa liberté; dès qu'Hamilton voulut l'en priver, il rendit froidement la pension, et se dégagea de ce patronage ruineux et exigeant.

Sentir sa dignité, c'est l'assurer et l'accroître. Il est probable aussi, bien que les lettres de Burke n'en disent rien, que la politique entière de Chatham, imposant à tous

(**) Tome I, p. 67.

les serviteurs du cabinet une aveugle obéissance, déplaisait fort à l'indépendance de cet esprit spéculatif et de cette âme réglée par des maximes austères. En 1765, W. Fitz-Herbert l'introduit près de lord Rockingham, chef des whigs modérés et représentant de ces grandes familles qui avaient fait et soutenu la révolution de 1688. La bienveillance du caractère, l'agrément du commerce, la douce sévérité de la vie privée, rapprochaient naturellement Burke du marquis : principes, habitudes, idées, entre eux tout coïncidait. D'abord secrétaire particulier de ce seigneur, qui devient premier ministre (*first lord of the Treasury*) en juillet 1765, Burke est élu, par son influence et celle de lord Verney, membre des Communes pour le bourg de Wendover le 26 décembre suivant. La vie politique lui est ouverte.

---

§ II.

Première lutte de Burke, étudiée dans sa correspondance.

On a dit de Pitt, que les opinions accréditées à son égard en France sont les plus fausses du monde; cela est vrai de Burke comme de Pitt. Il est surprenant que nul biographe, pas même M. Prior, n'ait compris l'unité parfaite à laquelle la carrière de Burke a été soumise. L'aristocratie whig de 1688, tel est l'idéal de sa politique; Rockingham en est le symbole; il l'adopte en 1765, et il ne s'en départira plus; il n'est et ne sera whig ni comme Chatham, ni révolutionnaire comme Wilkes, ni tory comme North, encore moins jacobite comme

Hume, ou monarchiste comme M. de Maistre. Je lis dans une biographie de Burke, récemment publiée, que le plus grand et le plus violent apostat des temps modernes fut Burke, et que cet écrivain, qui devait terminer sa carrière par une malédiction contre la liberté, la commença par un pamphlet en faveur de l'anarchie. Ce pamphlet existe. C'est une satire et une parodie. Le but de l'auteur a été de rendre odieuses les théories démocratiques en poussant à l'excès leurs conséquences, et cet ouvrage, que l'on donne pour un libelle ultra-républicain, est l'ironie la plus amère et la plus injuste des doctrines républicaines.

Assurer le pouvoir aux mains des grandes familles whigs, apaiser doucement les mécontentements des colonies américaines et les conserver, repousser la démocratie avec force et le favoritisme tory avec dédain : tel était le programme du cabinet Rockingham, contenu, comme on le voit, dans les limites de cette modération philosophique et de cette sagesse élevée dont Burke devait être l'apôtre éloquent et fanatique. En février 1766, le nouveau membre pour le bourg de Wendover se leva et prit la parole sur la question des colonies et en leur faveur. « Vous avez fait entendre, lui écrit le lendemain un de ses correspondants, le docteur Marriott, une nouvelle éloquence, celle de la *philosophie politique* (*). Vos idées se pressent comme les flots; tout est neuf et à l'effet, et l'on dirait un de ces orateurs grecs que nous traduisons dans nos classes. » La verve ardente du jeune homme, longtemps soumise à une discipline sévère, se faisait jour enfin et versait les torrents de cette éloquence que lord Brougham a très-bien

(*) Tome I, p. 105.

caractérisée (*) : « Luxueuse dans son abondance et prodigue de toutes ses ressources, éclatant à la fois en ironie, en invectives, en métaphores, en allégories, en allusions, en fables, en paraboles, en anathèmes, mais quelquefois plus sonore et plus étourdissante que réelle, et laissant debout, au milieu de tant de bruit et de fumée, la forteresse de l'ennemi. »

Tel est le caractère de Burke, de son éloquence et de sa vie; il a toujours l'éclat, jamais le succès. La voix de Burke, déjà glorieuse en Angleterre, ne réussit pas à faire vivre plus de six mois le cabinet de Rockingham, cette administration si modérée et si honnête, qui tomba en 1766 sous le coup des intérêts coalisés. George III et les commerçants anglais trouvaient Rockingham trop favorable aux rebelles des colonies. North lui succéda. En vain essaya-t-il de conquérir l'éloquent ami de son prédécesseur; fidèle à Rockingham dans sa chute, Burke alla se ranger avec lui sous la bannière de l'opposition. Lord Rockingham lui-même reçut des ouvertures de la cour et l'offre de rentrer au pouvoir, s'il voulait céder et adopter des mesures sévères contre les colonies. Il refusa; Burke, commençant la guerre des pamphlets, qu'il a continuée toute sa vie, publia ce chef-d'œuvre du genre, les *Pensées sur la désaffection publique*. Nous ne pouvons convenir, avec Hazlitt, que ce soit un pamphlet démocratique. Il s'agissait de rallier les whigs de 1688 autour de Rockingham, et par conséquent de faire aimer les grandes familles, de confondre leurs intérêts avec ceux de la nation, et d'éloigner toute idée de prépondérance despotique assumée par les classes nobles. De là ce ton familier, bourgeois et presque radical d'un homme qui vivait dans l'intimité

(*) *Edinburgh Review*, t. XLVI, p. 269.

du marquis de Rokingham, du duc de Portland et de lord Charlemont. Il voulait populariser l'aristocratie et repousser à la fois l'ascendant du trône et celui du peuple : la convocation fréquente des Parlements l'effrayait; il craignait que l'on n'empêchât les fonctionnaires de siéger à la Chambre, et, ce qui prouve le mieux combien peu il se confondait avec les démocrates, c'est la vigueur avec laquelle il combat dans ce pamphlet les expédients de Wilkes et de Horne Tooke, la triennalité des Parlements, et l'exclusion des fonctionnaires de la Chambre basse.

« Vous voulez, dit-il, un Parlement triennal; vous prétendez exclure des Communes quiconque est salarié par le gouvernement. Ces remèdes, si beaux en théorie, je n'aurais point de peine à les vanter, si je ne voulais que flatter le goût populaire; mais je n'y crois pas. Un Parlement réélu tous les trois ans pourrait aggraver le mal au lieu de le corriger. J'aurais peur, je l'avoue, d'exposer si souvent les membres indépendants de la Chambre à une lutte avec le trésor. Qui ne voit d'un coup-d'œil de quel côté serait la défaite?

« J'en appelle à tous ceux qui consultent leur expérience, les ministères ne sont-ils pas plus forts au commencement, à la fin d'une session, qu'au milieu, à cette époque de sûreté comparative, où chaque honorable membre se sent à peu près bien assis? La réélection triennale n'est point un remède utile; si la corruption existe, vous la multipliez en multipliant les occasions où elle peut se déployer. De deux choses l'une : ou extirpez radicalement l'influence de la couronne, ou elle pèsera d'un poids d'autant plus lourd, que vos Parlements seront plus fréquemment renouvelés; toute indépendance de l'individu se trouvant anéantie, on verra la liste civile s'emparer définitivement des conscien-

ces, et le fléau que vous signalez s'établir comme institution permanente. Si vous voulez éloigner ou atténuer le péril, ne rendez pas trop fréquentes des luttes dangereuses dont le résultat n'est jamais favorable à la liberté de l'âme, à celle des actes, à la pureté des principes.

« Vous croyez que le Parlement, s'il bannit de son sein tout homme en place, va se mettre à l'abri de l'action de la couronne ? Erreur. Vous estimez apparemment que, pour guérir les maladies du corps social, il suffit d'une loi; moi, j'en doute. Par cette mesure, vous détachez du Parlement divers groupes dont l'importance me paraît majeure, entre autres, la marine et l'armée ; il vaut mieux encore les intéresser aux succès de l'état d'une manière un peu corrompue et blâmable que d'isoler entièrement leurs intérêts. C'est tout au plus ce que l'on peut essayer contre certains employés inférieurs des finances, que j'exilerais volontiers des élections; mais, si vous dépouillez de leurs priviléges les capacités, les fortunes, les ambitions, les courages, qui ont choisi la carrière de l'administration, de l'armée, de la marine, des finances; si vous leur enlevez le droit naturel d'être représentés, vous les armez contre vous. Soyez sûrs que ces institutions, dont ils ne partageront plus les bénéfices, ils essaieront de les renverser. C'est une considérable portion de la sagesse de savoir jusqu'à quel point on peut tolérer ce qui est mal, de ne pas tendre à une pureté imaginaire et impossible, afin que les vieux abus, ardents à se cacher, et persévérants dans leur vivace existence, ne créent pas des abus nouveaux, comme autant de voiles propices. Certes, il serait désirable que personne ne fût corrompu, et que l'influence de la couronne s'annulât; mais est-ce possible ? Non. Eh bien! de tous les modes d'influence qu'un gouvernement peut exercer, la

moins déshonorante pour celui qui la subit, la moins dangereuse pour l'état, c'est une fonction publique obtenue et remplie. Je ne détruirais pas, moi, une influence qui s'exerce au grand jour, sous le soleil, pour le service public, sachant bien que je ne puis abolir les contrats secrets, brigues, corruptions journalières, transactions clandestines, fraudes cachées, et ces mille moyens dont une administration use quand elle veut. L'équilibre de notre constitution anglaise a quelque chose de délicat, que le plus léger déplacement peut détruire; c'est matière difficile et périlleuse de toucher le moins du monde à cette machine compliquée. S'agit-il d'une réforme fondamentale, vous trouverez l'homme sage, lent à se décider; l'homme prudent, à entreprendre, et l'homme honnête, à promettre. »

On voit quelle est la position prise par Burke. Il ne la quittera plus. Champion des grandes familles whigs et non du trône, de la liberté pondérée par l'aristocratie et non du peuple, il pourra, selon l'occasion et la nécessité, faire pencher la balance de son éloquence vers les intérêts populaires ou vers la prérogative; mais c'est au centre même de la constitution de Guillaume III, de la révolution accomplie par les seigneurs, et dans le sein des principes de 1688, essentiellement aristocratiques, qu'il puise sa force. Il y voit l'idéal de toute politique, le règne des sagacités, des capacités et des races. La consécration du passé le lui rend vénérable; il en aime la stabilité et la gravité; la reconnaissance l'y attache. Il ne s'aperçoit pas que les années qui s'écoulent marchent contre ces mêmes doctrines, que bientôt les whigs de 1688 seront impuissants à sauver l'état.

A trente-quatre milles de Londres, dans une des pro-



vinces les plus pittoresques et les plus accidentées de l'Angleterre, dans le Buckinghamshire, non loin du château de Windsor, se trouvait une petite ferme que le poète Waller avait habitée, et où il avait écrit les plus tendres et les plus mélodieux de ses vers. A quelque distance s'élevait une maison de briques d'un goût d'architecture simple et sévère, vaste cependant, et d'une distribution commode; six cents acres de bois, de pâturages et de terres labourables complétaient ce domaine, que l'on appelait les Grégories (*), et qui, sans atteindre les proportions d'une terre seigneuriale, réunissait les avantages d'une propriété de rapport et d'un domaine d'agrément. Le marquis de Rockingham en fit l'acquisition, et offrit ce cadeau à son défenseur, à son athlète, au fidèle Burke. Ce dernier y passa le reste de sa vie en quaker et en paysan plutôt qu'en homme de lettres; on le voyait, dès le lever du soleil, les lunettes sur le nez, et de l'air d'un prédagogue de village, parcourir ses futaies, faire aménager ses bois, tracer les sillons, visiter les étables, construire des serres et cultiver le froment, l'avoine et les pommes de terre. Il consultait souvent sur ses procédés d'agriculture le célèbre agronome Arthur Young, et un jour il lui écrivit au milieu des plus vives préoccupations de la politique et du procès d'Hastings : « J'ai tué un bien gros porc, que j'ai engraissé de pommes de terre. Il est magnifique. » — On affirme que l'auteur des *Considérations sur la révolution française* était un agriculteur assez habile.

Cependant Rockingham ne remontait pas au pouvoir. L'Amérique s'était insurgée; North, qui la traitait avec

(*) Burke adopta pour cette résidence le nom d'une petite ville voisine, *Beaconsfield*. C'est de là qu'il datait ses lettres.

insolence et dureté, restait ministre. Cette question des colonies, cheval de bataille de l'opposition, question qui paraissait si importante au ministère et au parti whig, préoccupait médiocrement la nation. Le docteur Franklin était venu solliciter, en 1770, l'appui de Burke, que New-York choisit pour son agent; ce dernier réclama avec une éloquence foudroyante la destruction des monopoles du timbre et du thé, et intéressa l'Europe entière en faveur de ces puritains. La colonisation les avait aguerris, les épreuves les avaient endurcis, et ils voulaient secouer le joug.

« Vous perdez un empire, disait Burke aux Communes, et plus vous menacez, plus vous êtes ridicules. Il est ridicule, vous dis-je, de brandir votre tonnerre contre ce géant de l'Amérique révoltée, pour venir vous courber, huit jours après, devant les assemblées coloniales que vous prétendez mépriser. Ces Américains sont vos enfants, dites-vous? Et quand ils vous demandent du pain, que leur jetez-vous? Une pierre. — Vos raisonnements sur vos droits et vos argumentations métaphysiques vous ruinent. Consultez la raison d'état; laissez le reste aux écoles. Si votre imprudence, votre folie, votre malheur, vous font chercher de vains sophismes, de subtiles déductions, et empoisonner ainsi la source du gouvernement; si vous parlez aux insurgés de souveraine puissance et d'autorité indélébile, vous les engagerez à en rechercher l'origine et à mettre en question cette autorité même. Le sanglier poursuivi à outrance se retourne et tue le chasseur. »

---

§ III.

Burke élu par la ville de Bristol. — Fragmens de ses discours. — Sa vie privée étudiée dans ses lettres.

L'Amérique n'obtint pas justice, le Parlement fut dissous, North conserva le pouvoir, et le bourg de Malton élut Edmond Burke. Cependant Bristol, grande cité marchande, dont le commerce devenait de plus en plus important, voulut conquérir un tel défenseur, et lui envoya une députation qui, traversant l'Yorkshire, le trouva dans Malton même, d'où elle le ramena en triomphe à Bristol. Un commerçant nommé Cruger, fort riche, allait, du haut des *hustings*, haranguer le peuple assemblé; il céda la place à Burke, qui, tout poudreux du voyage, commença par remercier ceux qui avaient pensé à lui. Puis, s'élevant aux considérations les plus hautes de la philosophie politique, et toujours attentif à se séparer du parti populaire et des whigs extrêmes, il attaqua la théorie essentiellement démocratique du mandat impératif.

« Ne vous attendez pas, leur dit-il, à ce que je prenne envers vous des engagements formels. Un représentant doit vous sacrifier repos, plaisirs, jouissances; il ne doit immoler ni à vous, ni à aucun homme, ni à aucune classe d'hommes, son opinion, sa conscience, son âme. Dieu les lui a données, Dieu lui demandera compte du dépôt. Votre représentant vous doit non-seulement son activité, mais sa pensée propre; il vous trahit au lieu de vous servir, s'il la sacrifie à votre opinion. Le gouvernement est-il une affaire de volonté ou de caprice? Non, c'est une affaire de raison,

de jugement, de choix et de sagesse. Y a-t-il une sagesse possible quand la décision précède la discussion ? Ici l'on va conclure et statuer ; là-bas on va exécuter ! Ceux qui formulent la sentence sont à trois cents lieues de ceux qui écoutent l'argumentation ! Cela est absurde. Tout mandat impératif, enchaînant d'avance un membre des Communes et lui imposant une obéissance aveugle, est contraire aux lois du royaume. Nous ne connaissons rien de tel en Angleterre. C'est une erreur fondamentale, née d'une interprétation fausse de toute notre constitution. Le Parlement n'est pas un congrès d'ambassadeurs envoyés par différens états avec des intérêts hostiles, que chacun des agents doit défendre contre tous les autres ; c'est l'assemblée délibérante d'une seule nation, s'occupant d'un seul intérêt, celui de la communauté. Vous choisissez un membre, il est à vous ; mais, une fois choisi, ce n'est plus le membre pour Bristol, c'est le membre du Parlement. »

Ainsi les Communes étaient, pour Burke, non pas l'assemblée populaire composée de délégués chargés de défendre les intérêts divers de la communauté britannique, mais un sénat souverain de l'aristocratie bourgeoise, chargé de fabriquer les lois, soumises ensuite à la sanction des pairs formant le sénat féodal. On ne peut imaginer de système plus hostile à la fois à la démocratie et à la monarchie pures. Telle a toujours été l'opinion de Burke, qui, en 1780, ayant reçu des instructions spéciales et ne les ayant pas remplies, disait à ses commettants :

« Je n'ai point obéi à vos instructions ; j'ai suivi celles de la vérité et de la justice ; j'ai soutenu vos intérêts contre vos opinions avec une constance dont je suis fier. Un représentant digne de vous doit agir ainsi. Je dois consulter votre jugement sans doute, mais surtout je dois me de-

mander si, dans cinq années, vous et moi nous penserons sans regret et sans remords à la résolution prise aujourd'hui. Fallait-il me guider sur l'étincelle du moment? En me choisissant, vous avez voulu placer une base solide qui étayât l'empire, et non mettre une girouette sur le toit de l'édifice; instrument qu'on élève pour sa mobile souplesse, instrument semblable à ce député ductile, indicateur complaisant des caprices de la foule et des rhumbs du vent populaire! »

En 1775, ces opinions de 1688 étaient encore sinon populaires, du moins soutenables. Le candidat de Bristol, le commerçant Cruger, après le discours de Burke, dit au peuple :

« La précédente éloquence est de première qualité. Ditto! ditto! ditto! »

Burke fut élu. Aux Communes, il continua sa campagne contre North en faveur du cabinet Rockingham. Le point d'attaque était bien choisi pour battre en brèche le ministre et la prérogative, tout en se conciliant les diverses nuances des whigs. Il n'y avait pas d'ami de la liberté qui ne dût applaudir à la défense de l'Amérique opprimée, à la vigueur infatigable et à la puissance d'éloquence avec lesquelles Burke servait la liberté des colonies. En fait de prudence comme de moralité, il avait raison. C'était une nation devenue virile et qu'il fallait émanciper de bonne grâce, si l'on ne voulait pas qu'elle brisât sa tutelle. D'ailleurs, il ne conseillait pas l'abandon des colonies par la métropole, mais leur émancipation progressive, ni une concession honteuse, mais une paix honorable et généreuse. Jamais sa parole, qui devint trop magnifique ensuite, ne fut plus saine, plus sobre, plus majestueuse que pendant cette belle époque de sa vie. Ses discours sur la paix avec l'Amérique

comptent entre les plus beaux monuments de l'éloquence moderne, et se distinguent par l'énergie, la concentration du style, surtout par une sagacité de prévision extraordinaire. Dans les passages que nous extrayons, il prophétise l'émancipation définitive des États-Unis, la naissance de la fédération américaine, et, par un effort de pénétration plus digne encore de remarque, la scission des états du nord et des états du sud.

« Je crois peu, dit-il, aux *gouvernements sur le papier*. Les plans d'une politique isolée de l'exécution ne produisent que désastres. Saisissez l'occasion, c'est le grand instrument de la politique; saisissez-la pour faire le bien, selon la teneur de vos intérêts. N'allez pas demander le succès à des théories, ni le bien-être à des dilemmes; agissez selon la probité et selon la situation des choses. Aujourd'hui vous avez toutes les raisons pour faire la paix, pour la faire franchement et sans arrière pensée. Mille lieues de mer vous séparent de vos ennemis. Quelle action exercerez-vous sur eux? Entre l'ordre et l'exécution, les mois se passent, l'Océan gronde; il ne faut qu'un accident, une explication mal donnée, un ordre mal compris, pour détruire votre pouvoir. Vous avez des vaisseaux qui, les ailes déployées, ministres rapides de vengeance, vont la porter aux limites du monde; mais Dieu existe aussi, et, se plaçant entre vous et les objets de votre colère, il dit : « Vous n'irez pas plus loin! Qui donc êtes-vous pour vous » insurger contre la nature, et ronger insolemment le frein » de bronze de la nécessité? »

« — Vous avez affaire à une nation litigieuse, habituée à la chicane, discutant tout, nation d'avocats; *abeunt studia in mores*. Cette étude aiguise l'esprit, le rend prompt à l'attaque, armé pour la défense, préparé à l'enquête, et lui

fait aimer le combat des idées. Un tel peuple n'attend pas qu'il se sente blessé pour se révolter contre le principe qui le blesse ; il va chercher ce principe à sa source, et c'est là qu'il veut l'étouffer. Habitué à remonter des conséquences aux prémisses, son instinct l'avertit du danger lointain ; il flaire la tyrannie, il se met à la piste des abus, et cette recherche qui l'amuse n'est jamais vaine...

« L'esprit de liberté, très-vif dans les états du nord, l'est davantage encore dans les états du sud. La Caroline et la Virginie sont remplies d'esclaves, et la possession des esclaves donne toujours au maître un orgueil féroce qui lui rend son indépendance plus chère.

« Pour ces hommes, la liberté n'est pas seulement un droit, c'est un privilége ; elle constitue en leur faveur une aristocratie. Ils ne connaissent pas comme nous la liberté pauvreteuse, la liberté en haillons, souffrante, abjecte, la liberté esclave de ses vices et du besoin, mais la liberté-reine, la liberté impérieuse et obéie. Ce ne sont pas de grands moralistes que les planteurs, et je ne prétends pas leur faire honneur de cette passion de l'indépendance, orgueil plutôt que vertu ; mais la nature humaine est faite ainsi : vous ne l'abolirez pas. Les Américains du sud, propriétaires d'esclaves, tiennent à leur apanage plus qu'à la vie. C'était le fait des anciennes républiques, de vos ancêtres les Goths, des Polonais modernes. Tels seront toujours ceux qui commandent sans obéir ; chez eux, la hauteur de domination se combine avec le génie de la liberté, et ce mélange les fait invincibles. »

Un des membres des Communes, Johnston, s'écria : Grâce à Dieu, la galerie était vide. Si le peuple eût entendu ce discours, l'émeute courrait maintenant les rues, et la maison des ministres serait en feu. » — « Je regrette dit le co-

lonel Barré, que personne n'ait pris des notes : on les placarderait à la porte de toutes les églises ! » Sir George Saville écrivait à l'un de ses amis : « Qui n'a pas entendu Burke ce jour-là ne connaît pas le plus éclatant triomphe que l'éloquence humaine puisse remporter. »

Ce triomphe d'admiration et d'enthousiasme n'agissait pas sur les faits : rien n'était gagné. Il fallait encore savoir si l'indépendance de la colonie réaliserait les prophéties de Burke, et renverserait le ministère, si le parti de Rockingham lui succéderait, et si l'on parviendrait à faire dominer en definitive les doctrines aristocratiques du whiggisme de 1688.

North apprend que les troupes anglaises ont été battues près d'York-Town, « ouvre les bras comme un homme qui reçoit le coup mortel (dit un contemporain), et, se promenant dans sa chambre, s'écrie à plusieurs reprises : — Tout est fini ! » Pour lui, tout était fini. Le même jour il donne à dîner à quelques amis ; un message du roi lui est apporté ; il le lit et garde le silence. La conversation tombe sur le ministre Maurepas, alors fort malade et près de mourir. « Si j'étais ministre de Louis XV, dit un des convives, je voudrais connaître avant de partir le dénouement de la guerre d'Amérique. » — « Ce dénouement est connu, répond North très-froidement, et M. de Maurepas a le plaisir d'en être instruit. » Puis il donne lecture de la lettre du roi, qui après avoir raconté brièvement le désastre de l'armée, fidèle à l'entêtement de son caractère, promet à North de le soutenir encore, ce qui était impossible. Le 20 mars 1782, tous les bancs ministériels dégarnis le forcèrent de livrer les portefeuilles au marquis de Rockingham, à lord Shelburne, à Fox, à Burke, qui fut payeur-général, et à leurs amis. North n'avait prévenu aucun de ses adhérens.

Les Communes, le voyant debout, paré de son cordon bleu et en habit de cour, poussaient de longues clameurs, et le ministre eut peine à se faire entendre ; enfin, profitant d'un intervalle de silence, il annonça la dissolution du cabinet et l'ajournement de la Chambre. La pluie tombait; la plupart des membres, croyant assister à un long débat, n'avaient point donné ordre à leurs voitures de venir les prendre. Ils se pressaient tous sous le péristyle, pendant que North, montant dans la sienne, souriait à ses amis comme à ses ennemis, et leur disait en les saluant : « Bonsoir, messieurs ! j'ai ma voiture ; on gagne quelque chose à être dans le secret. » Cette administration, qui avait ému tant de colères, se terminait par un persiflage.

Les intentions les meilleures, les résolutions les plus droites, animaient le ministère nouveau, qui n'eût le temps de mettre aucun de ses plans à exécution. Quelques mois plus tard, la mort frappait le marquis de Rockingham, auquel succéda le spirituel et indécis lord Shelburne. Burke, redoutant ce caractère, donna sa démission.

Ici se termine la première lutte qu'il ait soutenue, la première époque de sa vie politique, occupée tout entière par la brillante et inutile défense des colonies américaines. Sa seconde campagne, qu'il regardait comme le plus glorieux combat de sa vie, consacrée à la défense des rajahs de l'Inde opprimés par Warren Hastings, est encore dominée par le même sentiment des intérêts de l'humanité, et l'on peut juger maintenant, d'après la correspondance posthume et secrète qui vient d'être publiée, de sa persévérance invincible, de sa moralité austère, de l'enthousiasme religieux et de la vertu désintéréssée dont il ne s'écarta pas. Tantôt les Irlandais catholiques lui envoient 22,000 francs comme marque de reconnaissance pour les services rendus

par lui à leur communion et à leur pays; il les leur renvoie en les priant d'employer cette somme à fonder des écoles pour les jeunes catholiques Irlandais (*), qui apprendront ainsi à servir leur patrie ou à la sauver. Tantôt un de ses vieux amis, qui sait que Burke n'est pas riche, le prie d'accepter un legs considérable, comme preuve d'admiration et de sympathie; Burke le remercie par une lettre, chef-d'œuvre de grâce et de bon goût dans le refus. Devenu *paymaster*, trésorier de la guerre sous le second ministère Rockingham, et maître d'émoluments qui eussent suffi à trois fortunes comme celle à laquelle sa situation et son rang pouvaient prétendre, il porte la hache dans ces émoluments même, commence par son propre sacrifice, se dépouille de 200,000 francs de revenu annuel, et fraie ainsi la voie à ce grand bill de réforme économique trois fois présenté par lui, trois fois rejeté par les fonctionnaires et les salariés qu'il appauvrissait au profit du trésor. Un soir, il est troublé dans son cabinet par une grande lueur qui vient tomber sur sa table et par des hurlements qui retentissent au dehors : c'est l'émeute de lord Gordon, une tourbe enragée qui vient de brûler la maison d'un ministre, et qui menace de brûler celles de tous les membres du cabinet ou défenseurs du ministère. Burke descend dans la rue, se mêle aux groupes populaires, y reconnaît bien moins de haine que de turbulence oisive, comme il arrive toujours; il se met à causer, dit qu'il est Edmond Burke, le membre des Communes, l'ami de Rockingham, se livre à ces gens qui ont des torches à la main et des couteaux à la ceinture, discute avec eux, combat leurs griefs, et rentre chez lui parfaitement tranquille, pour consoler et calmer sa

(*) Tome II, p. 294.

femme, qui mettait déjà de côté ce qu'elle avait de précieux, et regardait sa maison comme détruite (*). Ce tissu de faits généreux et nobles, sert de fond dans la vie de Burke, à une éloquence splendide et à des labeurs persévérants.

Je ne crois pas que cet élève des quakers ait négligé une occasion de bienfaisance. Un soir que la séance du Parlement s'était prolongée fort tard, il trouva chez lui en rentrant un rouleau de papier et une lettre; le rouleau contenait le manuscrit d'un poème bizarre, et la lettre venait d'un apothicaire ruiné. Burke, avec cette conscience qu'il portait dans tout, examina les vers et la prose, et, devinant un écrivain original et un esprit distingué, fit venir cet homme, et le pria de lui raconter son histoire. Notre poète avait, deux jours auparavant, fermé sa boutique, et traversé Londres sans un écu dans sa poche, ne sachant trop s'il n'en finirait pas avec la vie, dont il n'avait point à se louer; la nuit tombée, il s'était trouvé sur le pont de Westminster, non loin de la grande chapelle de Saint-Étienne et de la Chambre des Communes. Comme il prêtait l'oreille au cri lointain des vendeurs de journaux et au bruit sombre des vagues qui se poussaient sous les arches funèbres, où tant de cadavres suicidés ont roulé, il s'approcha du parapet. C'était une imagination triste et amère qui se plaisait à de tels spectacles; il avait dans sa poche un poème satirique sur les mœurs des classes qu'il avait pratiquées et connues. Dans cet instant, le nom d'Edmond Burke, l'honneur de l'Angleterre, hurlé par un crieur, vint frapper son oreille, et l'idée de recourir à cet homme célèbre naquit dans son esprit. Il se hâta de porter son manuscrit chez Burke avec une lettre fort simple. Re-

(*) Tome III, p. 62.

commandé par ce dernier au duc de Rutland, pourvu d'une petite pension, et plus tard d'un petit bénéfice, quand il se fut consacré à la vie ecclésiastique, Crabbe, c'était son nom, fut sauvé par Burke, devint l'ami de Walter Scott, et put développer un talent que la célébrité couronna bientôt.

---

§ IV.

Seconde lutte de Burke. — Procès de Hastings. — Anecdotes relatives à ce procès.

Vers cette époque, Burke écrivait à l'un de ses amis : « Je déteste nos mœurs modernes et cette fumée de Londres, et toutes nos habitudes mesquines ! (*) Que vous êtes heureux de vous asseoir, à Rome, sous l'ombre du Colysée et des grandes vertus antiques ! » Cet enthousiasme moral et cette ardeur d'imagination, qui l'avaient porté à s'armer pour la défense d'un nouveau monde, l'Amérique, l'entraînèrent vers le vieux monde oriental, opprimé et asservi, qu'il entreprit de venger. Déjà plusieurs circonstances avaient appelé sur les affaires de l'Inde l'attention de Burke. A peine Clive, habile aventurier dont la ruse et la violence préparèrent la domination anglaise dans la péninsule, avait-il ouvert à la compagnie des Indes cette vaste source de richesses, que les ministères de Bute, de North et de Chatham tentèrent de détourner au profit de l'État une partie

(*) *Ibid.*, p. 180.

de ces trésors. Burke, membre de l'opposition, les combattit, et eut ainsi l'occasion d'étudier la portion la plus compliquée et la plus obscure de l'aministration et de l'histoire britanniques. Peu de temps après, son cousin William Burke, homme d'esprit, ruiné par des habitudes de dissipation, reçut la mission de porter des dépêches du gouvernement à lord Pigot, gouverneur de Madras, qu'il ne trouva plus vivant. William se hâta de revenir à titre d'agent particulier du rajah de Tanjore, puis retourna dans l'Inde, en 1779, comme payeur-général de l'armée. Ce fut lui qui dépeignit à son cousin les horribles exactions dont la péninsule était le théâtre. L'âme de Burke fut émue dans ses profondeurs, et son ardente imagination s'embrasa de fureur. Ce fut bien pis lorsque deux Indiens, envoyés par Ragganaut, furent rencontrés par Burke dans les rues de Londres, tremblants de froid, objets de railleries et d'une pitié dédaigneuse. Il les recueillit dans sa maison champêtre de Beaconsfield, leur donna pour logement une serre qu'il fit meubler tout exprès pour eux, selon la mode de leur pays (*), et jura de venger sur Warren Hastings l'humanité, la morale et la justice.

Warren Hastings, avait servi la compagnie des Indes par des crimes : c'était servir l'Angleterre. Qu'est-ce donc que cette Compagnie, sinon l'instrument principal de la conquête et du commerce anglais? et l'Angleterre sans commerce, que peut-elle être? Rien. Écartons donc tous les sophismes. Oui, Hastings était l'homme de l'Angleterre, et il l'était trop; l'Angleterre a eu honte de cet agent trop dévoué, de ce bourreau trop sanguinaire, de ce financier trop habile à l'enrichir. Burke a élevé la voix en faveur de

(*) Tome III, p. 201.

l'humanité blessée ; il y était sollicité non-seulement par le sentiment de l'équité, mais par des antécédents assez peu connus et des rancunes de famille, légitimes d'ailleurs et honorables. William Burke, son cousin, avait été fort maltraité par Hastings. « Mon pauvre parent lui dit Edmond (*), les horribles persécutions que vous avez subies appellent la vengeance. » William Jones, le doux et aimable orientaliste, avait, dans ses conversations, accru la haine de Burke contre le Gengiskan du commerce anglais. Enfin, les deux envoyés du nabab Ragganaut, accueillis dans sa maison, augmentèrent son goût pour les mœurs affables et les habitudes sévères et courtoises de leur pays.

Ce fut lui qui anima tous ses amis au combat dont le résultat devait être la chute du ministère nouveau, on l'espérait du moins. On n'y réussit pas. Le procès d'Hastings fut un long spectacle, et voilà tout. L'Angleterre y assista sans l'approuver complètement. Burke, Fox, Shéridan, toute l'opposition, en dirigeant contre ce spoliateur leurs forces réunies, encourageaient-ils donc l'Angleterre à l'ingratitude ? Non, Hastings mis en cause n'offre pas un exemple de l'ingratitude des nations, mais de leurs remords. L'Angleterre, qui s'est effrayée de lui, en avait certes le droit; il avait enrichi sa patrie, mais à quel prix ? Elle devait le lui demander. Hastings était l'instrument sanglant de l'Angleterre. En face de lui, comme ce roi de Shakspeare en face de l'homme qui a interprété son geste et tué l'ennemi du monarque, elle se trouvait à la fois honteuse et satisfaite. « Ah ! je le voulais ! Qui te l'avait dit ? Qui te l'avait demandé ? Qui t'avait permis d'interpréter mes désirs et de lire dans ma pensée ? L'ordre du meurtre, le signal, te l'ai-je donné ? C'est donc

(*) Tome III, p. 260.

ainsi qu'il t'a plu de traduire un coup-d'œil, un clignement, un pli de mon front! Malheureux rois, malheureux peuples! d'avoir près de vous des interprêtes si habiles! »

De 1783 à 1792, la vie du moraliste politique est envahie par cette grande cause qui ne fait point avancer d'un seul pas les affaires, et qui ne renverse pas même le ministère nouveau du jeune Pitt. Ces deux incidents gigantesques, la révolte des États-Unis et le procès d'Hastings, sont aujourd'hui tombés en cendres; il n'en reste que l'éloquence de Burke, mais quelle éloquence!

Les discours de Burke contre Warren Hastings et ses travaux parlementaires sur les affaires de l'Inde, qui ne remplissent pas moins de deux volumes in-octavo, ont été fort admirés. Ils nous semblent porter les marques, non d'un progrès, mais d'une première tache annonçant la future décadence; c'est là que se trahissent pour la première fois les excès de ce grand talent, les métaphores outrées, l'énergie poussée jusqu'à la violence, la colère jusqu'à la fureur, la pompe jusqu'à l'abus des décorations. Mais aussi que de ressources! quelle rapidité et quelle variété! Quel inépuisable torrent de raisonnements et d'images accumulés en faveur du droit et de la justice! Dans son ardeur, il ne ménage rien, pas même les préjugés commerciaux de ses concitoyens. L'ironie, le sarcasme, le mépris, tombent à flots amers sur ces conquérants du négoce.

« Commis de magasin, s'écrie-t-il, qui se mettent sans façon à la place des monarques! banqueroutiers frauduleux qui escamotent des diadèmes, vendent à faux poids les trônes dont ils trafiquent, négocient les peuplades pour en garder l'escompte; escrocs de la tyrannie, dont ils n'ont



que la cruauté, non le courage; insectes dévastateurs, plus funestes que le lion et le tigre!

« Apprenez donc que c'est peu de chose de conquérir! Tout le monde peut voler : l'honneur est de conserver, de civiliser, de gouverner, d'administrer les nations soumises. Voyons, sortons un peu de cette gloire vulgaire que le fléau de Dieu partageait avec nous. Osons nous examiner. Que la purification de nos erreurs, que l'eau lustrale jetée sur nos crimes, qu'un pouvoir exagéré réduit à de justes proportions, nous confèrent une gloire réservée à nous seuls! L'Année 1756 fera époque, messieurs; elle a vu l'une des races du nord jeter au cœur de l'Asie des mœurs nouvelles, de nouvelles doctrines, de nouvelles institutions. Relèverons-nous l'Asie déchue, ou la dépouillerons-nous lâchement lorsqu'elle est gisante? Choisissez!

« Il vous faut, dites-vous, un pouvoir arbitraire? l'Inde y est accoutumée. Et où le prendra-t-on pour vous le donner, ce pouvoir? et qui vous le donnera? La compagnie? Elle ne l'a pas. Le roi? Il ne l'a pas. Vous-mêmes? Vous ne l'avez pas. En Angleterre il n'appartient à personne. Selon la loi de Dieu, il n'y a, pour nul d'entre nous, exercice libre d'une volonté souveraine et d'une complète indépendance. Parce que l'Inde a été mille fois dépeuplée, décimée, ravagée, vous croyez avoir le droit, dites-vous, de la ravager, de la décimer, de la dépeupler! Vous osez réduire en code et en principe les fraudes, les tyrannies, les violences de ces bandits, de ces misérables qui l'ont couverte de larmes et de cendres! vous consolidez cette masse d'absurdités et de crimes pour en faire la charte de l'Inde! Mais les conquérants tartares eux-mêmes, ces hommes inexorables, vénéraient la justice et s'agenouillaient devant l'équité! Le livre des *Dix principes* de Gengiskan,

les *Institutes* que Tamerlan a rédigés, prouvent qu'ils avaient foi dans la morale universelle, qu'ils se croyaient obligés à fermer pendant la paix les blessures de la conquête : plus miséricordieux dans leur barbarie, plus philosophes dans leur guerrière ignorance que vous, agents paisibles de quelques maisons de négoce, élevés sous le comptoir, enfants civilisés du trafic, devenus les plus impérieux des despotes et les plus impitoyables des maîtres! Votre corruption trouve aussi des excuses : vous dites que l'Inde a fait de l'exaction une coutume, du péculat une loi! C'est, dites-vous, une coutume reçue d'accepter un cadeau quand on rend visite aux princes! 200 livres sterling par jour comme droit de visite! mais savez-vous que ce sont 73,000 livres sterling par an? »

L'Angleterre ébranlée, les âmes émues, la morale vengée, l'Europe retentissante, le plus obstiné labeur, la plus haute éloquence, ne renversèrent ni Hastings, acquitté solennellement, ni ses défenseurs, debout et insolents sur les millions que l'Inde dépeuplée leur avait fournis. Le hasardeux et magnanime Fox était devenu chef de l'opposition, qu'il faisait agir et mouvoir à son gré. Le jeune William Pitt tenait le pouvoir; il avait paisiblement éludé le danger, en livrant Hastings, « s'il était coupable, » à la vindicte des lois. A sa moralité sévère, Burke gagnait l'estime et la gloire : c'était tout. Les hommes ont trop de faiblesses, nous ne voulons pas dire trop de vices, pour se laisser aisément mener par tant de vertu. Le quaker des Communes put s'en apercevoir. Ses commettants de Bristol lui devinrent un beau jour infidèles, parce qu'il avait préféré l'équité à leurs intérêts; Franklin le mena comme il voulut dans l'affaire des colonies; dans celle de la régence, Burke fut aussi peu consulté du Sardanapale de Carlton-House

que de l'idiot de Buckingham-Palace ; le prince de Galles n'avait pas de goût pour son puritanisme grandiose, et le vieux roi ne désirait point rapprocher de lui le whig de 1688. Je donte aussi que ses éloquentes paroles contre les extorsions de Hastings aient plu à la Compagnie des Indes, et que les fonctionnaires anglais lui aient su un gré infini d'avoir écourté de quelques millions leur prélèvement sur les caisses de l'État. Disons-le bien vite, en passant et sans tirer à conséquence, et tâchons que les dépravés ou les habiles ne profitent pas trop de l'aveu : moraliste, orateur, écrivain supérieur, Burke fut beaucoup dans son époque ; homme d'État, il ne fut rien.

C'est une belle vie après tout, et qui vaut mieux peut-être que la plus opulente ou la plus brillamment couronnée de ces succès politiques, que Burke n'a jamais remportés. Autour de lui se groupent tous les hommes purs, sincères, honnêtes. Les amis du fermier de Beaconsfield sont le savant William Jones, cet homme d'esprit qui a voulu être orientaliste ; Wilberforce, qui aimait l'humanité avec passion ; le délicat et doux Romilly, Joshua Reynolds, grand coloriste, esprit naïf et vif ; Barry, le peintre ; Crabbe, qui devait à Burke la vie et la gloire. Ces souvenirs forment une couronne lumineuse autour de la tête de Burke. Les études solitaires de sa jeunesse et la longue virginité de cette âme austère avaient préparé la maturité féconde du philosophe.

---

§ IV.

Dernier combat de Burke contre la révolution française.

Il y avait certes un peu de lassitude et de découragement dans l'âme de Burke, lorsque la révolution française s'annonça. Il avait marché de désappointement en désappointement; le whiggisme de 1688 perdait à chaque pas du terrain, ses succès d'orateur n'avaient ni maintenu le pouvoir dans les mains de ses amis, ni foudroyé Hastings, qui, amnistié par ses juges, nommé par le roi membre de son conseil, allait s'ensevelir avec une pension du trésor dans son château de Worcestershire. Et maintenant l'utopie républicaine lève la tête en France; elle menace de détruire et d'effacer de l'Europe ces grandes familles, où, comme il le disait lui-même dès 1760, « ces grands chênes protecteurs, dont l'ombre couvre le sol et l'embellit en le fertilisant! » L'Angleterre ne manquait pas d'éléments démocratiques. Allait-elle suivre l'exemple de la France? Tout était-il perdu à jamais? Devait-il renoncer à toutes ses espérances et condamner, comme des chimères, les théories de sa vie entière?

Lord Brougham dit avec justesse que la haine de Burke contre la révolution fut une frénésie. Dans le quatrième volume de cette correspondance, on la voit s'élever par degrés jusqu'aux derniers paroxismes. En vain Francis, homme d'esprit et de portée, dans une lettre des plus remarquables, lui indique-t-il les vieilles plaies de la France (*)

(*) Tome III, p. 168.

et lui démontre-t-il que ce « mesnage mal réglé, » comme le disait un prévôt des marchands de 1666, ne pouvait finir autrement. « Vous détestez les violences? lui dit-il, et moi aussi. Les commotions sont effroyables; mais quand le repos et la santé ne peuvent s'acheter qu'au prix de l'orage? Est-ce que Dieu n'a pas ordonné ou permis à la foudre de troubler le monde, afin de purifier les éléments? » Francis, homme supérieur, acceptait le renouvellement des empires, dont Burke ne comprenait que la stabilité. De ces deux éléments qui concourent à la vie sociale, mobilité et permanence, chacun d'eux avait choisi celui qui convenait à son caractère. Le voyageur et l'homme du monde, Francis, ne pensait pas comme le solitaire, le cultivateur et l'homme de lettres de Beaconsfield.

Dans son implacable haine de l'injuste, dans son amour du passé et de la loi, Burke n'hésite pas. Il veut que des armées étrangères imposent à la France la paix intérieure. Il pose en principe la nécessité de l'intervention. Il est plus aristocratique que les seigneurs, car il l'est par principe : non qu'il prétende, comme le croit lord Brougham dans d'excellentes pages, ramener la monarchie française à son despotisme antique; c'est toujours la constitution de 1688 qu'il a en vue, il ne s'en écarte pas. Il stipule d'avance (*) des garanties de liberté constitutionnelle; il lui faut une Charte, deux Chambres, une noblesse héréditaire, les grandes familles au pouvoir. Il voudrait que l'inviolable respect de la probité, de la propriété, celui des titres, des familles, des races, fût la base universelle du code social, en France comme en Angleterre. Il s'irrite de voir que la révolution de 1688 est à jamais dépassée, que c'est à la féodalité sur-

(*) *Ibid.*, p. 348, 349, 351.

tout que l'on s'attaque, que la démocratie pure, déjà installée en Amérique, s'établit en France, et donne l'exemple à l'Angleterre. Son accent devient furieux jusqu'à la rage, comme celui d'un homme blessé dans sa passion. Aussi, lorsque ses amis et ses collègues de l'opposition, les whigs de nuances diverses, tendirent la main à la révolution française, à cette grande ruine qui menaçait, selon lui, d'écraser l'Angleterre et d'ensevelir l'institution de 1688, quelle fut sa terreur ! Il résolut de briser avec tous ceux qu'il avait aimés, avec Francis, avec Fox, avec Sheridan, s'ils ne renonçaient à l'instant même à leur alliance avec l'ennemi public.

Le 9 février 1790 fut pour la Chambre des Communes un jour mémorable : on venait d'apprendre la révolte républicaine des gardes-françaises. Il y avait là un homme assez débraillé, dont le gilet jaune fané, l'habit bleu orné de boutons de métail, la chemise attachée négligemment, annonçaient qu'il sortait de la taverne, et qu'on l'attendait au jeu. Cet homme se nommait Fox ; son nom remuait l'Angleterre et l'Amérique. Sa tête puissante et sympathique, aux traits mâles et arrondis, empreints d'une énergique bonté, aux yeux pleins d'éclairs ou de larmes, couronnés d'épais sourcils menaçants comme ceux de Jupiter, enfin une vraie tête de tribun, se levait-elle au milieu du Parlement, l'assemblée tressaillait ; le murmure, les imprécations, les acclamations, suivaient ses paroles. Près de lui, un petit personnage, souvent endormi, l'œil aviné, étendu sur son banc, élégant et négligé dans son costume, s'éveillait de temps à autre pour lancer un épigramme ; ses amis le tiraient par la basque pour l'empêcher de compromettre leur parti ; il ne se souciait pas de leur colère, et continuait, au milieu des rires, des rappels à l'ordre et

des applaudissements; puis il se rendormait ou allait boire. C'était Sheridan. Ce soir-là, il ne dormait pas; la France se chargeait de tenir l'Europe éveillée. Il avait les yeux constamment fixés sur un personnage d'une physionomie lourde et singulière, portant une petite perruque ronde et de petites lunettes rondes, semblable à un pasteur campapagnard de l'église anglicane. Ordinairement, quand celui-ci tirait de sa poche un volumineux rouleau de papiers, la plupart des membres sortaient bruyamment pour aller dîner, en disant: « C'est Burke qui fait son discours. » On aimait beaucoup mieux le lire que l'entendre; il n'avait ni majesté, ni grâce; la monotonie aiguë de sa voix blessait l'oreille. Les résumés profonds, les résultats complets, les ardentes hyperboles, étaient sa propriété particulière. Ce jour-là, aucun rouleau n'était dans sa main, et il regardait fixement Pitt, le jeune ministre, mince et svelte, au front proéminent, à l'œil clair et limpide, aux traits aiguisés, dont la physionomie exprimait sagacité, dédain, calcul, persévérance. Son sang-froid et son habileté avaient forgé l'éloquence propre à son combat, une éloquence polie, solide, brillante, impénétrable. Sans essayer d'émouvoir, il affectait la simplicité, faisait parler l'utilité, invoquait l'intérêt, dissipait les doutes, réfutait les faits, présentait des preuves, et, lorsqu'il avait amené les esprits dans la sphère de la pure logique, au-delà des passions irritées, il appelait à son aide la dialectique, enlaçait l'ennemi, raillait, s'armait de sarcasme, et devenait à son tour impétueux et inexorable.

Tout le monde faisait silence. Que deviendra le ministère? comment l'opposition se dessinera-t-elle en face de la révolution française? Fox se montra digne de son rôle de tribun. Il loua la révolte comme une vengeance de

la liberté. L'indignation bouillonnait chez Burke. Il se leva: « Vous prenez l'apparence de la vertu pour la vertu, l'image de la liberté pour la liberté, l'ombre pour le corps, les pratiques pour la foi ! Vous vous livrez aux intrigues, vous vous abandonnez aux sycophantes ; vous êtes dupes et n'êtes pas naïfs ! » — Ensuite, essayant d'imposer silence à son émotion, il continua plus calme :

« Les Communes ont entendu ce que l'un des honorables membres de l'opposition a osé dire en faveur des troupes révoltées. C'est un grand danger que de telles opinions prononcées par un tel orateur, armé d'une autorité si haute. Pour moi, je voudrais que ma voix éveillât en faveur des sentiments contraires toutes les généreuses sympathies de mes concitoyens. Oui, c'est avec enthousiasme que je contemple une révolution comme celle de 1688, pleine de respect pour tous les droits, pure de sang, libre de crimes. Dès que vous me montrerez la violence, la rapacité, la cruauté, la perfidie, mes regards se détournent avec horreur. Le despotisme m'est odieux ; en France comme ici, je l'abhorre. Il y a un despotisme plus hideux que celui des monarques, le despotisme d'une populace sanguinaire, spoliatrice et féroce, chargée de tous les vices de la république et n'ayant pas une de ses vertus. Non, non, cet exemple, ne l'imitons pas ; détestons-le. »

Son regard, sombre et triste, s'était appuyé sur Fox, qui comprit l'adieu touchant et les égards de cet homme sincère, et qui lui répondit avec la même mesure :

« J'ai toujours eu la vénération la plus profonde pour le jugement de mon honorable ami. Ses paroles m'ont tenu lieu d'une instruction plus précieuse que tous les livres. C'est lui qui m'a enseigné l'amour de notre constitution ; c'est à lui que je dois toutes mes connaissances politiques,

ou du moins ce qu'elles ont de profond et d'utile. Le discours qu'il vient de prononcer, essor merveilleux d'éloquence, l'une des plus belles preuves de talent que l'on ait données en cette Chambre, excite mon admiration et ne m'offre qu'un ou deux raisonnements que je voulusse combattre. Cependant, quant à l'ensemble du sujet qui nous occupe, mes opinions ne peuvent varier. »

Tant de ménagements mutuels déplurent à Sheridan et le blessèrent ; plusieurs fois il avait rencontré sur le chemin de ses étourderies et de ses vices la tenue austère de Burke et sa moralité. Il ranima la discussion, en fit une querelle, et jeta l'invective à la tête de Burke :

« C'est un déserteur qui fuit notre bannière. Chargé de nos secrets, maître de tous les plans formés par les amis de l'Angleterre, il tourne le dos à la liberté qu'il a prétendu servir, et l'attaque dans son sanctuaire. Calomniateur de cette liberté, il se met en avant sans provocation, sans prétexte, et livre la guerre à ceux qui se dévouent aux intérêts les plus chers du genre humain. »

Burke ne daigna pas même le regarder, et sans engager de nouveau la discussion :

« Le fantôme d'une amitié d'autrefois aurait dû inspirer assez de respect pour que l'on nous épargnât ce langage. J'y suis accoutumé d'ailleurs : c'est celui des clubs vulgaires et des sociétés où l'honorable membre a eu récemment le malheur de s'égarer. A l'approbation dangereuse, aux funestes applaudissements de ses amis nouveaux, il sacrifie ses amis anciens, et ne voit pas que ce qu'il gagne ne vaut point le prix dont il le paie. Dorénavant notre politique est entièrement distincte.

« J'épuiserai mon dernier souffle et la dernière goutte de mon sang pour la constitution de l'Angleterre ; s'il le

faut, je renoncerai à mes plus tendres amitiés; j'irai m'asseoir parmi mes adversaires les plus acharnés plutôt que de laisser ce poison des opinions nouvelles pénétrer dans ma patrie. »

Burke était sincère, et sa troisième lutte, plus violente et plus effrénée que les deux autres, sa lutte corps à corps avec la révolution française, fut plus amère et plus malheureuse. Cet homme si sagace n'a pas compris le vrai nœud de la situation; cet homme si moral n'a pas reconnu les immoralités expiées par un peuple et un siècle tout entier, cet homme si passionné n'a pas réfléchi que la passion entrait pour les trois quarts dans les éléments de la révolution française, et les intérêts pour le dernier quart. Il n'a jamais voulu la considérer comme une vengeance, mais seulement comme un vol. Toujours épris de sa théorie aristocratique des whigs de 1688, il n'a pas vu que cette frêle et misérable machine de la monarchie française s'en allait en pièces disjointes. Plein de l'idée de l'ordre, les hommes qui renversaient l'ordre lui ont apparu comme des bandits, rien de plus. Ses lettres à Mercer et à Francis (*) sont remplies de ces idées de la propriété compromise, de la vie menacée, des citoyens en péril; quant aux longues rancunes populaires, aux abus du passé, à la difficulté de la situation, à la fièvre populaire, il n'y pense même pas.

On le plaint en lisant le dernier volume de sa correspondance; il devient le terroriste de l'aristocratie attaquée, et ne parle que de mesures sévères et sanglantes. Le sentiment du juste l'égare, il ne se possède plus. Lorsque le premier sang tombe sur le sable des Tuileries et le pavé des places publiques, lorsque le premier

(*) Tome III, p. 461, 480.

tocsin de la révolte lui présente dans leur horreur les déprédations, les violences, les massacres de l'avenir, il s'écrie que la société européenne est attaquée et qu'il faut la défendre ; que, sans une armée étrangère, rien ne se guérira ; qu'il faut envahir à l'instant, cerner, dompter cette région malade, et lui imposer la guérison ; qu'on ne doit pas laisser l'Europe s'inoculer la fièvre du crime ; que le devoir des princes est d'armer une croisade, et de marcher ensemble à la rescousse du salut public. Quelquefois, comme la prophétesse Cassandre, il est averti des calamités futures par sa terreur même, et, dès 1790, il dit à l'Europe : « Vous verrez ce roi constitutionnel périr emporté par un orage ; cette révolution brillante se traîner dans le sang, se terminer par la fatigue et s'assoupir dans le despotisme. Vous verrez un chef de guerre hériter des débris de la liberté. Ces républicains si fiers de leurs droits n'ont pas le sentiment du devoir, et leur création tombera. » Tout s'est accompli. Louis XVI a disparu dans la tempête ; le Directoire a succédé à la terreur, et Napoléon a recueilli l'héritage de l'un et de l'autre.

Depuis cette époque, il ne se rendit plus à la Chambre des Communes que pour continuer ce combat acharné contre les principes démocratiques et y soutenir l'aristocratie de 1688 ; aussi passa-t-il pour tory malgré ses protestations constantes. Justifier ou accuser la cause qu'il a défendue n'est point de notre ressort ; l'expliquer et le peindre est bien assez. La vie politique de l'Angleterre portait en elle le double développement de la conservation et du progrès, de la force qui soutient et de la force qui attaque, et c'était un beau spectacle assurément, c'étaient de magnifiques combats que ceux des Communes anglaises à l'époque dont nous parlons. L'avenir et le passé du

monde civilisé s'y trouvent. La démocratie s'annonce par la voix de Fox ; l'aristocratie de 1688 est représentée par Burke ; le caprice de l'aventurier politique anime les fantaisies de Sheridan. Celui-ci fait briller sa parole ; Fox effraie et séduit ; le dithyrambe et l'hymne philosophique appartiennent à Burke ; Pitt, moins pressé de briller que de vaincre, abandonne la victoire apparente pour suivre la réalité du succès. Il se fraie un passage à travers les obstacles et les intérêts ; il attend, prévoit, coordonne, et ne se repose que sur le champ de bataille, dont il serait resté le maître, s'il avait vécu quinze années de plus (*).

Ce ministre ne partageait point les colères de Burke, qui s'indignait de tant de froideur. Les hommes d'expédient et de succès sont froids ; ils soumettent au calcul les chances qu'il s'agit pour eux de dominer. Tel était Robert Walpole, tel aussi le second Pitt.

Celui-là n'avait point de colères; il les excitait partout, et ne les éprouvait jamais. On ne le vit s'émouvoir ni contre Hastings, qu'il abandonna quand il vit le pouvoir compromis par les actes du proconsul anglais, ni contre les jacobins les plus fervents ; il avait trop de calme et d'élévation dans la pensée pour ne pas comprendre la justification naturelle offerte aux excès même de la révolution française. Dès le premier moment, cet homme pénétrant avait découvert ce qu'elle avait de grand et d'inévitable. D'après un aveu singulier, que rapportent les Mémoires de sa nièce, lady Stanhope, Payne, Godwin, Priestley, ne lui inspiraient ni dégoût, ni dédain, ni fureur ; seulement, il les combattait : il les combattait pour le salut de l'institution anglaise qu'il avait reçue en dépôt. « Payne n'est pas un sot,

(*) V. le XVIIIe Siècle en Angleterre (*seconde série, Lady Esther Stanhope*).

disait-il à sa nièce, et il a peut-être raison ; mais, si je faisais ce qu'il veut, j'aurais demain trois mille bandits sur les bras, et Londres serait incendié. » — *Il a peut-être raison!* c'est tout l'homme pratique. Qu'il ait raison ou non, sauvons l'État !

Burke ne le sauvait pas et pouvait le compromettre. Au lieu d'attendre les événements comme Pitt, il jetait l'Angleterre, à la tête de l'armée d'attaque, en face de la France furieuse et vengeresse. Pitt lui semblait de glace pour la défense des intérêts aristocratiques, les mêmes, selon lui, que ceux de la nation. Il accusait d'égoïsme les princes d'Allemagne, qui sortaient difficilement de leur repos et s'engageaient avec peine dans une lutte redoutable. Tout en protégeant les catholiques d'Irlande avec un courage et une énergie soutenus, tout en défendant les Polonais dépouillés de leur nationalité, Burke sonne la trompette de la croisade contre cette révolution, qui, selon lui, renverse les bases du droit commun et ramène l'Europe à la barbarie. Il envoie son fils Richard à Coblentz (*), pour surveiller et animer les mouvements des émigrés français, rallier leurs intérêts, et les attacher à la cause commune par un indissoluble lien. Plus les années s'entassent sur sa tête, plus son ardeur belliqueuse augmente, et, dans cet enivrement de colère contre les destructeurs de ses théories, il ne fait la part ni des choses ni des hommes ; il juge M. de Lafayette comme Marat, et écrit à son fils : « Soyons *alarmistes*, semons la terreur. L'Europe est à deux doigts de sa perte (**). »

Nous ne pouvons regarder les vues de Burke comme

(*) Tome III, p. 385, 390, 392.

(**) *Ibid.*, p. 305.

justes, ni accepter ses théories comme valables. La révolution de France n'était pas une révolte, bien qu'il l'ait pensé ; l'émancipation des colonies américaines n'était point pour l'Angleterre une perte irréparable, ainsi qu'il l'a cru ; le commerce de l'Inde ne pouvait se passer de conquête et de ruse, comme il l'a imaginé. Honneur cependant à cette liberté qui permet à Romilly, à Wilberforce et à Burke d'évoquer dans les combats actifs de la politique les vérités morales! On croit voir la Pallas d'Homère planant sur la mêlée et pleurant les misères inévitables des mortels. Il n'a rien dirigé : Pitt se chargea de cette tâche ; le peuple ne l'a pas choisi pour tribun : Fox avait saisi le rôle ; mais, au moment où la nécessité frappait de son marteau d'airain nations et trônes, la voix de Burke s'élevait en l'honneur de la morale éternelle, qui, foulée aux pieds par les passions, semblait périr sur ce champ de bataille sanglant.

Tout entier à l'horreur que lui inspiraient les résultats de ce désastre, aveuglé par la fumée et la poussière, il ne vit pas assez la grande loi d'harmonie universelle qui de ce cataclysme devait faire sortir les nouvelles évolutions de l'humanité; il se trompa avec scrupule et sincérité. Il avait raison de blâmer la ruine, le sang versé, le trouble des familles ; il avait tort de confondre un tremblement de terre avec l'incendie allumé par des brigands. Son amour de l'ordre social et de la stabilité s'exaltait jusqu'au délire, et il opposait sa faible main au torrent qui emporte les sociétés renouvelées. C'est aussi de cette dernière époque de sa vie que date le dernier excès de son style ; c'est alors qu'il écrit ces phrases où l'accumulation des images, l'incandescence des métaphores et la fureur de l'invective dépassent souvent

le but qu'il veut atteindre, et trompent la violence de son effort.

Pendant que l'ébauche de la sainte-alliance était préparée par Burke, et que Richard, son fils, s'entendait à Coblentz avec les princes pour jeter les fondements d'une coalition contre la France républicaine, Beaconsfield devenait le rendez-vous des émigrés français et le point de ralliement de ceux des whigs de 1688 qui étaient restés fidèles au principe aristocratique. Ils étaient en petit nombre; l'effet naturel et nécessaire de la révolution française avait été de rapprocher l'aristocratie du trône, le whiggisme du peuple, et de supprimer ou d'éteindre le parti intermédiaire de la liberté aristocratique. Les partis s'étaient dessinés, et la monarchie d'une part, la liberté populaire de l'autre, avaient rangé leurs soldats sous deux bannières ennemies. Le découragement amer qui s'emparait de Burke ne brisait pas sa plume et ne désarmait pas sa colère. Un dernier coup vint le frapper; il perdit son fils Richard, le confident, l'ami, le soutien de sa vieillesse, et ne fit plus que languir. Après avoir soutenu quelque temps la guerre contre une armée de tribuns populaires, qui voyaient en lui l'athlète odieux du passé et le soutien des abus, il mourut à Beaconsfield, en 1797, l'œil fixé sur le sombre avenir qu'il annonçait à l'Europe, laissant un nom illustre, des écrits admirables et une fortune délabrée.

C'est un fait curieux, que non-seulement Fox, mais Pitt, Sheridan et même Burke, les hommes qui menaient l'Angleterre ou qui la conseillaient dans cette grande époque, ont vécu au milieu des dettes, et sont morts dans le même abîme. Cependant ils ne se ressemblaient guère. Si Sheridan était ivrogne et Fox joueur, Pitt n'avait point de passions, et Burke, rangé comme un quaker, vivait de

rien. Aucun d'eux ne fit honneur à ses affaires : Fox mourut insolvable ; le cercueil de Sheridan allait être saisi sans l'intervention de ses amis ; l'État paya les dettes de William Pitt, et celles de Burke ne purent être acquittées par sa veuve que dix années après sa mort et au moyen des plus continuelles privations. L'homme qui poursuit de nobles intérêts ou de hautes idées, artiste ou philosophe, homme d'État ou écrivain, fait peu d'attention à l'argent. Toute grandeur est désintéressée. Cette absorption la jette en pâture aux petits intérêts actifs qui l'environnent, qui déchirent à l'envi cette proie et la dévorent par lambeaux. La nièce de Pitt fait un tableau hideux de l'intérieur de son oncle sans cesse volé. Ces géants de l'ordre intellectuel sont des enfants que battrait, en fait d'économie personnelle, l'intelligence la plus débile, repliée sur l'égoïsme et concentrée dans les calculs de la vie matérielle.

Tel nous est apparu dans cette volumineuse correspondance le caractère singulier et énigmatique d'Edmond Burke. Telles sont les trois phases de cet écrivain politique et de cet orateur philosophe, si austère dans les principes et si impuissant sur les faits. Sa lutte contre le ministère pour l'Amérique, celle qu'il a soutenue contre Hastings pour les rajahs, contre la révolution française pour l'aristocratie, n'ont obtenu aucun résultat. Sa vie, que l'on s'est habitué à regarder comme ballottée d'incertitudes violentes, est la plus simple du monde, et soumise à un seul mouvement régulateur. Voulant faire triompher le juste, il dédaigne l'expédient. Le vrai est pour lui dans la conservation du passé, le juste dans la garantie donnée aux intérêts et aux droits ; c'est ainsi qu'il agit uniformément dans ses trois luttes. Il veut que la colonie américaine soit dépendante de la métropole, mais non oppri-

mée; il veut que le commerce de la Grande-Bretagne avec l'Inde fleurisse, et ne soit pas taché de sang ou souillé des boues de la cupidité; il veut que l'état social de 1688 subsiste malgré la France de Robespierre. Au fond de la pensée de Burke, on voit un seul idéal qui s'élève et règne, qu'il soit dans l'opposition ou qu'il s'en sépare, qu'il vote avec Fox ou contre Fox, qu'il parle contre les ministres pour l'Amérique, contre Hastings pour l'Hindoustan, contre la France républicaine pour l'aristocratie whig attaquée. De là sa violence exaltée, devenue une maladie et un fanatisme.

Les éditeurs, dans la préface de cette correspondance, rapportent que plusieurs biographes ont successivement essayé d'écrire la vie politique de Burke, et se sont désistés. En effet, celle de M. Prior est incomplète, et la difficulté étant dans le fond, non dans la forme, il faut, pour la vaincre, aborder et étreindre avec audace l'éternelle question de Machiavel. Y a-t-il un absolu en politique? Et la poursuite du succès s'accorde-t-elle avec la recherche du bien? Machiavel l'a résolue négativement. Les hommes politiques de son école ne s'embarrassent guère de vertu et de vice; il les acceptent et s'en servent indifféremment, pourvu que le succès couronne l'un ou l'autre, ou tous les deux. Pour Burke, il n'y avait pas de politique hors du droit acquis et du pacte affermi par la consécration définitive du passé. C'est condamner la vie des peuples à l'immobilité.

Dans la vie privée, Burke était un modèle de bonté, de générosité, de vertus sévères et douces, et d'enthousiasme pour le bien. Il n'y a pas de vile faiblesse, encore moins d'infidélité politique, chez Burke, et la correspondance que nous avons sous les yeux le prouve assez. Que d'ac-

cents de franchise ! quelle vérité sévère ! Lorsque le docteur Schlosser, dont l'histoire (*) est tissue de graves erreurs, affirme que Burke « a mutilé volontairement sa gloire pour gagner la faveur des privilégiés et des *incorrigibles,* » l'historien allemand dit exactement le contraire de la vérité. Burke n'a rien gagné à sa lutte inutile contre la révolution française ; il y a perdu. Renfermé dans sa retraite de Beaconsfield, et dévoré d'une douleur sombre que la mort de son fils bien-aimé changea en désespoir, il est descendu lentement au tombeau sans qu'un rayon de joie échauffât sa solitude. Commettre plus de bévues que le philosophe allemand n'en a jeté dans ces huit pages, où il est dit, par exemple, que lord Rockingham était un « jockey, » et qu'il s'était chargé du « pot-au-feu de Burke, » est difficile ou impossible. Rockingham montait à cheval comme tous les gentlemen, et il avait donné à Burke une maison, pour que celui-ci eût l'indépendance nécessaire à la vie politique.

Inaugurée par dix lettres de Burke à un jeune quaker, la correspondance se termine par l'exhortation éloquente d'une quakeresse à Burke mourant ; ces deux limites du recueil sont bien plus significatives que l'on ne croit. Suspendez ces deux flambeaux aux deux périodes extrêmes de sa vie, ils l'éclairent tout entière ; pas une de ses actions qui n'en porte le reflet.

Dès son début, les Américains l'intéressent, et la Pensylvanie est pour lui la région aimée, parce qu'elle porte le nom du quaker Guillaume ; il se promène avec Franklin sur les bords de la Tamise, et fraternise avec

(*) *Geschichte des XVIII Jahrhunderts*, t. II, liv. 8, cap. 2. *Burke.*

l'imprimeur de Philadelphie. Veut-il fonder plus tard pour les jeunes émigrés français une école gratuite, c'est sous l'invocation de Penn qu'il la place; il la nomme *Penn-School.* Ses premières affections, le premier pli de son âme, le premier jet de son esprit, ont été dominés et tempérés par cette rigidité prudente et cette ardeur contenue, dirigée vers l'idéal, dont jamais le condisciple de Shackleton ne se dépouille. De là cette anomalie d'une sévérité qui paraît pédantesque et d'une immobilité en contraste avec le mouvement actif de la politique; quelque chose de peu vivant et de lourd dans l'éclat même de l'éloqueuce; de là aussi cette diplomatie mêlée de ferveur et cette économie régulatrice des intérêts publics; de là ces vertus simples et fermes, qui le protégèrent si efficacement; de là aussi ce sérieux exalté d'une éloquence excessive comme son âme.

Plus monarchique que les rois, plus Irlandais que les Irlandais, il gourmandera l'empereur d'Autriche, trop lent à prendre les armes pour les trônes; les plus ardents chevaliers de l'armée de Condé ne le seront pas assez pour lui; Fox et Sheridan poursuivront Hastings avec trop de froideur; à peine Grattan, patriote virulent, défendra-t-il les catholiques d'Irlande avec une vivacité et une énergie suffisantes. « Il est enragé, dit l'aimable Romilly dans une de ses lettres adressées à M. Dumont de Genève (*); il est *enragé*, ce Burke. « Comme Spinosa, qui trouvait Dieu en tout, ivre qu'il était, dit Novalis, de l'idée divine *(Gottgetrunkener Mensch)*, Burke, enivré de l'utopie de 1688, devint le Ciceron d'un autre Verrès nommé Hastings, et le

(*) «.... Uncommon warmth,... uncommon *rage*, I should rather say... » (, July 1782.)

Pierre-l'Hermite d'une nouvelle croisade contre la république française. Homme du passé, parce que le passé a la consécration de Dieu, il n'a pas réfléchi que Dieu aussi veut l'avenir, qu'il transforme incessamment le monde et règle les évolutions orageuses et nécessaires de nos destinées (*).

(*) Revue des *Deux-Mondes*, Juillet 1845.

BENJAMIN FRANKLIN.

DOCUMENTS BIBLIOGRAPHIQUES RELATIFS A BENJAMIN FRANKLIN

ET A SON ÉPOQUE.

Mémoires de M. le marquis De Lafayette.

Franklin's autobiography.

——— Works, ed. by Jared Sparks.

Bancroft. History of the United states.

Gouverneur Morris. Letters and Memoirs.

Washington Papers.

Memoirs of Wraxhall.

Garat. Mémoires sur la vie et les écrits de M. Suard.

BENJAMIN FRANKLIN.

(1750—1800.)

§ Ier.

Naissance et jeunesse de Benjamin Franklin. — Ses ancêtres. — Situation de son pays.

En 1673, il y avait à Londres deux hommes qui préparaient l'avenir de l'Amérique Septentrionale ; c'étaient Jean Locke, le maître philosophique de Jean-Jacques, et lord Shaftsbury, le type de tous les agitateurs constitutionuels, le modèle de Mirabeau (*).

Locke rédigeait alors les lois futures de la Caroline du Sud, dont une partie était la propriété de Shaftsbury, ce dernier en corrigeait la rédaction. Voilà des langes de peuple confiés à des mains singulièrement choisies. Sous les yeux et sous les ordres de Shaftsbury, ministre conspirateur, Jean Locke, le docteur de l'indépendance métaphysique, écrit, non sans prévision, les lois libérales qui doivent régir la colonie anglo-américaine. Il a soin d'y intro-

(*) V. sa vie, plus haut, p. I.

duire toutes les idées que plus tard l'éloquent Jean-Jacques, le lumineux Voltaire et le lourd Raynal vont propager à travers le monde, comme des idées hardiment nouvelles, c'est-à-dire la tolérance des opinions religieuses, la liberté de la presse, le jugement par le jury, et l'indépendance individuelle. Locke et Shaftsbury font pénétrer ainsi en 1673 dans les veines de la jeune société d'Amérique la sève qui animait la république de Cromwell, et qui cimentera le trône de Guillaume III ; la sève du vieux sang teutonique, ravivée par la rébellion puritaine, et tout ardente d'une liberté longtemps comprimée.

Telle est la généalogie des insurrections britanniques. Ce qu'il y a de plus étrange, c'est que la trace, vive encore aujourd'hui, de l'œuvre opérée par ces deux hommes, de leur influence sur l'Amérique, n'a pas été reconnue jusqu'ici. On possède les lettres adressées à ce sujet par Shaftsbury à Locke (*), la constitution rédigée par ce dernier a été imprimée. Les lois qu'il a données à la Caroline du Sud sont encore en vigueur. On sait que Shaftsbury, emprisonné à la Tour, comme conspirateur (**), demanda à Charles II la permission de se réfugier dans ses propriétés d'Amérique ; pas un seul historien n'a tiré les conséquences de ce fait. Le dernier biographe de Locke, lord King (***), n'en parle même pas. L'indépendance américaine, pétrie sous la main d'un philosophe rationaliste, un siècle avant son irruption, et née sous l'inspiration d'un chef de l'opposition anglaise, méritait cependant un regard.

(*) *The Life of the first earl of Shaftsbury*, by B. Martyn, London, 1836 ; tom. II, pag. 95.

(**) V. plus haut, sa vie, p. 81.

(***) *The Life of John Locke*, by lord King ; London, 1825.

Il faut, pour apprécier le fait que je cite, se rappeler la situation occupée par Locke et Shaftsbury; l'un était le Sieyès, l'autre le Mirabeau de leur temps. Shaftsbury, qui avait connu Cromwell, se portait, en 1673, l'héritier de cet usurpateur, dont il essayait de régulariser et d'organiser pacifiquement la révolte; Locke, secrétaire de Shaftsbury, et que Charles II devait bientôt chasser comme athée de l'université de Cambridge, tentait d'adoucir et d'épurer, pour les rendre populaires, les théories démocratiques de Milton. C'était des deux côtés le même travail. Locke opérait dans le domaine de la philosophie l'œuvre que Shaftsbury essayait dans le monde politique. Shaftsbury luttait contre Charles II; Locke, contre l'église anglicane. L'un opposait à la monarchie absolue, hautement proclamée par Charles II, les obstacles d'une opposition parlementaire, taquine et infatigable; l'autre opposait aux habitudes belliqueuses d'une théologie inexorable et militante ses systèmes de tolérance fondés sur la liberté de penser. Ces deux hommes, représentants du libéralisme le plus avancé, sont les vrais législateurs des États-Unis.

La matière sur laquelle ils opéraient était merveilleusement propre à leur expérience. Le germe de la résistance s'était trouvé déposé au sein de la colonie anglo-américaine dès le premier moment de sa formation. Elle n'avait jamais été qu'un refuge pour les mécontens de l'Angleterre. Là fructifiait ce noyau teutonique, hostile depuis long-temps aux institutions monarchiques; là vivaient les puritains les plus farouches. Ce fragment tout anglais ne s'était détaché de la souche primitive que par haine de l'autorité religieuse et du trône. Fidèle à l'ancienne obstination pélagienne à cet entêtement de la volonté qui a toujours caractérisé la

Grande-Bretagne, un petit groupe d'hommes croyants, fiers et acharnés, avait préféré le désert libre et le labeur affamé à la civilisation sous le joug. Ils frayèrent aux mécontens la route vers l'Amérique, et pendant deux cents années, ceux qui pensaient comme eux les suivirent.

Je viens de montrer deux demi-républicains, Locke et Shaftsbury, construisant, en 1673, les lois de l'Amérique du Nord; je viens de dire aussi que le génie rebelle et opiniâtre de la colonie datait de plus loin. Quarante années auparavant, en 1633, une scène touchante annonce à l'Amérique Septentrionale ses destinées de liberté. *Fleur-de-Mai*, petit vaisseau peint en noir, était à l'ancre dans le port de Delft. De semaine en semaine, on y voyait accourir et se placer sur le pont de bonnes gens vêtus de noir aussi, tristes, graves, chantant des psaumes, qui, n'ayant pour cargaison que leur Bible et un peu de jambon salé et d'eau fraîche, traversèrent l'Océan en chantant ces psaumes, pour aller fonder Philadelphie et New-York. Ce petit vaisseau *Fleur-de-Mai* m'a toujours paru intéressant et poétique comme le vaisseau des Argonautes. Cinq années plus tard, en 1638, craignant cet exil de son peuple, Charles Ier, par une proclamation datée du 1er mai, prohiba l'émigration volontaire qui peuplait l'Amérique aux dépens de la Grande-Bretagne, et la peuplait des hommes les plus dévoués, les plus héroïques, les plus nobles, les plus braves, les plus honnêtes. Le navire qui devait emporter Cromwell, Hampden, lord Say, lord Brooks, sir Arthur Hasslerig, en un mot tous les chefs du puritanisme libéral, fut arrêté dans le port, et le roi contraignit ceux qui devaient faire tomber sa tête à ne pas quitter le pays. Ils restèrent donc pour son malheur. Ils restèrent pour continuer en Europe, à travers les échafauds et les guerres

civiles, la même propagande de résistance que leurs frères importaient dans l'Amérique Septentrionale, à travers les savanes et les forêts vierges, sous le tomahawk des sauvages et sous la dent des ours.

C'est là une miraculeuse progression de la destinée humaine, et l'on ne peut qu'admirer la logique sévère qui domine les évènements de ce monde. Telle cette nation nouvelle a été semée, telle elle pousse. Elle est née pour la liberté, par la liberté, avec la liberté; elle vivra par la liberté. Elle est, dans son essence, rupture avec l'Europe, rébellion contre le passé, dédain et négation. Telle elle reste, telle elle sera. Protestante, critique, puritaine, bourgeoise, industrielle, industrieuse, faite pour le labeur, lui devant tout, lui demandant tout, elle emprunte au teutonisme sa vieille sève acharnée, la force, la volonté, l'activité et la colère implacable. C'est là sa vraie constitution. Croyez-moi, les constitutions qui ne sont qu'écrites ne vivent guère. Celles qui coulent avec le sang des peuples n'ont pas besoin qu'on les écrive. Ici le teutonisme est le germe; le puritanisme le développe; la résistance et l'opposition l'alimentent; Locke et Shaftsbury lui donnent leurs soins. Vienne le moment favorable, les républiques transatlantiques ne manqueront pas d'éclore, et c'est là ce que nos pères ont vu. Leur étonnement a été extrême, et le nôtre ne l'est pas moins, l'étourderie humaine est incurable.

J'ai marqué sur ce berceau des États-Unis les dates importantes : 1633, 1638, 1673; l'émigration, la persécution, la législation. Peu d'années après cette dernière date, en 1682, un puritain fervent du Northamptonshire, nommé Josiah Franklin, fatigué de ne pouvoir prier à son aise, suivit le torrent de ses frères, et émigra pour la Nouvelle-

Angleterre, emmenant avec lui une jeune femme et trois enfants. C'était une famille pauvre, laborieuse, croyante et habituée à braver le pouvoir. Elle en avait la tradition comme l'orgueil. Sous le règne de Marie Tudor, elle avait professé, dans sa cabane du Northamptonshire, les dogmes de Calvin. La bible calviniste était renfermée dans un vieux tabouret de chêne couvert de velours. Le soir, un des enfants se plaçait en vedette à la porte de la chaumière, pour avertir en cas de péril. Le grand-père posait le tabouret sur ses genoux, soulevait le couvercle, tournait les feuillets et faisait la lecture. La sentinelle annonçait la venue de l'appariteur ecclésiastique, chargé de dénoncer ces grands délits; on refermait le couvercle, le tabouret retombait à sa place naturelle, chacun reprenait son travail, et l'appariteur ne voyait rien. Josiah Franklin, l'un des dignes et humbles fils de cette vieille race opposante, alla donc à Boston, s'établir comme fabricant de savon et de chandelles. Il eut dix-sept enfants; le quinzième de ces enfants naquit en 1706, fit beaucoup de bruit dans le monde, et fut *Benjamin Franklin.*

C'est dans ce milieu d'austérités, de labeur, de vigilance, de persistance, de pauvreté, d'économie, de probité douloureuse, d'industrie souffreteuse, de martyre qui tombe goutte à goutte, d'opposition héréditaire, de critique populaire et de patience indomptable, que s'est élevé, au XVIIIe siècle, entre les années 1706 et 1790, cet homme singulier que le XVIIIe siècle a choisi pour l'un de ses symboles, et qui doit passer pour le représentant le plus exact et le plus complet de son jeune pays.

---

§ II.

Vrai caractère de Franklin. — Comment la colonie s'est détachée de la métropole et pourquoi. — Succès du jeune Franklin.

Franklin, dont le XVIIIe siècle enivré a fait un dieu, ne possède aucune qualité puissante et éclatante. Il a toutes les qualités ingénieuses, patientes, industrielles et pacifiques. Héros de cette société sans héroïsme, il coïncide plus complètement et plus profondément que Washington avec les goûts et les penchants de sa nation à peine éclose.

L'épée que Washington est forcé de tenir est à elle seule, et comme symbole guerrier, contraire au génie de l'Amérique, pays de paix. Franklin, c'est la paix elle-même. Froid, sans passions, faisant de la vertu un art, de la probité un commerce, de l'amour des hommes un calcul, combinant sans errer jamais la dose d'habileté conciliable avec l'honnêteté, observateur attentif des autres et de soi-même, de la nature et de la société, respectant avant tout les apparences, il mérite un examen d'autant plus curieux, que, devenu idole, il avait, longtemps avant sa mort, subi la transformation symbolique qui détruit toute netteté dans l'admiration du vulgaire. Je ne prétends ni rabaisser sa vertu, ni obscurcir sa renommée. Sa correspondance particulière et longtemps inédite a été publiée à Boston; je l'étudie. C'est le droit de l'histoire. Qu'une époque peu favorable à toutes les idolâtries n'oppose pas à la sincérité des jugements l'idolâtrie du lieu-commun!



Il ne me semble point qu'on l'ait bien jugé. Sa réputation de philosophie naïve et de bonhomie gracieuse me paraît devoir faire place à une renommée plus haute ; c'était le meilleur diplomate de son temps.

En général, rien de plus amusant que la comédie des réputations, la façon dont elles s'arrangent, les dupes qu'elles attrapent, et les graves auteurs qui se constituent les greffiers de ce procès ridicule. Il faudrait un Molière à cette farce perpétuelle, qui doit inspirer un si profond mépris à ceux qui en sont les héros. Franklin devait rire lorsqu'il voyait toute la France admirer ses souliers sans boucles et ses culottes à boucles de cuivre, lorsqu'il la voyait tomber à genoux devant ce siècle d'or qui devait renaître à la voix de Jean-Jacques et d'Helvétius, lorsqu'il se voyait lui-même tragiquement transformé en Lycurgue et en Epaminondas, lui, bonhomme caustique, savant expérimentateur, plus malin que tous les marquis héritiers de la régence. Cet engouement s'adressait-il à l'honnête homme, à l'esprit délicat, à l'écrivain charmant, au savant éminent, au convive ingénieux ? Il savait bien que non. Toutes ces qualités appartenaient au même titre à Malesherbes, à Turgot, à Montesquieu surtout, dont le génie était bien autrement puissant que celui de Franklin. Des circonstances accessoires se groupaient heureusement pour captiver la France et la lui livrer : il le savait, en profitait, en riait un peu, et redoublait la fièvre française par l'ingénuité de sa modestie.

C'est que Franklin réunissait en lui tout ce qui pouvait charmer nos pères. Il était physicien, déiste, tolérant, railleur, il venait de loin, et il portait de gros souliers. Il représentait surtout l'analyse ; il ne croyait qu'à elle, ne se fiait qu'à elle, ne voyait qu'elle. D'après la croyance de la France moderne, l'analyse victorieuse devait tout rempla-

cer et suppléer à tout. Franklin analysait et décomposait merveilleusement le feu, la foudre, l'eau, les sons, la lumière, les finances, et jusqu'à la vertu. C'était l'homme de l'atelier et du laboratoire. N'était-il pas sorti de la boutique? N'y avait-il pas fait son éducation? Et n'était-il pas aussi fin, aussi sagace, aussi gai, aussi brillant, aussi éloquent, aussi distingué que tous les Vergennes du monde? Il réalisait les théories de son temps. Il parut gigantesque.

Il était surtout habile, et c'est ce dont on peut aisément se convaincre en lisant les dix volumes publiés par M. Jared Sparks, l'infatigable éditeur des documents américains. C'est une bibliothèque franklinienne qu'il a publiée; pas un document ne lui a échappé; il ne fait pas grâce au lecteur du plus petit papier.

Là on voit apparaître le Franklin véritable, c'est-à-dire un ouvrier qui n'est pas ouvrier, un imprimeur qui n'est pas imprimeur, un homme naïf qui n'est pas naïf; admirable écrivain, dont la malice fine et douce réunit les qualités d'Adisson et de Goldsmith; diplomate populaire, habitué à travailler les hommes comme une matière à expériences physiques; Anglais par la persévérance et le culte de ses intérêts; puritain par la rigueur apparente des observances morales; disciple de Locke par l'amour extrême de la tolérance; doux, intelligent, sachant attendre; ne trompant personne, mais prenant fort bien ses avantages et ne se laissant jamais tromper; disposant son propre bonheur avec un soin digne de Fontenelle; arrangeant sa propre vertu avec une certitude digne de Grandisson; sachant se taire et parler avec une sagacité digne de M. de Talleyrand; prolongeant sa propre vie en homme sûr de dominer ses émotions; placé dans de telles circonstances et les mettant si bien à profit, qu'il a passé, pendant un

demi-siècle, pour l'idéal même de l'humanité sublime, et qu'il est presque téméraire de ne pas l'adorer comme un dieu sans tache.

Ceux qui ont regardé l'insurrection des États-Unis comme un fait imprévu et une catastrophe non préparée, n'ont qu'à lire les Mémoires de Franklin, et surtout ses lettres particulières, écrites antérieurement à la déclaration des droits. Ils reconnaîtront sans peine l'inévitable courant qui détachait la colonie de la métropole. Les colons n'avaient plus besoin de leur mère, devenue marâtre. Dans les interminables discussions soulevées entre les propriétaires du sol (résidant à Londres) et les exploitateurs de ce sol, les premiers, toujours vainqueurs devant les tribunaux anglais, avaient cependant le dessous en réalité, puisque leurs ordres ne s'exécutaient pas et que les sentences rendues en leur faveur restaient inefficaces. C'était une position politique tellement fausse, qu'elle ne pouvait subsister longtemps. Les citoyens américains se voyaient assujettis à à la loi de quelques familles anglaises, auxquelles les Stuarts avaient concédé la propriété du sol. Pour renverser cette propriété illusoire, on commença par l'opposition légale, on finit par la révolte, et l'appel aux principes primordiaux de la justice divine et de l'équité humaine retentit jusqu'aux régions éloignées. Avant de réussir, les colons, que certaines familles aristocratiques prétendaient soumettre à une dépendance impossible et ridicule, marchèrent constamment dans la voie libre qui leur était frayée par Locke, Shaftsbury et les fondateurs puritains de la colonie.

Déjà, lorsque Franklin parut sur la scène politique, l'esprit teutonique et puritain avait accompli en Amérique une grande partie de sa conquête. Ces colons

faisaient leurs affaires eux-mêmes, repoussaient les sauvages, se battaient contre les Français du Canada, et réglaient leurs intérêts domestiques; un plan d'union entre les provinces transatlantiques était formé, le mot *United States* était trouvé, la république fédérale existait en réalité, enfin la constitution américaine se trouvait en mouvement sans être écrite; elle vivait, respirait et marchait, sans que l'on s'en aperçut; l'émancipation n'avait besoin que d'être proclamée, quand la sottise des propriétaires et l'entêtement de George III achevèrent l'œuvre. L'Angleterre déchira le voile d'illusion qui couvrait encore la colonie anglaise; elle leva ses scrupules en l'outrageant. Washington et Franklin prirent cette cause en main. Dans l'explosion insurrectionnelle, ils représentèrent, l'un la prudence civile, l'autre le courage guerrier de leurs concitoyens. Il ne faut pas oublier que tout, avant eux, était fait; instruments de régularisation et d'organisation, ils eurent plus de sagacité que d'héroïsme, et plus de prudence que de génie.

L'époque des monarchies pures, époque transitoire, s'éteignit en Europe, et la monarchie mixte de l'Angleterre touchait à son zenith de gloire et d'opulence commerciale, lorsque Benjamin Franklin naquit, en 1706, à Boston, au moment même où la chevalerie achevait de mourir en Europe. La vie des habitants de Boston était sobre et régulière. Le quinzième enfant de cette famille pauvre aida son père dans les soins de la fabrication et du commerce, et tâcha d'acquérir un peu d'instruction, c'est-à-dire l'art de lire et celui d'écrire. Il rencontra dans un vieux tiroir de la boutique deux volumes dépareillés, l'un de Daniel de Foë, l'*Essai sur les Projets* (*), l'autre d'Addison, un tome

(*) V. sa vie, dans la seconde série de ces études.

du *Spectateur*, et se mit à les lire avec délices à ses moments perdus ; il avait douze ans. Ces deux écrivains, qui ont une tendance commune, l'utilité positive de leurs semblables, et qui ont proposé à la société contemporaine une sorte de compromis habile entre la sévérité du devoir et l'élégance des mœurs, l'un et l'autre partisans d'une sévérité douce, d'une application mondaine des préceptes puritains, formèrent l'intelligence de Franklin et la pétrirent dans un moule semblable au leur. Lui-même, fidèle à la sagacité habituelle de son observation, il reconnait cette généalogie de sa propre pensée, et l'indique dans ses Mémoires. Le même jeune homme qui, soumis à une civilisation différente, eût écrit des sonnets dans l'antichambre d'une princesse ou une mauvaise tragédie chez un procureur, s'attacha résolument à la double recherche que lui indiquaient ses deux maîtres moraux, Adisson et de Foë. Il tendit vers une élégance de mœurs supérieure à son état, vers une instruction variée et une moralité délicate.

Cet apprentissage d'ascétisme philosophique commença par le régime pythagorique que Franklin pratiqua dans toute sa pureté jusqu'à l'âge de dix-huit ans. Son frère s'était établi comme imprimeur. Benjamin, devenu l'apprenti de ce dernier, excita sa jalousie par une supériorité d'intelligence et même de savoir que l'on pardonne malaisément à un inférieur et à un frère cadet. Les frères se séparèrent, et Benjamin se trouva seul dans le monde, sans patrimoine, sans protecteur, sans appui, sans avenir. Leurs grands parents reposaient dans le cimetière de Boston, et tous les autres frères et sœurs gagnaient leur vie avec assez de peine. Ce fut une première leçon pour Benjamin, qui observait tout, que cette rupture. Il vit que l'on ne gagne rien à blesser ses égaux, ni à éveiller la jalousie de

ses supérieurs. Désormais il se fit modeste, et commença ce grand culte de l'apparence, qui le servit admirablement pendant toute sa vie. Les règles qu'il s'imposa à cet égard sont remarquables. Ne jamais dire : « je suis certain, je veux ; » donner toujours à autrui l'initiative apparente des projets et des idées que l'on veut faire réussir ; s'effacer volontairement pour obtenir l'efficacité et le résultat ; prendre mille précautions pour ne pas offenser l'amour-propre des rivaux, et leur laisser l'ombre du pouvoir, afin de saisir la proie réelle : ce sont là des maximes dont son enfance prudente a déjà fait la conquête, et dont il ne s'est jamais départi.

Il avait d'ailleurs une confiance entière dans son activité, sa sobriété, sa patience et sa persévérance ; il avait raison. Ce n'était point, comme Jean-Jacques, un enfant passionné, sensible, irritable, prêt à tous les vices et à toutes les vertus, naturellement artiste, éloquent, doué de ces organisations violentes et exquises qui triomphent dans la poésie et l'éloquence. C'était un petit homme très-fin, très-froid, très-doux, très-courageux et très-spirituel, qui affrontait gaîment la vie, l'isolement et la pauvreté. Comparez la nuit passée par le jeune Jean-Jacques au pied de la madone des environs de Turin, à la belle étoile, avec l'arrivée du jeune Franklin à Philadelphie. L'un et l'autre sont orphelins, l'un et l'autre pauvres, sans fortune et sans espoir. Tous deux deviendront des hommes remarquables. Mais chez Jean-Jacques, quel bouillonnement et quel orage ! quelles impressions vives reçus du soleil, de l'air, du vent qui souffle, du voyageur qui passe, de la musique lointaine et du feuillage qui frémit ! Le poète est là. Chez Franklin, c'est le diplomate.

Il n'a pas le sou dans sa poche, et ne connaît pas un seul habitant de la ville puritaine. Voyez son entrée :

« La nuit était froide, c'était en octobre, et nous débarquâmes à Philadelphie un dimanche matin, vers neuf heures, devant le marché. J'appuie particulièrement sur les circonstances de mon entrée dans le monde, afin que l'on puisse voir combien ce début ressemblait peu à l'avenir et à la figure que j'ai faite depuis. J'avais ma jaquette de travail, j'étais sale à cause de mon long séjour dans le bateau ; mes poches étaient remplies de chemises et de bas, je ne connaissais personne, et je ne savais où loger. Fatigué de marcher, de ramer et de veiller, j'avais grand'faim ; toutes mes finances consistaient en un dollar, plus un shilling en petite monnaie. Je donnai le shilling aux bateliers, d'abord il le refusèrent parce que j'avais ramé avec eux, mais j'insistai. Nous sommes souvent plus généreux quand nous avons peu d'argent que quand nous en avons beaucoup. Je suivis la rue qui se trouvait en face de moi, regardant à droite et à gauche, et je rencontrai enfin un petit garçon qui portait du pain. Il m'était souvent arrivé, d'après mes principes pythagoriques, de déjeuner avec du pain sec. J'arrêtai le petit garçon, et je lui demandai où il avait acheté ce pain, il m'indiqua le boulanger, j'entrai dans la boutique, et, ne connaissant pas les différentes espèces de pain en usage à Philadelphie, j'en demandai pour trois sous : on me donna trois énormes pains dont la taille et la quantité me surprirent. N'ayant pas de place dans mes poches, je m'en allai, un pain sous chaque bras et mangeant le troisième. Marchant ainsi, je passai devant la porte de M. Read, le père de la personne qui devait être un jour ma femme. Mademoiselle Read était debout sur le pas de la porte ; voyant ce petit bonhomme qui mangeait son

pain, portant deux autres pains sous le bras, elle se mit à rire ; elle est convenue depuis que j'étais fort ridicule. Je ne m'embarrassais guère de ceux qui me regardaient, et, toujours marchant, je finis par me retrouver à l'endroit même où j'avais débarqué. Je n'avais pas bu pendant tout le cours de mon repas ; je me penchai vers la rivière, et j'achevai ainsi mon déjeuner. Comme je n'avais plus faim, je donnai mes deux autres pains à une femme qui avait fait la traversée avec nous, et qui, entre ses enfants, était assise sur le quai.

« Je repris ensuite ma promenade, et je trouvai la rue pleine de gens bien vêtus. C'était dimanche. Je suivis la foule qui se dirigeait vers le *meeting-house* ou temple des quakers. Là, je m'assis, et voyant que personne ne bougeait, et que tout le monde se taisait, je fis comme les autres, à cette exception près que je m'endormis du plus profond sommeil. Mon sommeil dura jusqu'au moment où les frères se séparèrent, et où l'un deux, frappant sur mon épaule, eut l'obligeance de m'éveiller. Tel fut mon début à Philadelphie. »

Ce jeune homme si prudent, si vigilant, si actif, trouve bientôt de l'emploi. Le vieil imprimeur qui l'admet comme apprenti ne tarde pas à être supplanté par Benjamin Franklin. Il faut dire que les vices du maître et les qualités de l'élève n'ont pas été pour peu de chose dans ce singulier changement de position qu'il raconte, comme à son ordinaire, avec une apparente naïveté et une extrême finesse. Déjà il s'était brouillé avec son frère pour l'avoir dépassé. Ce frère faisait un journal, ce journal était mauvais. On n'avait pas grande confiance, ce qui est fort naturel, dans le petit apprenti qui buvait de l'eau et mangeait du pain sec. Il comprit que, s'il se mettait en avant, sa vanité pa-

raîtrait ridicule, et qu'il n'y gagnerait que très-peu de crédit et beaucoup de haine. Il s'y prit beaucoup mieux, et fit parvenir aux rédacteurs du journal, qui étaient de bons et tranquilles bourgeois de Boston, un article anonyme que le matin il glissa lui-même sous la porte de l'imprimerie, et qu'il apporta d'un air ingénu à son frère. L'article eut un grand succès, et bientôt l'apprenti éclipsa le frère aîné. Chez Keymer, l'imprimeur de Philadelphie, il profita de l'expérience acquise et prit soin de ne porter ombrage à personne. Reconnu homme de lettres, il obtint la protection du gouverneur de la province, lord Keith, qui envoya en Angleterre le jeune homme, en le chargeant de se procurer les caractères et les presses nécessaires à fonder une bonne imprimerie à Philadelphie. Depuis ce moment, sa fortune est faite, et c'est un artifice inutile que de vouloir présenter comme se continuant à travers sa vie une lutte terminée dès le premier obstacle vaincu. En effet, à peine s'est-on aperçu qu'un homme d'esprit et de capacité, un écrivain facile, gracieux et spirituel, est né dans la colonie anglo-américaine, il se fait autour de ce phénomène un mouvement rapide et favorable qui ne cesse de porter Benjamin Franklin au succès. Depuis le moment où le gouverneur Keith l'envoie en Angleterre, jusqu'à celui où lord Chatham dans la Chambre haute et Mirabeau dans l'Assemblée Nationale exaltèrent le représentant du Nouveau-Monde, on cherche en vain un obstacle à sa course facile et rayonnante. Les existences vraiment héroïques sont celles qui luttent contre le cours des choses et non celles qui le suivent. De retour à Philadelphie, Franklin succède à Keymer, ouvre le premier cabinet de lecture du pays, prospère dans son commerce, est considéré comme un des premiers bourgeois de sa ville, s'empare

dans la société américaine à peine ébauchée, de cette position de moraliste ingénieux et de prédicateur mondain qui avait si parfaitement réussi au célèbre Adisson, son modèle, forme le premier club sous le nom de *Junte*, et groupe autour de lui les principaux citoyens de la province, charmés et enorgueillis de reconnaître dans Franklin le représentant le plus honorable et le plus spirituel de leur patrie.

A défaut de roi héréditaire, dans ce pays tout neuf et sans roi, ne fallait-il pas un roi moral, un symbole, un maître, un chef? Ces républicains eurent le bon esprit de le trouver dans Franklin. Ils reconnurent en lui toutes les conditions de ce pouvoir intellectuel dont la royauté matérielle et légale n'est que l'image et la consécration. Riche, influent, considéré, chef d'une assemblée à la fois populaire et littéraire, commissaire de l'État pour conclure un traité avec les Indiens, directeur de la poste dans sa province, agent de la colonie auprès de la métropole, et réellement le premier personnage de son pays, c'est une plaisanterie singulière de le mettre en scène comme s'il était encore et toujours l'ouvrier imprimeur de Philadelphie. Depuis l'année 1726, c'est-à-dire dès l'âge de vingt ans, il avait dépassé ce rôle. Il s'éleva bien plus haut encore, lorsque, par ses habiles et neuves découvertes, il marqua sa place entre les Newton, les Lavoisier et les Halley. Mais le fait de son origine américaine et l'apparente simplicité de l'ouvrier qui ne l'était plus, entraînèrent l'Europe dans une déception générale. Le besoin qu'éprouvaient ses compatriotes d'être dirigés dans la grande lutte qu'ils pressentaient et qu'ils désiraient, les rangea tous sous la bannière de Franklin, et ils eurent l'art de sembler partager l'illusion qui leur était utile.

Ils avaient raison. Franklin fut assurément un des hommes politiques les plus clairvoyants et les plus fins des temps modernes ; il suffit, pour apprécier l'habileté de sa conduite, de lire les conseils qu'il donnait en 1773 aux colons ses concitoyens. — « N'allez pas trop vite, leur dit-il, et prenez garde que le temps est à l'orage. Songez que nous sommes dans une situation de croissance, et que bientôt nous nous trouverons assez forts pour qu'on ne nous refuse aucune de nos demandes. Une lutte prématurée pourrait nous arrêter et peut-être nous reculer d'un siècle. De même qu'entre amis tous les torts ne valent pas un duel, entre les nations toutes les injustices ne valent pas une guerre, et de gouvernants à gouvernés, toutes les causes de mécontentement ne valent pas une révolte. Pour le moment, il faut nous contenter de soutenir nos droits en toute occasion sans en céder un seul et sans négliger aucun moyen de les rendre chers et appréciables à nos concitoyens. Nous devons cultiver surtout et entretenir avec soin la bonne harmonie intérieure de nos provinces, afin que l'Europe nous compte et que nous ayons du poids relativement à ses affaires. En menant cette conduite, je ne doute pas que dans peu d'années nous n'ayons acquis définitivement tout ce que nous pouvons désirer en fait d'indépendance et de pouvoir. »

Cette direction imprimée par Franklin aux affaires de son pays fut le plus éminent service que l'on pût alors rendre à l'Amérique; et Franklin en a sinon tout l'honneur, du moins la gloire principale. Il désarmait ainsi la jalousie des puissances étrangères, donnait à son pays un renom utile d'équité et d'amour de la paix, et rejetait tous les torts du côté de la métropole. Parfaitement instruit du progrès continu et de l'accroissement de population de l'Amérique

Septentrionale, il voulait attendre que ce progrès eût acquis un développement capable de soutenir la lutte et d'obtenir la victoire. Dans toute cette affaire, la ruse du serpent était plus utile que la force du lion, et la première de ces qualités distinguait Franklin d'une manière éminente. Il y avait du Talleyrand bourgeois chez celui que l'Europe considérait comme un nouveau Spartacus.

Jusqu'en 1777, toute une vie de préparation et d'observation attentive, antérieure à l'insurrection définitive des États-Unis, est trop bien décrite et analysée dans l'autobiographie de Franklin, pour que nous la gâtions en la répétant. Malheureusement ces confessions charmantes s'arrêtent au moment où la révolte va éclater. C'est de ce moment que date la curiosité la plus piquante des nombreux documents recueillis par M. Sparks.

---

§ II.

Franklin en France et en Angleterre. — Insurrection d'Amérique. — Franklin à Passy.

Franklin, qui n'avait jamais aimé la France, fut chargé de négocier avec elle. Il suffit, pour se faire une idée de ses sentiments à notre égard, de lire cette jolie chanson de Franklin, écrite en 1761, et que M. Jared Sparks a publiée pour la première fois. On y voit combien ce philosophe, que la France devait adopter avec enthousiasme, était réellement anglais, et ce qu'il pensait de ses voisins les Français du Canada. La chanson est curieuse à plus d'un

titre. Le refrain et le rhythme sont puritains et empruntés à une chanson du temps de Cromwell (*)

« Nous avons une vieille mère qui est devenue quinteuse; elle nous bat comme des enfants qui peuvent à peine marcher seuls. Elle oublie que nous sommes grands, et que nous pouvons penser par nous-mêmes; — ce que personne ne peut nier, ne peut nier !

« Si nous n'obéissons pas à ses ordres, en toute circonstance, elle fronce le sourcil, et gronde, et se met en colère. De temps à autre même elle nous donne une bonne tape sur la joue; — ce que personne ne peut nier, ne peut nier !

« Ses ordres sont si bizarres, que nous soupçonnons souvent que l'âge a un peu altéré son vieux bon sens. Mais, après tout, c'est notre vieille mère; elle a droit à notre respect; — ce que personne ne peut nier, ne peut nier !

« Supportons de notre mieux sa mauvaise humenr. Mais pourquoi supporterions-nous les injures de ses valets? Quand les domestiques font des sottises, on leur fait manger du bâton; — ce que personne ne peut nier, ne peut nier !

« Quant à vous, mauvais voisins (les Français), qui voudriez séparer les fils de la mère, apprenez une chose, c'est qu'elle est toujours notre orgueil, et que, si vous l'attaquez, nous nous mettrons tous de son côté; — ce que personne ne peut nier, ne peut nier !

« Nous prendrons son parti contre tous ceux qui lui fe-

(*) THE MOTHER-COUNTRY, A SONG.

We have an old mother, that peevish is grown.
She snubs us like children that can scarce walk alone, etc.

ront la guerre pour lui ôter ce qu'elle a. Car nous savons que tout son bien, nous l'aurons quand elle s'en ira ; — ce que personne ne peut nier, ne peut nier ! »

Au surplus la sagacité de Franklin prévoyait, sans le dire, que les intérêts des deux pays nécessiteraient tôt ou tard une scission violente. « On aurait dû prendre, à la naissance même de nos colonies, dit-il, des précautions pour l'avenir. Nous ne l'avons pas fait ; il est trop tard, et notre situation me rappelle la fameuse *tête* du moine Bacon. Ce dernier, dit la chronique, avait formé le projet d'élever autour de la Grande-Bretagne un mur d'airain pour protéger l'éternelle sécurité de ce pays. La tête de bronze fabriquée par Bacon devait avertir frère Bungey, domestique du sorcier, et lui faire connaître le moment unique favorable à la fonte de la muraille. Mais Bungey s'était endormi. La tête parla et dit : LE TEMPS EST. Bungey dormait toujours. Elle dit encore : LE TEMPS ÉTAIT. Bungey dormait encore. Elle dit enfin : LE TEMPS EST PASSÉ. Une explosion terrible renversa la maison sur les oreilles du dormeur. » Nous aimons à citer ces charmants apologues ; la finesse de Franklin et la grâce de son style y triomphent.

On le voit, les dix volumes de M. Sparks déshabillent de la tête aux pieds l'héroïsme et la sublimité de Franklin ; il ne reste plus grand'chose de cette simplicité presque divine qu'on lui a prêtée ; le bonhomme disparaît, mais l'homme d'esprit reste, et ce qui subsiste est encore digne d'admiration. Rien de plus ingénieux, de plus fin, de plus froid, de plus calme, de plus maître de soi-même ; pas de vie plus occupée, mieux occupée ; nulle malice plus honnête, nulle probité plus adroite, nul esprit plus curieux de toutes choses, plus prêt aux finesses comme aux naïvetés du style, plus studieux, plus patient, plus observateur. Quant

à son jugement sur cette France qui lui dressait un autel, qui ornait de fleurs le piédestal de sa statue et qui se mettait en frais d'invention pour transformer l'homme habile en héros, il faut voir comment il la traitait et combien peu il partageait la sympathie généreuse qu'il inspirait aux gens de cour et aux femmes à la mode.

Dès son arrivée à Paris, le 4 janvier 1777, il écrit à ses amis d'Amérique : « Le cri de la nation est ici pour vous ; la cour ne voudrait pas la guerre avec l'Angleterre, mais elle cèdera. »

Voilà toute la reconnaissance qu'il témoigne et l'amitié qu'il ressent. Le docteur venait faire ses affaires et celles de sa nation, et je crois qu'il riait passablement *dans sa manche*, comme disent les Anglais, lorsqu'il voyait les utopistes de l'Œil-de-Bœuf le changer en apôtre philosophique de l'Égalité et de la liberté. C'est cette erreur de la France qui rend si comiques plusieurs passages de la correspondance de Franklin. Pendant que nous admirions sa simplicité américaine, le bonhomme nous exploitait.

Il ne se gêne guère, au surplus, pour nous appeler une *nation d'intrigants*, tant qu'il n'a pas besoin de nous. Il parle très-loyalement du roi d'Angleterre, comme de *son roi*, se glorifie du titre d'Anglais, et ne quitte ces livrées royales qu'au moment de la grande explosion qu'il a prédite.

Les premières impressions que la France laisse dans son esprit ne sont ni très-vives, ni très-brillantes ; les Français lui semblent polis, et voilà tout. « A Versailles comme à Paris, dit-il, on trouve un mélange prodigieux de magnificence et de négligence ; ces gens mettent en pratique toutes les espèces d'élégance, excepté celle de

la propreté. A côté du palais de Versailles qui a coûté des millions, vous apercevez d'horribles murs infects et à moitié détruits.... Quant au rouge dont vous me parlez, ma chère amie, il est fort à la mode dans ce pays; si votre intention est d'imiter les dames parisiennes, suivez exactement le conseil que je vais vous donner, et vous leur ressemblerez de point en point.

» Suivant elles et d'après leur exemple, il faut surtout bien se garder d'imiter la nature, il ne faut point diminuer graduellement et nuancer la couleur, depuis l'incarnat vif du milieu de la joue jusqu'aux parties plus pâles du visage, encore moins employer diverses espèces de rouge, selon le teint de la personne qui s'en sert. Je n'ai pas encore eu l'honneur d'assister à la toilette d'une dame pour y recueillir les observations nécessaires à votre instruction, mais je suppose que le procédé suivant doit être excellent pour atteindre le but que vous désirez toucher : faites dans un morceau de papier un trou rond de trois pouces de diamètre, placez ce papier troué sur votre joue, de manière à ce que l'extrémité supérieure se trouve précisément au-dessous de l'œil, ensuite, au moyen d'un pinceau trempé dans le plus beau vermillon, barbouillez tout, le trou et le papier. Quand vous enleverez le papier, vous verrez qu'il vous restera sur la figure une espèce de tache ronde et rouge, très-hideuse, mais parfaitement à la mode, et qui vous donnera l'œil hagard. C'est ainsi que paraissent les actrices, les beautés, toutes les femmes, en un mot, qui ont la moindre prétention à l'élégance et à la grâce. Je ne connais que la reine qui résiste obstinément à cette coutume. »

Il n'y a point de perte plus regrettable quant à l'étude du caractère de Franklin, que la perte de son journal, dont il ne reste que quelques fragments relatifs à l'année 1784

et à son séjour à Paris. Dans sa correspondance familière, sa prudence et son habileté livrent rarement ses secrets. Il sait la valeur d'une parole. Il ne raconte pas tout ce qu'il a appris, et ne révèle pas tout ce qu'il pense. Contenu dans son épanchement comme dans ses passions, il pratique la discrétion, même dans l'amitié. Le peu de pages qui nous restent de son journal renferment au contraire des révélations fort précieuses, et l'on voit déjà se grouper autour de lui, dans la solitude du sage, les aigles et les vautours que la lutte prochaine attire, les tigres et les lions de la révolution française, Chamfort, Mirabeau, et, qui le croirait? Marat. L'histoire doit vivement regretter ce document inappréciable qui eût mieux valu que trois volumes de lettres domestiques et familières, et qui nous eût fait assister à l'élaboration secrète et préparatoire de notre révolution. « J'ai reçu ce matin, 13 juillet, dit-il dans ce journal, la visite de MM. de Mirabeau et Chamfort, qui m'ont lu leur traduction du pamphlet américain de M. Ædanus Burke, de la Caroline du Sud, contre l'ordre ou la société de Cincinnatus. Ces messieurs ont fort développé l'original, qu'ils ont changé en une satire contre la noblesse ellemême. L'ouvrage est bien écrit. Ils disent que le général Washington et le marquis de La Fayette auraient dû refuser l'affiliation à cette société, que quelques personnes affectent d'appeler un ordre de chevalerie, et qu'en ne le faisant pas, ils ont manqué (comme ils s'expriment) un beau moment »

Ce peu de lignes contient divers renseignements qui méritent d'être recueillis. On y voit Mirabeau continuer son œuvre d'emprunt universel à toutes les littératures et à tous les écrivains, dans l'intérêt de sa gloire d'abord, puis dans celui du bouleversement qu'il prépara et pressentit dès sa

jeunesse. Ce pamphlet de l'Américain Ædanus Burke, comme tous les pamphlets empruntés à Dumont, à Romilly, à Bentham, à Clavière, et marqués de la griffe ardente de Mirabeau, allait à son tour, flèche incendiaire, frapper le flanc du vaisseau monarchique presque désemparé. On peut remarquer encore le mensonge politique de Chamfort et de Mirabeau qui font d'un club de fermiers un ordre de chevalerie, pour avoir le droit de se moquer de la noblesse, et pour rabaisser la gloire du marquis de La Fayette, alors radieuse.

D'autres passages contenus dans ce fragment de journal donnent une idée piquante du bouillonnement extraordinaire de désirs et d'utopies qui faisait de la France une vaste chaudière de projets régénérateurs. Tous ceux dont le cerveau fécond enfantait quelques théories pour la reconstitution de l'humanité, affluaient à Passy chez le spirituel vieillard, qui les écoutait poliment, les éconduisait de même, et inscrivait ensuite sur son carnet, pour les menus-plaisirs de son ironie personnelle, les inventions de tous ces messieurs.

Samedi, 17 juillet 1784.

« Un bon abbé m'apporte un gros manuscrit contenant un plan de réforme universelle pour les lois, le commerce, les mœurs, l'industrie, le gouvernement, le tout arrangé dans son cabinet, sans qu'il ait vu le monde. J'ai promis d'y jeter les yeux, et il repassera jeudi. C'est vraiment chose merveilleuse que la foule de législateurs qui ont la complaisance de m'apporter de nouveaux plans pour gouverner les nations, et spécialement les États-Unis d'Amérique. J'écrirai aujourd'hui, sans y manquer, toutes les con-

versations avec les grands hommes qui m'honoreront de leur visite.

Onze heures du matin.

« Un homme est venu me dire qu'il avait inventé une machine qui allait toute seule, sans poids, sans ressorts, sans rouages, sans employer l'air, le feu, ni l'eau, et qu'il me vendrait son secret 200 louis comptant. Je lui ai répondu que j'en doutais, et que j'irais voir sa machine.

Midi.

« Un M. Couder me propose de lever six cents hommes que l'on armera de fusées incendiaires pour aller dévaster les villages des côtes de l'Angleterre, d'Irlande et d'Écosse. Moyen évidemment très-philantropique, puisqu'il mettait à jamais fin à la guerre. Je lui ai répondu que je n'avais pas d'argent pour cet usage, que le gouvernement français pourrait bien n'être pas d'avis qu'un Américain vînt lever des troupes en France, et enfin, que je n'étais pas sûr de l'efficacité de son moyen pour terminer la guerre.

Deux heures.

« Un homme me prie de m'intéresser à une invention importante qu'il a faite et qui changera, dit-il, tout le système de l'art militaire. Il s'agit d'habiller un hussard avec armes et bagages, sans compter les provisions pour vingt-quatre heures, de manière à ce qu'on ne se doute pas de son métier, et à ce qu'il passe pour un voyageur ordinaire.

Il suffirait de six ou sept cents voyageurs de cette espèce pour prendre une ville d'assaut sans que personne se doutât de leur arrivée. Je lui ai répondu que je n'étais pas homme de guerre, que je n'entendais rien à l'art militaire, et que je lui conseillais de s'adresser au bureau de la guerre. Il y a chez ce peuple-ci une fertilité de créations qui m'étonne tous les jours, et qui m'enlève une si grande partie de mon temps, que je serai forcé de repousser à la fois tous les créateurs de projets.

Quatre heures.

« On me remet un paquet d'un *philosophe inconnu* qui soumet à mes réflexions un mémoire sur le feu élémentaire, ainsi que le détail de plusieurs expériences faites à la chambre obscure. L'ouvrage est en anglais et d'assez bon style, quoique mêlé de tournures françaises. Il faut que je voie les expériences pour juger du fonds. »

Le philosophe inconnu était Marat.

A défaut de ce journal malheureusement incomplet, rien n'est plus intéressant pour nous que cette partie considérable de la correspondance de Franklin qui est datée de Paris et de Passy. La France du XVIIIe siècle l'accueillit avec un enthousiasme idolâtre. L'habit noir de Franklin rivalisait avec l'habit marron de Jean-Jacques ; on raffolait de cette simplicité nouvelle, et plus les mœurs élégantes de la cour s'éloignaient de la rusticité primitive, plus on était frappé d'une émotion d'enfant à l'aspect de cet ambassadeur qui ne portait ni dentelles ni broderies. Astrée allait redescendre sur la terre ; les falbalas des marquises frémissaient de plaisir à côté de la simple étamine du plé-

nipotentiaire américain ; toutes les tabatières d'or et tous les jabots des roués s'abaissaient éclipsés devant le simple costume du marchand de Philadelphie. C'était un véritable enfantillage. Tous ces petits messieurs et toutes ces belles dames ne s'apercevaient pas que l'homme au simple costume était plus rusé qu'eux, que le marchand de Philadelphie mettait leur puérilité à profit, que sa modestie douce était un des ressorts les plus certains de son ingénieuse astuce ; qu'en étant simple dans sa mise, il n'avait aucun mérite, et qu'il était tout bonnement de son pays ; enfin que ce diplomate puritain aurait rendu des points aux plus madrés courtisans de Versailles.

Le doux et rusé vieillard, dont le calme habituel et le charmant esprit n'étaient après tout que la contre-partie développée de Fontenelle et son type agrandi, fut fêté par les marquises et couvert des éloges de leur engouement. Il eût demandé deux cents millions à la France qu'elle les lui eût accordés. Disons-le pour être juste, il flattait par son ambassade toutes les idées généreuses et brillantes dont la France était animée ; il caressait nos espérances les plus heureuses, nos chimères les plus dorées, il demandait la liberté pour lui, il apportait la liberté pour nous. Il représentait un peuple encore simple et primitif ; on le croyait du moins. Il n'avait pour religion que la tolérance et la douceur d'âme. La France, émue de mille passions et de mille caprices, tomba aux pieds de l'homme qui n'avait ni passions ni caprices : elle en fit son symbole et l'objet de son culte ; elle remplaça le buste du Christ par son buste, et Franklin prit place au-dessus de Voltaire et de Jean-Jacques, à côté de Socrate.

On voit ce qu'il y avait d'honnête, de généreux, d'étourdi, de mensonger, dans cette confusion de toutes les

idées que nous venons de rappeler, et dont le tourbillon forma autour du fin et calme philosophe une auréole radieuse dont le reflet n'est pas éteint même de nos jours. Qu'il soit permis de chercher le vrai sous ce nuage. Il y a dans l'esprit du véritable observateur une puissance d'analyse chimique à laquelle ne résistent ni l'opinion ni les transformations subies par les caractères. Opérons le dégagement de la vérité ensevelie sous le mensonge et du mensonge enveloppé dans la vérité ; épurons la grande fiction des annales humaines ; détruisons tout ce qui, dans la croyance générale, est factice et convenu ; nous doublerons ainsi la valeur de ce qui survit à cette épreuve.

On sait que Franklin habitait à Passy une petite maison avec grand jardin, et qu'il se plaisait à y recevoir ce que la ville et la cour possédaient de plus brillant et de plus aimable. Ses lettres datées de Passy se font remarquer surtout par la causticité ingénieuse avec laquelle il traite le peuple de jolis enfants auquel il se trouve avoir affaire. « Il est vrai, écrit-il à sa fille, que l'on me prend ici pour une *idole*, et comme vous savez que le mot *doll* a toujours voulu dire en anglais *poupée*, je ne doute pas que l'étymologie de ce mot ne soit *i-doll-âtrer*, « faire d'un homme une poupée. » Je suis la véritable poupée des Parisiens, qui me frisent, me parent, me couronnent, et jouent avec moi de la façon la plus agréable du monde. Ils ont tellement prodigué mon buste, que, si ma tête était mise à prix, il me serait impossible de m'échapper, quelque bonne volonté que j'en eusse. » — Non-seulement l'enthousiasme qu'il excite fait sourire notre Américain, mais il s'amuse aux dépens de ceux qui lui demandent des lettres de recommandation pour les États-Unis. Il excelle dans cet art d'ironie calme dont on ressent à peine la morsure, et je ne

connais rien de meilleur en ce genre, même chez Voltaire, que le modèle suivant d'une lettre de recommandation dont il faisait usage comme d'une circulaire. On l'a trouvée dans ses papiers, avec le titre même que je transcris :

Modèle d'une lettre de recommandation pour les gens que je ne connais pas.

« Paris, 2 avril 1777.

« MONSIEUR,

« Le porteur de cette lettre, qui va en Amérique, me presse de lui donner une lettre de recommandation, quoique je ne connaisse ni lui ni son nom. Cela peut vous sembler extraordinaire, mais c'est la mode dans ce pays-ci. Il arrive même assez souvent qu'une personne inconnue vous présente une autre personne inconnue, et qu'elles se recommandent l'une l'autre. Quant au gentilhomme porteur de la présente, je suis obligé de vous renvoyer à lui-même sur le chapitre de ses vertus et mérites, qu'il connaît certainement mieux que moi. Au demeurant, je vous le recommande comme méritant toutes les politesses auxquelles a droit un étranger sur le compte duquel on n'a point de mauvais renseignements, et je sollicite pour lui de votre part toutes les faveurs et bons offices dont il se montrera digne quand vous le connaîtrez.

« J'ai l'honneur, etc. »

Qu'on se représente l'ardeur enthousiaste de ces braves gentilshommes français qui venaient en foule demander au docteur Franklin la permission de se battre pour l'in-

dépendance des États-Unis. Le vieux docteur reçoit ces offres de services avec une certaine bonhomie railleuse qui contraste singulièrement avec la chevalerie qu'on lui témoigne, et il ne lui arrive pas une seule fois de manifester une sincère gratitude pour cette vive et généreuse étourderie de la France. Tout ce qu'il dit de mieux et de plus fort là-dessus, c'est que la nation française est, après tout, un aimable peuple, avec lequel il est bon de vivre, « qui se fait faire des chapeaux pour les porter sous le bras, qui se fait coiffer de manière à ne pouvoir mettre de chapeau, et qui, tout frivole qu'on puisse le juger, est, en somme, poli et gracieux. » Il avait assurément ses raisons pour se trouver bien chez ceux qui le traitaient comme un dieu, et qui entouraient sa vieillesse de toutes les flatteries et de toutes les voluptés. Son vieux sang teutonique ne coulait point à l'unisson de la civilisation française, et c'était encore l'homme qui plusieurs années auparavant n'avait rien oublié pour arracher aux Français leurs possessions du Canada; œuvre à laquelle ses conseils avaient contribué, comme on le sait. Vous reconnaissez toujours le vieux puritain, le fils des ennemis jurés du catholicisme français et de Louis XIV. La France le prit à gré au moment précis où elle se détachait à la fois de sa vieille foi religieuse et de son vieux principe de gouvernement. Franklin, qui se souvenait fort bien d'avoir entendu dans sa première jeunesse le prédicateur Increase Mather annoncer aux puritains d'Amérique la mort de ce *vieux méchant persécuteur* du peuple de Dieu, Louis XIV; — Franklin se trouvait d'avance en harmonie avec la philosophie moderne de la France; cette coïncidence constitua sa force.

§ III.

M. Félix de Nogaret et Benjamin Franklin. — Voltaire et Franklin. — Le diplomate anglo-américain attrape la France.

Le vieux Franklin jouait dans tout ceci le rôle d'un séducteur qui reste calme, et qui se moque doucement de la personne séduite et de l'engoûment qu'il fait naître. Il raille fort ce célèbre gentilhomme et ce philosophique papillon de 1789, M. Félix de Nogaret, la providence de tous les almanachs pendant cinquante années, et qui est mort sans gloire sur les roses factices qu'il avait effeuillées pendant sa vie littéraire. Ce M. de Nogaret, attentif à la circonstance, comme tous les petits génies, avait saisi celle que lui présentait l'arrivée de Franklin. Il avait essayé la traduction du vers celèbre :

« Eripuit *cœlo* fulmen sceptrumque *tyrannis* ; »
« Il ôte au ciel la foudre, et le sceptre aux tyrans. »

double mensonge; personne n'a encore arraché la foudre aux nuages qui la fabriquent et la recèlent ; et si les Anglais, pour avoir maladroitement essayé d'imposer leur colonie, se sont vus forcés de souscrire à son émancipation, on ne peut voir dans ce fait historique, très-simple et naturel, ni sceptre ni tyrans. Le bonhomme Franklin apercevait toutes ces choses, et il était trop spirituel pour se laisser enivrer par cette atmosphère de paroles brillantes et de mensonges agréables dont on se repaissait alors en

France. Mais M. de Nogaret, homme de génie suivant la mode, vivait dans ce nuage de pourpre, dans cette aurore boréale qui préludait par des nuances si vives à la révolution française. M. Félix de Nogaret écrivit donc à Benjamin Franklin une lettre avec commentaires de trois pages sur le vers latin attribué à Turgot, et qui est réellement du poëte latin Manilius; il s'étendit beaucoup sur les diverses traductions possibles de ce vers, et sur sa propre traduction, qu'il préférait à toutes les autres. Voici la petite lettre de Benjamin, en réponse à la prose de M. Félix de Nogaret; il est impossible d'être plus goguenard et plus poli :

« Monsieur,

« J'ai reçu la lettre dans laquelle, après m'avoir accablé d'un torrent de compliments qui me causent un sentiment pénible, car je ne puis espérer les mériter jamais, vous me demandez mon opinion sur la traduction d'un vers latin. Je suis trop peu connaisseur, quant aux élégances et aux finesses de votre excellent langage, pour oser me porter juge de la poésie qui *doit* se trouver dans ce vers. Je vous ferai seulement remarquer deux inexactitudes dans le vers original. Malgré mes expériences sur l'électricité, la foudre tombe toujours à notre nez et à notre barbe; et quant au tyran, nous avons été plus d'un million d'hommes occupés à lui arracher son sceptre. Je serai d'ailleurs charmé de recevoir vos vers sur *un éventail* que vous m'avez fait l'honneur de me promettre. Je suis, etc. »

Rien de plaisant comme la description qu'il donne de la fête champêtre à laquelle il assista chez madame d'Houde-



tot, à Sannois, dans la vallée de Montmorency. Doué de moins d'amour-propre et d'autant de finesse que Voltaire, il ne se laissait pas étourdir par la fumée de cet encens qu'on lui prodiguait, et se contentait de le respirer paisiblement, doublant sa propre jouissance par une maligne et secrète ironie qu'il ne laissait pas trop paraître. S'il eût été le sauveur du monde, on n'eût pas inventé des triomphes plus magnifiques que ceux dont le XVIIIe siècle entourait son favori.

Le carrosse de Franklin était encore sur la grande route, lorsque madame d'Houdetot, accompagnée de tout son monde, y compris l'inévitable Saint-Lambert, fit à peu près un quart de lieue pour venir à sa rencontre. Au moment où il descendit de carosse, Sophie (madame D'Houdetot lui donna la main, et l'accueillit en prononçant ces vers dignes d'être conservés, comme le plus singulier prélude de la révolution française :

Ame du héros et du sage,
O Liberté! premier bienfait des dieux!
Hélas! c'est de trop loin que nous t'offrons des vœux!
Ce n'est qu'en soupirant que nous rendons hommage
Au mortel qui forma des citoyens heureux.

Cette liberté que l'on admirait *de trop loin*, et ces vœux formés par la cour de France elle-même en 1781, annonçaient clairement que la révolution qui n'était pas faite dans les choses étaient déjà faite dans les esprits. On se mit à table. Les mêmes souhaits furent répétés à tous les services, en vers plus ou moins mauvais, par l'aimable comte de Tressan, l'enjoliveur du moyen-âge, le Florian des fa-

bliaux chevaleresques ; par le vicomte d'Apché, qui soutint en chanson que tous les *chevaliers français* emploieraient volontiers leur épée pour conquérir une *charte anglaise ;* par madame de Pernan, fille de madame d'Houdetot, qui compara Franklin à Jésus-Christ ; — et par ce bon M. d'Houdetot, qui, en sa qualité de mari, se montra un peu plus ridicule que les autres. Il compara Franklin à Guillaume Tell, faisant observer que Guillaume Tell avait été un sauvage fort désagréable, tandis que Franklin buvait sec et jouait de l'harmonica. L'histoire de l'engouement français serait une très-bonne histoire.

On fit ensuite, après le café, une prodigieuse dépense de petite poésie. On déclama entre autres vers ceux-ci, qui étaient gravés sur une colonne de marbre, et devant lesquels on força la modestie de Franklin de s'arrêter :

Recevez le juste hommage
De nos vœux et de notre *encens ;*

poésie de bonbonnière, que nous ne citerions assurément pas, si le mot « encens » qui s'y trouve placé ne justifiait ce que nous avons dit précédemment sur l'idolâtrie dont Franklin était l'objet. La poésie de madame d'Houdetot poursuivit le docteur jusque dans son carrosse, et il n'y remonta pas sans avoir entendu les quatre vers suivants :

Législateur d'un monde et bienfaiteur *des deux*,
L'homme dans tous les temps te devra ses hommages ;
Et je m'acquitte dans ces lieux
De la dette de tous les âges.

Ce dut être une scène intéressante que celle où se rencontrèrent ces deux ironies, Voltaire et Franklin, deux vieillards dont l'un avait passé sa vie à persiffler l'humanité dans des écrits étincelants de verve, et dont l'autre se moquait d'elle avec bien plus de sang-froid, en épuisant le trésor de Versailles au profit des jeunes institutions républicaines qui devaient ébranler les monarchies d'Europe. Quand ces deux divinités du XVIIIe siècle se rencontrèrent, c'était peu de temps avant la représentation d'*Irène;* madame Denis, Morellet et d'Alembert étaient présents. Voltaire commença la conversation en anglais, et comme madame Denis l'interrompit pour lui dire que le docteur Franklin parlait très-bien français: « Excusez-moi, ma chère, s'écria son oncle, j'ai la vanité de montrer que je sais parler *la langue de Franklin.* » Les rois, les ministres, tout le monde partageait en Europe la même admiration, et c'est surtout dans les Mémoires de madame Campan qu'il faut en chercher les véritables causes. « C'est, dit-elle, qu'au milieu de la cour de Versailles il paraissait vêtu comme un fermier américain; il portait les cheveux plats, longs et sans poudre, un chapeau rond et un habit de drap brun, ce qui contrastait avec les dentelles, les habits brodés et les têtes parfumées et poudrées des courtisans de Versailles. » — « On ne put s'empêcher de battre des mains, dit Hilliard d'Auberteuil dans ses *Essais historiques et politiques sur la révolution des États-Unis* (*), quand on vit paraître à la cour ce vieillard d'aspect vénérable que la simplicité de son costume et les circonstances singulières et heureuses de sa vie signalaient à l'attention. Les Français, le peuple du monde le plus susceptible d'enthou-

(*) Tome I, page 350.

siasme, témoignaient leur admiration de mille manières, et la douce gravité de Franklin augmentait encore cet engouement. Quand il traversa la cour pour se rendre chez le ministre des affaires étrangères, la foule fit entendre de longues acclamations. »

C'est un fait très-curieux pour l'histoire, et prouvé jusqu'à l'évidence par la correspondance de Franklin, que la mystification subie par la cour de France pendant tout le cours de la guerre d'Amérique, et immédiatement après cette guerre; illusion généreuse sans doute, mais tellement contraire aux intérêts de la France, qu'à peine la faute fut-elle commise, le cabinet de Versailles s'en aperçut et s'en repentit. Après avoir donné à l'Amérique Septentrionale son argent et ses hommes, après avoir perdu le Canada, la France non-seulement ne gagna rien à cette double dépense, non-seulement elle affaiblit son pouvoir moral en concourant à détruire le sentiment monarchique, mais elle fut traitée avec si peu de considération et de respect par les Américains, dont elle était la bienfaitrice, qu'ils conclurent avec l'Angleterre une paix séparée, et signèrent le traité sans que le cabinet de Versailles en sût un mot.

L'éditeur américain, M. Jared Sparks, quelque dévoué qu'il soit aux intérêts de son pays, est étonné de cette violation de toutes les convenances et de cet excès d'ingratitude de la part d'une nation puritaine, républicaine, morale, représentée par le docteur Franklin, austère philosophe et symbole de la vertu. La jeune gravité des États-Unis prenait pour dupe la vieille et généreuse frivolité de la France. Le ministère français essaya de cacher à tous les yeux ce que M. Jared Sparks appelle avec raison un « outrage et une violation des plus simples règles de la courtoisie. » Cette offense fut sentie, comme le prouve la lettre

de M. de Vergennes que je vais citer; mais tels étaient l'engouement universel, et le pouvoir de l'opinion sur la folie française, qu'au moment même de cette insulte le trésor de Louis XVI, trésor presque vide, versa ce qui lui restait de billets de banque dans la caisse des Américains.

Voici la lettre confidentielle et jusqu'ici inédite que M. de Vergennes écrivit alors à M. de La Luzerne, ministre de France aux États-Unis :

Versailles, 19 décembre 1782.

« J'ai l'honneur de vous adresser la traduction des articles préliminaires du traité que les plénipotentiaires américains ont conclu avec ceux de la Grande-Bretagne..... Vous verrez sans doute comme moi avec plaisir les nombreux avantages que nos alliés les Américains retirent des clauses de ce traité; mais vous serez surpris, comme moi, de la conduite des commissaires, qui n'auraient certes rien dû faire sans notre participation. Telle était d'ailleurs la promesse positive du congrès. Le roi, comme je vous l'ai dit, ne prétendait exercer d'influence personnelle qu'autant que cela pouvait devenir nécessaire à ses amis; les commissaires américains ne peuvent prétendre que je me sois interposé et moins encore que je les aie fatigués de ma curiosité. Ils se sont tenus à distance autant qu'ils ont pu. L'un d'eux, M. Adams, à son retour de Hollande, où notre ambassadeur l'avait accueilli et fêté, n'imagina pas qu'il me dût la moindre déférence; il avait passé trois semaines à Paris sans venir me voir, quand je lui fis rappeler que j'existais. Pendant le cours des négociations, toutes

les fois que je leur ai parlé de l'affaire, ils se sont contentés de me répondre par des généralités vagues, afin de me laisser croire que le traité n'avançait pas. Jugez de ma surprise quand, le 29 novembre, le docteur Franklin vint m'apprendre que les articles étaient signés, contrairement à la promesse verbale et mutuelle que nous nous étions donnée de ne signer qu'ensemble. Quelques jours après, quand il vint me voir, je lui fis remarquer que cette manière d'agir abrupte et personnelle n'était pas de nature à plaire au roi. Il parut le sentir et s'excusa de son mieux, lui et ses collègues. Notre conversation fut amicale..... Si le roi avait montré aussi peu de délicatesse que les commissaires américains, il y a longtemps qu'il aurait signé avec l'Angleterre une paix séparée; mais il a voulu que ses alliés fussent protégés par ses armes, et a continué la guerre, quelque avantage qu'il pût retirer de la paix..... Informez les membres les plus influens du congrès de la conduite irrégulière des commissaires américains; vous pouvez en parler simplement, comme d'un fait, et sans vous en plaindre. Je n'accuse personne, je ne blâme même pas le docteur Franklin; il a cédé trop facilement à ses collègues, qui ne se sont pas mis à notre égard en frais de courtoisie. Toutes leurs attentions ont été absorbées par les Anglais qui se trouvaient à Paris. Si nous jugeons de l'avenir d'après ce qui vient de se passer sous nos yeux, je crois que nous serons mal payés de tout ce que nous avons fait pour les États-Unis et pour leur assurer une existence nationale..... Les Américains nous demandent encore de l'argent : vous pouvez juger si une conduite semblable à la leur est de nature à nous encourager à leur donner des preuves nouvelles de notre libéralité. »

Telle était la faiblesse de ce gouvernement moins cou-

pable que frivole, que, deux jours après, le même comte de Vergennes écrivait à M. de La Luzerne :

« Vous savez quelle demande pécuniaire le congrès adresse à sa Majesté. On veut un emprunt de vingt millions. Cette somme dépasse considérablement nos facultés actuelles; néanmoins sa Majesté, voulant donner aux États-Unis une nouvelle preuve de son sincère désir de leur être utile, a décidé qu'il leur serait avancé six millions de livres pour l'année 1783.

« Le docteur Franklin est chargé d'en transmettre une partie à M. Morris. Je ne puis vous dissimuler que cet effort nous pèse considérablement, surtout après une guerre de cinq ans dont les dépenses ont été et sont encore énormes. »

On était alors à la veille de la banqueroute, sur le bord du déficit qui devait absorber la monarchie et la détruire; et le trône, déjà chancelant, jetait ses millions à la jeune république qui l'avait joué. Ce vertige auquel la France a été en proie pendant toute la fin du XVIIIe siècle, cette ivresse singulière, succédant à l'orgie de la régence, n'ont pas de preuves plus curieuses que la correspondance inédite que nous venons de citer. Tout le monde gagnait quelque chose à cette affaire, excepté la France; l'Angleterre était délivrée d'une colonie embarrassante, elle gardait le Canada et la Nouvelle-Écosse, elle était libre de porter sur tous les points son activité commerciale; quelques années encore, elle n'aurait su que faire de l'Amérique Septentrionale, sa gigantesque fille. Refoulée sur elle-même, la métropole anglaise concentra ses forces, oublia cette colonie qu'elle croyait ingrate et qui n'était qu'émancipée, et reconnut qu'elle avait fait un bénéfice en croyant subir une perte. Quant à la France, elle n'y gagna rien que des millions de

moins et cette fièvre d'imitation qui détonrna la révolution française de ses voies naturelles.

Non-seulement Franklin savait quel était le résultat futur de cette inoculation républicaine que la monarchie imprudente opérait sur elle-même, mais il n'oublia rien pour la propager et l'aider. Il obtint dn comte de Vergennes la permission de faire traduire sous ses yeux et imprimer à Paris la constitution nouvelle, contenant la déclaration des droits de l'homme. Ce fut le dnc de La Rochefoucauld qui se chargea de la direction de l'œuvre que le comte de Vergennes laissa librement circuler à travers la société française. Ainsi, cette monarchie, fatalement condamnée, courait de toutes les façons à sa perte, tandis que la jeune république, profitant de la crédulité chevaleresque de la France, grandissait à vue d'œil. De ce foyer de la civilisation qui se nomme Paris, l'enthousiasme pour le docteur Franklin et pour l'Amérique se propageait à travers le monde, et l'on trouve dans la volumineuse correspondance publiée par M. Sparks, des lettres ou plutôt des hymnes qui étaient adressées au docteur de tous les points du globe, de Manille, de Corfou, d'Égypte, de Bohême ; l'une est signée du ministre de l'empereur de Maroc.

Le docteur devait cette immense popularité non-seulement à ses mérites réels, mais à son attention continnelle à ménager *les apparences.* « Souvenez-vous, dit-il souvent dans ses lettres, que ce n'est point assez d'*être ; — il faut paraître.* » Il écrit à une de ses protégées qui l'a chargé de faire imprimer une traduction composée par elle ;

« Ma chère enfant, j'avais d'abord envie de publier votre traduction avec votre nom, mais j'ai craint que cela *ne ressemblât à de la vanité.* Je la publie sans votre nom, et

j'aurai soin de répandre qu'elle est de vous; cela *ressemblera à de la modestie.* » Fait d'assez peu d'importance en lui-même, mais qui caractérise la nuance de finesse et même, s'il faut le dire, d'hypocrisie morale qui, jointe à une foule de talents exquis et de qualités vraies, a fait le succès de Franklin. Il a été fort honnête homme, sans doute; mais il n'a rien oublié pour sembler parfait. Relativement à la France, il a paru modeste, candide, désintéressé, jusqu'à ce qu'il ait obtenu le concours de cette puissance et les millions dont il avait besoin; puis, tout-à-coup, parvenu à ses fins, il a tourné les talons, s'est moqué de nous le plus lestement du monde et a fait sa paix avec l'Angleterre, ne se donnant même pas la peine de rendre visite, une fois le traité signé et l'indépendance de sa patrie reconnue, aux honnêtes ministres qui avaient eu foi dans sa candeur. M. de Vergennes, qui recevait tous les jours sa visite à l'époque de la lutte, fut un peu mortifié de ne plus apercevoir à la cour la figure du docteur Franklin, après la signature du fameux traité. Il témoigna son étonnement et son mécontentement au philosophe par le petit billet que voici :

« Versailles, 5 mai 1783.

« MONSIEUR,

« J'espère avoir l'honneur de vous voir demain à Versailles. J'ose croire que vous pourrez vous y trouver avec les ministres étrangers. On remarque que les commissaires des États-Unis y paraissent rarement, et l'on en tire des conséquences que je suis sûr que vos constituants désavoûraient si elles arrivaient jusqu'à eux. »

Dans une autre lettre du 15 décembre, on trouve ces tristes paroles du comte de Vergennes mystifié : « Vous prudent et sage, monsieur, vous comprenez parfaitement ce qui est dû aux convenances. Vous avez toute votre vie rempli vos devoirs, je vous prie de considérer comment vous avez l'intention de remplir ceux qui sont dus au roi. Je ne veux pas m'étendre sur ces réflexions, je les livre à votre propre intégrité; quand vous voudrez bien m'ôter cette incertitude, je prierai le roi de satisfaire à vos demandes. »

Ce à quoi Franklin répondit, avec le sang-froid de son adresse ordinaire, par les protestations les plus vives de reconnaissance et d'admiration pour le roi, avouant seulement qu'on avait été coupable d'un manque de *bienséance*, en concluant un *traité séparé* avec l'Angelterre. Le mot était bien doux et bien équivoque pour un fait si grave et si contraire aux promesses des États-Unis, et à leur dette morale envers le trône et la France. Le secrétaire des affaires étrangères pour le congrès américain, Robert Livingston, pensa là-dessus comme le comte de Vergennes, et écrivit dans ce sens à Franklin. La réponse de ce dernier indique naïvement tout le fond de sa pensée, et le peu de cas qu'il faisait de la France, tout en se prosternant devant M. de Vergennes. Il dit à Livingston : « Vous désapprouvez les commissaires qui ont signé le traité de paix avec l'Angleterre sans le communiquer à la cour de Versailles. Je ne vois pas, moi, que les Français aient grande raison de se plaindre : rien n'a été stipulé à leur préjudice..... Je pense qu'ils ne se sont pas officiellement plaints de cet acte; si cela était, vous nous eussiez transmis cette plainte afin que nous y puissions répondre. Il y a longtemps que j'ai donné à M. de Vergennes pleine

satisfaction là-dessus. Nous avons fait ce que nous avons cru pouvoir faire de mieux dans le moment, et si nous nous sommes trompés, le congrès aura raison de nous censurer après nous avoir entendus. En nommant cinq personnes pour cette affaire, il semble avoir eu quelque confiance en notre propre jugement, puisqu'il aurait suffi d'une seule personne pour traiter avec l'Angleterre sous la direction du ministère français. »

C'est un chef-d'œuvre d'escamotage diplomatique que cette réponse douce et modérée qui laisse la question principale dans l'ombre. Le Talleyrand américain rejette la faute, s'il y en a une, sur ses associés; il en réfère au congrès, c'est-à-dire aux États-Unis eux-mêmes, dans la personne de leurs représentants, pour décider si le roi de France a le droit de s'offenser et de se plaindre. Ce qui rend cette comédie parfaite, c'est la position singulière de M. de Vergennes, si renommé pour sa finesse, et qui ne veut pas avouer qu'il a été dupe, ni par conséquent se plaindre. Enfin, pour comble de bizarrerie, pas un historien n'a signalé cette étrange situation dont nos frères des États-Unis ont si bien profité.

---

§ IV.

Vieillesse de Franklin. — Ses doctrines. — Leur influence.

La vieillesse et l'enfance de Franklin sont remplies de grâce, de charme et de vertus. On y trouve une beauté idéale qui manque, il faut bien le dire, à son âge mûr.

Homme fait, il emploie la ruse, et quoiqu'il s'en serve avec autant de calme, de finesse et d'habileté que le meilleur artiste du plus délicat instrument, on sent cependant qu'il y a d'autres qualités plus héroïques, un dévoûment plus sincère, une habileté moins flatteuse pour les forts, une diplomatie moins dissimulée. On se demande où sont les grands sacrifices de cet esprit conciliant et de cette âme passive qui ménage tous les intérêts, qui se prête à tous les amours-propres, et qui prend si bien au piége le subti Maurepas et l'actif de Vergennes. On ne peut s'empêcher d'avoir une estime plus prononcée pour des qualités plus viriles et moins ondoyantes, pour des résistances plus fières et moins fugitives, pour une tranquillité moins nécessairement alliée à la profonde indifférence et à l'absence totale des passions. Mais dans l'enfance il est courageux; il est riant dans la vieillesse. L'enfant lutte contre l'obscurité et la pauvreté de son sort, le vieillard reçoit les hommages de tout un peuple affranchi. Ces deux spectacles attendrissent le cœur. Enfant, il possède encore la pensée de Dieu, que lui ont léguée ses pères les puritains; vieillard, il la retrouve, et elle ennoblit ses derniers moments.

Pour les hommes d'action et d'héroïsme, le milieu de la vie est surtout éclatant; là se concentrent les grands et puissants rayons. Tels furent dans l'ordre politique César et Napoléon; dans l'ordre intellectuel, Molière, Pascal et Shakspeare.

Les natures moins élevées, mais distinguées, douces et subtiles, ont besoin du demi-jour de l'enfance et du crépuscule du dernier âge.

« Je trouvai, dit le révérend Manasseh Cutler, botaniste et ami de Franklin, le vieux docteur dans son jardin, assis sur le gazon à l'ombre d'un grand mûrier, entouré de ses

amis et de quelques dames. Il avait quatre-vingt-un ans, les cheveux blancs et retombant des deux côtés sur ses épaules, la voix douce, le pas encore ferme, la physionomie ouverte, agréable et riante. Il se leva quand il m'aperçut, me tendit la main et me fit asseoir. Puis nous causâmes librement, et notre conversation fut des plus intéressantes jusqu'au moment où la nuit tomba; alors on apporta la table à thé, et le thé fut servi sous le mûrier par madame Bache, fille du docteur et qui demeure avec son père. Autour d'elle se trouvaient trois de ses enfants, qui paraissaient aimer extrêmement leur grand-père et qui montaient sur ses genoux. Le docteur me montra une curiosité naturelle qu'il venait de recevoir et qui paraissait l'intéresser singulièrement : c'était un serpent à deux têtes, conservé dans un bocal rempli d'esprit de vin, et qu'on avait trouvé au confluent de la rivière Schuylkyll. Ce serpent bicéphale éveilla la verve ironique du vieux docteur, qui nous dit : « Je me représente la triste situation de ce personnage, dans le cas où, engagé au milieu d'un buisson, sa tête droite voudrait aller à droite et sa tête gauche à gauche; supposez que les deux têtes fussent également entêtées, et que ni l'une ni l'autre ne voulût céder à sa voisine, la guerre civile serait imminente. C'est à peu près ce qui est arrivé ce matin à la convention, lorsque... » Ici on l'arrêta pour lui faire observer que les affaires et les débats de la convention devaient rester secrets, et il interrompit son charmant apologue du serpent.

« La nuit venue, nous entrâmes dans sa bibliothèque, qui lui sert de cabinet de travail. C'est une grande chambre remplie de livres jusqu'au plafond, non-seulement le long des murailles, mais au milieu même de l'appartement, occupé par trois grands corps de bibliothèque. On y voit



plusieurs machines intéressantes, dont quelques-unes ont été inventées par le docteur lui-même, par exemple, une main artificielle placée au bout d'un grand bâton, et qui, au moyen d'un ressort artistement disposé, saisissait et remettait en place les livres de sa bibliothèque sur les rayons les plus élevés ; un fauteuil à bras auquel il imprimait lui-même, quand il le voulait, un mouvement oscillatoire, et surmonté par un large éventail mis en mouvement par le pied de la personne assise... Nous ne parlâmes guère, pendant cette longue visite, que de sujets philosophiques, et surtout d'histoire naturelle que le docteur aimait passionnément. Je ne me lassais pas d'admirer l'étendue de ses connaissances, l'éclat de sa mémoire, la clarté et la vivacité de son esprit, l'aisance de ses manières et cette liberté gracieuse qui semblait répandre autour de lui le calme et le bonheur. Ce qui le caractérisait par-dessus tout, c'était une veine permanente de gaîté vive, brillante, souvent caustique, qui ne le quittait jamais, et qui lui semblait aussi naturel que l'air qu'il respirait. »

Il mourut doucement, en répétant et en commentant des vers du vieux poëte semi-puritain Watts sur la toute-puissance divine, comme si cet homme, qui n'a jamais rien fait qu'à propos, avait senti que la mort dépouillée de la pensée religieuse et l'absence de Dieu en face du grand abîme de l'éternité termineraient indignement une vie si convenable et si heureuse. Son dernier mot fut caractéristique :

« Faites mon lit; que je meure décemment. »

Parmi les hommes politiques que je vois, de siècle en siècle, donner l'impulsion aux choses de ce monde et diriger les rênes ardentes de la destinée sociale, quelle place occupe Franklin ?

Il annonce l'avénement de la classe laborieuse, la chute de la classe héroïque et guerrière, l'ascendant du vasselage, qui triomphe enfin des seigneurs, l'oblitération du sacerdoce dominateur; il est par conséquent la dernière expression de la révolte protestante et le raffinement extrême du calvinisme mondain.

Sa philosophie n'est autre que le déisme de Locke. Puritain par essence et sans le savoir, Franklin efface le dogme, mais il efface aussi les passions; c'est là son côté philosophique. Il conserve la morale rigide et la stricte probité, ne s'apercevant pas qu'en faisant presque entièrement disparaître de son code la grande idée de Dieu, source idéale de cette probité terrestre, il prive cette dernière de son aliment supérieur et éternel. Une des inventions mécaniques dues à son observation ingénieuse caractérise admirablement son génie et son système; c'est un vase d'airain dans lequel on allume un brasier dont la flamme, au lieu de se diriger vers le ciel, retourne à la terre. Franklin aussi, dernier disciple de Locke, a replié vers la terre la flamme de l'âme humaine.

Quand on demandait à Franklin quelle était la qualité la plus utile à un homme d'État, il répondait: « L'apparence et le renom de la probité. » — Il se souvenait qu'en France tout avait été séduit et entraîné par son air philosophique, sa gravité, sa modestie et sa simplicité. Un passage de son journal, daté du 27 juillet 1784, donne toute sa théorie à ce sujet : « Démosthènes, à qui l'on demandait quelle était la principale qualité de l'orateur, répondait d'abord l'action, ensuite l'action, et encore l'action. Je dis que pour l'homme public, c'est l'apparence, l'apparence, et encore l'apparence. Lord Shelburne, un des hommes politiques les plus remarquables de cette époque, passe pour n'être

pas sincère, ce qui paralyse totalement son influence. Jamais cependant il ne m'a donné preuve de ce défaut. Pour qu'un homme politique réussisse, il faut qu'on ait foi dans sa parole et dans sa capacité. Cette opinion une fois établie, tous les délais, tous les obstacles, toutes les difficultés s'évanouiront. Quand même vous parleriez assez mal, vous triompheriez sans peine, par un faux semblant d'intégrité, du plus brillant orateur qui soit au monde. Je suis si persuadé de l'importance du crédit et du règne de l'apparence dans les affaires publiques, que, selon moi, Jean Wilkes aurait pu détrôner George III, si ce dernier n'avait pas eu la réputation d'un bon père de famille, et si Wilkes n'avait pas passé pour un coquin. »

Franklin avait appris ce que valent l'apparence et la confiance; par elles, il avait tiré de la cour de France, entre 1776 et 1781, 3 millions par an, 4 millions pendant l'année 1781, et de plus un subside de 6 millions, accordé comme don pur et simple par Louis XVI.

La disposition naturelle de Franklin l'inclinant vers un honnête et doux équilibre, de toutes les facultés humaines, il imagina faussement que la plupart des hommes lui ressemblaient, et qu'il suffisait de leur appprendre l'art de la vertu, comme on apprend les échecs ou le mécanisme d'un instrument. Mais cet art de la vertu est une erreur; on rédigerait tout aussi bien l'art du vice et même l'art du crime. Machiavel a donné au monde l'*art de la fraude*, et Bacon l'art du succès, sous le titre de *Moral Essays*. En détachant l'idée divine du code moral, Franklin a enlevé le type suprême du beau et du juste, le sublime et nécessaire couronnement de toutes les théories. Fils d'une race profondément pieuse, et qui avait tout sacrifié à cet idéal dont je parle, il n'a pas vu que ces vertus de tempé-

rament et d'habitude qui étaient en lui, et qui circulaient comme l'air ambiant à travers la société américaine, n'étaient, après tout, que le résultat du puritanisme, c'est-à-dire du plus sévère idéal que les hommes aient jamais proposé à leur admiration terrestre. De là cette théorie de l'utile, qui a rabaissé chez les nations modernes les idées nobles, courageuses et héroïques; de là cette croyance si dangereuse, qui a transformé l'égoïsme en culte universel. Pour l'homme sans passion, le bonheur et l'utilité sont dans une vie calme, réglée et honnête, telle que Franklin la recommande; pour l'âme violente et les sens fougueux, l'utile, c'est la volupté et l'ambition.

La philosophie de Franklin nous semble donc pécher par sa base. Mais ces observations, qui nous sont suggérées par la publication de M. Jared Sparks, c'est-à-dire par les cinq mille pages que nous avons dû lire, si elles détruisent quelques-unes des erreurs populaires qui se sont accréditées dans ces derniers temps, ne peuvent qu'affermir l'estime et l'admiration dues, sous d'autres rapports, à un charmant écrivain, à un moraliste ingénieux, et surtout, ce qui a été beaucoup moins remarqué, au diplomate le plus habile, à celui qui a le mieux réussi du XVIII[e] siècle tout entier (*). Si l'on demande à quoi est dû ce succès incontestable et singulier, nous répondrons avec Franklin lui-même : *A l'apparence.* Né sans passions, il a paru sage; le plus fin des hommes, on l'a cru naïf.

En qualité d'homme politique, sa grande œuvre et son plus habile tour de force ont été d'intéresser la monarchie

(*) L'historien allemand Schlosser nous a fait l'honneur d'adopter cette opinion nouvelle sur Benjamin Franklin. V. Geschichte des XVIII Jahrhunderts. t. II. p. 250.

française à cette révolution républicaine qui devait porter un coup mortel aux monarchies.

La cour de Versailles, conduite par cette main habile et douce, s'est suicidée paisiblement et sans même s'en apercevoir. Franklin a eu beaucoup à faire en France, très-peu en Amérique. Il a suivi le flot de ses concitoyens, occupé seulement du soin de les retenir et de les contenir; entraîné par eux, il n'a pas eu grand mérite à réclamer, comme tous les Américains, l'indépendance américaine, devenue nécessaire. Mais le vieux trône de France lui présentait d'autres obstacles : il les a vaincus; je le répète, c'est son chef-d'œuvre.

Ce parrain des sociétés futures laisse quelque chose à désirer sous le rapport de la grandeur. Les inspirations supérieures de l'abnégation et du dévoûment lui manquent trop. Il sent un peu son origine; il dissimule, il compte, il marchande, et il fait son profit. C'est un héroïsme douteux, on doit l'avouer, que celui qui vient si habilement réclamer de la cour de France les millions qui la tueront plus tard. Jeune, il a fait ses affaires par l'économie et l'adresse; vieux et riche, il réclame avec instance de sa patrie les arrérages de son traitement. L'éclat et la folie de la vertu ne l'ont point signalé. Mais que d'ingénieuses expériences sur le monde et sur les sociétés! Que de talents divers et charmants! Quel style aimable! Le cours de sa vie entière atteste une des plus lucides et des plus subtiles entre les intelligences humaines. Représentant civil d'une masse industrieuse et honnête, symbole opposant d'une masse opposante, il plut aux passions de la France, lui qui n'avait aucune de ces maladies qu'on appelle passions; elle reconnut dans le vieux docteur l'ennemi de ce qu'elle voulait renverser. Séduite, elle lui céda tout, au risque de se

blesser elle-même, et il consentit à la séduire, pourvu que l'Amérique anglaise, aidée par la France, échappât à sa métropole.

Telle est la vérité, clairement écrite dans ces dix volumes, qui en valent quarante. Le reste nous semble un mirage de l'histoire (*).

(*) *Revue des deux Mondes.* — Juin 1843.

FIELDING ET RICHARDSON.

DOCUMENTS BIBLIOGRAPHIQUES RELATIFS A LA VIE ET AUX ŒUVRES DE FIELDING ET RICHARDSON.

Consulter. — Lady M. W. Montagu's Letters.

Lord Chesterfield. Letters and pamphlets.

Samuel Johnson, passim.

Boswell, Life of S. Johnson.

S. Richardson. Private correspondence.

FIELDING ET RICHARDSON,

CONSIDÉRÉS DANS LEURS RAPPORTS AVEC LE MOUVEMENT POLITIQUE DE L'ANGLETERRE ET DU XVIIIme SIÈCLE (*).

§ Ier.

Influence de la politique sur le roman anglais. — Changement opéré depuis 1688, dans les mœurs et la littérature. — Le roman de détail naît du puritanisme et de l'analyse. — *Samuel Richardson.*

La supériorité incontestable des romancieres anglais ne date que de l'année 1688. Avant cette époque, la Grande-Bretagne était dramatique, poétique, religieuse et commerçante; le génie des affaires et celui du négoce n'avaient étouffé ni la flamme inspiratrice du poète ni l'enthousiasme d'une piété souvent égarée. L'énergie de la vie publique et l'entraînement des idées puritaines avaient occupé les esprits sans glacer la verve de Milton, sans entraver l'immense sagacité de Shakspeare, la pénétration philosophique de Bacon et la satirique observation de Butler. Mais, avec la

(*) Les rapports intimes de la littérature et de la politique anglaises ont été négligés ou mal décrits jusqu'ici. Nous avons déjà, dans la biographie de Shaftsbury et dans celle de Burke, indiqué cette intime corrélation dont l'étude suivante offrira quelques preuves nouvelles.

révolntion de 1688, une ère nouvelle commença pour ce pays. La situation politique et les mœurs privées changèrent à la fois. Les traces dn puritanisme de Cromwell et celles de l'ancienne existence aristocratique, domestique, féodale, se confondirent et s'amalgamèrent avec une philosophie plus douce, plus rationnelle, un peu étroite, dont Locke fut l'apôtre et le propagatenr ; on vit la convenance régner dans les mœurs, la vie de famille conserver son ponvoir, et une prudence sociale, mêlée de moralité, de dévotion, quelquefois de pruderie, succéder anx excès de spirituelle débanche qui avaient signalé la cour de Charles II, et anx élans de fanatisme austère qui avaient sonlevé et accompli la grande rébellion. La décence fnt en honneur. Les vertus privées furent à la mode. On analysa curieusement les secrets du foyer domestique. On porta dans cette recherche et dans cette critique du pédantisme et du génie. Le propre de la nature humaine est de ne jamais s'enrichir d'une vertu sans la déshonorer par un excès. L'Angleterre eut ses *Tartufes de mœurs* à côté de ses Penn et de ses Hampden. On vit naître un nouveau genre d'hypocrisie, l'hypocrisie de probité, de décence et de sagesse. Grandisson, le plus ennuyeux des héros, est le type de cette affectation morale. Alors on bannit dn discours, non-seulement les expressions qui semblaient peu chastes, mais des mots nécessaires sous lesquels on prétendait découvrir je ne sais quelles allusions inconvenantes. Ce pédantisme alla toujours en croissant, jusqu'à l'époque où le mot *chemise* fut un épouvantail, où le mot *cuisse* fut exilé du langage commun.

Il y a toujours en dehors de la société, et la dominant sans qu'elle le sache, un système de philosophie dont elle snbit la loi ; quelquefois même (comme aujourd'hui parmi

nous) trois ou quatre systèmes qui se combattent l'un l'autre : j'entends par système un corps de doctrines avouées ou sous-entendues qui régissent les actions, se résolvent en pratique, et donnent à la société tout entière sa forme et son mouvement.

L'Angleterre, sous la reine Anne, était soumise à ce puritanisme à demi-effacé, modéré, devenu raisonnable et à une théorie d'utilité privée, de convenance et de sagesse rationnelle, dont Locke est la plus juste expression. C'est de là que date le règne du *confortable*, si puissant sur la société anglaise. La civilisation se dirigea dès lors vers les recherches du bien-être physique, et la moralité vers le raffinement de la bienséance. On se mit à peindre avec une extrême délicatesse, avec une finesse incroyable les détails d'intérieur, les révolutions de ménage, les subtilités du cœur, les scènes mobiles de la haute et moyenne société. On examina la famille sous toutes ses faces, dans tous ses événements, dans ses combinaisons les plus puériles en apparence. La netteté de l'historien, la profondeur de l'observation philosophique brillèrent dans ces œuvres, tour-à-tour prolixes, délicates, originales, vulgaires, maniérées, prosaïques et subtiles. Ce fut un nouveau monde microscopique, dont la révélation inattendue produisit une bibliothèque immense de romans. Les femmes, dont le trône est dans la famille, et dont la sagacité de détail est si remarquable, s'emparèrent de ce domaine, qu'elles enrichirent et cultivèrent à l'envi. On vit éclore des romans classiques, bibliques, mythologiques, biographiques, scientifiques; on y mêla l'histoire, la religion, la théologie, la politique, la féérie, la physique, la chimie, l'astronomie. Toutes les coquetteries de la vie féminine, toutes les minuties de la vie privée, eurent place dans ces ouvrages. Ri-

chardson est le grand maître de ce genre. Il en a fait une Épopée. Son pinceau est facile et fertile en traits d'une admirable vérité ; il a poussé aussi loin que possible cet art de tout dire, cette patience, qui n'oublie rien, et cette observation qui reproduit à la fois les masses et les détails.

Mais qui lit Richardson aujourd'hui ? Malgré le dithyrambe de Diderot, qui veut acheter au prix de trente volumes mortellement ennuyeux, la belle folie de Clémentine, les admirables lettres de Lovelace et la catastrophe sublime de Clarisse ? Qui veut subir la prose de Grandisson et ses discussions soporifiques dans le parloir de Cèdre ? Qui jette les yeux sur les sentimentales indécences de Paméla ? Bien peu de personnes, je le pense. C'est que Richardson a porté jusqu'aux dernières limites les défauts du genre qu'il adoptait, et dont son génie a tiré grand parti. Il a tous les vices de ses qualités. Il place ses caractères sous mille aspects différents ; il nous les fait contempler à loisir, de face, de profil, dans toutes les attitudes ; artiste qui répète le même portrait dans toutes les poses imaginables, et nous donne ainsi une connaissance bien plus complète du personnage qu'il représente. Il ne se contente pas d'indiquer largement, comme Fielding, ou par de rapides aperçus comme Le Sage, les détours, les profondeurs, les sinuosités du cœur humain, les ressorts du mécanisme social. Il prend ces ressorts un à un ; il les examine ; il les pèse, il disserte sur leur utilité relative, sur leur harmonie et sur leur engrenage. Pour lui, rien n'est à mépriser : un fétu et un grand arbre sont de même valeur à ses yeux. Le plus mince détail, soumis à sa loupe, se grossit et devient important. Dans un tableau, peint d'après ce système, la perspective est détruite, tout se trouve sur le même plan, comme sur ces paravens chinois, où la mouche qui vole

et l'éléphant qui marche, la maison voisine et la montagne lointaine, occupent le même espace et se trouvent sur la même ligne. Cependant l'action s'arrête, et le lecteur s'ennuie. Il oublie cette sublime peinture de Lovelace, Satan de la vie privée, et l'intérêt que devraient inspirer tant de caractères vivants et vrais. Il ne trouve plus dans ces pages prolixement explicatives, que l'intérêt d'une dissection anatomique, une espèce d'enquête approfondie et interminable; et il ferme le livre avec dégoût.

Ce défaut se laissait bien moins sentir dans l'époque même où Richardson, pressé par la civilisation qui l'entourait, a créé ses ouvrages sous l'inspiration des mœurs contemporaines. Le roman subit l'influence immédiate des idées dominantes. Il saisit la société au cœur; il l'ébranle dans ce qu'elle a d'intime. Il répond à ses vertus et à ses vices; il cherche sa fibre secrète;

Quod latet arcanâ non enarrabile fibrâ.

Que veut-on de lui, après tout? Qu'il fasse oublier le cours du temps : qu'il enchaîne le dandy sur son ottomane, à une heure du matin, lorsque le bal a commencé; qu'il efface la vie réelle; qu'il vous empêche d'aller dîner, de recevoir votre meilleur ami, de prêter l'oreille à une douce voix qui vous parle. Il faut qu'il amuse; c'est son premier devoir.

Aussi, le roman d'une époque, celui qui enivrait nos ancêtres, arrive-t-il jusqu'à nous, pâle, sans force, sans magie. Il faut, pour traverser les siècles, de ces narrations qui trouvent un écho éternel dans le cœur de l'homme.

Distinguons donc les romans d'*époque*, de ces œuvres où la passion humaine est vivante et se conserve vivante à jamais. Où sont, je vous prie, les *récits de longue haleine* que l'on adorait sous Louis XIV? Richardson a trop sacrifié au goût de son temps. L'invention sombre de mistriss Radcliffe, où est-elle? On n'en veut plus chez la portière. Walter Scott (et cet oracle est peu douteux) aura perdu dans trente années une partie de sa piquante saveur. Le roman qui ennuie a cessé de vivre. Il n'a plus d'existence populaire.

Il ne reste donc au narrateur qu'une chance, pour éterniser son œuvre; c'est de la créer si réelle, si vraie, si profondément historique, quant aux affections et aux douleurs humaines, de mêler si habilement cette vérité aux tableaux qui plaisent à son siècle, que ces tableaux passagers puissent se flétrir et laisser debout, brillantes encore de jeunesse et de force, l'histoire de l'homme, la révélation de ses secrets. Dans les romans de Richardson, c'est cette partie éternelle qui se conservera toujours. Clarisse Lovelace et Clémentine ne mourront pas.

L'alliance de l'honnête et de l'utile, le culte de la décence, forment la base morale des fictions de Richardson. Plusieurs femmes, parmi lesquelles on distingue miss Burney et miss Edgeworth, marchèrent sur les traces de l'auteur de *Clarisse.* Leur pinceau est faible, mais délicat; elles ont traité, l'une avec plus de gaîté, l'autre avec plus de finesse et de grâce, les scènes de la vie privée. La chaleur, la force, la profondeur manquent à ces esquisses. Cependant *Evelina* et *Cecilia*, de mistriss d'Arblay, *les voisins de Campagne* et *ma Tante Anne*, par miss Burney, ont laissé une impression pleine de charmes dans l'esprit de leurs lecteurs. Fictions dénuées de

passion, souvent allanguies par une affectation de moralité fatigante, et où la surface des mœurs anglaises au XVIIIe siècle est peinte de couleurs finement nuancées.

---

§ II.

Le roman des Cavaliers. — Observation libre. — Cynisme. — *Fielding* et *Smollett*.

Pendant que ce genre de roman, dérivé de celui de Richardson, et que l'on peut nommer le *Roman des convenances*, se répandait en Europe, un autre élément de la société anglaise, plus profond et plus philosophique; l'observation libre des caractères humains, de leur jeu et de leur lutte avec les passions et le hasard, produisait des chefs-d'œuvre bien autrement accomplis sous le rapport de l'art et du style; les romans de *Fielding*. Né dans une classe supérieure, maltraité par le sort, jeté dans des relations et des devoirs obscurs, nourrissant un secret et caustique mécontentement contre l'hypocrisie en honneur et le *Cant*, ou jargon moral en usage, Fiedling a renversé la donnée de Richardson. Il a montré la décence, masque des vices; la pruderie substituée à la vertu; l'honnêteté de l'âme méconnue par la société; le tartufe de mœurs honoré; le jeune homme candide et généreux, entraîné par sa fougue et flétri comme un infâme. Tel est *Tom Jones*. Cette révolte contre la société, dont notre révolution a été l'explosion violente, se trouve déjà dans le chef-d'œuvre de Fielding. Il proclame hautement l'ironie dont il poursuit Richardson; et la plupart de ses romans ne sont

qu'une continuation de la même attaque. *Smollett*, intelligence forte et féconde, mais vulgaire et cynique, a fait avec talent d'ailleurs, la caricature de cette société que Fielding a peinte en maître.

Comparez Smollett et Fielding, vous reconnaîtrez du premier coup-d'œil la supériorité de ce dernier. Leur donnée est identique. *Roderick Randon* et *Peregrine Pickle* sont, ainsi que Tom Jones, des enfants gâtés très-spirituels, qui s'élancent étourdiment dans la société, y font mille folies, en sont punis, prennent leur malheur en gaîté, et intéressent le lecteur par la franchise même et la naïveté de leurs fautes. Mais Peregrine Pickle est grossier; il se montre ingrat; ses espiègleries sont forcées, ses amusements cyniques. Tom Jones, au contraire, a de la noblesse dans ses erreurs; il supporte avec dignité l'injustice dont il est victime. Son humeur joviale n'est pas entachée de cette dépravation crapuleuse qui souille les héros de Smollett. La fable de Fielding se déroule, se complique, s'enlace, se dénoue avec une admirable facilité. C'est incontestablement le modèle de toute fable romanesque, le tissu le plus habile et le plus fort qui ait jamais réuni dans une œuvre d'imagination, les développements du caractère et les jeux de la fortune. Smollett, comme Le Sage, se contente de faire passer dans les yeux du lecteur diverses scènes de la vie, au centre desquelles il place son personnage favori. Rien ne les rattache entre elles; l'une succède à l'autre, sans être appelée par elle, sans en dériver et sans l'expliquer. Chez Fielding au contraire, le talent de l'auteur dramatique, la régularité de l'épopée, la finesse analytique du critique supérieur, la puissance du philosophe, arrachant à l'hypocrisie son masque et rendant à la vertu réelle ses honneurs, ont concouru à cette œuvre

unique, que tous les peuples civilisés ont placée entre deux merveilles, entre *Don Quichotte* et *Gilblas* — et que l'on nomme *Tom Jones.*

---

§ III.

Vie privée de Fielding et de Richardson. — Leur lutte et leur influence contradictoire. — Supériorité définitive de Fielding.

Dans un des quartiers le plus populeux de Londres, près de Westminster, il y avait en 1750, une maison assez singulière ; un juge-de-paix l'habitait. La porte était ouverte à tout venant ; vous entriez, et vous trouviez dans une salle basse, voûtée, assez sombre, ornée d'un grand poële, la table dressée ; sur cette table des reliefs de festin, des verres brisés, de la venaison, du porter et des fruits ; dans un coin, un pupitre chargé de papiers ; devant la table, un homme à l'œil vif, à la perruque ébouriffée, fumant, buvant, riant et criant de toute sa force ; le teint haut en couleur, la jambe entortillée de flanelle camphrée et reposant sur un escabeau. Autour de la table, debout, assis, agenouillés, accroupis, des commissionnaires, des porte-balles, des petits marchands, des harengères, des gardes de nuit, des escrocs ; Irlandais, Écossais, Gallois, auxquels le maître du logis imposait silence en frappant la table d'un poing vigoureux. La voûte retentissait de leurs criailleries polyglottes et de leurs discussions violentes ; là, vous entendiez à la fois tous les jurons et tous les dialectes que l'on parle, que l'on beugle, ou que l'on bégaie du nord au midi de la Grande-Bretagne. Souvent l'homme

qui gagnait sa cause devant ce singulier tribunal, s'asseyait à la table du juge-de-paix et sablait le porter ou l'ale à la santé du magistrat. C'étaient d'interminables vociférations, des disputes en termes d'argot, une odeur de viandes et une chaleur insupportable en hiver. Il arrivait quelquefois qu'un gentilhomme, portant épée, jabot et manchettes, descendait de voiture à la porte, entrait dans la salle, tendait la main au juge-de-paix et causait avec lui. Ce gentilhomme était peut-être lord Littleton ou l'éloquent lord Chatham, Pope le poète, l'acteur parodiste Foote, Arbuthnot le bel esprit, ou bien encore le libraire Tonson, un sac d'écus sous le bras, et venant apporter au juge-de-paix, buveur et prodigue, quelques livres sterling d'avance sur son prochain roman. Car ce juge-de-paix, c'était Fielding, Henri Fielding, auteur de *Tom Jones.*

Assez près de là, dans le quartier du Temple, à l'autre bout de la Cité, demeurait à la même époque un homme de mœurs différentes. Il avait un petit logement fort propre, meublé de bois de chêne, lambrissé de chêne noir, et dont la vue donnait sur les pelouses vertes des jardins du Temple. Une vieille domestique, aussi propre que le logis, à l'air dévot, à l'œil voilé, à la taille droite et raide, à la démarche prudente et sage, venait vous ouvrir. Le maître de la maison, homme grave et silencieux, réglait exactement l'emploi de ses heures; il ne manquait pas un sermon, recevait en consultation les dévotes du quartier qui venaient l'interroger sur des scrupules de conscience, répondait à celles qui lui proposaient par écrit des points de controverse religieux et moraux, surveillait l'imprimerie que ses économies avaient créée, et consacrait le reste de son temps à écrire *Paméla, Grandisson* et *Clarisse Harlowe.* Ce puritain était Richardson.

Richardson et Fielding sont adoptés depuis cinquante ans par l'Europe entière et reconnus rois du roman moderne. L'un et l'autre ont été plusieurs fois traduits, abrégés et imités d'une manière très-infidèle. Richardson est passé de mode et attendra encore longtemps un interprète; Fielding en a trouvé de fidèles et d'élégants.

Vous pensez bien que ces deux hommes se détestaient; ils avaient mille raisons pour cela.

Non par rivalité littéraire, vaine jalousie d'auteurs, envie mesquine, mais par antipathie naturelle, involontaire, innée. Fielding, d'une famille de cavaliers, avait mené joyeuse vie comme ses pères, gentilshommes campagnards, et comme eux il avait la goutte. Richardson, fils d'un menuisier, compositeur d'imprimerie, puis correcteur d'épreuves, ne devait sa petite fortune qu'à sa scrupuleuse économie et à sa louable persévérance.

Quel point de contact voulez-vous qu'il y eût entre ces deux hommes ?

L'un représentait la nouvelle société anglaise, celle des puritains; l'autre, la vieille société joyeuse, qui avait longtemps soutenu la monarchie, *Merry old England.* Le juge-de-paix, tout attaché qu'il fût à la dynastie hanovrienne, appartenait à cette fraction du peuple anglais : artistes, philosophes, héritiers des traditions de Charles II, gens de théâtre, gens de cour, descendants des vieux cavaliers, beaux esprits, catholiques persécutés, qui ne voyaient rien de plus hideux que l'hypocrisie, et luttaient vivement contre le joug religieux accepté par l'Angleterre, depuis Cromwell. Richardson, au contraire, avait puisé tous ses principes et toutes ses idées, dans cet bourgeoisie de Londres, saturée de doctrines puritaines et forte de son fanatisme. Enfant de la Cité, il avait appris à n'estimer

que l'ordre, l'exactitude, la décence, l'économie et le devoir. Aussi, après une vie de labeur, de silence et de piété, lorsque cet écrivain illétré se mit à faire des romans, que trouva-t-on dans ces romans ? De vrais sermons, l'apothéose du puritanisme mitigé. Voici *Paméla*, sermon à l'usage des femmes de chambre qui veulent épouser leur maître ; *Grandisson*, espèce d'*Imitation de Jésus-Christ* à l'usage des gentilshommes ; enfin, *Clarisse*, le poème épique de l'Angleterre bourgeoise et protestante. L'héroïne de ce dernier roman est une religieuse calviniste, tourmentée de scrupules délicats et d'exaltation concentrée. Lovelace, c'est moins un homme du monde, un roué brillant, qu'un séducteur systématique; Cromwell faisant le métier de Lauzun, Méphistophélès devenu Faublas; il raisonne des crimes galants avec la profondeur de l'homme d'État et la subtilité du casuiste. On l'a beaucoup admiré en France, je ne sais si on l'a compris.

Clarisse, c'est donc l'Angleterre bourgeoise de Guillaume et de la reine Anne : non pas la cour, ni les tavernes fréquentées par les poètes, ni les manoirs des gentillâtres chasseurs ; mais la vie privée de la boutique, de la manufacture, de l'atelier, du notaire, du juge, du petit propriétaire, la vie privée des classes moyennes au temps où Richardson vivait. La dureté des Pym et des Harrisson a disparu. Il en est resté seulement une nuance générale de pruderie grave, une teinte d'ascétisme domestique. On craint beaucoup le diable, les frivolités, la coquetterie, la danse et le bel esprit. On ne va pas au spectacle. On se mêle peu des affaires de l'État. L'intolérance est rentrée dans la famille, qui se soumet à une discipline sévère, à un méthodisme vétilleux, taquin, à une sorte de règle patriarchale empruntée à la Bible. En lisant *Clarisse*, vous

vous trouvez entouré de cette bourgeoisie semi-puritaine de 1688 à 1788, assez ennuyeuse comme les Harlowe, comme eux scrupuleuse et honnête, hypocrite sans le savoir, et dont les huit volumes du roman de Richardson offrent un tableau admirablement vrai. Ces gens-là sont intraitables en fait de pratiques dévotes et de décence extérieure; ils attachent de l'importance à tous les actes; leur vie est réglée et mesurée au compas. On se levera de bonne heure; on fera sa prière à telle minute précise; le thé sera préparé et servi dans telle salle; on n'oubliera jamais la règle; costume, discours, actions, tout sera calculé. Point de relâchement ni de pardon; le plus léger dérangement de la discipline ouvre une des portes de l'enfer. Craignez ces personnages, qui, s'ils s'avisent d'être vicieux, ne le seront pas à demi. Attendez-vous à des catastrophes, si les passions viennent se mêler à leur vie : en laissant à l'âme si peu de liberté, à l'intelligence si peu d'action, à la fougue des sens si peu d'essor, ils exaltent les facultés qu'ils compriment. Aussi Clarisse Harlowe meurt-elle flétrie et peut-être, ce qui est triste, amoureuse de Lovelace, pour avoir écrit une pauvre lettre bien innocente. Les Harlowe, gens qui ne vous amusent guères, mais qu'on ne peut mépriser, tant il y a chez eux de zèle, de persévérance, de respect pour la dignité humaine, sont le type de cette bourgeoisie moitié commerçante, moitié dévote, qui a formé depuis cent cinquante années la masse active et triomphante de la société anglaise.

Ce n'était pas toute l'Angleterre. Il y avait d'autres cœurs qui battaient plus vite, d'autres esprits qui se jouaient dans une plus libre sphère; il y avait des tavernes bruyantes; une Cour avec ses mille intrigues; un Parlement et ses vénalités; un théâtre et ses séductions; la fraction mon-

daine de l'Angleterre, en un mot. Celle-là méprisait et bravait la partie sévère de la nation, celle qui, armée des principes de la liberté politique, comptant dans ses rangs Milton, Hampden, Guillaume Penn, avait décapité Charles Ier, chassé Jacques II et couronné Guillaume, celle qui avait donné tant de martyrs à sa cause, et qui, à travers le feu des bûchers, la honte des piloris, les confiscations, les incendies, les révolutions et les guerres civiles, a fondé (en se transformant il est vrai), la Grande-Bretagne du XVIIIe et du XIXe siècle. Que seraient devenus et les arts et la pensée, si l'étouffement des passions et des facultés humaines sous une règle monacale avait changé l'Angleterre en un vaste couvent? Deux principes, la tolérance et l'indépendance individuelle, maintinrent l'équilibre; il y eut un double déploiement en sens contraire, de l'esprit religieux d'une part, et de la liberté intellectuelle de l'autre; ce fut un beau spectacle.

L'esprit religieux introduit dans la vie privée, se manifesta par la haute popularité de Clarisse Harlowe; la réaction de la liberté contre le puritanisme eut pour expression principale, Tom Jones.

---

§ IV.

Double mouvement de la société anglaise.

On peut regarder la plupart des ouvrages de Fielding comme des protestations satiriques contre les mœurs puritaines. En face même de Cromwell, Butler avait commencé l'attaque; elle s'était reproduite avec cynisme et avec es-

prit sous Charles II. Le célèbre Hudibras, mal à propos comparé à Don Quichotte, n'est qu'un Grandisson anticipé; sous la grotesque charge, tracée spirituellement et lourdement par Butler, vous trouvez déjà la subtilité, la prétention, la morgue, le pédantisme sermonaire, la minutieuse rigidité, l'hypocrisie sensuelle et la régularité affectée que Fielding reprochait au héros de Richardson. Fielding, non-seulement, était doué d'un talent plus étendu et plus lumineux que Butler; mais il avait vu plus d'hommes et de choses, l'expérience de cinquante ans l'instruisait. Il avait voyagé. Sa jeunesse dissipée, dépensière, irrégulière, mêlée de bonnes actions et d'étourderie, n'avait laissé pour héritage à son âge mûr que la goutte et sa place de juge-de-paix. Nous l'avons vu s'acquitter de ses fonctions. Dans ses lettres il parle souvent de la caverne enfumée et bruyante qui servait de temple à sa Thémis municipale. C'était là qu'il recevait ses vieux amis, gens de plaisir, hommes du monde, hommes politiques; là qu'il composait ses comédies et ses farces; tantôt excitant la verve naïve ou brutale des gens qui venaient lui demander justice; tantôt écrivant sur la table, humide de bierre, une page de Tom Jones; ou riant à gorge déployée des puritains nouveaux, de leur grand-prêtre, l'imprimeur Richardson, et de la sainte Paméla.

On a dû traiter Richardson de pédant, et accuser Fielding d'immoralité. Une dame du premier siècle (Bachaumont rapporte son nom et ses titres que j'ai oubliés) entendait louer dans son salon le caractère généreux de Tom Jones, création belle et poétique, disait-on. Elle prit la parole : *Je ne sais pas ce que je penserai de lui plus tard ; mais je suis en train de lire son histoire, et je l'ai laissé couché avec la femme d'un autre.* Fielding se serait peu

embarrassé de cette critique. Il voulait que son héros fût aussi mauvais sujet que possible; il faisait bon marché des vertus d'abnégation et de chasteté que Richardson avait exaltées. Tom Jones est le père de la grande famille des mauvaises têtes et des bons cœurs, auxquels on pardonne tout : « Voyez, avait dit l'auteur de *Clarisse*! Une » seule action imprudente a perdu cette jeune fille inno- » cente; l'ange est tombé pour avoir oublié la règle, une » fois, une seule fois ! » — « Voyez, dit Fielding, cet homme » si décent, si compassé, si poli, si chaste, si bien mori- » giné, Blifil est un monstre; mon Tom Jones, au con- » traire, si étourdi, si prodigue, amoureux de toutes les » femmes, est un homme d'honneur, une âme généreuse, » un excellent garçon. Qui voudrait avoir Blifil pour ami ? » Qui n'aimerait Tom Jones ? » Fielding et Richardson ne prouvaient absolument rien. Ces deux thèses, également fausses, également vraies, ont produit Clarisse et Tom Jones; le double mouvement social résumé par les deux grands romanciers rivaux s'est survécu dans les deux chefs-d'œuvre qu'il a créés.

Ce qui domine chez Richardson, c'est le besoin de moraliser; il est avant tout prédicateur. Il est sûr de vous, il vous tient captif; vous l'écouterez jusqu'au bout, il le faut. Fielding est plus artiste, dans le vrai sens du mot. Comme il distribue ses couleurs et arrange ses groupes! comme il les varie! comme il les oppose! Ses prologues philosophiques, imités des stances préliminaires de l'Arioste, et que l'on peut blâmer comme étrangers à l'action qu'ils ralentissent, sont des espèces de cadres chargés d'arabesques, et destinés à délasser le regard et la pensée du lecteur. Certes, on trouve chez Richardson une analyse plus détaillée de chaque mouvement de l'âme; et qui n'admire-

rait la minutie presque miraculeuse de cette observation qui semble émaner de ses scrupules, tenir à cette rigidité consciencieuse, sa muse et son inspiratrice! En admettant toutefois le mérite de cette peinture faite à la loupe, on peut demander si cette immense finesse n'est pas perdue pour la majorité du public, toujours pressée de conclure et d'avoir le mot des énigmes; on peut demander si le but du romancier n'est pas atteint d'une main plus sûre et plus ferme par l'auteur de *Tom Jones*.

Il y a dans *Tom Jones* un admirable équilibre de raillerie et de tendresse, de mouvements sensuels et de passions généreuses, de gaîté et de douleur, de caricature et de pathétique. Rien ne se heurte. Toutes les nuances sont fondues avec un art merveilleux. Les portraits qui nous semblent burlesques, Twackum et Western, n'ont rien d'exagéré pour qui connaît les mœurs anglaises. J'ai vu des pédants plus pédants que Twackum, et vous n'avez qu'à lire l'*Autobiographie* publiée par sir Egerton Brydges, pour vous assurer que la race des Western n'est pas éteinte dans le Lancashire et dans le Leicestershire. Mais avec quelle grâce ces caractères grossiers se marient aux personnages passionnés et tendres; comme la gaîté et les larmes naissent sans effort de la même source!

Il n'est donné qu'aux intelligences les mieux partagées de comprendre ainsi l'humanité. Pour elles, rien n'est exclusif. Elles savent combien cette trame est diverse, et que la tapisserie la plus brillante a son envers. Elles n'ignorent pas que l'existence n'est ni une tragédie d'Eschyle, ni une farce de Molière. Elles saisissent le point de jonction délicat et imperceptible qui unit le rire et les larmes, l'ironie et la pitié. A dose de talent égale, je reconnaîtrai toujours une grande supériorité de coup-d'œil, une force d'intelli-

gence presque divine chez celui qui ne se contentera pas de voir une des faces de la vie : tels sont, parmi les maîtres, Shakspeare et Cervantes; Fielding marche après eux. On sera puissant et habile, comme prosateur, comme logicien, comme auteur comique; on méritera peut-être un rang distingué parmi les écrivains de tous les temps, sans atteindre à cette élévation de point de vue, que je serais tenté de nommer sublime, si l'on n'avait pas abusé du mot.

Qu'est-ce que le génie, sinon la faculté de tout comprendre? Rabelais, esprit fécond, homme éloquent, tête poétique à sa guise, philosophe à sa manière, part d'un éclat de rire fou et immodéré, à propos de tout et de rien; ce rire ne finit jamais. Cependant il y a dans l'univers autre chose que des grotesques. Nous ne contesterons pas à Lesage une finesse et une sagacité incomparables d'aperçus; mais il y a autre chose aussi dans la société que des escrocs et des dupes, des maîtres libertins et des valets menteurs. Tel vit dans un monde de raillerie éternelle, tel dans un univers baigné de larmes. La Chaussée n'a que des pleurs, Scarron n'a que des extravagances; Diderot procède par élans convulsifs et d'Alembert par formules algébriques. Vous diriez en les étudiant tour à tour qu'une faible portion de la vie humaine s'est seule relevée à eux, et que tout le reste a disparu. Voltaire même, intelligence si lumineuse, n'échapperait pas à ce reproche, si un amour très-vif et très-sincère de l'humanité ne tempérait l'universelle raillerie qui fait le fond de son talent. Lisez *Candide*, c'est un chef-d'œuvre; vous voyez surgir devant vous la peste, la guerre, la famine, la cupidité, la bassesse, toutes les misères humaines. Grâce à Dieu, *Candide* n'est qu'une page détachée du grand volume; s'il contenait l'histoire

réelle des hommes, il faudrait par pitié pour eux, les convier au suicide universel.

Chez les écrivains secondaires, c'est bien pis encore : ôtez à Raynal ses cris de fureur ; à Maturin, ses gibets, ses cadavres et ses fantômes ; à madame Radcliffe, ses tourelles et ses bandits, que leur restera-t-il ? Ailleurs, ce ne sont que roses, toutes nouvelles écloses, parfums délicieux et houlettes bleues. Demandez à M. de Florian et au modèle de tous les idyllistes modernes, à Guarini, ce qu'ils ont fait du monde ? Une bergerie. Partout des amours, des fleurs, des bocages, des baisers donnés et reçus, des jeunes filles dans les sentiers ombragés d'aube-épine ; l'univers n'est qu'un bosquet odorant et fleuri.

L'équilibre et l'alliance des hautes facultés de l'intelligence, la puissance de comprendre le sérieux et le burlesque, la grâce et la force, c'est le génie par excellence. Qui étudiera Shakspeare sous ce rapport, s'étonnera de son immense élévation. Pourquoi Molière est-il si supérieur à Regnard ? A côté de sa verve comique, il y a un côté grave, profond, triste même. On a beaucoup parlé, dans ces derniers temps, de l'individualité, de la personnalité, comme caractères de génie. Que nous importe une individualité restreinte, faible et médiocre, qui ne voit ni plus loin ni plus haut que les autres hommes ? Quand les gens de talent ont voulu, comme Alfieri, se renfermer dans un système étroit, n'ont-ils pas perdu la moitié de leur gloire ?

Le J.-J. Rousseau de la *Nouvelle-Héloïse* sacrifie tout à sa philosophie déclamatoire, à son exaltation passionnée, à son enthousiasme pour la nature. Croyez-vous qu'il l'emporte sur le Jean-Jacques des *Confessions*, si vrai, si naïf, si varié; comique et triste, ardent et gracieux ; reproduisant toutes les sensations humaines dans leur variété ardente, dans leur

complication miraculeuse? L'éloquence de Saint-Preux est bien plus intense, plus animée, plus cherchée, plus oratoire. Mais n'en savez-vous pas mille fois plus sur vous-même, sur l'homme, sur Jean-Jacques; ne ressentez-vous pas à la fois une impression vive au cœur, un battement des artères, un mouvement du cerveau qui semble s'élargir pour recevoir des vérités et des lumières nouvelles, quand vous avez lu les *Confessions*, ce livre vaste où l'on rit et où l'on pleure, et où les emplâtres de Claude Anet se trouvent à côté des émotions passionnées du jeune homme?

Voyez-vous aussi ce grand et noble Cervantes; il met écriteau de bouffonnerie, et sous cette bouffonnerie quelle profondeur! Qui n'a pas un profond respect pour le pauvre Don Quichotte; grande âme malade; haute intelligence éclipsée? Quiconque n'a vu dans Don Quichotte qu'un grotesque, n'a lu que la moitié du livre. Il y a là autant de pleurs que de gaîté. Quel noble cœur bat dans ce corps maigre, chétif et difforme! Les facultés héroïques du chevalier de la Manche, son amour platonique disparaissent-ils jamais au milieu de la risée qui l'environne? C'est de tous les livres du monde celui où l'humanité s'est montrée la plus vraie, c'est-à-dire la plus comique et la plus triste (*).

(*) *Journal des Débats*. Janvier, 1835.

ORATEURS IRLANDAIS.

DOCUMENTS BIBLIOGRAPHIQUES RELATIFS AU PARLEMENT D'IRLANDE.

Consulter. — Phillips, Irish Oratory.

Life of D. Philpott Curran.

Speeches of the same.

Life of Theobald Wolfe Tone.

Thomas Moore, History of Irland.

N. B. L'Irlande occupe une trop grande place dans les préoccupations, les embarras et aussi dans la gloire de l'Angleterre pour qu'il soit possible de ne pas tenir compte de cette nationalité sacrifiée à la politique anglaise, et de ne pas sympathiser avec la lutte que ce malheureux pays a soutenue et soutient encore contre l'île voisine. Malgré la défaveur des circonstances et le malheur de cette situation géographique, qui la place en dehors du mouvement continental, sous l'ombre usurpatrice de l'Angleterre, l'Irlande a toujours conservé son originalité ineffaçable, sa vie politique propre, et son éloquence spéciale, c'est ce caractère et cette éloquence dont j'ai voulu signaler dans l'étude suivante quelques traits caractéristiques.

HENRY GRATTAN

ET

LES ORATEURS POLITIQUES DE L'IRLANDE.

(1780 — 1815.)

§ Ier.

Eloquence irlandaise. — Caractère national. — Le Parlement d'Irlande. — Portrait de Chatham.

L'Irlande a produit, dans toutes les sphères de la science, de la politique et de l'art, les hommes les plus singuliers des trois royaumes. On peut contester leur supériorité sous beaucoup de rapports : leur excentricité est évidente et sans égale ; leur bon sens même, quand, par hasard, cette qualité les distingue, est un bon sens original et bizarre. Voici une longue liste de caractères baroques, sans exemples et sans rivaux : *Swift*, *Curran*, *Grattan*, *Flood*, le philosophe *Berkeley*, l'étrange et ravissant *Goldsmith*. Leur éloquence est toujours hors de la voie commune ; leur poésie en dehors de la décence ou de la mode ; leur politique même, cette science qui n'en est pas une, ce grave charlatanisme, suit une route que personne n'a frayée. Voyez, au moment où nous écrivons (*), O'Connell et ses amis !

(*) 1840.

Grattan est l'un des plus remarquables et des plus sages parmi ces hommes singuliers qui couronnent l'Irlande d'une célébrité peu vulgaire. Destiné à traverser l'époque historique où sa patrie, toujours orageuse, s'est trouvée en proie aux crises les plus terribles, il doit à cette circonstance une importance spéciale : sa vie s'est identifiée à celle de l'île qui l'a vu naître. Pendant ce laps de temps, si fertile en grandes agitations, de 1780 à 1820, son nom se retrouve à chaque page des annales irlandaises : aujourd'hui, on le propose encore pour modèle et pour type aux patriotes d'Érin.

Élevé par son père, pour la carrière parlementaire, sa destinée fut toujours enchaînée à celle de l'Irlande : il ne cessa pas de se regarder comme un homme public, appartenant à tous, jeté sur la scène, athlète prédestiné, mis en réserve pour combattre : le théâtre politique n'a jamais été absent de sa pensée. Il fut de ces hommes condamnés à n'avoir pas de vie privée ; et l'élévation du but exhaussait sa vanité jusqu'à l'orgueil. Quand son père lui fit quitter l'université de Dublin et l'envoya à Londres pour étudier les lois, sa seule admiration, son unique objet de méditation et d'imitation, fut lord Chatham, qui brillait alors de toute sa gloire. Il ne cessa pas d'étudier et d'observer cet orateur, et se demanda si un Chatham irlandais était impossible. On trouve la trace de cette admiration intense qui servit de boussole à sa jeunesse, dans le portrait qu'il a tracé du premier des deux Pitt. C'est à la fois l'échantillon curieux de l'éloquence spéciale que Grattan s'est créée, et la preuve de son idolâtrie.

« Le ministre était seul. La dégénérescence moderne ne l'avait pas atteint. Une inflexibilité antique présidait à ce caractère, qui ne savait ni se modifier ni s'assouplir : cette

intelligence auguste imposait à la majesté des rois. Pour épargner au trône l'humiliante éclipse que lui faisait subir l'intelligence, d'un de ses sujets, le souverain conspira contre le ministre et se délivra d'une présence qui l'écrasait. Jamais vous ne le vîtes tomber au niveau vulgaire des grands, se perdre dans les arguties diplomatiques, dans les étroits systèmes d'une fausse politique, dans ces inutiles luttes que couronnent de pauvres victoires ministérielles. Ambitieux et insinuant, affable et inflexible, il n'avait qu'un objet, une idée : L'*Angleterre*. Il ne divisait pas les partis : il les accablait. Il n'achetait pas des voix ; il forçait leur unanimité. L'étranger s'affaissait devant sa menace. D'une main il frappait à mort la maison de Bourbon ; d'une autre, il faisait vibrer cette foudre terrible de la démocratie anglaise. Tout pliait. Non-seulement l'Angleterre et le temps présent, mais l'avenir et l'Europe devaient être modifiés par cette vaste et souveraine intelligence. Point de faiblesses domestiques ; point d'obstacles nés des circonstances. Inaccessible aux influences extérieures, il marchait devant lui, comme le héros d'Homère, comme le demi-dieu de la fable : le monde n'avait rien qui put atteindre et blesser cet homme extraordinaire, à l'abri des séductions, des craintes, des bassesses, des espérances, de tout ce qui fait de notre vie chose vulgaire, fragile, mobile, sans importance et sans aplomb. Une époque dépravée s'étonna de cette nouveauté; toutes les classes, la hiérarchie de la vénalité tremblèrent : quelquefois elles essayèrent de relever ses inconséquences et ses défaites ; aussitôt le succès se chargea de répondre. Son éloquence fit époque : une éloquence inconnue, inimitable, familière et gigantesque : un tonnerre aujourd'hui, demain une harmonie. Une ardente et rapide successsion d'éclairs vous faisait apercevoir

le vrai, même quand vous ne pouviez l'atteindre. Ne lui demandez pas une correction constante et polie. Il avait ses taches, ses fautes, ses longueurs. Souvent il allanguissait tout exprès le pouvoir de son génie, lui tenant les rênes lâches et descendant à la portée commune ; terrible encore dans ses moments de faiblesse apparente, comme le boulet, lorsqu'il ricoche et que l'on en croit la vigueur éteinte.

« Créateur, destructeur, réformateur, il avait reçu du ciel tout ce qu'il faut pour convoquer les hommes en groupe social, briser leurs liens ou réformer un monde. »

Voilà le modèle grandiose que Grattan se proposa ; mais l'énergie individuelle de sa nature propre ne pouvait se plier à une imitation servile. Grattan en Irlande, Pitt et Chatham en Angleterre, Mirabeau en France ne se ressemblent point. Les différences les plus sensibles séparent ces tribuns populaires. Quant à Grattan, il s'écarta de Chatham autant que l'Irlande s'isole de l'Angleterre. Un vaste et suprême bon sens, ennemi de la subtilité et de la métaphore, commandait à l'âme et à l'intelligence de Chatham : il était, avant tout, raisonnable. Grattan était spirituel. L'antithèse, l'éclat, la finesse, toutes les qualités brillantes remplaçaient chez Grattan une seule qualité supérieure. La saillie lui était familière; l'épigramme enflait ses voiles ; la métaphore lui servait de levier. Ses plus merveilleux effets tenaient du théâtre. L'art était devenu sa seconde nature, et la simplicité lui manquait. On trouvait de l'épigramme dans sa logique, et du trait jusque dans sa politique. Cette qualité sémillante et trompeuse, que l'on nomme *esprit*, éclatait dans son discours et dans sa conduite : en général tous les Irlandais distingués croiraient n'arriver à rien sans l'abus de l'esprit, météore qui les guide et souvent les trompe. Moore est le plus spirituel des poètes anglais; Grat-

tan, sentencieux et fleuri, vigoureux et étincelant n'accablait pas l'adversaire de raisons solides : il lançait les sarcasmes et les images comme autant de pointes aiguës. Il aiguillonnait ainsi le patriotisme découragé de ses compatriotes. La nationalité de ses défauts le servit : il rendit à l'Irlande le sentiment de l'individualité et de l'indépendance et fut le Mirabeau de son pays.

Lorsqu'il entra, jeune, dans la carrière de la vie publique, le Parlement d'Irlande n'était qu'un bureau d'enregistrement pour les édits ministériels. Le monopole commercial appartenait à l'Angleterre : sans cesse restreint dans des limites plus étroites par la jalousie anglaise, il diminuait les ressources d'un pays toujours malheureux et en paralysait l'énergie. L'Irlande n'avait ni constitution, ni commerce : sa pauvreté se perpétuait avec sa dégradation. Pour faire couler du sang dans ces veines appauvries, Grattan prit le parti du commerce. Ses efforts furent heureux : ils annoncèrent ce que l'on pouvait tenter désormais en faveur d'une nation déshéritée depuis des siècles.

---

§ II.

Premiers efforts de Grattan. — Fragments de ses discours.

Bientôt l'Angleterre, privée de ses colonies américaines, tressaillit au faîte de sa grandeur. Cruellement punie de sa violence et de son despotisme, elle trembla pour elle-même. Le génie de la liberté se levait à l'horizon. Le temps était venu de secouer le joug : Grattan s'en aperçut. L'asso-

ciation volontaire des patriotes, précurseurs d'O'Connell, épouvanta les ministres. La parole mordante et audacieuse de Grattan vint secouer les passions. Fallait-il permettre à ce mouvement national de s'exhaler en vaines paroles? Grattan profita de son avantage : il employa son adresse et sa vigueur à concentrer les forces du parti patriote, à le diriger, à les consolider, à les rendre utiles.

Il reduisit d'abord ses réclamations à ce qu'elles avaient de positif et de matériellement désirable. Cette garantie première une fois donnée à l'Irlande, il exigea une garantie morale comme suite nécessaire et seul point d'appui qui pût soutenir l'autre et lui donner de la réalité. Il voulut qu'une déclaration des droits assurât les destinées futures du pays, non son existence actuelle, mais ses priviléges naturels et la justice des réclamations. C'était un pas immense. Neuf années avant que la voix de Mirabeau se fît entendre, le 19 avril 1780, Grattan s'écriait en plein Parlement d'Irlande :

« Si j'ai désiré une convocation pour aujourd'hui, c'est
» que j'ai voulu vous offrir l'occasion la plus solennelle de
» reconquérir vos droits; arrachez au Parlement anglais
» les droits qu'il s'arroge : il ne peut faire des lois pour
» l'Irlande. Que vos voix et vos mains unanimes s'élèvent
» contre ses prétentions. Si j'avais vécu lorsque Guillaume
» nous enleva nos fabriques de draps ou lorsque George Ier
» nous proclama ses sujets, j'aurais saisi la première oc-
» casion favorable d'inviter mon pays à secouer cette igno-
» minie : j'aurais fait jurer à mes enfants d'acquitter cette
» dette contractée par leur père. Depuis que j'existe voici
» le premier moment où cette réclamation peut avoir lieu
» sans danger pour l'Irlande, sans aggravation probable de

» sa servitude. Je demande la liberté, comme protection
» du commerce.

» En vain aurai-je obtenu le commerce si la liberté lui
» manque : elle seule fait le commerce. Vous me parlez de
» nécessités politiques ; mots de mauvais augure. C'est
» avec cette parole fatale qu'on a perdu l'Amérique. Elle
» a coûté des millions à l'Angleterre, des milliers d'hom-
» mes aux colonies, qui ont été chercher la liberté à tra-
» vers une mer de sang.

» On nous fera des concessions, dit-on. A quoi servent
» des concessions? A consacrer le droit. Quand ce droit est
» l'esclavage, la concession rive les chaînes. On les garde
» en réserve, ces chaînes ; mais on les garde. Que le peu-
» ple illumine, que les courtisans remercient ! Une société
» intelligente, libre, outragée, ne voit dans une concession
» qu'un outrage. Elle ne sait aucun gré de cette conces-
» sion passagère, demain peut détruire l'indépendance
» d'aujourd'hui. Le moment est venu, je le répète ! voici
» l'heure ! Si la nation tout entière était tombée à genoux,
» dans son angoisse ; qu'elle eût demandé à Dieu l'oc-
» casion de reconquérir ses droits perdus, et de venger
» ses longues injures ; jamais les plus ardentes prières,
» jamais la grâce suprême de Dieu n'auraient fait éclore
» une circonstance plus heureuse pour nous. »

Grattan ne réussit pas. Une majorité de 34 voix repoussa sa proposition. Mais cette défaite était un triomphe. Ce qui avait eu force de loi redevenait question et problème. Les avocats s'armèrent en faveur de la couronne : comme ils déplaisaient à la masse, leurs arguments, tirés du greffe et de recueils d'arrêts, rendirent plus populaire encore la cause soutenue par Grattan. La constitution le condamnait ; la loi était contre lui ; le peuple, pour lui.

L'esprit d'indépendance augmentait chaque jour. Bientôt l'orateur renouvela sa motion, qui contrariait les antécédents parlementaires. L'Irlande avait toujours été pays conquis ; il fallut que Grattan s'entourât d'arguties et de sophismes, qu'il fît valoir un prétendu contrat des deux peuples signé sous Henri II, à une époque où personne ne soupçonnait l'importance que les Communes devaient acquérir.

Grattan faisait arme de tout. On le vit appeler à son aide d'anciens actes politiques des puritains d'Angleterre qui, ardents à faire tomber la tête de Strafford, et ne voulant pas avouer leurs véritables motifs, prétendirent venger l'Irlande et punir la mauvaise administration du vice-roi de ce pays. Certes, les raisons de Grattan n'avaient rien d'admissible ; dictées par le patriotisme, fort mauvaises par elles-mêmes, elles n'étaient excusables que parce qu'elles combattaient l'iniquité. Il en déguisait la faiblesse à force de talent, d'éclat et de dextérité : tantôt entraînant l'auditeur dans l'impétueux ouragan de ses paroles ; tantôt escamotant le raisonnement dans les subtilités. Qui ne sait ce que c'est que la politique ? La force et la ruse déguisées, tantôt au profit du peuple, tantôt au profit des rois. Grattan ne l'ignorait pas.

« Après tout, disait-il, quel est le droit de l'Angleterre ? » Une question de force, tout simplement. Swift l'a déjà » dit, c'est le droit du grenadier qui dépouille le soldat » blessé, étendu par terre. Mais ce blessé s'est relevé, il a » repris ses armes : il demande ce qui lui appartient. Le » peut-il ? Ici la question change d'aspect. Regardez, messieurs, les difficultés vaincues et non les difficultés à » vaincre. Jetez les yeux derrière vous, non devant vous. » *L'association volontaire* existe. Vous avez une force im-

» mense organisée : le cadre d'une force bien plus redoutable est encore à vous. Depuis trois ans, le gouvernement a retiré ses troupes ; c'est l'association qui défend » le pays, qui défend le gouvernement, qui se défend » elle-même. Elle a juré de maintenir la liberté de l'Irlande jusqu'à la dernière goutte de son sang. Voici les » Communes d'Irlande debout; vous êtes à leur tête. C'est » un corps vaste et homogène, puissant et varié, appartenant à des religions diverses, mais dont la foi politique » est une. C'est plus encore ; c'est la société en armes, » c'est la propriété vigilante. C'est l'âme du pays qui s'éveille et prend un corps.

» Dans l'été de 1780, l'association décide que la *déclaration de droits sera proclamée*. Dans l'été de 1781, elle apprend que la flotte française fait voile vers les côtes d'Irlande ; son zèle l'emporte : elle voit l'indépendance du » pays attaquée. Les membres de l'association font taire » leurs griefs ; peut-être même étouffent-ils l'instinct de » leur propre conservation. Ils forment leurs rangs, ils » marchent, ils arrivent au château, ils y pénètrent, ils » s'avancent jusqu'au vice-roi. Là règne la terreur ; tout » le monde est hors de combat et le courtisan sagace a prévu » le péril. Déjà il a abandonné son uniforme.

» Que la postérité admire et répète ceci ! les délégués » de l'association irlandaise pénètrent dans le sanctuaire du » gouvernement dont ils se plaignent, montent les degrés, » sont reçus par le vice-roi, lui offrent leur vie et leur fortune. On les admire, on les accueille, on les loue, comme » si leur situation était anglaise, consacrée, établie, enracinée dans la charte. Contraste digne d'un peintre ! En » voici qui ont mis leur habit militaire à la réforme, détaché leurs épaulettes, jeté leurs armes, rempli leurs po-

» secouées; la liberté naissante : j'ai tout vu! génie de » Swift! vous l'emportez! l'Irlande est une nation! salut » à elle! honneur à elle! *esto perpetua!*

» Où est-elle, l'Irlande d'autrefois, la misérable colonie » qu'un gouverneur rançonnait et qui remerciait le gouver- » neur; qu'un roi opprimait et qui remerciait le roi? Où » est-elle la pauvre nation de sectaires fanatiques, vivant » dans les perplexités et les ambages d'une théologie so- » phistique, bourrant ses lois de clauses de mort, et ne » transmettant à la postérité que l'insignifiance barbare de » ses inutiles fureurs? Où est-elle?

» Irlande, salue ton second baptême! Regardez le reste » de l'Europe; puis reportez vos regards sur vous-mêmes! » Soyez fiers! La Hollande vit sur ses souvenirs de gloire; » la Suède a perdu sa liberté; l'Angleterre, en essayant » d'asservir les colonies américaines, a souillé son grand » nom. Parmi toutes les nations d'Europe, j'en cherche » une qui commande l'admiration : je ne vois que vous! » Votre conduite dépasse les générations présentes, égale les » générations passées. Vous cherchez la liberté, mais vous » la cherchez dans la voie juste. La révolution de 1688 » elle-même fut ternie et mentit à son principe. Le grand » libérateur des Anglais, Guillaume, dont les Irlandais » seuls avaient pris la défense, fut ingrat par politique. » Forcé de consentir à votre oppression nationale, et à » votre néant commercial, il oublia vos services. Pour vous » seuls, la liberté n'est pas une contradiction : c'est une » conséquence.

» Qu'on ne nous parle pas d'antécédents : les antécédents » ne sont rien; 1688 n'en a pas eu besoin. Ces mouve- » ments qui changent la face du monde sortent des mains » de Dieu, pour réformer et corriger les antécédents mau-

» vais. Ils ne se moulent pas sur l'exemple du passé : ils » deviennent exemple pour l'avenir. Le monde', qu'ils sau- » vent, s'étonne ; il commence par douter et finit par ado- » rer. Que d'autres peuples se bercent dans les sophismes ! » Nous avons fait notre cours de politique, nous, dans les » carrières d'un pouvoir oppresseur. La souffrance est no- » tre professeur : elle nous a enseigné le devoir des rois et » le droit des sujets. Que d'autres nations s'imaginent que » les citoyens sont faits pour le monarque ; rois et Parle- » ments sont, à nos yeux, faits pour les citoyens. Chambre » des Communes, telle honorable que vous la supposiez ; » Chambre des lords, telle noble et telle éclatante qu'elle » soit, ne créent pas le pouvoir : elles le prennent tout fait. » De session en session, leur orbite périodique roule au- » tour de la nation, source de leur être ; et la majesté » royale elle-même, forcée d'accomplir sa course tribu- » taire autour de l'astre central, dont l'ardeur l'a créée, » dont l'attraction la soutient, s'incline respectueuse » vers ce foyer originel, sous peine de s'exiler du sys- » tème.

» Les ministres nous croyaient vaincus : ils avaient » acheté les journaux, belle conquête ; ils avaient payé » quelques faussaires de la vérité ; selon eux nous étions des » visionnaires et notre cause était chimérique. Nous retour- » nâmes, nous, pauvre minorité, dans nos forêts natales ; » là nous attendîmes ; là nous veillâmes ; là nous nous ar- » mâmes. Aujourd'hui cette minorité, c'est l'Irlande !

» Vous dites qu'on a commis des violences et des excès. » Sans doute ; mais pesez l'énormité des masses et la » nouveauté de la situation. Les grands moteurs de la na- » ture n'agissent pas sans excès ; la mer a ses ravages que » compensent les bénéfices qu'elle apporte.

» *L'association irlandaise* doit se dissoudre : il faut qu'elle » se retire et laisse la plage à sec. Nécessaire pour le mo- » ment, fille du moment, elle marche avec lui ; elle doit » disparaître avec lui ; sur son tombeau, la gratitude de la » patrie inscrira cette épitaphe : — « Née dans un berceau » illégitime, justifiée par les circonstances, par les injures » que la patrie a souffertes, elle a terminé son œuvre, non » sans combat ou sans violence, non sans blesser la stricte » justice. Mais, qui que vous soyez, si vous l'accusez dans » son tombeau, elle vous répondra : L'Irlande me doit tout » ce que la loi et le temps lui avaient refusé. »

Tel fut le caractère impétueux et brillant que l'homme actif, éloquent et ardent, dont nous parlons, imprima aux débats des Communes de l'Irlande. La révolution irlandaise de 1782 est aujourd'hui oubliée : ce mouvement est allé se perdre dans le grand cataclysme de la France en 1789. Et cependant les scènes de ce Parlement de quelques années forcent l'historien de se rappeler les grands combats de Périclès et de Démosthène. Palais magique de la liberté irlandaise, structure splendide et fragile, que l'on vit surgir tout-à-coup à la voix de Grattan, qu'êtes-vous devenu ? Ce prodige était un rêve. Comme trace, il n'a laissé que la baguette de l'enchanteur, les vestiges de son éloquence. Merveilleux dans son apparition, le météore brille et s'évanouit. Grattan au lit de mort s'écriait :

« Adieu, liberté de l'Irlande ! je me suis penché sur ton » berceau, j'ai suivi ton cercueil ! »

---

§ III.

Portraits historiques. — Membres du Parlement d'Irlande. —Flood et Grattan. — Suite de la vie politique de Grattan.

Bien jeune encore, Grattan s'était placé à la tête des hommes remarquables de son pays; cependant des talents variés l'entouraient. Près de lui se groupent des noms historiques, auxquels il n'a manqué qu'une plus vaste arène. Grattan leur a rendu justice à tous. Voici quelques-uns de leurs portraits, tracés par lui avec cette vigueur incisive et bizarre qui le distingue :

« Laissez-moi, dit-il, soulever les pierres de ces tombes » amies ou ennemies, et converser avec ces honorables » morts. L'un, M. Malone, intelligence à part, si vaste et » si calme dans sa vieillesse, qu'un homme d'esprit le com- » parait à l'océan en repos; le second, lord Perry, dont la » calomnie a fait un martyr, mais dont la mort n'a pas en- » core canonisé la vertu, esprit législatif, intelligence d'une » haute portée, personnellement inflexible et inattaquable » comme le diamant; paisible et serein comme Dieu. Je » dois citer encore M. Burgh, homme merveilleusement » doué, qui combattit vaillamment pour la liberté du com- » merce d'Irlande, et qui sacrifia toutes ses chances d'a- » vancement à sa conscience de citoyen. Il ferma sur lui » les portes de la faveur; mais il s'ouvrit celles d'une » gloire pure. Daly, Forbes, Brownlow, Osborne, font » partie de cette pléiade irlandaise. Tous ils contribuèrent

» à faire de l'Irlande un pays, du néant quelque chose.
» Noublions pas le duc de Charlemont, qui, à la flamme
» sainte de la liberté, joignait le respect de l'ordre. Chez
» lui s'unissaient les qualités de l'aristocratie et celles du
» peuple; son exemple seul était civilisateur; l'ombre de
» sa présence calmait la population irritée. Il sut ne pas
» répandre une goutte de sang et prêter la main à une
» grande révolution.

» Mais celui que je dois placer hors de ligne, c'est Flood,
» mon rival, mon ennemi, comme on l'appelle. Si je man-
» quais de justice envers sa tombe, je ne mériterais pas le
» titre de son rival. Ses défauts, quels qu'ils fussent,
» étaient balancés par une puissance redoutable. Faible
» dans les occasions vulgaires, il s'élevait dans les grandes
» circonstances. Cette main, qui lançait la foudre comme
» Jupiter, devenait inhabile à manier l'aiguille ou la na-
» vette. Il eut tort de se transplanter dans le Parlement
» d'Angleterre : oubliant qu'il avait cinquante ans et que
» le chêne antique de la forêt ne doit pas quitter le sol
» natal. »

Ce dernier nom, Flood, occupe dans les annales confuses de la moderne Irlande un aussi grand espace que Grattan et O'Connell.

Flood était le rival jaloux de Grattan. La lutte acharnée des deux adversaires offrit un curieux spectacle. Doué d'une intelligence sagace, riche de souvenirs classiques et de pénétration, amoureux d'une dialectique sévère, n'atteignant la chaleur et même la déclamation que par artifice, le talent de Flood contrastait singulièrement avec l'imagination brillante et antithétique, avec l'impétuosité étincelante qui distinguaient son rival. Dans ses plus beaux moments, Flood ressemblait à ces journées d'hiver dont on avoue l'éclat et

dont on redoute l'influence. Bientôt ces deux hommes, mus de la même ardeur patriotique, animés des mêmes sentiments, aspirant à la même gloire, luttèrent corps à corps. Dans l'esprit de Flood, homme politique très-distingué, il y avait quelque chose d'envieux, d'étroit et de jaloux, qui ne pouvait s'accoutumer aux triomphes éblouissants de Grattan. A la première occasion qui s'offrit il s'élança, pour arrêter dans sa course cette réputation qui l'offusquait, pour entraver l'essor d'un homme que l'Irlande adoptait trop exclusivement, selon lui.

« Grattan, dit-il au peuple, n'est qu'un patriote incom-
» plet, un sophiste qui vise au pouvoir, un orateur qui ne
» sait pas comprendre les libertés du pays qu'il veut faire
» revivre. Les priviléges réclamés par lui sont insuffisants;
» leur importance est nulle, à moins d'y ajouter une au-
» tre sanction. Ce n'est pas assez d'avoir un Parlement qui
» nous appartienne ; les Communes anglaises, par un acte
» spécial, doivent déclarer l'Angleterre inhabile à prendre
« part à la législation de l'Irlande. »

Dans la situation respective des deux contrées, cette réclamation était sans but. Sous le rapport purement logique et légale, stricte et matériel, Flood avait raison sans doute ; mais une telle demande ne pouvait qu'irriter, sans être obtenue : elle offrait une imprudence et un écueil. Grattan ne se contenta pas de la condamner : il vit dans cette proposition le désir de détruire sa popularité personnelle, de lui arracher les lauriers patriotiques qu'il avait si bien gagnés. La nation lui avait voté une pension de 1,500 livres sterlings. Flood, dans son attaque, rappela cette récompense. Avec cette violence inique d'invectives que la passion politique explique et n'excuse pas, il désigna son adversaire comme « le mendiant patriote, acheté à beaux

» deniers comptants par le pays et revendant le pays à l'é-
» tranger, pour doubler la somme. »

Alors se leva Grattan ; terrible, ne ménageant contre celui qui l'avait provoqué ni le ridicule, ni la colère, livrant à la risée la physionomie sombre, le nez détruit, l'œil cave, la laideur repoussante de son antagoniste ; couvrant l'expression de sa haine et de sa vindicte sous la phraséologie si brillante et si acérée, qu'il parvint à dissimuler l'odieuse iniquité des inculpations. Je doute qu'il y ait, dans les oraisons de Desmosthène, rien de plus terrible et de plus poignant.

« Supposez, s'écria Grattan, supposez un homme qui,
» après avoir voté l'esclavage de l'Amérique, après avoir
» envoyé dans nos malheureuses colonies quatre mille bou-
» chers irlandais (il avait le cœur de les nommer des *négo-*
» *ciateurs les armes à la main*), vint aujourd'hui s'exta-
» sier sur la conquête de la liberté américaine, supposez
» que cet homme, la métaphore à la bouche et l'argent de
» la corruption dans la poche, la vie publique souillée d'im-
» probités, comme la vie privée de débauches, se donnât
» pour le champion de notre indépendance ; supposez
» qu'incapable de résister à son penchant pour le panégy-
» rique de soi-même, il nous fatiguât de ses propres élo-
» ges ; je l'arrêterais au milieu de son discours et je lui
» dirais :

» — Vous vous trompez, si vous croyez que votre capacité
» intellectuelle égale votre capacité de vice. L'acrimonie de
» vos discours ne pourrait avoir qu'une excuse : l'intégrité.
» Vous ne l'avez pas. Après une opposition violente et in-
» décente, pourquoi ce silence de sept années ? Pourquoi
» ce silence, acheté par le ministère, succéda tout-à-coup
» à vos déclamations ardentes ? Alors, vous oubliâtes votre

» économie si vantée, vos lois projetées, vos réclamations » ébauchées. On ne vous vit plus à la Chambre des Com- » munes. Qu'étiez-vous donc devenu, vous qui glissiez » inaperçu dans nos galeries, guettant le moment des votes, » pour ne pas voter? Quelquefois on vous découvrait » comme une ombre, aux bancs supérieurs; oiseau de » mauvais augure, à l'aspect sinistre, au cri funèbre, prêt » à fondre sur le trésor que le ministère avait en réserve » pour vous! Vous l'attendiez et vous vous taisiez. Ahat ou » révate tel était votre dilemme. Il s'agissait de vous ven- » dre ou de vous insurger. Vous fûtes vendu. Éternelle le- » çon pour les hommes de duplicité et de ruse : on acheta » votre silence, non vos services; on vous donna de l'or et » non la confiance. Vous vous aperçûtes trop tard de votre » humiliation. Vous vous étiez déshonoré sans rien attein- » dre, si ce n'est quelque argent. Il fallut changer de rôle. » Le grand patriote nagea entre deux eaux. Vous essayâtes » l'intrigue avant l'incendie; on vous vit rester en équi- » libre entre la liberté et le pouvoir; ni l'un ni l'autre ne » vous obtinrent, et vous fîtes valoir comme un mérite » l'impartialité de la trahison. Ingrat envers le gouverne- » ment, comme vous l'aviez été envers le peuple; double » déserteur et double traître, que venez-vous chercher ici? » que venez-vous nous parler de patriotisme? Cet asile que » vous demandez dans la révolte est le seul qui reste à vo- » tre ambition mortifiée, et vous la parez d'héroïsme! Vous » nous apprenez que vos collègues ont ruiné la patrie, pen- » dant que vous, coquettant avec le pouvoir, vous essayiez » tous les moyens de vous faire acheter plus cher. Voilà » votre conduite. Tous vos concitoyens l'admirent. Négo- » ciant, propriétaire, prolétaire, chacun montre au doigt » cet homme et lui dit : Ce n'est pas un honnête homme! »

Cette terrible philippique creusa un abîme entre les deux chefs de l'opposition irlandaise. Si leur inimitié ne se relève plus par des grands éclats, la cicatrice ne se ferma qu'à leur mort.

L'Irlande avait conquis un Parlement libre : elle n'avait pas encore conquis la liberté. Qu'est-ce que la liberté sans l'art et la sagesse qui doivent la mettre en œuvre? Les plus grands bienfaits sont inutiles, privés de l'instrument qui les exploite. A voir l'Irlande s'emparer, joyeuse et étourdie, de sa conquête, vous eussiez dit non l'héritier qui reçoit sans étonnement la fortune qui lui était destinée, mais le sauvage qui saute de joie en se parant des habits européens. Il croit endosser la civilisation dont il n'a que la livrée.

L'Irlande, comme la France, manquait des habitudes de la liberté. Son indépendance récente n'avait pas suivi la marche de son développement et de sa croissance sociale, ce n'était qu'une improvisation inattendue et soudaine, un jet puissant, imprévu et dangereux. Les législateurs irlandais prenaient pour une conquête définitive ce qui n'était qu'un instrument de conquête. Au lieu d'assurer le progrès de leur force nouvelle par une ferme et sage modération, les Communes d'Irlande étaient aux aguets pour accomplir des envahissements nouveaux. A peine émancipées, elles se posaient en usurpatrices : elles prétendaient à toutes les libertés d'un commerce à part, et elles exigeaient que l'Angleterre, sans les faire participer à ses charges, les fît participer à ses bénéfices. Iniquité flagrante, qui devait rencontrer en Angleterre des résistances invincibles.

Cette absurde prétention ne fit qu'augmenter avec le temps. Les jalousies mutuelles s'envenimèrent. L'Irlande

disait à l'Angleterre : « *Soyons associées et partageons les bénéfices.* — *Je le veux*, répondait l'Angleterre ; *mais partagez mes charges.* — *Nous nous y refusons*, répliquait le patriote de 1782 ; *autant vaudrait renoncer à notre constitution d'Irlande.* »

Des sophismes servaient de canevas à l'éloquence de Grattan ; qui s'étonnerait qu'elle ait été plus ardente que raisonnable, plus séduisante et plus impétueuse que vraie ! Créer deux Parlements dont l'action simultanée gouvernât deux contrées voisines, naturellement unies par leur proximité insulaire ; donner deux têtes à un même corps ; instituer deux Parlements indépendants l'un de l'autre et soumettre un empire indivis à une administration bicéphale : c'était une anomalie sans exemple et sans possibilité d'avenir. Bientôt une nouvelle collision prouva l'absurdité du plan de Grattan et la folie de prétendre faire agir régulièrement cette machine armée de deux ressorts contradictoires.

Lorsqu'il fut question de nommer le prince de Galles régent, la Chambre des Communes d'Angleterre lui conféra des pouvoirs limités ; la Chambre des Communes d'Irlande voulut lui accorder des pouvoirs sans limites. Une adresse rédigée par cette dernière et envoyée au prince, l'invita à s'investir de tous les priviléges de la royauté. Le lord lieutenant la considéra comme une atteinte portée au Parlement d'Angleterre et refusa de la présenter. Cette perpétuelle contradiction compromettait tous les mouvements des deux royaumes, et bientôt l'indispensable nécessité de l'union législative fut évidente pour le ministère. Grattan s'était trompé en essayant de donner la vie et le mouvement à cette double âme d'un seul empire. Il se trompa encore lorsque, employant des généralités spécieuses, il s'élève contre le

système des dîmes et représenta le clergé protestant, comme dévorant la substance du peuple catholique. Homme d'honneur cependant, lorsqu'il vit des désordres sérieux s'élever à propos des dîmes, il arrêta de sa propre main le torrent des concessions qu'on voulait faire, et déclara qu'il ne céderait pas à la révolte ce que l'on aurait pu donner à la raison. Citons, toutefois, l'ardente éloquence qu'il dépensa à ce propos :

« Non-seulement, disait-il, la nature des choses, mais » celles de la religion chrétienne repousse la dîme. Si les » apôtres eussent dit aux Juifs : *Donnez-nous le dixième* » *de vos richesses :* une génération, même moins perverse, » ne se fût pas convertie à leurs voix. Les apôtres, c'étaient » des hommes inspirés, humbles, pauvres, marchant pieds- » nus, allant frapper à la porte de chaque citoyen et lui » apporter la vie de l'âme. Leur simplicité prévalut contre » les potentats. Sur les ruines de l'orgueil barbare et du » luxe pontifical, ils firent triompher la majesté nue et » vierge de la religion chétienne. Leurs successeurs dé- » truisirent leur œuvre. Ce ne furent plus des pasteurs, » mais des satrapes. Leur troupeau les trouva tyranniques; » leur clergé impérieux; leur souverain abject; Dieu les » trouva hypocrites. L'autel sur lequel ils se dressèrent fut » le marche-pied du trône. Un tel pouvoir mourut de plé- » thore. Il achevait son suicide, lorsqu'un pauvre réfor- » mateur, l'Évangile à la main, rappela l'Église à ses prin- » cipes. Ce que Luther a fait pour les protestants, la phi- » losophie moderne vient de l'accomplir pour les catholi- » ques. Le clergé a gagné en piété ce qu'il a perdu en » puissance. Même dans les régions de sa domination la » plus impérieuse, il se compose d'une classe d'hommes » inoffensive, de mœurs douces et amères, dont la moralité

» est éclairée par la science et s'exalte par la religion. Tels » sont, en Irlande même la plupart des prêtres de nos pa- » roisses, et quelques chefs de l'église romaine; l'ecclésias- » tique qui se trouve à la tête de nos affaires religieuses, » fermier d'un revenu considérable, pourrait imaginer, » mais à tort, qu'il en est le possesseur : distribuer des » biens qu'il doit partager entre tous les malheureux, » grand aumonier de la providence; il se distingue aussi » par l'aménité de ses mœurs.

» Vous laisserez-vous jeter hors de la droite route par » l'orgueil, la superstition et le préjugé? Attaquerez-vous » Dieu et serez-vous impie en prétendant que l'exaction » est de droit divin; le Parlement, en affirmant que le » droit de réparer une offense lui est dénié; la nature hu- » maine, en supposant que la réparation d'un tort est pour » elle une injure; la propriété irlandaise en la présentant » comme l'inflexible bourreau de la population laborieuse? » Arguments dictés par la calomnie, dictés par la cruauté! » Vous ne croirez pas d'avantage à ces mots que l'on a » fait entrer de force dans le discours du trône : *l'Église » est en péril;* comme si la suppression d'un abus devait » mettre l'Église en péril; comme si les temps du fana- » tisme triomphant étaient revenus : comme si le sot et le » tartufe pouvaient encore nous atteler à leur char. Le » Parlement n'est pas un tartufe, il méprise la supersti- » tion; son œuvre est une œuvre d'union, non de division, » de charité non d'émeute. Répandre parmi les hommes » la confiance et l'amour fraternel; voilà son œuvre : l'es- » prit de famille est le véritable esprit d'un gouvernement » stable. Qu'on lise l'Écriture, et l'on y trouvera : Puis- » sans, étendez vos ailes et couvrez le peuple tout en- » tier.

» Quel que soit le passé, reparez les torts du passé.* Je
» vous y invite, et je n'ai pas besoin de vous citer l'exem-
» ple des autres peuples. Je vous offre en exemple à vous-
» mêmes : soyez les objets de votre propre émulation.
» Vous rappelez-vous ces nuits où vous donnâtes à votre
» pays la liberté du commerce ; où de vos propres mains
» vous ouvrîtes vos ports, où, pour lui créer une consti-
» tution, vous brisâtes les chaînes d'un siècle ? L'Angle-
» terre pâlissait devant vous, et votre île rayonnait de joie :
» elle s'élevait, resplendissante, du lit des mers et se rap-
» prochait de l'astre du jour, source de liberté et de vie.
» En fait d'arts qui charment la vie civilisée, d'inventions
» qui accroissent sa richesse, de manufactures qui multi-
» plient ses ressources, d'autres nations vous laisseront
» longtemps derrière elles. Protégez les premiers pas d'un
» peuple qui se développe; veillez sur la maturité pro-
» gressive et sur l'ardente lutte de ses forces qui se dé-
» ployent au milieu des obstacles; pétrissez de vos mains,
» inspirez, exaltez, affermissez cette nation jeune : voilà
» vos barbares vertus; barbares si l'on veut! Remerciez
» Dieu de la part qu'il vous a faite.

» Si je vous parle ainsi, c'est que j'ai profondément
» étudié votre caractère : tous les ressorts de vos âmes me
» sont connus. Je livre ma motion, non-seulement à cette
» équité froide que vous honorez, mais à ces germes de feu
» que votre sein renferme : c'est leur explosion terrible
» en face de l'iniquité qui, trahissant vos natures généreu-
» ses, a rejeté dans la dégradation et l'impuissance, les
» agens du pouvoir. Je ne vous ai pas apporté la froide et
» algébrique série des mesures que je vous propose : je
» vous découvre, Irlandais, les blessures vivantes et saignan-
» tes du pays, vous les montrer suffit. Prenez pitié de ce

» peuple, allégé par vous de ses fers! Un tel spectacle, je « le sais, fera vibrer l'ardente susceptibilité qui est en vous » et qui vous fait législateurs. »

Toute la passion de l'Irlande respire chez ce spirituel et puissant orateur. Il saisit le cœur de l'Irlandais dans les serres de son éloquence et l'entraîne après lui. Le pays entier marcha dans le sillon tracé par Grattan ; la grande conspiration des Irlandais unis (en 1790)fut l'œuvre de sa voix. D'une part, fureur impuissante; d'une autre, lutte acharnée contre un esclave dont la révolte met en danger les jours du maître : le spectacle est affreux. Comment juger un tel différend?

---

§ IV.

Révolte de l'Irlande. — Rôle de Grattan. — M. Corry.

On a vu l'Irlande imprudente, à peine lancée sur la voie de la liberté, prétendre à l'envahissement du commerce anglais, puis une vaste conspiration menacer le trône britannique. Quel rôle jouera Grattan dans cette circonstance? On lui reproche d'avoir été l'instigateur et le conseiller secret de ces trames funestes. Hélas! il était irlandais; voilà son crime. C'était-là le préjugé, la folle espérance, la brillante erreur de toutes les intelligences et de toutes les âmes que le sort de l'Irlande attristait! spectacle douloureux! luttes inégales! combat désespéré dont le dénouement était

prévu ! Tristes assauts de deux athlètes, dont l'un, renversé par son adversaire, se débattant sous une main puissante, redoublait de fureur inutile et de courage perdu, à mesure que sa défaite devenait plus complète, et son adversaire plus inexorable !

En 1797, Grattan, qui voyait sa patrie marcher entre la rébellion et l'anéantissement, portant sur l'état des choses le même jugement que nous venons d'exprimer, se retira des affaires. En 1800, le bourg de Wicklow l'élut membre du Parlement. Il annonça hautement l'intention de repousser de toute sa force la réunion des deux pays, que les ministres se proposaient d'accomplir. M. Corry, garde-des-sceaux pour l'Irlande, espéra faire sa cour en attaquant l'ennemi des ministres. C'était une occasion brillante offerte à son talent. Il choisit Grattan pour adversaire et espéra l'écraser : mais ce dernier le réduisit en poussière.

« Le gentilhomme a-t-il fini (s'écria-t-il) ? a-t-il fini ? » chacun des mots qu'il a prononcés viole les priviléges de » la Chambre. Je ne l'ai pas rappelé à l'ordre. Pourquoi ? » J'excuse une incapacité profonde. Laisserais-je passer » sous le silence du mépris, comme à l'ordinaire, tout ce » qui tombe des lèvres de l'honorable orateur ? Non ! cette » puérilité qui le distingue est un outrage pour vous. Je » suis un *traître*, dit-il, et la *clémence de la loi me ménage*. Pourquoi ne pas m'appeler traître simplement ? Il » ne l'ose ! le lâche lève le bras pour frapper, mais il ne » sait pas frapper ! Je ne l'appelerai pas misérable : il est » conseiller de la cour ; ce ne serait pas parlementaire. Je » ne l'appelerai pas sot : il est chancelier de l'Échiquier.

» J'ai, dit-il, déserté une profession où la fortune et la » considération sont les récompenses du talent et du travail. Ou je me trompe, ou c'est à la même profession

» que l'honorable orateur demandait naguère cette considération, cette fortune ! Il l'a désertée, non pour défendre son pays comme moi, mais pour les professions plus nobles de parasite et de complaisant. L'antichambre d'un grand seigneur est moins fatigante que le travail du barreau, et la médiocrité de l'homme politique gagne plus à vendre ses amis que la médiocrité d'homme d'État à vendre ses clients.

» Que les avocats m'accusent et me calomnient s'ils le veulent, j'ai assez fait pour mon pays. Je ne crains aucune attaque ; qu'ils cherchent des prétextes pour m'appeler traître et déserteur, ils ne trouveront pas de raisons pour m'appeler homme vendu.

» En 1782, au moment de l'émancipation irlandaise, je pris une part majeure dans la formation de cette constitution que l'on veut détruire aujourd'hui. Cette constitution est ma fille ; cette constitution fait ma gloire. Ma santé fut-elle plus faible encore et plus chancelante, j'emploierais mes derniers efforts à protester contre l'union de l'Irlande et de l'Angleterre : union mortelle ! On vous a dit qu'après avoir soufflé la flamme, je m'étais sauvé, puisque j'étais revenu pour la rallumer ensuite. Mensonge ! Quand je quittai le royaume, la guerre civile n'avait pas éclaté ; quand je revins, prendre parti était impossible. Ici, le camp des rebelles, là, le camp des ministres, traîtres plus coupables que les révoltés. La constitution n'avait plus de sanctuaire. L'insurgé doit s'attendre à la mort, j'en conviens ; et j'ai vu les échafauds se dresser, mais sur les échafauds il manquait un homme : c'est l'honorable orateur qui vient de parler. Deux fractions frénétiques attaquaient la constitution irlandaise. L'honorable gentilhomme appartenait à l'une

» des fractions, et méritait la mort. Je ne pouvais me joindre aux rebelles, ni me joindre au gouvernement; devenir bourreau, ni devenir incendiaire; égorger judiciairement, ni assassiner illégalement. Je m'éloignai d'un drame dont je ne pouvais être acteur sans remords, ni spectateur indifférent sans danger. Des hommes estimables pensent autrement que moi, je le sais. Je respecte leur opinion; je garde la mienne. Je pense que la haute trahison du ministre contre le peuple est plus criminelle que la révolte du peuple contre le ministre.

» Me voici de retour, non comme vous l'a dit l'honorable orateur pour susciter des orages nouveaux, mais pour payer à ma patrie une honorable dette de reconnaissance: elle a couronné mes services d'une récompense dont je suis fier, et qui, je dois le dire, ne dépasse pas mes travaux et mes efforts. Me voici de retour, pour protéger la constitution que j'ai créée et que l'honorable gentilhomme, aidé de quelques malheureux, prétend égorger! Ils sont corrompus; ils sont séditieux. Aujourd'hui même ils conspirent. Ils m'ont calomnié. Qu'ils m'accusent; me voici prêt. Que le procès commence! je brave leur attaque; l'honorable gentilhomme, je le défie; toute sa phalange, je la défie. Que les ennemis paraissent; mais, j'en préviens les ministres, je ne ferai pas de quartier: je n'en accepterai pas. Me voici donc. Les derniers débris d'une constitution épuisée, je les apporte, dans cette salle, au secours des libertés de l'Irlande. »

Certes, si les anciens nous avaient légué un discours de ce genre, ce fragment ferait l'admiration des professeurs, et serait traduit par leurs élèves dans toutes les langues de l'Europe. Le malheur de cette éloquence redoutable est d'avoir retenti dans un coin obscur d'un petit royaume européen.

M. Corry s'aperçut un peu tard que le navire sur lequel il avait jeté son grappin d'abordage était un brûlot dangereux pour qui l'attaquait. Un duel, entre M. Corry et Grattan, fut la suite de cette double provocation oratoire. Deux fois les combattants firent feu l'un sur l'autre, sans se toucher; le shériff arriva sur le terrain et les sépara. Dès lors, on vit ce que c'était que de s'attaquer à Grattan. Lord Castlereagh lui-même refusa constamment de continuer les attaques de M. Corry.

La mesure de l'Union, mesure triste et indispensable, dont tant d'événements avaient prouvé la nécessité, s'exécuta sous le feu croisé des patriotes irlandais et malgré l'opposition la plus violente. Telle était la ferveur de l'enthousiasme national, qu'un homme favorable à cette mesure aurait été lapidé dans les rues. Les hommes les plus fidèles au gouvernement la frappaient d'anathème. Tous pleuraient d'avance la mort de la patrie. Mais Pitt l'avait résolu : son énergie inflexible brava tous les obstacles. Il ne recula pas, il ne plia pas : il poursuivit son œuvre d'organisation et de consolidation au milieu des cris des patriotes d'Irlande, dont la fidélité désespérée s'attachait à une indépendance impossible, avec l'étreinte furieuse de l'agonie. Rien de plus profondément douloureux que les derniers regards dont Grattan suivait le fantôme lointain de la constitution mourante. Il embrassait encore ce cadavre, comme une mère désespérée presse sur son sein les débris mortels de son fils, qu'elle espère rappeler à la vie.

« Non, disait encore Grattan le 25 mai 1800, je ne tiens » pas encore l'Irlande pour morte. Elle est évanouie ; » mais elle respire. La voici dans la tombe, sans mouve- » ment et sans souffle ! Mais sur ses lèvres, sur ses joues » rougissantes, la vie se trahit encore : c'est l'héroïne en-

» dormie, qui n'appartient pas à la mort et que la vie ne
» peut réclamer. Non, je ne quitterai pas le navire tant
» que deux de ses planches tiendront la mer ! je serai fidèle
» aux diverses fortunes de mon pays, fidèle à son élévation,
» fidèle à sa chute. »

---

§ V.

Grattan aux Communes d'Angleterre. — Fragments de ses discours.

Une nouvelle carrière s'ouvrit à Grattan. L'Union fut définitivement établie. Il entra au Parlement d'Angleterre comme représentant le bourg de Malton. Il devint un nouvel homme. Au lieu de vouloir détruire ce qui était accompli, acceptant noblement la chose jugée, il devint Anglais des trois royaumes. Sans abjurer ses anciennes opinions, il sentit que, pour se faire écouter à côté des Fox et des Sheridan, il fallait s'élever à des pensées générales, être homme d'État, embrasser d'un coup-d'œil les intérêts de l'empire britannique, l'intérêt des trois royaumes, et non une de ses subdivisions. Au milieu des Communes anglaises, son triomphe fut d'autant plus brillant que sa position était défavorable. L'originalité de sa manière devait blesser, son dialecte déplaisait. Les talents les plus populaires l'environnaient. Ils n'avaient ni le bon sens sterling de Windham, ni la faculté d'exposition lucide et victorieuse de Pitt, ni la richesse philosophique de Burke, ni l'inven-

tion épigrammatique de Sheridan, ni la mâle vigueur de Fox. L'Irlandais Flood avait manqué son effet. Grattan, doué d'une éloquence passionnée, effrayait la sobriété de l'imagination anglaise. Il sut triompher de tous les périls, en parlant rarement, en choisissant ses occasions, et en adaptant la nature de son éloquence au tempérament de ses auditeurs.

Le premier jour où il fut admis à la Chambre des Communes, on le vit se placer modestement sur un des bancs les plus reculés de l'opposition. Fox, qui se connaissait en hommes, alla vers lui et le prit par la main, en disant : « Le Démosthène de l'Irlande doit occuper une autre place. »

Grattan justifia cette prophétie du chef populaire. Plus tard Curran explique le succès de son compatriote par un mot spirituel : « Il a gardé, disait-il, sa massue irlandaise, mais il a eu soin d'en raboter les nœuds. »

L'impartialité nouvelle de Grattan lui fit perdre quelques partisans dans son pays et lui valut l'estime des gens de bien. Tout en prenant la défense des catholiques opprimés, il se rangea du côté des hommes politiques qui voulaient arrêter l'insurrection. La situation critique de l'Angleterre, engagée dans une lutte à mort contre la France, l'épouvantait. L'Irlande était le seul point vulnérable des îles britanniques : Grattan le sentit ; il répudia son rôle d'agitateur. L'homme politique s'éleva au-dessus de l'homme de parti, le patriote britannique au-dessus de l'Irlandais courroucé.

Fidèle toutefois à ses principes, il demanda, en 1807, l'émancipation des catholiques, provoquée auparavant par Fox. A ce sujet, il rappela si heureusement, si noblement, avec tant de force, les qualités du grand homme, dont

l'Angleterre pleurait le souvenir, que toute la Chambre d'un mouvement spontané se leva pour rendre un double hommage à l'orateur qui prononçait le panégyrique, et à l'ombre majestueuse qui en était l'objet. « L'Irlande, s'é-» crie-t-il, conservera la mémoire reconnaissante des ser-» vices que ce grand homme lui a rendus ; elle pleure au-» jourd'hui la perte qu'elle a faite, elle se penche avec » douleur sur sa tombe. Nous aimons à fixer nos pensées » sur toutes ses grandes qualités disparues ; sur son inté-» grité, ses intentions droites, la conviction et l'empire de » son éloquence, la bienveillante indulgence de sa pensée » et la grandeur négligée de son génie ! » A ces derniers mots, qui peignent si bien la facilité de caractère et la noblesse un peu sauvage de l'homme qui avait laissé un puissant souvenir au milieu du Parlement, un cri d'admiration électrique parcourut tous les coins de la salle.

Mais pour gagner du terrain en Angleterre, il en perdait dans l'opinion irlandaise. L'hostilité était irrémédiable et profonde. On ne pouvait plaire à la masse irlandaise, qu'en isolant ses intérêts, et les opposant à ceux de la masse britannique. Confondre ce double mouvement, c'était blesser toutes les partialités, doter les folies, toutes les fureurs nationales. Membre influent du Parlement de Westminster, Grattan vit sa popularité d'Irlande subir une rapide décroissance. Déjà le météore d'O'Connell se levait à l'horizon ; la nouvelle prospérité de l'Irlande, ou plutôt son réveil inattendu du sein de la léthargie qui l'avait accablée, encourageait l'insurrection. De 1807 à 1815, la conduite publique de Grattan fut anglaise. Elle parut une apostasie aux yeux de sa patrie frémissante.

Enfin, en 1815, les catholiques l'abandonnèrent et confièrent leur défense à sir Henri Parnell. La violence, même

sans espoir de succès, plaît aux partis extrêmes. Telle fut bientôt l'exaspération populaire, que dans l'élection générale de 1818, à Dublin, la populace s'ameuta contre lui. On venait d'élire ce vieillard vénérable, qui, selon l'usage, placé sur un fauteuil et soutenu par des mains amies, traversait la ville en triomphe. Les furieux résolurent de l'arrêter sur le pont de Carlisle, par où la procession devait passer, et de le précipiter dans le Liffey. Mais l'orage éclata avant le moment fixé par les conjurés. Une pierre lancée par un des membres du groupe vociférateur vint frapper Grattan et le blesser au visage. Il se leva, ramassa la pierre, et, bravant cette populace effrénée, il rejeta avec mépris au milieu d'elle la pierre dont on l'avait blessé. Il fut ensuite admirable de calme et de gravité lorsqu'il répondit aux diverses députations qui lui furent adressées à ce sujet. Ses réponses prouvèrent que, pour se justifier, il ne croyait pas avoir besoin d'accuser sa patrie. « Quelques individus, dit-il; — un mouvement subit et » inexplicable; — le délire d'une minute; — tout si » l'on veut; rien si l'on veut; voilà les causes de la vio» lence dont vous vous plaignez. Elle ne mérite pas votre » attention : amis, électeurs, je n'ai rien à vous dire. Je » reçois avec honneur les expressions de votre amitié : je » m'efforcerai sans cesse de la mériter. »

Ainsi Grattan avait conquis toutes les habitudes parlementaires de son pays nouveau. Ses vrais compatriotes ne lui pardonnèrent pas ce qu'ils nommaient sa défection. En 1819, il remit sur le tapis la question catholique et ne perdit sa motion que de deux voix. Les événements mûrissaient; tout était prêt pour que l'indépendance des catholiques d'Irlande couronnât enfin les tentatives multipliées et les longues espérances de Grattan. Il s'agissait de por-

ter le dernier coup. Ses infirmités devenaient chaque jour plus graves et plus menaçantes; ses amis voulaient le retenir en Irlande. Ils savaient qu'un dernier déploiement de son énergie suffirait pour entraîner sa mort. Mais sa résolution était prise. Il partit pour Londres; à peine arrivé, il expira.

L'État reconnaissant se chargea du soin de ses funérailles, et le pied de son cercueil, déposé à Westminster, touche à la tête du cercueil de Fox. Si Grattan avait désigné lui-même le lieu de sa sépulture, certes il n'aurait pas fait d'autre choix. On vit ses adversaires politiques suivre son convoi, les yeux mouillés de larmes.

On a pu apprécier, d'après les nombreux extraits de ses discours, que nous avons reproduits, le caractère spécial de son éloquence; — toute nerveuse, redoutable surtout dans l'attaque, écrasante dans l'invective, terrible par ses défauts comme par ses qualités, peu propre à la discussion lumineuse et au détail des affaires, épigrammatique et ardente, à la manière de Tacite. Son élan, quand un adversaire digne de lui le provoquait, ressemblait à celui de la panthère qui bondit et tombe sur sa proie. Malheureux d'être né dans un pays dont la situation était fausse et la délivrance impossible; suspendu entre ses devoirs et son irritation; exposé par la nature de son esprit et par sa naissance à toutes les splendides hallucinations qui font tant de mal aux peuples; comme homme d'État pratique, il se trouve rejeté bien au-dessous de sa position d'homme de parti et de son talent d'orateur. Si sa chimère s'était réalisée, l'Irlande serait devenue le point central des trois royaumes : chose impossible.

Mais ses nobles efforts ont servi les intérêts réels du genre humain : ainsi les expériences des alchimistes ont

concouru au progrès de la science réelle. Les catholiques ont retrouvé leurs droits. Chaque jour les points obscurs de la politique s'éclaircissent, et les paroles prononcées par Grattan se représentent à nous comme des prophéties.

Terminons ces esquisses par les graves et fécondes paroles qu'il prononçait en 1812 :

« Il n'y a plus en Europe que deux puissances : l'*Angleterre* et la *France* ; entre elles roulent aujourd'hui les destinées du monde. Le temps n'est plus où une civilisation fractionnaire semait sur le continent une foule de petits États qui se balançaient mutuellement.

» L'Angleterre et la France existent seules ; — deux reines rivales.

» Il faut qu'elles se partagent le pouvoir, ou qu'elles se le disputent. »



FIN.

COULOMMIERS. — IMPRIMERIE DE A. MOUSSIN.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES.

A

B

C

D

E

F

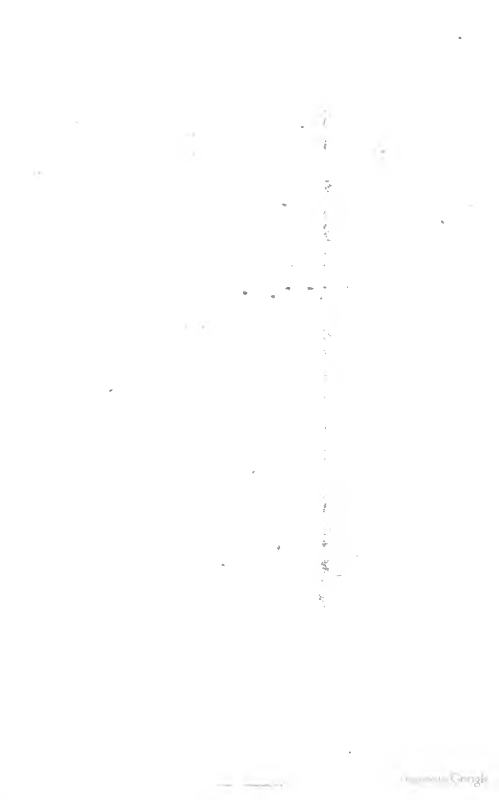
H

I

J

S


BIBLIOTECA NAZ.
ROMA
VITTORIO EMANUELE



LIBRAIRIE D'AMYOT, ÉDITEUR, 6, RUE DE LA PAIX.

In-18 jésus, format anglais, à 3 fr. 50 cent. le volume.

Le XVIIIe siècle en Angleterre; études anglaises, par M. *Philarète Chasles*, professeur au Collége de France. 2 vol.

Études sur l'antiquité et le moyen-âge; par M. *Philarète Chasles*. 1 vol.

Études sur le XVIe siècle; par M. *Philarète Chasles*. 1 vol.

Études sur l'Espagne et le règne de Louis XIII; par M. *Philarète Chasles*. 1 vol.

Études sur l'Allemagne l'Angleterre et l'Amérique septentrionale; par M. *Philarète Chasles* 1 vol.

Napoléon et Marie-Louise; souvenirs historiques, par le baron *Méneval*, ancien secrétaire de l'empereur. 3 vol.

Le tome 3 se vend séparément.

Clarisse Harlowe; par *Jules Janin*, précédée d'une introduction sur la vie et les écrits de Clarisse Harlowe, Samuel Richardson. 2 vol.

Histoire de la chute des Jésuites au XVIIIe siècle, 1750-1782; par le comte *Alexis de Saint-Priest*, pair de France. Nouvelle édition, revue, corrigée et augmentée de nombreuses pièces justificatives. 1 vol.

La Russie en 1839; par le marquis *de Custine*. 3e édition, revue, corrigee et considérablement augmentée. 4 vol.

Les Chefs-d'œuvre de Charles Dickens: Les contes de Noël et du Nouvel an, Les Apparitions, Les Carillons, Le Cricri, Laura Bridgman, La Cloche du tocsin, L'Enfant de mon frère, L'Épée brisée, traduits de l'anglais, avec une notice et des notes, par M. *Amédée Pichot*. 1 vol.

La jeune Angleterre, par *B. Disraeli*, traduit de l'anglais, par Mlle *A. Sobry*; précédé d'une Notice par M. *Philarète Chasles*, et accompagné de deux clefs explicatives des personnages. 2 vol. in-8.......... 15 fr.

Histoire de la Sicile sous la domination des Normands, depuis la conquête de l'île jusqu'à la fondation de la monarchie, par M. le baron de *Bazancourt*. 2 v. in-8. 15 f.

Des Allemands, par un Français. 1 vol. in-8.............................. 4 fr.

Mes Loisirs, par Mme la baronne de *Montarau*. 2 vol. in-8.................. 15 fr.

Familles historiques de France; par le comte *Horace de Viel-Castel*, avec la généalogie et les armes de chaque famille rehaussées d'or et d'argent.
1re série : Archambaud de Comborn. 1 v. 7 f. 50.
2e série. Bernard de Ventadour. 2 vol... 15 fr.

Les Gentilshommes d'autrefois; par M. le marquis *de Foudras*. 2 vol. in-8.. 15 fr.

La Bible en Espagne; traduit de l'anglais sur la 3e édition. 2 vol in-8......... 15 fr.

Les Deux Nations; par l'auteur de *la Jeune Angleterre*. 2 vol. in-8............. 15 fr.

Lettres et pièces inédites ou rarissimes de personnages éminents dans la littérature et la politique, publiées et annotées par M. *Matter*, inspecteur général des Bibliothèques de France, conseiller de l'Université. 1 vol. in-8..................... 7 fr. 50 c.

Lettres de Rancé, abbé et réformateur de la Trappe, recueillies et publiées par *B. Gonod*, bibliothécaire de Clermont-Ferrand 1 vol. in-8..................... 7 fr. 50 c.

Lettres de Louis XVIII au comte de Saint-Priest pendant l'émigration, précédées d'une Notice par M. le baron de *Barante*, de l'Académie française. 1 v. in-8 7 f. 50 c.

Ellen Middleton; par lady *Georgiana Fullerton* (Miss Granville). 2 vol. in-8.. 15 fr.

Histoire de Charles Édouard; par M. *Amédée Pichot*. 4e édition, considérablement augmentée. 2 vol. in-8........ 15 fr.

Voltaire et Rousseau; par lord *Brougham* 1 vol. in-8.................. 7 fr. 50 c.

Les Lionnes de Paris; 2 vol. in-8.. 15 fr.

Paris. — Imprimerie de H. Fournier et Ce, rue St-Benoît.



